

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
DÉFENSE OUVRIÈRE

CONTRE LE

TRAVAIL ÉTRANGER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 26 octobre 1912, à 1 h. 1/2.

PAR

Maurice HOLLANDE

Président : M. RAOUL JAY, professeur.

Suffragants : { MM. PIÉDELIEVRE } professeurs.
CAPITANT }

BLOUD & C^{ie}, éditeurs

7, PLACE SAINT-SULPICE,

PARIS

1912

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

1887
MAY 10
1887

LA
DÉFENSE OUVRIÈRE

CONTRE LE
TRAVAIL ÉTRANGER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le samedi 26 octobre 1912, à 1 h. 1/2.

PAR

Maurice HOLLANDE



Président : M. RAOUL JAY, professeur.

Suffragants : { MM. PIÉDELIEVRE } professeurs.
CAPITANT

BLOUD & C^{ie}, éditeurs

7, PLACE SAINT-SULPICE,
PARIS

1912

INTRODUCTION

L'ÉVOLUTION DE LA DOCTRINE PROTECTIONNISTE

CHAPITRE PREMIER

LE RÈGNE DU PROTECTIONNISME.

« Nous sommes, constatait M. Gabriel Hanotaux, au seuil d'une étude consacrée aux dernières élections anglaises (1), à l'embranchement de deux routes ; il faut choisir : Le ^{xx}^e siècle sera-t-il protectionniste ou libre-échangiste ? » Et la question posée, l'éminent écrivain y donnait immédiatement la réponse que lui dictait l'attitude non équivoque prise, à cet égard, par la presque unanimité des grandes puissances économiques : « Protectionniste, cela veut dire nationaliste, et incontestablement, le nationalisme économique tend à l'emporter. On annonçait un pacifisme universel, et voilà que les barrières se hérissent de toute part..... »

Il semble bien, si l'on s'en tient à l'observation des faits, que le protectionnisme, intégral ou atténué, doive être, dans quelques années, la base commune des rapports commer-

(1) Revue hebdomadaire, 19 février 1910. Sir Henry CAMPBELL-BANNERMAN disait déjà, en juin 1904, alors que la campagne protectionniste battait son plein : « Nous sommes à l'embranchement de deux routes : l'une large et facile, conduit au protectionnisme, au service militaire, à l'abaissement de nos libres institutions... ; l'autre route conduit à l'extension de la liberté, au développement de la justice, à un arrêt et une réduction ultérieure des dépenses militaires, etc.... »

ciaux entre différents Etats : il y aurait sans doute quelque présomption à affirmer que la politique douanière ne dépassera jamais le stade belliqueux auquel elle se trouve actuellement parvenue ; on peut au contraire espérer que les relations internationales revêtiront quelque jour un caractère plus pacifique, mais la réalisation de cette ère fraternelle apparaît encore bien hypothétique et lointaine.

Le protectionnisme pour l'instant règne en maître ; amis et adversaires s'entendent pour reconnaître son triomphe (1) et l'on se prend à sourire en se remémorant la fameuse prophétie que, dans l'enthousiasme d'une bataille économique aux trois quarts gagnée, Richard Cobden lançait en 1846 à ses compatriotes : « Je crois que si vous abolissez franchement les *Corn Laws* et si vous adoptez le Libre-Echange dans sa simplicité, il n'y aura pas en Europe de tarif qui ne soit modifié en moins de cinq ans pour suivre votre exemple (2). »

Depuis 1845, les tarifs ont été modifiés bien des fois, mais non pas, en général, dans le sens prédit par Cobden.

(1) M. Paul LEROY-BEAULIEU, dans un récent article de l'*Economiste Français* (26 mars 1911), faisait, un peu mélancoliquement, ce qu'on est convenu d'appeler « la part du feu » : « Il ne s'agit plus, disait-il, de l'antique querelle entre le libre-échange et la protection. Il est clair que dans l'état présent du monde, le libre échange est hors de débat : suivant la formule anglaise, il ne fait pas partie de la politique pratique. Le choix est seulement entre une protection modérée, équitable, rationnelle, et une protection outrancière, approchant de la prohibition et sacrifiant un grand nombre d'intérêts respectables..... »

(2) Discours prononcé à Manchester le 15 janvier 1846.

Après une courte période de traités de commerce, inaugurée par la France, ou plus exactement par la volonté personnelle de Napoléon III, l'Europe presque tout entière est rentrée dans les voies de la protection où déjà la précédaient les États-Unis d'Amérique ; la Russie, l'Espagne (1877), l'Italie (loi du 30 mai 1878), l'Autriche-Hongrie (loi du 27 juin 1878) modifièrent leurs tarifs dans un sens protectionniste. L'Allemagne (loi du 15 juillet 1879) se mit à taxer les céréales, le bétail, les fers, qu'elle admettait auparavant en franchise ; elle conclut, dans la suite à partir de 1892, des traités de commerce à plus ou moins long terme avec diverses nations, mais en 1902, elle adopta un nouveau tarif douanier plus protectionniste encore que le précédent, et qui est entré en vigueur en 1906 ; ce tarif pousse jusqu'à la virtuosité l'art des *spécialisations*, de façon à limiter très strictement, surtout à l'égard de la France, les concessions faites à certains États.

Dès l'expiration des traités de commerce conclus sous Napoléon III, la France avait (loi du 7 mai 1881) relevé, — fort modérément il est vrai, — ses droits sur le bétail et ses taxes sur différents articles ; elle conclut d'ailleurs un certain nombre de traités accordant un régime de faveur à la Belgique, à l'Italie, à l'Espagne, au Portugal, à l'Autriche, à l'Angleterre, régime étendu, par le traité de Francfort, à l'Allemagne elle-même. Vinrent les mauvais jours de la crise agricole de 1885 ; la surabondance des blés de Russie, d'Australie, d'Argentine, du Canada provoqua une terrible baisse du prix des céréales. Il fallut, en 1888, porter à

3 francs les droits sur le blé qui, depuis 1861, n'étaient que de 0 fr. 60 ; une loi de 1887 les éleva même à 5 francs ; la farine et les autres céréales furent également surtaxées de même que le bétail (1) ; ce n'était là qu'une préface : on sait comment la nécessité absolue de ne pas se laisser distancer par ses rivales dans la lutte économique accula la France au tarif de 1892 qui l'inféodait définitivement au protectionnisme, sans qu'on pût d'ailleurs l'accuser d'exagération. C'était l'époque où l'Allemagne, désireuse d'étendre, pour son profit, à toute l'Europe centrale les frontières du Zollverein, commençait à pratiquer l'usage des traités de commerce à longue échéance, tout en maintenant à son tarif général des droits fort élevés. La France, plus jalouse de son autonomie douanière, voulut limiter par la création d'un « tarif minimum » l'étendue des concessions qu'elle entendait octroyer, — à charge de réciprocité, bien entendu, — tout en réservant aux irréductibles les rigueurs de son « tarif général » ou « maximum ». Mais ce double instrument se révéla, à l'usage, assez imparfait : le tarif minimum, au lieu de rester un régime de faveur, dont l'application devait entraîner, comme contre-partie, d'importants avantages consentis par les bénéficiaires, devint le régime normal (2). Encore l'étranger, loin de s'en contenter, exigea-

(1) Voir pour plus de détails, sur les régimes douaniers contemporains : NOGARO et MOYE : *Les régimes douaniers (Législations douanières et traités de commerce)*. Paris, A. Colin, 1910.

(2) Voir, sur cette insuffisance du régime douanier de 1892 : CH. GIDE : *Cours d'Economie politique*, 2^e édit., p. 405. Paris, Larose et Tenin, 1911.

t-il davantage, et l'on dut, pour lui donner satisfaction, soit abaisser le tarif minimum, — qu'on avait cependant proclamé intangible, — soit, ce qui était plus grave, s'engager à ne pas modifier certains droits, tant que durerait l'accord conclu avec telle ou telle nation.

Aussi la dernière révision de notre tarif douanier (loi du 29 mars 1910) eut-elle pour principal objet d'élever notablement le tarif général, afin d'augmenter l'écart existant entre ce tarif et le minimum, et de permettre d'en faire, quand les circonstances le voudraient, un instrument de sérieuses représailles. De plus, certains droits furent haussés pour répondre à l'élévation générale des tarifs européens, et des *spécialisations* nombreuses furent créées, afin que la France put, le cas échéant, suivre l'Allemagne sur son terrain favori.

L'Italie, l'Autriche-Hongrie, et même la Russie et les Etats balkaniques font maintenant partie de ce système douanier de l'Europe centrale, sur lequel s'exerce l'attraction de l'Allemagne ; comme elle, ils pratiquent aujourd'hui ce régime paradoxal « qui concilie les tendances protectionnistes les plus accentuées avec la conclusion de nombreux traités » (1).

Les États-Unis sont plus jaloux de leur autonomie que ne l'a jamais été aucune nation d'Europe ; le protectionnisme est, chez eux, une tradition presque aussi ancienne que leur existence même et qui n'a jamais été interrompue

(1) NOGARO et MOYE, *op. cit.*, p. 76.

qu'à de très rares intervalles ; le passage au pouvoir des républicains notamment, a toujours été marqué par des relèvements de tarif : en 1890 fut voté le bill Mac Kinley qui impose sur certains produits des droits dépassant 200 0/0 *ad valorem* ! En 1897, le tarif Dingley ne fit qu'accentuer cette hausse des tarifs. Enfin, la récente loi Payne-Aldrich, votée le 5 août 1909, porta à son comble ce régime autocratique, en excluant désormais tout accord sous forme de traité ou de convention. Les Etats-Unis peuvent d'ailleurs tenir la dragée haute à l'Europe, sans avoir à redouter ses représailles : ils exportent surtout des matières premières que les nations du Vieux Monde ont intérêt à admettre en franchise ; eux-mêmes n'importent guère que des objets de luxe qu'ils peuvent surtaxer sans danger (1) ; ils sont donc à peu près invulnérables et exploitent quelque peu abusivement les avantages de leur situation.

Les Etats Sud-Américains sont aussi entrés dans le mouvement protectionniste. La République Argentine possède un tarif presque prohibitif ; le Vénézuéla et le Brésil remanient fréquemment les leurs, et non dans le sens libéral ; les jeunes nations ne sont pas, on le conçoit, les dernières à suivre l'orientation générale : l'Australie pratique un protectionnisme farouche, à tel point que, seule parmi les grandes colonies anglaises, elle refuse de consentir à la métropole des tarifs préférentiels ; sans aller aussi loin, le Canada se montre assez jaloux de son autonomie dou-

(1) NOGARO et MOYE, *op. cit.*, p. 78.

nière (1) ; le Japon lui-même se met à l'abri d'une haute barrière de tarifs (2).

En Europe, la Belgique longtemps favorable au libre-échange est maintenant, — de même que la Suisse, — passée dans le camp adverse, sinon en théorie, du moins en fait (3). Actuellement, en dehors de petits pays tels que la Hollande, la Norvège, le Danemark, qui seraient totalement incapables de se suffire à eux-mêmes dans n'importe quelle branche de production, et que leur intérêt évident maintient attachés au libre-échange, l'Angleterre est la seule grande nation qui pratique le « laissez-faire ». Encore y est-il fortement battu en brèche par la vigoureuse campagne protectionniste dont nous devons, au cours de cet ouvrage, étudier les effets.

Comment expliquer cette poussée protectionniste qu'on observe à l'aurore du xx^e siècle, dans des nations d'aspect, de production, d'importance et d'intérêts économiques si dissemblables ? On parle d'une recrudescence de l'idée de patrie, d'un « nationalisme » économique qui, par une

(1) Les élections canadiennes d'octobre 1911, qui ont marqué la défaite des libéraux et la victoire éclatante des conservateurs (transformant leur minorité de 40 voix en une majorité de 45 voix au parlement fédéral d'Ottawa), ont été également la condamnation formelle de la politique douanière inaugurée par sir Wilfrid Laurier, et qui devait aboutir à un traité de réciprocité entre le « Dominion » et les Etats-Unis. C'est donc une victoire pour les protectionnistes canadiens et pour les *Tariff Reformers* anglais qui voyaient avec un mécontentement non déguisé les Etats-Unis chercher à « débaucher » le Canada.

(2) T. OURAKAMI : *Les nouveaux tarifs douaniers japonais* (Economiste Français, 14 mai 1910).

(3) Ch. GIDE : *Cours d'économie politique*, 2^e édit., p. 380.

curieuse coïncidence, se manifesterait précisément à l'heure où les communications internationales facilitées se multiplient, où les relations commerciales deviennent de plus en plus, pour chaque pays, une impérieuse nécessité, où les rêves mêmes des pacifistes commencent à se traduire en réalités dans le domaine de la politique.

Cette explication n'en est pas une. Le nationalisme économique est lui-même un effet dont il faut, en dernière analyse, rechercher les causes ; les producteurs, les industriels n'ont pas, comme certains économistes, l'habitude de s'inspirer, en affaires, de considérations désintéressées et de sentiments idéalistes. S'ils sont protectionnistes ou tendent à le devenir, c'est, en définitive, parce qu'ils croient y trouver leur compte. Nous allons essayer de déterminer, dans le chapitre suivant, les mobiles auxquels ils obéissent.

Cette étude nous amènera à constater que le protectionnisme, ou plutôt la façon de le concevoir actuellement, diffère profondément de l'idée qu'on s'en faisait autrefois. Il nous faudra noter les termes de cette évolution, mesurer rapidement le chemin parcouru, depuis le mercantilisme étroit et dogmatique, jusqu'au protectionnisme impérialiste d'un Chamberlain, en passant par le protectionnisme opportuniste et mitigé de List et de Carey.

Ayant ainsi dégagé les caractères les plus saillants du mouvement protectionniste contemporain, nous pourrons entrer dans le vif de notre sujet : l'examen des différentes

positions prises dans le conflit théorique et pratique du libre-échange et de la protection par les milieux ouvriers, et plus spécialement, l'étude des tendances nettement protectionnistes, manifestées en ces dernières années, par certaines fractions du prolétariat industriel.

CHAPITRE II

L'ÉVOLUTION DU PROTECTIONNISME. — DE LIST A PATTEN.

La forme la plus ancienne, en même temps que la plus rudimentaire du protectionnisme, c'est le mercantilisme. Partant non de l'observation des faits, mais de cette idée préconçue et d'ailleurs inexacte que la richesse unique d'un Etat est l'argent, la monnaie, la doctrine mercantile ne vise qu'à conserver le plus possible de numéraire ; dans ce but, elle restreint, autant que faire se peut, les importations, qu'on solde en se dépouillant ; en revanche, elle ouvre largement la porte aux exportations, — même de céréales, — parce qu'elles ont pour résultat d'accumuler l'or et l'argent dans les coffres de la France et de rendre ainsi favorable cette fameuse balance du commerce dont les mercantilistes ne parlent qu'avec respect. On a maintes fois mis en lumière le caractère anti-scientifique, et, pour tout dire, quelque peu puéril de cette assimilation purement artificielle entre une nation et un particulier thésauriseur (1). Aussi bien

(1) M. GORE estime « simpliste », sinon même « caricaturale », cette façon, pourtant courante, de présenter le mercantilisme. D'après lui, cette description conviendrait plutôt aux théories de certains économistes qui ont précédé chronologiquement les mercantilistes et qu'on appelle quelquefois les *Bullionistes* (de *Bullion*, lingot), à raison de l'importance qu'ils attachaient aux métaux précieux (*op. cit.*, p. 375).

n'était-ce là qu'une théorie ; il appartenait à Colbert de réaliser, le premier après Cromwell, un véritable système protectionniste basé non plus sur des considérations purement fiscales, mais bien sur le désir d'accroître les forces productives d'un pays. On sait quels furent les principaux points de ce système dont l'idée maîtresse était « de susciter la création des manufactures, de les protéger en les soustrayant à la concurrence étrangère, et de venir en aide aux ouvriers en leur procurant la vie à bon marché (1) ; d'une part, élever les droits à l'importation sur les produits des manufactures étrangères, ou même prohiber complètement leur entrée ; d'autre part, attirer en France, par des réductions ou des exemptions de droits, les matières premières étrangères destinées à servir d'aliment aux manufactures françaises, tout en prohibant, par contre, la sortie des matières premières utilisables pour l'industrie française ; enfin prohiber, dans l'intérêt de la consommation nationale, l'exportation des céréales et en encourager l'importation.

On peut sans doute élever contre ce système nombre de critiques parfaitement justifiées ; il est évident que le travail industriel n'est pas, comme semble l'imaginer Colbert, le seul productif, et dès lors, l'inégalité de traitement qu'il institue entre l'industrie et l'agriculture, réservant toutes les faveurs à la première, apparaît profondément choquante et injustifiée ; de plus, l'isolement presque absolu que veut

(1) Paul CAUWÈS : *Cours d'économie politique*, t. II, p. 520, Paris, Larose et Forcel, 3^e édition, 1893.

le système prohibitionniste, devait fatalement conduire à la consommation les industries françaises auxquelles il supprimait, par trop complètement, le stimulant pourtant nécessaire de la concurrence étrangère. Le « colbertisme » n'en reste pas moins la première tentative rationnelle faite par un gouvernement pour protéger et développer les forces industrielles naissantes d'un pays ; ses conceptions, pour incomplètes et erronées qu'elles soient, contiennent cependant en germe la doctrine protectionniste ; elles la dépassent même, et c'est là qu'est leur erreur puisque, faute de savoir s'arrêter au degré de protection raisonnable et compatible avec les nécessités du commerce international, elles vont, d'emblée, jusqu'à la prohibition complète.

Viennent ensuite les physiocrates qui relèvent l'agriculture du discrédit dans lequel l'avait jeté le mercantilisme : « La terre, disait Quesnay, est l'unique source des richesses, et c'est l'agriculture qui les multiplie. » Quant aux travaux de l'industrie, ils ne sont « qu'un objet dispendieux et non une source de revenus ». Le gouvernement ne fera donc aucun frais pour la favoriser ; c'est à l'agriculture, seule créatrice de produits, qu'ira toute sollicitude, et comme, avant tout, l'agriculture a besoin de pouvoir faire circuler librement ses produits, de se chercher des débouchés nouveaux ; comme, au surplus, la libre concurrence assure le bon marché de la vie aux classes pauvres de la nation (1), les physiocrates furent des libre-échangistes

(1) Cette considération avait sa valeur, et qui n'était pas mince, aux yeux des physiocrates. Le *Laissez-faire, laissez-passer* ne comp-

déterminés (1). Mais leur critique des théories mercantiles manque de force et de précision ; leur système présente, en sens inverse, le même vice que celui qu'ils cherchent à remplacer : l'un ne connaissait que l'industrie, l'autre ne tient compte que de l'agriculture ; même excès, mêmes idées préconçues et, par suite, même défaut de base scientifique.

Il faut aller jusqu'à Adam Smith pour trouver la véritable incarnation du libéralisme économique. Convaincu que toutes les perturbations qui peuvent se produire dans les rouages économiques d'une nation sont le fait de l'ingérence des gouvernements, Adam Smith veut réduire au plus strict minimum l'intervention de l'Etat dans le domaine

tait pas, à ses débuts, la dose formidable d'égoïsme que devait, par la suite, y introduire le manchestérianisme ; les premiers physiocrates étaient, au contraire, animés de préoccupations humanitaires. Il suffirait, pour s'en convaincre, de lire la *Dixme royale* de VAUBAN (qui fut bien un physiocrate avant la lettre) et certaines pages du *Tableau économique* de QUESNAY.

(1) Chose curieuse, ces physiocrates, tout libre-échangistes qu'ils soient, sont bien, de par le zèle qu'ils déploient envers les intérêts de l'agriculture, les ancêtres directs des fougueux protectionnistes que sont les *agrariens* de nos jours. MM. GIDE et RIST, dans leur *Histoire des doctrines économiques*, mettent très finement en lumière cette filiation imprévue : « Cette importance vitale donnée à l'agriculture, disent-ils, a été l'un des facteurs les plus puissants du réveil du protectionnisme, en sorte que les physiocrates libre-échangistes se sont trouvés trahis par le succès même de leur idée. Encore n'est-il pas bien sûr qu'ils ne fussent pas protectionnistes agricoles s'ils vivaient aujourd'hui !... ». Et les auteurs font très justement remarquer, à l'appui de cette thèse, qu'un livre tel que celui de M. MÉLINE, *Le retour à la terre*, quoique protectionniste, est tout imbu de l'esprit physiocratique. GIDE et RIST, *op. cit.*, p. 19.

économique, et le décharger de tout ce qui peut être obtenu du concours des particuliers ; son individualisme anti-étatiste ne pouvait manquer de faire de lui un adversaire acharné de toute mesure de protection douanière ; de fait, son œuvre renferme, contre le protectionnisme, un réquisitoire qui peut être considéré comme définitif. Dans les éternelles controverses qui mettent aux prises, actuellement encore, les protectionnistes et les tenants du libre-échange, les arguments que ces derniers jettent et rejettent dans le débat séculaire, sont, à peu de choses près, ceux-là mêmes que formulait déjà le grand économiste anglais ; les exemples tirés des faits contemporains, l'emploi des statistiques modernes peuvent bien habiller, comme d'un vêtement nouveau, les thèses présentées. Si la forme a changé, le fond reste le même, et l'œuvre d'Adam Smith est toujours l'arsenal auquel nos modernes libre-échangistes viennent emprunter leurs armes.

La forme originale et le caractère rationnel des conceptions de l'économiste écossais suffisent d'ailleurs à légitimer la grande influence qu'il acquit, même de son vivant, sur les premiers adeptes de la science, encore bien incertaine, que Montchrestien avait, en 1615, appelée le premier *l'Economie politique*. Il faut pourtant se garder de croire que la souveraineté intellectuelle d'Adam Smith fut aussi complète et incontestée qu'on veut bien l'assurer parfois. D'une part, en effet, ses théories libre-échangistes, loin de passer dans le domaine de la pratique, n'empêchaient nullement les nations de maintenir, sinon de renforcer, au cours du

xviii^e siècle, les hautes barrières prohibitives qui se hérissaient de toute part pour isoler non seulement un pays tout entier, mais encore jusqu'aux différentes provinces d'un même Etat (1).

D'autre part, si la plupart des économistes se ralliaient alors aux idées de Smith, quelques-uns cependant résistaient à l'entraînement général. Déjà l'abbé Galiani s'était attaqué, avec une verve spirituelle et mordante, aux doctrines absolues des physiocrates. Malthus, qu'on eût pu croire porté à réclamer la libre importation des blés étrangers, pour parer à la famine dont il avait la perpétuelle hantise, Malthus était plutôt protectionniste (2). Necker profitait de son double passage au pouvoir pour prohiber le libre commerce des grains. Mais aucun de ces dissidents n'avait jusqu'alors formulé de *doctrine* protectionniste qui pût être opposée à celle d'Adam Smith ; il nous faut aller jusqu'au second tiers du xix^e siècle, époque à laquelle Bastiat et Léon Say donnaient au libre-échange un regain de vitalité, pour rencontrer, en la personne de l'Allemand Frédéric List, le premier théoricien du protectionnisme. Encore ce nom de théoricien semble-t-il mal convenir à un

(1) L'Angleterre qui devait plus tard réaliser d'une façon presque absolue l'idéal d'Adam Smith, donnait à ce moment l'exemple du prohibitionnisme le plus complet.

(2) MM. Gide et Rist nous en donnent la raison : « Malthus croyait sans doute, comme les agrariens protectionnistes d'aujourd'hui, que le plus sûr moyen de préserver un pays de la famine, était, non de livrer l'agriculture nationale à la concurrence de l'étranger, mais au contraire de la soutenir et de la développer en lui assurant un prix suffisant. » *Op. cit.*, p. 19.

économiste qui s'inspira toujours de considérations purement pratiques et objectives ; ses idées, cependant, répondaient si bien à des besoins pareillement ressentis par la plupart des grandes nations de l'Europe, que toutes à peu près lui empruntèrent son système, bien qu'il ne l'eût conçu que d'un point de vue strictement *nationaliste* : « *Système National d'Economie Politique* », tel est en effet le titre du célèbre ouvrage qu'il publia, en 1841. Adam Smith avait posé, sans aucune acception de pays ni d'époque, les principes qui lui paraissaient devoir conditionner, en tout temps et en tout lieu, le développement et la richesse. List dénonça l'erreur fondamentale de cette théorie trop abstraite, qui ne tient pas un compte suffisant des réalités économiques : les principes qui régissent le développement de la richesse varient pour chaque nation suivant sa position géographique, son climat, sa population, son aptitude à telle ou telle forme de production, sa situation financière, l'état de sa marine et de ses voies de communication ; ce sont là autant de facteurs qui déterminent, par leur influence combinée, les destinées économiques d'une nation ; d'où la nécessité de les étudier scrupuleusement avant d'appliquer à un pays tel régime de politique douanière, — lequel d'ailleurs pourra parfaitement ne pas convenir à son voisin. List abandonna le point de vue général et abstrait d'Adam Smith, pour se placer uniquement en face de l'Allemagne et chercher quelle était, au moment même où il écrivait, la politique commerciale la plus favorable à ses intérêts et à son développement.

Or, l'Allemagne, ou plutôt la Confédération germanique, était, vers 1815, morcelée en une foule de petits Etats très inégaux, séparés les uns des autres par des barrières douanières (List en compte jusqu'à 38), et pratiquant en outre, sur leur propre territoire, le système des douanes intérieures, (on comptait en effet jusqu'à 67 tarifs différents dans le seul royaume de Prusse !). Et tandis que les Etats allemands, loin de chercher à faciliter leurs échanges réciproques, se hérissaient ainsi de murailles défensives, par contre, la Confédération restait, dans son ensemble, largement ouverte aux marchandises étrangères, et l'Angleterre, dont l'outillage industriel et le développement économique étaient déjà bien supérieurs, en profitait pour l'inonder de ses produits, sans qu'elle fût en mesure de lutter.

Frédéric List, alors professeur à l'Université de Tubingue, comprit que jamais l'Allemagne ne pourrait, dans ces conditions, devenir une puissance économique, et il se consacra ardemment à la réforme de ce déplorable état de choses ; il fonda tout d'abord, en 1819, « l'*Association Générale des industriels et commerçants allemands* » et s'attacha à susciter, par des pétitions, des articles de journaux et de constants appels à l'opinion publique, un vif mouvement en faveur de l'unité douanière. Sa campagne aboutit, après plusieurs essais d'unions partielles, à la création, en 1834, d'un seul Zollverein dont la Prusse prit la tête, l'Autriche s'étant toujours refusée à y participer (1).

(1) C'est à la magistrale étude de M. GIDE sur « Frédéric List et

Les douanes intérieures, première entrave au développement économique de l'Allemagne, avaient ainsi disparu. Restait à fixer le régime douanier qui serait celui du *Zollverein*. La majorité des économistes allemands, profondément imbus du libéralisme régnant, penchaient pour le libre-échange ; certains industriels, particulièrement éprouvés par la concurrence anglaise, réclamaient au contraire des tarifs élevés ; c'est à ce moment que List vient les départager en publiant son « *Système National* », chaleureux plaidoyer en faveur du protectionnisme, mais d'un protectionnisme *modéré*, fort éloigné des vieux errements prohibitionnistes.

D'après lui, les nations passent, au point de vue du développement économique, par trois stades successifs allant du simple au complexe : l'état agricole, l'état agricole-manufacturier et l'état manufacturier-commercial (1). Une nation « normale » doit tendre à ce dernier état ; toutes ne peuvent y atteindre, les unes ayant, de par leur situation naturelle, une vocation plus particulièrement agricole, tandis que d'autres semblent vouées, par les richesses de leur sous-sol et l'esprit ingénieux de leur population, à une spé-

l'Economie Nationale » (GIDE et RIST : *Histoire des doctrines économiques*, liv. II, chap. IV), que nous empruntons les éléments de ce rapide historique, ainsi d'ailleurs que la substance même de notre critique des idées de List.

(1) *Système national*, p. 288 (traduction RICHALOT). Chose curieuse, c'est à Adam Smith lui-même que List emprunta ces trois stades ; il est vrai que l'économiste anglais en compte cinq, car il fait précéder l'état agricole de deux autres périodes : l'état sauvage et l'état pastoral.

cialisation purement industrielle. L'Allemagne, elle, a tout ce qu'il faut pour développer à la fois son agriculture et son industrie et jouer dans l'avenir un rôle des plus importants sur la scène économique (1). Par malheur, une concurrence redoutable menace d'étouffer au berceau ses premières velléités d'expansion commerciale. Déjà l'Angleterre, en avance d'un demi-siècle sur les autres nations civilisées, travaille à acquérir, en même temps que la maîtrise de la mer, l'*entreprise* générale du négoce international ; elle est d'autant plus redoutable qu'elle opère elle-même à l'abri de ces barrières douanières dont une déraisonnable idéologie voudrait pourtant interdire l'emploi aux Allemands : ses *Corn-Laws*, en effet, prohibent absolument l'accès de son marché aux produits tant agricoles qu'industriels de l'Allemagne (2) ; la France, d'ailleurs, pour lutter contre cette puissante rivale, lui a depuis longtemps emprunté l'arme de la protection ; les Etats-Unis d'Amérique, à peine constitués en nation indépendante, ont également recouru, pour ne s'en jamais départir, à la pratique des hauts tarifs : l'Al-

(1) Le croirait-on ? Près d'un siècle avant les beaux jours du « *Jingoïsme* » britannique, List mêlait déjà à son protectionnisme une pointe d'impérialisme ; l'Allemagne, d'après lui, doit s'annexer un jour la Hollande et le Danemark, qui d'ailleurs « finiront par considérer eux-mêmes leur incorporation dans une plus grande nationalité comme désirable et nécessaire et qui, croit-il, entreront librement dans la Confédération » (GIDE et RIST, *op. cit.*).

(2) Cet argument eût été perdu pour List s'il avait écrit son livre quelques années plus tard. Au moment même où paraissait le *Système national*, commençait en Angleterre le fameux mouvement libre-échangiste qui devait aboutir, en 1842 et en 1846, à l'abaissement du droit sur les blés et à l'abolition virtuelle des « *Corn-Laws* ».

Allemagne *doit* donc, elle aussi, être protectionniste, non que le protectionnisme, considéré *en lui-même*, soit, aux yeux de List, le régime idéal des relations commerciales, — nous verrons qu'il n'en est rien et que le contraire serait plutôt vrai (1), — mais parce que l'*intérêt national* exige impérieusement que l'Allemagne, dans les circonstances où elle se trouve, use à son tour de cette arme défensive ; c'est pour elle une question de vie ou de mort.

Mais le principe une fois posé, quelle doit être la mesure exacte de cette protection dont se couvrira la Confédération germanique ?

C'est ici qu'apparaît l'extrême modération de List, modération d'autant plus remarquable qu'elle tranche fortement sur les deux dogmatismes également excessifs du mercantilisme et du libre-échangeisme d'Adam Smith.

Pour lui, la protection n'est qu'un *remède* purement temporaire, auquel on ne doit recourir que dans la mesure stricte où il est utile. Et sans se contenter de cette formule un peu vague, List trace avec précision les limites étroites dans lesquelles peut légitimement être employé l'expédient des tarifs protectionnistes.

Tout d'abord, « le système protecteur n'est justifiable que dans un seul cas : lorsqu'il a pour but l'*éducation in-*

(1) « Le protectionnisme, dit List, n'est pas un remède universel qui puisse s'appliquer indifféremment à tous les pays, à toutes les époques, à tous les produits. Il est un procédé particulier qui n'a de raison d'être que dans des circonstances précises et sous certaines conditions » (List, *op. cit.*, p. 298).

dustrielle d'une nation » (1). Cette règle exclut en même temps du bénéfice de la protection les nations qui, comme l'Angleterre, ont déjà dépassé ce stade éducatif, et celles qui ne sont pas éducatibles en ce sens que leur manque d'aptitudes ou de ressources naturelles leur interdira toujours l'espoir d'une grande vocation industrielle.

En outre, il faut, pour justifier le régime protecteur, « que la nation dont il s'agit soit retardée dans ses progrès par la concurrence d'une puissance manufacturière étrangère déjà plus avancée » ; qu'elle soit, en quelque sorte, « dans la situation d'un enfant ou d'un jeune garçon qui, en lutte avec un homme fait, aurait peine à remporter la victoire ou seulement à faire résistance » (2). C'est bien le cas de l'Allemagne, comme aussi celui de la France et des Etats-Unis, que l'Angleterre écrase de sa précoce maturité.

Et même dans ce cas, la légitimité du protectionnisme n'est que provisoire : elle cesse quand « les manufactures se sont assez développées pour n'avoir plus à craindre la concurrence étrangère ; à partir de ce moment, la protection ne doit pas dépasser ce qui est suffisant pour défendre les racines mêmes de l'industrie indigène » (3).

List, nous l'avons dit, écrivait pour l'Allemagne, mais la France et les Etats-Unis d'Amérique étaient, eux aussi, en pleine période de développement, d'éducation industrielle, et ils étaient pareillement menacés par la prépondé-

(1) List, *op. cit.*, p. 299 (cité par GIDE et RIST).

(2) List, *op. cit.*, p. 413.

(3) List, *op. cit.*, p. 290.

rance économique de l'Angleterre ; le point de vue particulariste de l'économiste allemand se trouvait ainsi, de par l'identité des situations, applicable à la collectivité des nations en voie de croissance, et l'on ne saurait s'étonner de la faveur avec laquelle elles accueillirent, vers le milieu du siècle dernier, un système dont l'application devait singulièrement faciliter leur essor industriel. Le « Protectionnisme éducatif » eut donc son heure de vogue en Europe, et même aux Etats-Unis où Carey l'adopta, tout en le modifiant sérieusement pour l'accommoder au goût de ses concitoyens (1).

Enfin, beaucoup plus récemment, M. Cauwès esquisait, dans son *Cours d'Economie Politique* (2), une remarquable théorie de la « protection rationnelle » (3) dans laquelle se retrouvent les traits essentiels du protectionnisme éducatif ; sans doute, l'auteur a, sur plus d'un point, rectifié ou complété fort heureusement l'œuvre de son devancier : son esprit critique, sa culture scientifique ont large-

(1) CAREY : *Les principes de la science sociale* (1859).

(2) 3^e édit. (1893), t. II, liv. IV, chap. I.

(3) Plus récemment encore, M. SAUVAIRE-JOURDAN, dans un article publié par la « Revue d'économie politique » (octobre 1909) et intitulé *Le protectionnisme national et la réforme douanière en France*, manifestait une certaine prédilection pour le protectionnisme modéré et temporaire de List et semblait regretter que les protectionnistes d'aujourd'hui se laissassent guider par d'autres raisons : « Trois motifs principaux, disait-il, peuvent légitimer une pareille politique : le protectionnisme militaire, c'est-à-dire le droit de sauvegarder les branches de production nécessaires à la sécurité du pays en cas de guerre, le protectionnisme de transition et le protectionnisme éducatif. »

ment bénéficié du demi-siècle d'études économiques qui séparent le « *Système National* » du *Cours d'Economie politique*. Mais leur point de vue fondamental est identique : Comme List, M. Cauwès se préoccupe du sort des « pays neufs » pour lesquels s'accomplit encore, au moment où il écrit, la transition du régime agricole au régime industriel ; ils ne peuvent rester, à cette époque éminemment critique, livrés sans défense à la concurrence meurtrière des nations plus avancées, dont les produits manufacturés viennent inonder leur marché. « C'est donc au moment où l'importation des produits fabriqués entraverait le progrès intérieur, qu'il convient de lui opposer une digue d'abord peu élevée, afin de laisser pénétrer une suffisante quantité de produits étrangers et par là, de ne pas imposer à la consommation une gêne trop sensible, puis plus haute, pendant le travail de croissance de la fabrication nationale. Les nouveaux pays industriels sont obligés de s'isoler, de fermer leur marché aux pays producteurs d'objets fabriqués qui y avaient leurs débouchés. La grande production, stimulée par la liberté commerciale, a ainsi engendré le protectionnisme des pays neufs (1). » Ainsi parlait, cinquante ans auparavant, l'auteur du « *Système National* ». M. Cauwès, après avoir donné cette vue générale du problème, met en lumière certains de ses aspects que l'économiste allemand n'avait qu'imparfaitement dégagés de la pénombre. C'est ainsi que les intérêts et les

(1) CAUWÈS, *op. cit.*, 3^e édit., t. II, p. 481.

droits du consommateur, — toujours négligés par les protectionnistes, s'il faut en croire les tenants de l'orthodoxie libérale, sont très sérieusement envisagés dans la magistrale étude de M. Cauwès ; il y réfute, par des arguments décisifs, certaines affirmations tirées jusqu'alors, avec un plein succès, de l'arsenal libre-échangiste (1). En outre, il se préoccupe, beaucoup plus qu'on ne l'avait fait jusqu'à lui, des répercussions que peut avoir sur la condition des ouvriers et le taux des salaires, l'application d'un régime protectionniste ; il émet à ce sujet des vues pleines d'originalité, sur lesquelles nous aurons d'ailleurs à revenir au cours de ces pages.

Mais son protectionnisme — toujours comme celui de List, — n'est qu'un expédient purement temporaire : la liberté commerciale reste pour lui l'idéal auquel doit tendre le développement général de la civilisation (2).

Et ce dernier trait, s'il le rapproche encore de son devancier allemand, suffit, en revanche, à le situer nettement à l'écart des tendances et de l'orientation suivies, en ces dernières années, par le protectionnisme contemporain.

Car, il faut bien le dire, si nous en exceptons celui dont nous venons de parler, les protectionnistes de nos jours,

(1) CAUWÈS, *op. cit.*, 3^e édit., p. 503. « De l'utilité des droits protecteurs au point de vue de la consommation ».

(2) « La protection des industries nationales, ainsi comprise, n'est pas, le plus souvent, perpétuelle ; c'est un régime de transition propre à favoriser l'éducation industrielle : c'est une tutelle qui doit cesser naturellement à l'âge de plein développement économique » (CAUWÈS, *op. cit.*, p. 482).

plus nombreux peut-être qu'à toute autre époque, — n'ont pour ainsi dire rien emprunté aux théories de List (1). Comme le remarque fort justement M. Gide, la vague de protectionnisme qui souleva l'Europe vers 1879, et spécialement les révisions des tarifs allemands et français qui en furent l'expression, ne peuvent être considérées comme étant inspirées, à un degré quelconque, par les idées de List. Et la preuve en est facile à rapporter : d'une part, en effet, List a toujours exclu l'agriculture du bénéfice de la protection douanière. A cela, du reste, rien d'étonnant : l'agriculture allemande avait, en 1840, beaucoup plus besoin de débouchés que de protection, et List, nous l'avons vu, n'écrivait que pour l'Allemagne (2). Mais, en 1879, les circonstances avaient changé pour l'Allemagne elle-même, et ce sont les réclamations des *agrariens* (auxquels ne se joignirent qu'ensuite les producteurs industriels) qui ont motivé, presque à elles seules, le tarif protectionniste de 1879 ; ce tarif taxait en effet, et assez lourdement, les céréales et le bétail étrangers, admis jusque-là en franchise ; en France même, les préoccupations agrariennes ont eu leur large part dans l'élaboration du tarif de 1892, et l'on

(1) « Pas plus qu'il n'est un héritier direct du mercantilisme ancien, List ne peut être considéré comme l'inspirateur du protectionnisme moderne » (GIDE et RIST, *op. cit.*, p. 320).

(2) List donna, il est vrai, d'autres raisons à cette exclusion ; pour lui, l'agriculture est suffisamment protégée par la nature des choses (?) contre la concurrence étrangère. Il affirme également que la prospérité de l'agriculture dépend, dans une large mesure, du progrès des manufactures, mais il semble bien qu'au fond le nationalisme reste le motif déterminant de sa décision.

peut dire qu'elles se retrouvent actuellement chez tous les protectionnistes, notamment en Angleterre où le libre-échange a fini par tuer l'agriculture nationale.

De plus, List, toujours modéré dans ses vues, voulait qu'on ne protégéât que certaines branches de la production industrielle ; celles qui lui paraissaient avoir besoin de cette protection ; aujourd'hui, dans l'acharnement croissant de la lutte économique, on étend à toute production, industrielle ou agricole, l'arme défensive de la protection douanière.

Enfin, — et c'est par là surtout que le *Système national* se différencie profondément du protectionnisme moderne, — List, nous l'avons dit, voyait dans la protection une étape transitoire, un remède passager voué à disparaître, dans chaque nation, lorsque son développement industriel lui permettrait de supporter, sans danger, l'action stimulatrice et bienfaisante de la concurrence étrangère. Or, depuis le temps où écrivait l'économiste allemand, les choses ont bien changé : un certain nombre de nations, les Etats-Unis, l'Allemagne et même la France, pour ne citer que celles-là, ont aujourd'hui complètement terminé ce qu'on est convenu d'appeler leur éducation industrielle. Les deux premières surtout, ne peuvent plus sérieusement soutenir que l'état de leurs industries les force encore, à l'heure présente, de recourir à cette tutelle dont la protection douanière entoura leur jeunesse. List lui-même, si pénétré qu'il fût des intérêts de son pays, n'hésiterait pas, s'il revenait en ce monde, à vouer aujourd'hui l'Allemagne au libre-échange, pour peu qu'il restât logique et conséquent avec ses principes.

Et cependant, ces nations arrivées à leur plein développement industriel, n'en demeurent pas moins étroitement attachées à un protectionnisme plus ombrageux qu'il ne l'a jamais été, depuis les temps les plus reculés du mercantilisme !

Ce simple fait, dont il semble qu'on n'ait pas encore envisagé toutes les conséquences, est peut-être l'un des plus importants de notre histoire économique, et nous ne saurions trop y insister. *Pour List, le protectionnisme protégeait les nations faibles contre la concurrence des nations fortes, et voici que maintenant, par un étrange renversement, le protectionnisme tend à protéger les nations fortes contre la concurrence des nations plus faibles* produisant à vil prix des objets de qualité inférieure. « De puissants peuples producteurs et consommateurs, des peuples jeunes et vigoureux, des ouvriers solides et musclés, qui eussent pu soutenir, sans broncher, toutes les concurrences, l'Allemagne, les Etats-Unis, se sont ceint les reins d'une armure de douanes et se sont jetés dans la lutte internationale, frappant à droite et à gauche (1). »

C'est que les nations modernes en sont venues à comprendre que leur conception ancienne du protectionnisme ne répondait plus aux besoins multiples et complexes de la vie contemporaine ; que la protection douanière ne devait plus avoir seulement pour effet de protéger leur outillage

(1) G. HANOTAUX : *Les élections anglaises*. Revue hebdomadaire, 19 février 1910.

industriel, d'en compenser artificiellement l'infériorité pour lui permettre de faire bonne figure devant celui de l'étranger, mais que, derrière cet outillage, apparaissait toute une civilisation, tout un « Standard of Life » atteint au prix de luttes parfois cruelles, et qui, pour être l'apanage de la classe la plus pauvre, n'en méritait pas moins la protection de l'Etat contre les influences déprimantes exercées contre lui par les pays arriérés.

Evidemment, ces peuples, pour s'enfermer ainsi dans un isolement dont ils ont eux-mêmes à souffrir par quelque côté, ont dû céder à des raisons bien péremptoires ; ils ont obéi, avant tout, à la pression des circonstances, à la contrainte des nécessités pratiques. Leur tactique, singulière à bien des égards, n'a donc pas eu pour point de départ une conception *a priori* sortie toute armée du cerveau d'un économiste ; en revanche, elle a été l'objet d'une justification théorique qui marque, avec une grande force d'argumentation et un réel bonheur d'expression, le caractère rationnel et opportun de ce « néo-protectionnisme » des nations fortes. C'est d'un Américain, Simon N. Patten, qu'émane cet essai sur les *Fondements Economiques de la Protection* ; à cela rien d'étonnant, les Etats-Unis ayant toujours été, depuis la proclamation même de leur indépendance, fortement attachés à la protection, pour des raisons dont l'opportunisme ne le cédait en rien à celui de List (1). Au

(1) C'est la volonté, manifestée par les Etats-Unis, de conquérir leur autonomie industrielle qui provoqua leur révolte contre l'Angleterre. Dès le lendemain de la conquête de leur indépendance, en 1791,

début, leurs conceptions furent d'ailleurs très voisines, et c'est même aux Etats-Unis que List vint puiser l'inspiration de son *Système National*. Mais ce peuple-enfant, grisé par la prodigieuse rapidité de sa fortune économique, brûlait les étapes de l'éducation industrielle, et l'idée d'un protectionnisme discret, mesuré, temporaire, ne pouvait suffire bien longtemps à ses ambitions démesurées. Il avait conçu ce rêve grandiose, aujourd'hui en voie de réalisation complète : Arriver à tirer de lui-même, de son propre fonds, tout ce qui était nécessaire à la vie de ses habitants, ne rien demander à la vieille Europe, se barricader même contre ses tentatives d'importations ; puis, à l'abri de ces hautes murailles, mettre rapidement en valeur toutes les ressources d'un sol étonnamment riche, d'un tempérament extrêmement énergique, pour inonder ensuite de ses produits les nations moins protégées et spécialement l'Angleterre, que le libre échange mettait, pieds et poings liés, à sa disposition. Dès lors, on comprend qu'un peuple animé, — disons le mot, — d'un tel impérialisme, ne pouvait se contenter longtemps du protectionnisme édulcoré d'un List.

On place généralement tout à côté de ce dernier, l'économiste américain Carey, qui publia, en 1859, les *Principes de la Science Sociale*. De fait, Carey, écrivant à une époque où les Etats-Unis se trouvaient, comme l'Allemagne, tout au début de leur carrière industrielle, pouvait fort bien se

Hamilton se préoccupait déjà de promouvoir la création de manufactures que l'Etat encourageait artificiellement (GIDE et RIST, *op. cit.*).

contenter d'appliquer à son pays les conseils dont List avait, quelques années auparavant, gratifié le sien. Aussi s'attachait-il, en termes analogues, à la prépondérance industrielle de l'Angleterre, et il faisait, comme son devancier, la critique du libre-échange qui, disait-il, « empêchait le développement de toutes les nations au profit d'une seule ».

Mais en dépit de ce fond commun aux deux économistes, Carey se révèle bien différent de List en ce que la modération coutumière de ce dernier lui est complètement étrangère. Il réclame, en effet, non seulement la protection de l'industrie, mais encore celle de l'agriculture (1), et l'on sent bien que son protectionnisme, loin de se résoudre à secourir temporairement certaines industries d'avenir, renferme en soi-même la tendance à l'absolutisme, à l'isolement complet qui sera plus tard la politique douanière hautement avouée de la grande république américaine.

L'avoué, — nous l'avons déjà dit, — c'est Patten qui le formulera trente ans plus tard, dans ses *Fondements Économiques de la protection* dont la première édition date de 1890 (2). Cet ouvrage renouvelle en effet, d'une façon complète, les bases traditionnelles de la doctrine protectionniste, et comme d'autres avaient montré la nécessité pour

(1) Carey est aussi l'un des premiers qui aient vu, dans la protection douanière, un moyen d'élever les salaires des ouvriers (Voir GIDE et RIST, *op. cit.*, p. 324).

(2) Une traduction française de « *The Economic Basis of Protection* » a été faite par M. LEPELLETIER sur la 2^e édition et publiée en 1899 (1 vol. Paris, Giard et Brière), avec une remarquable préface de M. Cauvès.

les nations *faibles*, de se protéger contre la concurrence des nations fortes, il établit que le protectionnisme est également nécessaire à une nation arrivée, comme les États-Unis, à son plein épanouissement économique. Patten est, lui aussi, un nationaliste, car il se défend de vouloir raisonner dans l'absolu, et déclare qu'il veut seulement jeter les bases d'une économie politique appropriée aux intérêts de la nation américaine (1). Il proteste contre l'habitude prise par les anciens économistes protectionnistes, « qui semblaient supposer que la nation américaine a tout avantage à se rapprocher des conditions économiques des peuples de l'Europe » (2), alors qu'au contraire, le but poursuivi par les civilisations européennes n'est pas celui qui convient le mieux aux aptitudes économiques de l'Amérique : « Nous avons plutôt besoin de poursuivre un idéal tout nouveau, plus en rapport avec les phénomènes industriels devenus prépondérants dans notre pays (3). »

(1) PATTEN, *op. cit.* Trad. Lepelletier, p. 28 et 29 : « La doctrine du libre-échange forme une partie intégrante de l'ancien système économique d'après lequel il existerait un corps de théories économiques bonnes pour tous les peuples et pour tous les âges. Or, ce système était trop absolu puisqu'il n'admettait aucune modification à raison des changements survenus dans les conditions économiques.... Nous n'en sommes plus à rechercher les principes d'une économie politique universelle qui puisse convenir à tous les régimes industriels, mais seulement à déterminer ceux qui conviennent à une nation déterminée, parvenue à telle étape particulière de son développement.... De ce qu'une politique a été avantageuse pour une nation à une époque déterminée de son histoire, nous ne concluons pas qu'il est amplement démontré par là même qu'elle sera bonne pour toutes les autres nations ou pour toutes les autres époques. »

(2) PATTEN, *op. cit.*, p. 6.

(3) PATTEN, *loc. cit.*

Aussi l'économiste met-il délibérément de côté, dès les premières pages de son livre, comme un argument périmé ou du moins indifférent au regard des États-Unis, la thèse de List, « l'argument de l'industrie dans l'enfance », ainsi qu'il l'appelle. Le fondement de sa doctrine à lui est tout autre : elle repose sur la distinction des sociétés suivant qu'elles sont à l'état *statique* ou à l'état *dynamique* ; les éléments de cette distinction sont d'ailleurs assez peu nettement définis (1). La société statique n'est pas nécessairement, ainsi que son nom semblerait l'indiquer, une nation stagnante, demeurant à l'écart du progrès général ; ce peut être, au contraire, un pays jouissant *actuellement* d'une grande prospérité économique ; il suffit que ses ressources naturelles apparaissent limitées dans un avenir plus ou moins prochain, et que, s'étant hâtée de mettre en valeur ses meilleures forces productives, de fournir tout d'abord à la main-d'œuvre nationale les emplois les plus avantageux, les meilleures terres, les meilleures mines, elle doive, par la suite, alors que sa population augmentera, se trouver obligatoirement vouée à l'utilisation de forces productives d'une valeur et d'une quantité décroissantes.

La société dynamique, au contraire, est perpétuellement en voie de devenir, parce qu'elle recèle en son sein d'admirables richesses encore inemployées, parce qu'elle peut offrir à une population dix fois, vingt fois plus nombreuse

(1) Voir cependant le chapitre X : Les obstacles au progrès économique.

que la sienne propre, le travail qu'on vient, de tous les pays pauvres, demander à son sol nourricier ; elle a devant elle un immense champ d'action, une carrière économique dont on ne saurait prévoir le terme et qui, dès à présent, légitime tous les espoirs et tous les orgueils.

Les Etats-Unis sont, pour l'auteur, le type idéal du pays à l'état dynamique : leur population, et surtout leur population ouvrière, s'accroît avec une rapidité partout ailleurs inégalée ; leur sol est plus neuf, plus varié, leur sous-sol plus riche que ceux de la plupart des autres pays ; le tempérament de leurs habitants a pour principales caractéristiques l'énergie et l'esprit d'initiative ; enfin, « les nécessités de la domination militaire », qui pèsent si lourdement sur les nations d'Europe, ne retiennent pas, à beaucoup près, au même degré, les préoccupations et l'activité de la libre Amérique. Toutes ces conditions, dit Patten, « doivent nous porter à un degré de civilisation plus élevé et nous faire progresser beaucoup plus rapidement que les peuples de vieille civilisation » (1).

Mais pour pouvoir atteindre ces hautes destinées, les Etats-Unis doivent adopter, dans la mise en valeur de leurs forces productives, une « politique active » résolument opposée aux vieux errements, à la « politique passive » de non-intervention préconisée jusqu'alors par les libre-échangistes, et dont le premier effet serait de favoriser les monopoles naturels.

(1) PATTEN, *op. cit.*, p. 11.

C'est en effet l'apparition de la rente, qui vient accroître la part des monopoles naturels, en diminuant d'autant le taux des profits et de la main-d'œuvre ; or, son action se manifeste surtout dans les pays à l'état statique qui, leur population s'accroissant, se trouvent, de par l'exiguité de leurs ressources, obligés de mettre en œuvre des forces productives décroissantes ; les nations dynamiques, au contraire, « suivant une marche progressive absolue, et l'action de la rente ne s'y révèle que par un degré de croissance plus lent dans certaines branches de la production que dans d'autres » (1).

Les monopoles naturels, en absorbant une part considérable du revenu provenant de l'augmentation de la force productive d'une nation, empêchent que le taux des salaires puisse s'élever dans une mesure correspondant à cette augmentation ; à cause d'eux, le taux des salaires est déterminé « non pas par la moyenne obtenue en divisant le produit brut par le nombre des travailleurs, mais par le revenu le moins productif des travaux en usage dans la nation » (2). Et cette baisse des salaires ne fera qu'augmenter avec la concurrence, car les emplois les plus avantageux étant les premiers utilisés, à mesure que la population s'accroîtra, les nombreux travailleurs devront recourir à des emplois analogues, mais moins productifs. Seule, « une *politique active* de la part d'une nation peut arrêter cette tendance

(1) CAUWÈS, Préface à l'ouvrage de Patten, p. VI.

(2) PATTEN, *op. cit.*, p. 76.

de la concurrence à faire baisser les salaires, en modifiant le milieu économique du pays, de manière à rendre l'influence de celle-ci moins puissante » (1), en s'efforçant de procurer à ses habitants de nouvelles ressources, en employant la terre à de nouveaux usages, de manière que les ouvriers puissent trouver à s'employer sans recourir aux travaux les moins productifs.

Mais les bienfaits de cette politique active seraient annihilés si le pays qui la pratique entraînait, sur le pied de la libre concurrence, en relations commerciales avec des Etats dans lesquels le mouvement de baisse des salaires se trouve plus accentué : dans ce cas, en effet, le taux des salaires serait, toujours d'après la même loi économique, « déterminé par le travail le moins productif dans le pays le moins en progrès », et « cette concurrence avec une nation où le travail est à bas prix abaisserait le taux des salaires des ouvriers les meilleurs, jusqu'au niveau des salaires des ouvriers qui sont les moins payés » (2).

Le prix de revient du travail, et par suite le taux des salaires, s'établit aux Etats-Unis, suivant des principes complètement étrangers aux autres nations. En principe, le revenu total d'un pays dépend de deux facteurs : les avantages naturels qu'il possède, et la productivité du travail de ses ouvriers. Mais les ouvriers doivent-ils recevoir uniquement la partie du revenu due à la productivité de leur

(1) PATTEN, *op. cit.*, p. 83.

(2) PATTEN, *op. cit.*, p. 85.

travail, ou bien doivent-ils recevoir, en outre, une partie du revenu dû aux avantages naturels ?

La première solution, conforme aux principes libre-échangistes, est appliquée en Angleterre où les ouvriers de mines pourtant très prospères, ne gagnent pas plus que ce que pourrait leur rapporter un travail d'égale productivité, dans les houillères plus pauvres de France ou d'Allemagne. Et les libre-échangistes anglais de vanter cette modicité du prix de revient du travail, comme si elle n'était pas, en fin de compte, fondée sur une véritable injustice.

Les Américains pensent, au contraire, que l'ouvrier doit être admis, lui aussi, à la répartition des bénéfices résultant non seulement de la productivité de son travail, mais encore, de la supériorité des ressources naturelles. Et c'est pourquoi le niveau des salaires est beaucoup plus élevé en Amérique que partout ailleurs (1). Mais il en serait tout

(1) Patten étudie, très sommairement du reste, dans son chapitre VII, la question si discutée de l'influence d'une politique protectionniste sur le prix de la vie. D'après lui, la cherté de l'existence (plus coûteuse en Amérique qu'en aucun autre pays), « la charge qui pèse sur l'ouvrier américain, résulte du prix élevé des articles d'exportation, des objets d'importation exempts de droits et du terrain dans les villes. C'est le prix auquel se paient le pain et la viande, le thé, le café et le loyer qui a augmenté et qui absorbe une partie si considérable de ses salaires. Ce sont les sucres de Cuba et les cafés du Brésil qui se vendent à des prix de monopole, et non pas la laine de l'Ohio, ni le fer de Pensylvanie. Le coton, les lainages, la soie, l'acier et les autres articles protégés sont vendus aux ouvriers à meilleur marché qu'avant même l'établissement des tarifs ». Conclusion : C'est la politique libre-échangiste qui, en développant les monopoles naturels augmente le prix de la vie. Le protectionnisme, au contraire, l'abaisse en supprimant ces monopoles. On pourrait

autrement, si l'application d'une politique libre-échangiste mettait les ouvriers américains en concurrence avec des étrangers travaillant pour de moindres salaires ; nous savons que, dans ce cas, l'effet inéluctable d'une loi économique précédemment analysée par l'auteur réduirait les salaires les plus élevés au niveau des plus bas.

Les États-Unis doivent donc, et c'est pour eux une nécessité vitale, se soustraire par une politique d'isolement absolu, à « l'action déprimante des hommes inférieurs et des terres mal cultivées » (1). C'est seulement à l'abri de hautes barrières qu'ils pourront assurer à leurs ouvriers le maintien des hauts salaires et surtout, — car c'est ce qui préoccupe avant tout Patten, — poursuivre, en tant que nation, l'idéal dynamique en rapport avec leurs ambitions sans limites. Et il ne s'agit plus ici, notons-le bien, d'une protection limitée aux industries dans l'enfance, mais d'un régime systématiquement et uniformément appliqué. D'ailleurs, « tant qu'une nation reste dans un état dynamique, elle possède toujours et nécessairement des industries dans l'enfance » (2), car elle travaille constamment à développer des forces productives jusque-là inemployées ou mal employées

peut-être discuter cette affirmation, ne fût-ce qu'en faisant observer à l'auteur que le pain, la viande et le logement sont, pour l'ouvrier, même américain, d'une nécessité plus absolue que le fer, l'acier ou même la soie.

(1) PATTEN, *op. cit.*, p. 134.

(2) *Ibid.*, p. 141.

Tel est bien le cas des Etats-Unis, nation jeune encore, à peine à l'aurore de ses destinées économiques, relativement peu peuplée au regard de son immense étendue, qui est encore bien éloignée d'avoir mis en exploitation la totalité de ses propres richesses. Pour donner satisfaction à un certain nombre des besoins qu'ils éprouvent, ils sont aujourd'hui tributaires de l'industrie étrangère ; l'avis de Patten est pourtant que « leur industrie nationale pourrait tout aussi bien, et même avec profit, leur donner satisfaction » (1) ; leur climat et leur sol, en effet, conviennent fort bien à la production d'un grand nombre des denrées qui, actuellement, leur viennent de l'étranger (2). En supposant même qu'il n'en soit pas ainsi, la production artificielle, entreprise dans les conditions les plus défavorables, peut arriver, grâce à l'adresse et à l'intelligence des producteurs, à surpasser la production naturelle ; il suffit, pour cela, que la pauvreté du sol où l'inclémence du ciel soient compensés « par la productivité plus grande du travail, coïncidant avec un emploi plus large du capital » (3).

(1) *Ibid.*, p. 142.

(2) Il en est ainsi, notamment, dit l'économiste, du thé, que nous faisons actuellement venir à grands frais de Chine, alors qu'il pourrait être produit, aux meilleures conditions, dans une grande partie de nos Etats du Sud, pour peu que les habitants connaissent les méthodes convenant à la culture des arbres à thé ; il en est de même du sucre et du tabac, que les Etats-Unis achètent fort cher à Cuba, alors que, moyennant quelques travaux de drainage, la Floride se trouverait dans les conditions naturelles voulues pour les produire à bien meilleur marché.

(3) PATTEN, p. 157 L'auteur donne l'exemple de l'Illinois du Nord et

Mais le *devoir* des Américains (Patten voit volontiers des devoirs dans les déterminations, d'ordre purement économique et amoral, qui lui paraissent utiles aux intérêts de ses concitoyens), ne consiste pas seulement à tirer de leurs ressources matérielles, du milieu dans lequel ils vivent, le meilleur parti possible : il leur faut encore *s'adapter* à ce milieu, réformer autant qu'il sera nécessaire leurs habitudes et leurs goûts, pour conformer exactement leur consommation aux denrées que peut produire leur sol. Ils n'ont pas su, jusqu'à ce jour, se dépouiller suffisamment de leurs hérédités européennes, et transplantés brusquement sur un sol entièrement nouveau, ils y ont gardé, aux points de vue de la nourriture, du vêtement, du logement, les coutumes de l'Ancien Continent. Il est pourtant indispensable que, dût-il modifier profondément sa manière de vivre, « le peuple américain en arrive à se nourrir des produits auxquels le sol du pays convient le mieux, et qu'il cesse de consommer en quantité aussi considérable qu'il le fait actuellement les denrées auxquelles ce sol n'est guère approprié » (1).

Ce n'est qu'en affirmant de plus en plus nettement sa nationalité, en se différenciant chaque jour davantage des

des Etats voisins qui paraissaient les moins appropriés à la culture des céréales et spécialement du blé. Pourtant, cette production y a donné des résultats inespérés, parce que « le désavantage résultant pour les Etats de l'Ouest de la possession d'un sol qui ne convient que médiocrement au blé a été plus que contrebalancé par l'adresse et l'intelligence des habitants ».

(1) PATTEN, *op. cit.*, p. 150.

mœurs et des méthodes économiques de l'Europe, que la grande république américaine arrivera un jour à éclipser des rayons de sa gloire les civilisations vieilles de l'Ancien Monde.

Ce nationalisme économique, les Etats-Unis ne sauraient, en l'adoptant, encourir l'accusation d'égoïsme. Un idéal national, en effet, « n'est pas du tout contraire à l'intérêt général de l'humanité », puisque « tout ce qui accroît la prospérité de chaque nation en particulier, augmente la prospérité du monde entier » (1). De plus, en conservant exclusivement pour elle le bénéfice de ses avantages naturels, en exploitant méthodiquement, à l'abri de la concurrence, les ressources presque illimitées qu'elle renferme, l'Amérique contraindra, par son exemple, les grandes nations européennes à user, dans leur développement, des mêmes procédés. Ainsi son succès deviendra, en fin de compte, le succès de l'humanité même (2).

Telle est, dans ses grandes lignes, la thèse de l'auteur des *Fondements Economiques de la protection*. Sa manière de voir, si exclusivement américaine, — ou plus exactement panaméricaine, — n'a pas été unanimement admise ; elle a soulevé les critiques, généralement justifiées, d'un certain nombre d'économistes, — et non des moindres. Dans la préface même par laquelle il présente au public français la traduction de l'œuvre de Patten, M. Cauwès reproche à

(1) PATTEN, *op. cit.*, p. 207 et 208.

(2) *Ibid.*, p. 212.

l'économiste américain, de n'avoir pas cru devoir indiquer quelle politique douanière convenait, d'après lui, aux pays statiques, pays d'autant plus nombreux, du moins dans sa conception, qu'il semble bien, sans le déclarer formellement, réserver aux seuls Etats-Unis l'intégralité des qualités qui font le véritable état dynamique. M. Cauwès fait également quelques réserves sur l'antithèse, — fondamentale au regard de Patten, — entre l'état statique et l'état dynamique ; cette distinction lui paraît, à juste titre, plus théorique que pratique, et elle lui semble bien être établie « d'après des types idéaux opposés » (1).

M. Charles Gide, lui, s'indigne que les Etats-Unis, après avoir invoqué, à la suite de List, l'argument de la protection éducative, de la « protection-tutelle » (2), emploient, aujourd'hui qu'ils sont devenus grands et forts, un argument inverse et viennent maintenant alléguer, pour justifier le maintien de leurs barrières douanières, « qu'un pays avancé en civilisation, riche et payant à ses ouvriers de hauts salaires, doit se protéger contre les Etats à civilisation arriérée et à bas salaires ». Et de s'exclamer en fin de compte : « Alors, que conclure et qui trompe-t-on ici ? A qui la protection est-elle nécessaire ? Est-ce aux jeunes contre les vieux ou aux vieux contre les jeunes ? Est-ce aux faibles contre les forts ou aux forts contre les faibles ? Et

(1) *Ibid.*, Préface, p. IX.

(2) CH. GIDE : *Cours d'économie politique*, Paris, Larose et Tenin, 2^e édit., 1911, p. 389 et 390.

que penser d'un argument qui peut servir indifféremment à deux thèses contradictoires ?..... »

Nous avouons ne pas partager l'indignation de l'éminent économiste ; la contradiction qu'il signale nous semble plus apparente que réelle. Sans doute, il peut paraître et il est en effet étrange de voir la politique protectionniste devenir une égide pour les nations les plus fortes, alors qu'on la considérerait plutôt, il y a quelque cinquante ans, comme une arme destinée à protéger les nations faibles. Ce contraste, nous l'avons nous-même souligné et indiqué comme pouvant être gros de conséquences. Mais la cause en doit être rapportée à ce fait que certaines nations, — et spécialement les Etats-Unis, — une fois atteinte la plénitude de leur développement économique, une fois laissés loin derrière elles les Etats dont elles redoutaient jadis la concurrence, se sont trouvées subitement en face d'un autre danger qu'elles n'avaient pas prévu : la concurrence, l'invasion des objets de qualité inférieure produits à bas prix. C'est alors que, voulant surmonter ce nouvel obstacle, elles se sont, plus que jamais, inféodées au protectionnisme, à l'heure même où il semblait qu'elles dussent s'en dégager d'une façon définitive. Et, comme l'unique raison d'être donnée par List à la protection n'existait plus pour ces nations, comme l'emploi du vieil argument de la « protection-tutelle » eût été pour elles un mensonge, en même temps qu'un humiliant aveu d'infériorité économique, elles ont voulu donner à leur politique protectionniste un autre fondement. L'œuvre que nous venons d'analyser répond préci-

sément à ce souci : elle n'implique nullement, comme l'en accuse M. Gide, que le même argument « puisse servir indifféremment à deux thèses contradictoires », mais elle se borne à exposer qu'en raison de la très grande complexité des faits économiques, une même politique douanière peut, successivement, ou même simultanément, convenir à des situations, à des circonstances radicalement différentes.

Les libre-échangistes eux-mêmes ne prétendent-ils pas que la liberté commerciale convient, à la fois, aux pays ayant atteint un grand essor industriel, comme l'Angleterre, et aux petits pays à production indigène insuffisante qui doivent tirer du dehors une partie de leur subsistance ? Dès lors, « pourquoi ne voudrait-on pas que, tout aussi bien, la protection pût avoir pour cause tantôt un besoin de tutelle exigé par l'infériorité, au moins temporaire, des forces productives, tantôt le désir de conserver en propre les avantages d'une supériorité naturelle (1). » Au reste, qu'on l'accepte ou non, ce « néo-protectionnisme » des nations fortes est un fait quasi-universel aujourd'hui, et s'il n'a pas trouvé, en d'autres pays, des théoriciens aussi absolus, aussi violemment impérialistes que Patten, du moins est-il inspiré, en Europe comme aux Etats-Unis, par cette fameuse politique des nationalités qui fut une des caractéristiques du siècle dernier.

D'ailleurs, hâtons-nous de le reconnaître, ces tendances protectionnistes sont loin de présenter, en tout lieu, des

(1) PATTEN, *op. cit.*, Préface de Cauwès, p. XI.

aspects pleinement identiques. Certaines circonstances particulières de situation, certains traits de psychologie nationale interviennent, qui impriment au mouvement, dans chaque pays, ses caractères propres. Ainsi, le protectionnisme américain, « moyen et garantie d'une politique économique fondée sur l'extrême concentration de la production et l'élimination de la concurrence » (1), est très éloigné du protectionnisme purement défensif de la France, lequel à son tour diffère profondément dans son inspiration, de la pensée combative et mégalomane qui a conduit l'Allemagne à l'élaboration de ses derniers tarifs.

Enfin, le « *Tariff reformisme* » anglais, issu d'un rêve grandiose où s'exalte l'impérialisme britannique, possède, lui aussi, — ainsi que nous le montrerons plus longuement — ses caractères distinctifs.

Toutefois, en dépit de ces divergences secondaires, l'orientation générale de la politique protectionniste est bien partout celle-là même que Patten assigne pour fondement au protectionnisme américain.

Tous les peuples qui, à la suite d'un long effort, sont parvenus à développer puissamment leurs ressources économiques, à accroître leur richesse nationale, à imposer sur tous les marchés des produits de qualité supérieure, comprennent immédiatement la nécessité de conserver jalousement ce patrimoine collectif, fruit du travail de

(1) Angel MARVAUD : *Les relations douanières franco-belges et les progrès du protectionnisme*, Monde économique, 6 août 1910.

tous, de le protéger contre les entreprises de fabricants étrangers toujours prêts à les concurrencer sur leur propre marché, grâce à la modicité de leurs prix de vente, modicité qui n'a pu être obtenue, dans bien des cas, qu'aux dépens à la fois des salaires et de la qualité même des produits.

D'autre part, toutes les grandes nations ressentent en ce moment le même sentiment de malaise et de défiance, provoqué par l'instabilité de l'équilibre européen, et par la menace permanente que fait planer sur elles le régime de la paix armée ; plus encore que la politique extérieure proprement dite, la politique commerciale se fait réservée, expectante ; les Etats restent, les uns vis-à-vis des autres, dans une attitude prudente et défensive ; ils paraissent hantés du désir de se suffire à eux-mêmes, de tirer de leur propre fonds tous les produits dont s'alimente leur consommation nationale, sans avoir à compter sur les nations voisines, fussent-elles amies ou alliées. La dépendance économique d'une grande nation à l'égard d'une autre semblerait, pour un peu, dans notre monde moderne, aussi humiliante que la sujétion politique. Aussi l'idéal actuel de la politique douanière consiste-t-il surtout, pour la plupart des grandes puissances, dans le maintien jaloux de leur autonomie commerciale, de ce qu'elles appellent, non sans orgueil, la *maîtrise de leurs tarifs*.

Sans doute, il leur faut bien se plier, — ne fût ce que pour en tirer elles-mêmes des profits, — à un minimum de relations d'échanges avec d'autres Etats, mais même dans ce cas, les concessions, qu'on se fait, de part et d'autre, sont

limitées à de courtes périodes et parcimonieusement mesurées. Le régime normal des échanges, à l'aube du xx^e siècle, reste ce « protectionnisme des nations fortes » dont il était utile d'indiquer, avant les développements qui vont suivre, les origines encore récentes et les traits caractéristiques.

PREMIÈRE PARTIE

L'ATTITUDE GÉNÉRALE DE LA CLASSE
OUVRIÈRE A L'ÉGARD DES QUESTIONS
DOUANIÈRES

CHAPITRE PREMIER

LE POINT DE VUE OUVRIER. — LES TERMES DU PROBLÈME.

Nous n'avons nullement le dessein d'accroître par un nouveau volume, venant après tant d'autres, la liste déjà longue des études consacrées à la politique douanière, études dans lesquelles une comparaison toujours reprise du protectionnisme et du libre-échange, fait ressortir en fin de compte, suivant les convictions personnelles de l'auteur, tantôt les avantages du premier, tantôt la supériorité du second. Nous estimons que dans ce domaine, plus peut-être que dans toute autre branche de l'économie politique, « tout a été dit », les arguments décisifs ont été de part et d'autre échangés, et l'on ne saurait, sans tomber en de fâcheuses redites, aborder encore la discussion de ce problème. Discussion d'ailleurs sans issue, car exception faite pour les rares économistes qui l'abordent en théoriciens impartiaux, nul ne saurait, dans la pratique, se dépouiller, en tranchant la question, du sentiment de ses intérêts, qui l'incite généralement à désirer, pour des motifs tout personnels, qu'elle soit solutionnée dans tel sens plutôt que dans tel autre. C'est ainsi qu'un industriel, pour peu qu'il ressente, dans sa spécialité, les effets de la concurrence

étrangère, sera le ferme champion de la protection douanière, tandis que les commerçants, en général, et les chambres de commerce en particulier, seront, sauf exceptions, et pour des raisons également faciles à comprendre, les partisans déterminés de la liberté des échanges.

Aussi la vérité ne nous paraît-elle pas résider dans les opinions qui font, soit du protectionnisme, soit du libre-échange, le régime exclusif hors duquel il n'est point de salut pour les collectivités économiques quelles qu'elles soient ; une telle manière de voir ne tient pas un compte suffisant des contingences.

Nous lui préférons de beaucoup, pour notre part, l'opinion, de plus en plus répandue, d'après laquelle il existe, pour chaque pays, un régime douanier particulièrement approprié à son degré de développement, à sa situation géographique, à la nature de son sol et de ses ressources naturelles, aux circonstances politiques qu'il traverse ; ce régime peut être, suivant les cas, le libre-échange, le protectionnisme, absolu ou mitigé par des traités de commerce, ou telle autre combinaison de ces deux systèmes fondamentaux, aucun d'eux ne possédant *en soi* les qualités propres à faire de lui une sorte de panacée universelle applicable aux situations économiques les plus complexes et les plus dissemblables (1).

(1) Tel est notamment l'avis qu'exprime M. Georges BLONDEL, dans son ouvrage, *L'essor industriel et commercial du peuple allemand* (1 vol. Paris, Larose, 1899), p. 283 : « C'est une faute, à mon sens, d'ériger le protectionnisme et le libre-échange en systèmes abso-

Ceci posé, nous devons reconnaître que les circonstances économiques actuelles, telles que nous les avons décrites au précédent chapitre, semblent bien nécessiter, pour la presque totalité des grandes puissances économiques, — y compris même la libre-échangiste Angleterre (1), — la pratique, tout au moins temporaire, d'une politique de protection nationale. Nous ne voulons pas nous attarder davantage sur les raisons qui nous semblent justifier l'adoption d'un tel régime : d'une part, l'instabilité des relations internationales qui maintient tous les peuples dans une attitude nettement défensive (2) ; d'autre part, ce fait, excellemment mis en

lus, et de se retrancher, quelles que soient les circonstances, dans une seule des deux opinions. La valeur du régime protecteur ou libre-échangiste provient surtout des faits et de l'état des nations ; il n'y a pas ici de dogme. »

M. MARTIN-SAINT-LÉON, dans une conférence faite à la *Semaine sociale* de Rouen en 1910, disait de même : « Il est maintenant admis par la grande majorité des hommes de bon sens et de bonne foi que libre-échangistes et protectionnistes intransigeants commettent une égale erreur. La politique commerciale d'un pays ne doit pas se déterminer d'après des principes *à priori*, mais uniquement en tenant compte de l'intérêt particulier et actuel de chaque nation. La solution d'aujourd'hui ne sera pas celle de demain. Tout dépend des circonstances, du degré de développement industriel d'un pays, de ses ressources, de ses besoins d'échange et de sa population. »

(1) Sur la campagne protectionniste en Angleterre, voir *infra*, 2^e part., chap. II.

(2) V. G. BLONDEL, *op. cit.*, p. 285. « La liberté absolue des transactions est inconciliable avec la stabilité des relations commerciales. Et c'est en somme parce que l'industrie et le commerce ont besoin du lendemain que le système de la protection a prévalu depuis quelques années dans la majorité des États de l'Europe. »

Ch. AUGIER et Angel MARVAUD : *La politique douanière de la France*, 1 vol. in-8°, Paris, Alcan, 1911, p. 344 : « Le libre-échange absolu

lumière par Patten, qu'un développement de civilisation et de richesse entraîne logiquement un renforcement croissant des mesures de protection contre l'importation de la camelote étrangère. Le triomphe du protectionnisme, loin d'être le fruit de l'esprit de système, est le produit des circonstances et des nécessités de ce temps : cette considération suffirait à nous y rallier, en l'absence de toute inclination personnelle, comme à la seule politique commerciale actuellement possible.

Dès lors, toutes les controverses théoriques se trouvant écartées, il n'importe plus que de savoir comment, de ce régime protectionniste, chacune des catégories sociales qui composent une nation peut tirer, pour son compte, la plus grande somme possible d'avantages, tout en respectant le profit légitime qu'y peuvent trouver les autres. Nous comptons, pour notre part, ne traiter qu'une partie de cet ample sujet et nous demander seulement quelle est, quelle paraît devoir être, au regard du protectionnisme, l'attitude de la classe ouvrière, la plus nombreuse et la plus déshéritée des catégories sociales, et quels avantages elle est en droit d'attendre de cette politique douanière, dite de « protection du travail national ».

Ce n'est pas habituellement de ce point de vue qu'on étudie les régimes douaniers. Sans doute, chaque parti ne

est une utopie à notre époque : tous les Etats sont plus ou moins obligés de recourir à la protection pour défendre leur marché intérieur, — tel est le cas de notre pays, — ou pour conquérir des marchés extérieurs, tel est le cas de l'Allemagne. »

manque jamais de se réclamer des intérêts des travailleurs : les protagonistes du libre-échange, pour se concilier les suffrages des ouvriers, font valoir l'abaissement du prix des subsistances dans les pays de libre concurrence ; les protectionnistes assurent que leur effort vise à protéger, avant tout, la main-d'œuvre nationale et les salaires ouvriers. Mais ce sont surtout les intérêts des producteurs industriels, des patrons, sans compter ceux des cultivateurs, qu'envisagent en fin de compte les protectionnistes, et quant aux libre-échangistes, c'est l'ensemble des consommateurs, — ouvriers ou non, — qu'ils entendent favoriser ; en réalité, ce sont surtout les commerçants, fournisseurs de ces consommateurs.

Il est vrai de dire, à la décharge des uns et des autres, que jusqu'à ces dernières années, le prolétariat et ses représentants se sont tenus quelque peu à l'écart de ces discussions qui ne pouvaient concerner, — ils le croyaient du moins, — que des intérêts purement capitalistes. Profonde erreur dont le monde ouvrier a, plus d'une fois, subi les conséquences. En réalité, les travailleurs ne sauraient, sans une indifférence véritablement coupable, se désintéresser des questions de politique douanière ; les solutions adoptées en ces matières ne manquent jamais d'exercer, sur les intérêts ouvriers, les répercussions les plus graves et les plus immédiates.

Il y a là tout un aspect, généralement peu remarqué, du problème redoutable que posent, avec une acuité toujours

plus angoissante, les excès croissants de la concurrence économique.

La concurrence, en effet, telle qu'elle sévit aujourd'hui sur le monde civilisé, n'est certes plus, — à supposer qu'elle l'ait jamais été, — la grande force bienfaisante génératrice d'équité et de pacification sociale qu'ont célébrée à l'envi les économistes orthodoxes (1), ni, à plus forte raison, le grand ressort moral que faisait d'elle, naguère encore, dans un hymne lyrique autant que paradoxal, l'un des coryphées du libre-échange (2). S'il est vrai qu'elle a fort heureusement stimulé les énergies individuelles, donné à la production industrielle un essor inconnu jusqu'à ce jour, et fait ainsi progresser magnifiquement la richesse publique, ces heureux effets ont été, il faut bien le dire, plus que compensés par les ruines morales et matérielles que la concurrence illimitée a semées à tous les étages de la vie sociale (3). Industriels et consommateurs en ressentent, à des points de vue différents, les désastreux effets (4).

(1) Paul LEROY-BEAULIEU : *Traité théorique et pratique d'économie politique*, 3^e édit., t. I, p. 636 et 640.

(2) Yves GUYOT : *La morale de la concurrence*, Paris, A. Colin, 1896.

(3) Voir une allocution de M. POINCARÉ, présidant une conférence de M. GIDE, sur « la concurrence légitime dans sa cause, légitime dans son origine, et cependant brutale, cruelle, meurtrière souvent dans ses résultats ». (Musée social, mars 1899.)

(4) Si la concurrence a tout d'abord grandement favorisé les intérêts des consommateurs en provoquant partout l'abaissement des prix, elle n'en a pas moins stimulé et multiplié avec excès les appétits et les besoins du consommateur, « mis à la portée de toutes les bourses un luxe de surface et d'imitation », et finalement « provoqué beaucoup plus de désirs qu'elle n'en pouvait assouvir ». (A. BOISSARD : *La lutte*

Quant aux ouvriers, ils subissent fatalement le contre-coup brutal des luttes sans merci que se livrent leurs employeurs. De plus en plus, la production devient irrégulière, caractérisée par de brusques sautes ; des périodes de travail fébrile sont suivies de chômages prolongés, des embauchages en masse, qui vont drainer la main-d'œuvre jusque dans les plus lointaines campagnes, ont pour contre-partie des réductions énormes de personnel, des licenciements continuels qui rejettent inopinément l'ouvrier à la grande armée des sans-travail (1).

Or, la concurrence atteindrait son maximum d'effet meurtrier, si l'individualisme intégral, — dont le libre-échange est un des aspects, — venait ôter à l'Etat le droit d'intervenir dans ce conflit, pour remplir à l'égard des plus faibles, de ceux qui en souffrent le plus, sa mission protectrice. Si les nations ne se gardaient pas, au moins sur leurs flancs les plus menacés, contre la concurrence étrangère, si elles ne savaient pas, à l'occasion, refuser un combat par trop inégal, le monde civilisé ne formerait plus

contre la concurrence excessive, 1 brochure, Action populaire, Reims, 1910.)

(1) Victimes de la concurrence que se font leurs patrons, les ouvriers le sont encore, — et ceci est infiniment plus douloureux, — de la concurrence qu'ils se font à eux-mêmes : un récent ouvrage a tracé, pour la première fois, un tableau d'ensemble de ces *sous-concurrences* que font, du sein même de la classe ouvrière, aux travailleurs qualifiés, les enfants, les femmes, les ouvriers en chambre, les étrangers, les prisonniers, dont le travail irrégulier et mal payé exerce sur l'ensemble des salaires une action profondément déprimante. (Paul GEMHLING, *Travailleurs au rabais. La lutte syndicale contre les sous-concurrences ouvrières*, 1 vol. in-8°, Paris, Bloud, 1910.)

qu'un immense champ clos dans lequel se perpétuerait l'élimination progressive, par les mieux armés, des moins forts qui, eux aussi cependant, ont droit à l'existence.

Car les travailleurs, — puisque c'est à leur point de vue que nous nous plaçons tout spécialement, — ne se trouvent pas seulement en concurrence les uns avec les autres au sein d'une même nation, mais encore de nation à nation. Nous ne prétendons pas prendre à notre compte, du moins dans leur intégralité, les théories de Patten, pour lequel la considération des intérêts prolétariens semble être plutôt un prétexte qu'un sentiment profondément sincère, mais, d'une façon générale, il est indéniable que les ouvriers d'un pays, en acceptant de vendre leur force-travail pour un salaire manifestement insuffisant, permettent à leurs employeurs de réaliser des bénéfices considérables sur l'un des éléments, — et le plus onéreux, — du coût de production, et leur donnent ainsi une avance considérable sur les industriels étrangers obligés, — s'ils vivent dans un pays où les revendications ouvrières sont plus pressantes, — de payer à leurs employés des salaires notablement supérieurs. Les premiers pouvant produire à bien meilleur compte que les seconds viendront les concurrencer jusque dans leur propre pays. Le consommateur de ce pays, en effet, qui se préoccupe, non pas d'encourager l'industrie nationale, mais d'acheter au meilleur compte, préférera les produits étrangers; les producteurs indigènes se trouveront donc forcés de restreindre sinon de cesser une fabrication dont les produits ne trouveront plus à s'écouler. Et de ce triste

état de choses, qui donc va pâtir en fin de compte ? Les industriels certes, mais aussi et surtout les ouvriers ; ce sera pour eux la perte de leur travail, à tout le moins le chômage, avec son cortège de misères et d'anxiétés, et cela pourquoi ? Simplement par l'effet d'une concurrence dont les instruments inconscients seront précisément des travailleurs étrangers embauchés à bas prix ! Une fois de plus, l'ouvrier aura joué son rôle aux dépens de ses frères de travail, dans la concurrence acharnée que se font ses employeurs ; une fois de plus, selon le mot brutal de Louis Blanc, « c'est avec les pauvres que les riches se seront fait la guerre » (1).

Le prolétariat industriel ne saurait donc, sans léser gravement ses propres intérêts, continuer d'observer, à l'égard des questions douanières, la sereine indifférence qu'il a trop longtemps affectée. Dans certains cas, les mesures de protection réclamées par les industriels contre le dommage que leur cause la concurrence étrangère doivent trouver, chez les ouvriers de cette industrie, leurs plus chauds et leurs meilleurs partisans (2).

Nous ne prétendons pas, bien loin de là, que la classe

(1) *Organisation du travail*, 4^e édit., 1845, p. 158. Cité par GEMAH-LING, *op. cit.*, p. 20.

(2) Etienne BUISSON : *La politique douanière de la classe ouvrière*. Paris, Marcel Rivière, 1909. Cette petite brochure, éditée par la Revue syndicaliste, est, à notre connaissance, le seul ouvrage qui, se plaçant au point de vue exclusif des intérêts ouvriers, conclut, non pas certes au protectionnisme doctrinal, mais à la nécessité, pour certains ouvriers particulièrement exposés à la concurrence étrangère, d'être protégés par des tarifs douaniers.

ouvrière doive, dans son ensemble, adhérer au protectionnisme : la question est infiniment trop complexe pour pouvoir être ainsi solutionnée par une attitude uniforme. Il arrive que les tarifs douaniers sollicités par des industriels soi-disant pour protéger le travail national, ne fassent en réalité que prolonger artificiellement la misérable existence de certaines industries condamnées à disparaître en raison de leur prix de revient trop élevé, de la supériorité de fabrication et de bon marché qu'offrent les mêmes articles produits par l'industrie étrangère ; il arrive également que « soit par suite de renseignements erronés, soit par suite de pressions exagérées de la part des représentants des industriels, les droits de douane sur certains produits ont été fixés à un taux qui dépasse réellement les limites de la protection utile et deviennent alors pour les patrons une source de bénéfices supplémentaires. »

Il y a, dans ces deux hypothèses, abus flagrant de la protection douanière, et les ouvriers n'y sauraient évidemment souscrire à aucun degré puisque, sans aucun profit réel pour le travail national, les tarifs indûment établis ou exagérés ne font que hausser, au détriment des consommateurs, le prix des produits protégés.

Les travailleurs de l'industrie, en effet, ne sont pas seulement des *producteurs*, mais aussi, et essentiellement, des *consommateurs*, et ce dualisme qu'ils incarnent vient apporter au problème une complication nouvelle ; leurs intérêts, comme producteurs et comme consommateurs semblent bien s'opposer et s'opposent d'ailleurs, en bien des

cas, de façon radicale : « Nous sommes tous, disait lord Hamilton, libre-échangistes en tant que consommateurs, et protectionnistes en tant que producteurs (1). » Telle est bien la situation des prolétaires qui sont, ou plutôt seraient, s'ils réfléchissaient plus souvent à ces questions, partagés sans cesse entre leurs exigences de consommateurs et leurs revendications de producteurs. Ils appartiennent à la classe la plus nombreuse et la plus pauvre des consommateurs et, comme tels, ils sont, plus que d'autres, intéressés à ce que les denrées nécessaires à la subsistance de la famille ouvrière soient mises en vente au plus bas prix. Or, s'il n'est pas douteux que les libre-échangistes excessifs aient tort de vouloir faire peser, sur la politique de protection douanière l'entière responsabilité des périodes de « Vie Chère » dont tout le monde se plaint aujourd'hui, et qui tiennent à bien des causes, il serait peut-être plus délicat de nier, d'une manière absolue, que le protectionnisme puisse contribuer, même pour une faible part, à l'élévation des prix. Nous ne pouvons aborder ici l'étude de cette question si complexe, qui demanderait à elle seule tout un

(1) *Ealing*, 22 octobre 1903. — Daniel CRICK (*Le procès du libre-échange en Angleterre*, 1 vol., Bruxelles, Misch et Tron, 1904, p. 14 et 15), dit aussi : « Protectionnisme et libre-échange ne sont, au fond, que l'expression de deux intérêts opposés ; sous la bannière du premier se rangent les producteurs ; autour du second se groupent les consommateurs. Le producteur tient à vendre cher et craint la concurrence, surtout celle de l'étranger ; le consommateur cherche à acheter à bon compte et souhaite que le marché soit aussi ouvert que possible. »

volume rempli non seulement de discussions théoriques (1), mais encore et surtout d'observations pratiques, de statistiques comparatives ; bornons-nous à constater, avec certaines enquêtes récentes, que le coût de la vie paraît être, dans les pays de libre-échange, sensiblement moins élevé que chez les grandes nations protectionnistes (2) ; le fait d'ailleurs peut dépendre, au moins pour partie, de causes tout à fait étrangères aux différences des régimes douaniers.

En admettant même, au surplus, que l'affirmation des libre-échangistes fût exacte et que le régime de la liberté commerciale permît réellement aux ouvriers d'acheter à bon marché les denrées qu'ils consomment, il leur resterait à examiner l'autre face du problème, à considérer la question au point de vue des intérêts du producteur : quelle que soit en effet la modicité des prix d'achat faits aux travailleurs, ces prix seront encore trop élevés si les ouvriers ne gagnent, comme producteurs, qu'un salaire insuffisant, ou si, en période de chômage, ils ne gagnent rien du tout.

(1) Voir CAUVÈS : *Cours d'économie politique*, 3^e édit., p. 504 et suiv. L'auteur examine de façon très serrée cette question de l'incidence des droits de douane, et juge mal fondées la plupart des affirmations lancées, à ce point de vue, par les théoriciens du libre-échange. — Voir aussi GIDE : *Cours d'économie politique*, p. 394 et suiv., FONTANA RUSSO : *Traité de politique commerciale*, Paris, Giard et Brière, p. 190 et suiv.

(2) Voir surtout le récent article de M. G. PATUREL (*Journal des économistes*, juin 1911), qui ne fait d'ailleurs que résumer la vaste enquête à laquelle a procédé, en ces dernières années, le Board of Trade d'Angleterre sur les conditions de la vie ouvrière en Europe. — Voir également Fernand MOMMÉJA : *Le protectionnisme et la condition des ouvriers*, Temps, 27 juin 1911.

Ainsi que le remarque très justement M. Etienne Buisson (1), « l'ouvrier moderne ne peut devenir consommateur s'il n'a été auparavant producteur ; sans l'argent du salaire gagné en produisant, pas de pain, quelque bon marché qu'il soit » (2). Avant de se préoccuper du prix des denrées, il lui faut trouver un emploi suffisamment rémunérateur pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille ; le point de vue du producteur doit donc nécessairement précéder, chez le prolétaire, le point de vue du consommateur ; mais, pour que l'industrie française réclame des bras en grand nombre, il faut que le public français, la clientèle habituelle des usines et manufactures où vont s'embaucher les travailleurs, réclame des produits français ; il le fera, mais seulement s'il y trouve son compte. Si, au contraire, on lui offre sur le marché français, des produits étrangers meilleur marché, — à qualité égale. — que les produits de l'industrie nationale, ce ne seront certes pas ses sentiments patriotiques qui l'empêcheront de préférer les premiers aux seconds. La conséquence de ce délaissement des produits français, nous l'avons déjà indiquée : les industriels français essaieront de lutter, en continuant à fabriquer et vendre à

(1) E. BUISSON, *op. cit.*, p. 4.

(2) Quand M. Pouyer-Quertier faisait, il y a 30 ans, la campagne protectionniste qui devait aboutir au vote du tarif général de 1881, il avait coutume de terminer ses démonstrations par ces mots : « Que m'importe de payer mon pain deux sous si j'ai quatre sous pour l'acheter, et quel bénéfice aurai-je à le payer un sou si j'ai juste le sou nécessaire pour l'acheter ? (Cité par M. DANSETTE, Chambre des députés, séance du 2 juillet 1909).

perte, jusqu'au jour inéluctable où ils se verront obligés de fermer leurs usines ou de raréfier la production ; ce sera pour les ouvriers le chômage déterminé, à l'exclusion de toute autre cause, par l'introduction, sur le marché national, de produits étrangers. Et si l'intérêt des employeurs les conduit nécessairement à réclamer qu'on dresse, contre cette invasion mortelle, la barrière des droits protecteurs, l'intérêt bien compris de la main-d'œuvre qui souffre, plus encore que le capital, de ces crises de la production nationale, l'amènera à formuler, elle aussi, les mêmes réclamations. C'est pourquoi, M. E. Buisson, syndicaliste convaincu et comme tel, fervent adepte du principe de la lutte des classes, n'a pas craint d'émettre cette affirmation, d'ailleurs rigoureusement exacte : « Il existe une *solidarité étroite entre l'intérêt patronal et l'intérêt ouvrier* en ce sens que la main-d'œuvre ne pourra obtenir un salaire suffisant que si l'industrie prospère (1). »

Mais ce point de vue du producteur, auquel se placent les ouvriers de certaines industries, particulièrement éprouvées par la concurrence étrangère, est loin d'être envisagé, à l'heure actuelle, par la majorité des travailleurs européens (2) ; nous avons déjà dit que la plupart observaient, à l'égard de ces questions, une attitude faite à la fois d'igno-

(1) E. BUISSON, *op. cit.*, p. 4.

(2) Il n'en va pas de même aux Etats-Unis et en Australie. Ainsi que nous aurons d'ailleurs l'occasion de le signaler, la presque unanimité des ouvriers d'industrie de ces deux pays sont conquis aux idées protectionnistes (Voir *infra*, 2^e partie, chap. II, § 2).

rance et d'insouciance ; les autres sont plus ou moins vaguement libre-échangistes, parce que leurs intérêts de consommateurs les touchent plus directement, que la vie est chère et qu'ils ont entendu répéter quelque'une de ces formules dont le caractère simpliste fait tout le succès : « Le protectionnisme, c'est le pain cher ; le libre-échange, c'est la vie à bon marché. » Il leur faut en vérité beaucoup plus de réflexion et de clairvoyance pour démêler, parmi les causes qui peuvent influer sur le chiffre de leur salaire ou la régularité de leur emploi, l'action de la concurrence des produits étrangers, et pour rechercher les moyens de limiter les effets désastreux qu'elle peut produire sur les conditions de leur travail. Aussi est-il encore relativement restreint, le nombre des groupements ouvriers qui ont, sous la pression des circonstances, affirmé, en ces dernières années, des tendances nettement protectionnistes ; leur cas n'en offre que plus d'intérêt, et c'est pourquoi nous avons cru devoir signaler, dans cet ouvrage, ces aspects quelque peu nouveaux et inattendus du mouvement protectionniste contemporain. Nous n'entendons pas, du reste, borner là notre travail. Ce n'est pas seulement contre l'invasion des *produits* étrangers que les ouvriers peuvent avoir à se faire protéger, c'est aussi, — et plus souvent encore peut-être, — contre la concurrence que leur font, sur leurs propres chantiers, les *ouvriers* venus de l'étranger : car non seulement ces immigrés occupent parfois des places que pourraient tenir, aussi bien qu'eux, des ouvriers indigènes, mais encore ils consentent, pour la plupart, à s'embaucher, moyennant

une rémunération notablement inférieure à celle qu'exigeraient les travailleurs nationaux, et contribuent ainsi à avilir le taux des salaires dans les pays où ils se trouvent. On conçoit que les travailleurs regardent d'un mauvais œil cette importation, sans cesse croissante, de main-d'œuvre au rabais ; le fait est que, dans les pays riches où elle sévit particulièrement, des mesures législatives ont été prises pour la restreindre, le plus souvent à l'instigation de la classe ouvrière organisée ; en France, un grand nombre de propositions de loi révèlent l'existence des mêmes préoccupations protectionnistes ; car c'est bien d'une autre forme de *protectionnisme ouvrier* qu'il s'agit ici : protectionnisme dirigé, non plus comme celui que nous avons précédemment analysé, contre les produits étrangers, mais contre les *personnes* mêmes des ouvriers venus du dehors ; la lutte contre l'immigration ouvrière a même, par tous pays, *précédé* dans la pensée et dans l'action ouvrières la lutte contre les produits étrangers : alors même que les travailleurs ne se rendaient pas encore un compte exact des répercussions que pouvait avoir sur leur sort l'importation sans limite des objets fabriqués à l'étranger, ils comprenaient déjà, pour les avoir coudoyés sur leurs chantiers, le tort que pouvaient leur causer les ouvriers immigrés ; cette forme vivante de la concurrence étrangère devait nécessairement les frapper plus rapidement que l'autre. Nous ne saurions donc la passer sous silence, bien que notre ouvrage ait pour but principal l'étude des manifestations, dans certains milieux ouvriers, de ce protectionnisme proprement dit qui se traduit

par la demande de tarifs douaniers ou de primes à la production. Mais les deux états d'esprit sont solidaires et découlent en quelque sorte l'un de l'autre ; c'est la présence, en divers pays, d'une main-d'œuvre étrangère chaque jour plus nombreuse, qui a initié les ouvriers au péril de la concurrence étrangère, et les a amenés à réclamer, pour le travail national, une protection qu'ils ont ensuite demandée non plus seulement *contre les hommes*, mais aussi *contre les choses*. Il y a là deux phases, deux étapes distinctes et successives du protectionnisme ouvrier qui, toutes deux, ont droit à notre attention. Toutefois, la question de la concurrence des ouvriers étrangers ayant déjà fourni, à elle seule, la matière d'études nombreuses et complètes, nous ne croyons pas devoir nous y appesantir. Par contre, les diverses manifestations de certains groupements ouvriers en faveur de l'élévation des tarifs douaniers, — manifestations qui n'ont pas encore été, à notre connaissance, envisagées jusqu'à ce jour dans leur ensemble, — nous paraissent devoir faire l'objet d'une étude beaucoup plus attentive, puisqu'elles constituent, à nos yeux, le but et la raison même de ce modeste ouvrage.

Mais ce protectionnisme ouvrier est, en France surtout, d'origine relativement récente ; d'autre part, nous avons déjà remarqué qu'il était très loin de rallier l'unanimité des ouvriers organisés, et qu'un très grand nombre, — la majorité pour mieux dire, — y était plus ou moins consciemment opposée. C'est pourquoi, avant d'étudier les manifestations protectionnistes qui n'existent encore, dans les

milieux ouvriers, qu'à l'état d'exception, il nous a paru intéressant de définir brièvement les positions, — bien variables et incertaines, — prises spécialement en France, par les partis ouvriers, dans les grandes discussions douanières de ces dernières années. Nous entendons bien, du reste, au cours de cette étude, nous limiter, dans la mesure du possible, à la France, et n'invoquer qu'à titre purement subsidiaire l'exemple de certains pays dans lesquels s'observent, à des degrés divers, les tendances que nous devons analyser.

Enfin, — et c'est la dernière remarque qui nous reste à formuler, avant d'aborder le développement de notre sujet, — nous devons établir une distinction très nette entre le protectionnisme *agrarien* et le protectionnisme *industriel*. Nous ne méconnaissions pas que les mesures de protection prises en faveur des populations agricoles puissent avoir une utilité, voire même qu'elles constituent, pour des pays qui ne veulent pas sacrifier leur agriculture, une nécessité vitale. Il n'en est pas moins vrai que, sauf de très rares exceptions, — le prolétariat industriel est résolument hostile au protectionnisme agraire parce qu'il y voit, non sans raison sans doute, une des causes du renchérissement des denrées qu'il consomme (1). Et s'il existe, comme nous le

(1) Il est vrai cependant que si la protection accordée par l'Etat à l'agriculture entraîne pour les travailleurs de l'industrie un renchérissement des objets de consommation, par contre, elle leur vaut, — indirectement, — un avantage incontestable : car si l'ouvrier agricole, par suite du manque de protection des diverses cultures, est

croyons, un « protectionnisme ouvrier », ou plus exactement des tendances protectionnistes chez certains éléments de notre population industrielle, ces tendances visent toujours à l'établissement de droits d'entrée sur les produits de l'industrie étrangère, jamais sur les produits de l'agriculture. Bien au contraire, tel ouvrier qui demande, pour l'industrie à laquelle il coopère, la protection d'un tarif douanier, fera chorus avec les libre-échangistes pour flétrir les droits sur l'importation des blés ou des bestiaux étrangers ; cet ouvrier aura tort, évidemment, en bonne justice, car si la protection douanière est vraiment un bienfait pour le producteur, on ne voit pas pourquoi l'Etat, qui l'accorde aux travailleurs de l'industrie, en refuserait le bénéfice aux petits cultivateurs, patrons et salariés. Mais c'est d'après leurs intérêts particuliers, d'après leurs intérêts de classe que raisonnent, en l'espèce, les prolétaires de l'industrie. Or, ils sont rarement consommateurs des objets qu'ils produisent (1) ; à supposer d'ailleurs qu'ils le soient, — et ceci peut se produire, notamment pour les ouvriers du textile, — ils estiment que l'élévation des prix, dans l'industrie

forcé de quitter la terre pour éviter le chômage ruineux, il cherchera une situation dans l'industrie : « Il ira, par exemple, quémander une place dans une mine ». Alors qu'arrivera-t-il ? La mine aura, en définitive, pléthore d'ouvriers et, par suite du jeu normal de l'offre et de la demande, les salaires baisseront. « Préjudice pour le mineur ». Maurice TAILLANDIER, *Le protectionnisme et le prolétariat*. Réforme économique, 6 mars 1908.

(1) Peu importe, par exemple, à un ouvrier métallurgiste, que la protection douanière ait pour effet de hausser le prix des rails à la fabrication desquels il travaille.

protégée, si elle les lèse en tant que consommateurs, sera largement compensée pour eux, par l'assurance d'un travail plus stable, moins sujet aux chômages. Au contraire, l'application des droits protecteurs à l'agriculture ne peut, à leur avis, leur profiter en rien ; c'est donc au point de vue de la consommation qu'ils se placent pour l'apprécier : parfois protectionnistes en matière industrielle, ils seront presque unanimement libre-échangistes en matière agricole (1).

(1) Nous disons « *presque* » parce que, — comme nous le verrons aux chapitres suivants, — certains ouvriers défendent la protection accordée à l'agriculture, voyant en elle, la rançon nécessaire de celle qu'ils réclament pour l'industrie.

CHAPITRE II

SOCIALISME ET LIBRE-ÉCHANGE.

Lorsqu'ils ont épuisé contre les protectionnistes la série des arguments classiques en faveur de la liberté commerciale, les partisans du laissez-faire lancent, comme une flétrissure suprême à la face de leurs adversaires, cette accusation décisive : « Le protectionnisme est étroitement apparenté au socialisme ; ces deux doctrines sont en quelque sorte des « frères siamois » (1) indissolublement unis, incapables de vivre et de se développer l'un sans l'autre. En conséquence, il est impossible d'être protectionniste sans mériter, par le fait même, l'épithète de socialiste, et la réciproque est également vraie..... »

Cette affirmation se retrouve à chaque instant sous la plume des économistes libéraux (2) et dans les organes atti-

(1) Le mot est d'Emile VANDERVELDE, le leader du parti socialiste belge qui se refuse d'ailleurs à admettre cette parenté du socialisme et du protectionnisme (*Congrès international d'Anvers sur la législation douanière et la réglementation du travail*, 13 août 1892, Rapports et discussions, 2 vol., Anvers, Buschmann, 1893).

(2) « La protection, c'est le socialisme de ceux qui ont des rentes » (BASTIAT). « On pourrait montrer sans grands efforts que le collectivisme contemporain n'est pas autre chose que la protection poussée à ses plus extrêmes limites » (WALDECK-ROUSSEAU). « Le socialisme est la forme la plus extrême de la protection » (Lord ROSEBURY, discours

trés du libre-échange ; c'est ainsi que le *Temps* (20 février 1908), appréciant un article de M. Yann Morvran-Goblet, publié quelque temps auparavant dans la *Grande Revue* (1), y relevait cette définition du protectionnisme : « Le protectionnisme a pour but de substituer, dans la direction des affaires privées, à la volonté des individus, la volonté des gouvernements. » En changeant un seul mot, le rédacteur du *Temps* obtenait cette seconde proposition, « non moins exacte que la précédente » : « Le socialisme a pour but de substituer, dans la direction des affaires privées, à la volonté des individus, la volonté du gouvernement. » Et du rapprochement de ces deux définitions, il se croyait autorisé à conclure « que le socialisme et le protectionnisme sont si bien deux aspects d'une même théorie, qu'on peut donner de l'un et de l'autre une seule et même définition, s'appliquant avec une égale perfection à tous les deux » ; or, ajoutait-il, « cette théorie unique, c'est celle de l'étatisme ».

Un tel raisonnement paraîtra sans doute quelque peu

prononcé à la *Liberal League*, 15 mars 1908). « Le protectionnisme, c'est le socialisme des riches comme le socialisme est le protectionnisme des pauvres » (*Protectionnisme et Socialisme*, Temps, 9 novembre 1903). — Voir aussi FONTANA RUSSO : *Traité de politique commerciale* (Liv. II, chap. II) : « Si l'Etat doit garantir un prix rémunérateur à certaines marchandises, à plus forte raison doit-il garantir un prix adéquat à la marchandise-travail. Entre le droit au profit et le droit au travail, le plus injuste n'est certainement pas le second. Le protectionnisme en dernière analyse, n'est qu'un socialisme à rebours. » CAVOUR disait de même (Turin, 1851) : « L'allié le plus puissant du socialisme, dans l'ordre intellectuel bien entendu, c'est la doctrine protectionniste : elle part absolument du même principe. »

(1) 25 janvier 1908.

simpliste à beaucoup : c'est seulement par un étrange abus de langage qu'on peut identifier, comme fait le *Temps*, l'aide donnée par la protection douanière à la *contrainte* que veut, en fin de compte, imposer le socialisme (1). Sans doute, nous ne pouvons nier qu'il y ait entre le socialisme et le protectionnisme plusieurs analogies que certains socialistes, nous le verrons bientôt, n'ont pas été les derniers à mettre en lumière : tous deux impliquent, à des degrés divers, l'horreur d'une organisation économique fondée sur le principe de la libre concurrence ; tous deux veulent conférer à l'Etat la mission d'intervenir dans certaines des conventions conclues par les particuliers, mais là s'arrêtent les ressemblances. A faire du socialisme et du protectionnisme, deux doctrines identiques, les libre échangistes veulent trop prouver : ils passent plus ou moins consciemment sous silence les différences radicales qui les séparent l'un de l'autre. Tandis que le socialisme, en effet, vise à instaurer sur des bases nouvelles une société profondément transformée, le protectionnisme, lui, s'accommode parfaitement du régime capitaliste existant et se borne à solliciter de l'Etat, son appui pour les producteurs ; bon nombre de ses adhérents se refusent même à étendre au domaine des intérêts ouvriers la protection qu'ils réclament pour les industriels.

D'ailleurs, si les affinités étaient, entre le protection-

(1) Voir T. LALOUVET : *Quelques sophismes* (Réforme économique, 28 février 1908).

nisme et le socialisme, aussi étroites que veulent bien le prétendre les libre-échangistes, si le premier préparait véritablement, comme on l'en accuse, les voies au second, les socialistes n'eussent pas manqué d'apporter à la politique de protection douanière l'imposant renfort de leurs sympathies agissantes ; on les aurait vus, en ces dernières années, se faire, par tout pays, les champions de ce mouvement protectionniste qui s'est fait sentir, presque simultanément, dans toutes les grandes nations d'Europe. Or, c'est précisément le contraire qui s'est produit. Chaque fois que le socialisme comme tel s'est décidé à prendre position sur la question du régime douanier, il l'a fait dans un sens hostile à la protection (1).

Le fait que les ouvriers australiens et américains se sont depuis longtemps ralliés en masse au protectionnisme, ne saurait infirmer en rien ce que nous venons d'avancer, pas plus que les sympathies récemment manifestées aux mêmes idées par certains milieux ouvriers français. Car si des fractions notables du prolétariat industriel ont cru devoir adhérer plus ou moins complètement au système de l'auto-

(1) (Cf. le compte rendu d'une séance de la *Société d'économie politique de Paris* (5 octobre 1910) dans l'*Economiste français* du 15 octobre 1910 : ... « M. de Nouvion insiste sur la nécessité d'une propagande active contre les droits protecteurs. Il signale que les socialistes se montrent adversaires de ces droits, et peut-être, selon lui, y aurait-il quelque chose à faire de ce côté... » A quoi M. Yves Guyot réplique qu'il n'a pas la moindre confiance dans le concours des socialistes : « Interventionnistes dans toutes les questions économiques, ils ne peuvent soutenir le libre échange que par une contradiction. »

nomie douanière, c'est précisément dans la mesure même où elles ont cessé de se laisser séduire par l'aspect théorique, dogmatique du socialisme, pour entrer dans les voies d'un réformisme pratique et réaliste. En revanche, le socialisme, s'il a souvent fait profession de mépriser ces questions futiles à propos desquelles ne s'entrechoquaient, — du moins il le croyait, — que de vils intérêts bourgeois, n'en a pas moins, et de tout temps, multiplié par la voix de ses représentants les plus autorisés, les affirmations libre-échangistes, ou plus exactement anti-protectionnistes (1). Déjà Saint-Simon considérait les prohibitions comme une conséquence des haines nationales et louait les économistes d'avoir montré « que toute l'espèce humaine, ayant un but et des intérêts communs, chaque homme doit se conduire uniquement dans les rapports sociaux comme engagé dans une compagnie de travailleurs (2). Fourier proclame que la plus complète liberté de circulation des biens régnera entre toutes les phalanges, sur toute l'étendue du globe (3). Ceux-là ne sont, il est vrai, que les précurseurs du socialisme, mais si nous passons à ses moder-

(1) « Les socialistes, ou négligent d'aborder ce sujet, ou lorsqu'ils l'abordent, sont d'accord avec les économistes » (c'est-à-dire avec les libre-échangistes). GIDE et RIST : *Histoire des doctrines économiques* (liv. II, chap. IV, p. 303).

(2) GIDE et RIST, *op. cit.*

(3) *Ibid.* — Proudhon, il est vrai, fait exception : Dans ses *Contradictions économiques*, il défend avec véhémence la légitimité des droits de douane en se plaçant à un point de vue purement patriotique. — Voir *infra*.

nes interprètes, le même son de cloche résonne derechef à nos oreilles.

Dans un discours prononcé à Bruxelles le 9 janvier 1848, Karl Marx, après avoir déclaré qu'il ne voyait, dans la prédominance du libre-échange ou du protectionniste, que des forces d'adaptation diverses du régime capitaliste (1), s'écriait, à la fin de sa conférence : « Le système du libre-échange hâte la révolution sociale, et dans ce sens révolutionnaire seulement, je suis partisan du libre-échange (2). »

Ce langage n'est, en somme, que l'application, au problème douanier, du proverbe vulgaire : « Entre deux maux, il faut choisir le moindre » ; Karl Marx ne sympathise guère avec le système libre-échangiste, mais le jugeant du point de vue socialiste, il le préfère au protectionnisme parce qu'il le croit capable d'amener plus rapidement la « catastrophe » qui doit sortir de l'excès même des maux engen-

(1) Cf. FONTANA RUSSO, *op. cit.*, p. 422.

(2) Voici les termes exacts dans lesquels s'exprime Karl Marx au sujet de la question douanière : « Il est vraiment difficile de comprendre la présomption des *Free-Traders* qui s'imaginent qu'un emploi plus avantageux du capital abolira l'antagonisme existant entre les industriels capitalistes et les salariés. Bien au contraire, ils arriveront seulement à mettre encore plus en lumière l'antagonisme de ces deux classes.

« Quant au système protecteur, il ne vise qu'à couvrir les nations de manufactures ; en général, il agit aujourd'hui dans le sens de la conservation sociale, tandis que le *Free-Trade* exerce une action destructive en brisant les vieux cadres des nationalités et en portant à son paroxysme l'antagonisme qui règne entre le prolétariat et la bourgeoisie. En un mot, le système du libre-échange hâte la révolution sociale, et dans ce sens révolutionnaire seulement, je suis partisan du libre-échange. » (Discours de Bruxelles.)

drés par le régime de la concentration capitaliste. Et tandis que les libre-échangistes dénoncent les relations du protectionnisme et du socialisme, il affirme, lui, socialiste, que c'est au contraire le libre-échange qui prépare les voies à la révolution sociale !

Le socialiste américain Henry George, écrivant dans un pays où les prolétaires de l'industrie sont parmi les plus fervents adeptes de la protection douanière, s'ingénie à remonter le courant ; dans un ouvrage publié en 1885, et qui obtient un succès retentissant (1), il examine, au point de vue de l'intérêt des classes laborieuses, ce qu'il appelle la « question du tarif », et conclut nettement à la supériorité d'un régime de liberté commerciale. Sa conception du libre-échange est, d'ailleurs, assez particulière ; on retrouve dans son livre, les projets de socialisme agraire, de nationalisation du sol qui constituent le fonds commun de tous ses ouvrages (2) ; pour lui, la « question du tarif » loin d'être indifférente aux intérêts ouvriers, domine et « ouvre forcément toute la question sociale » (3) ; le véritable libre-

(1) Henry GEORGE : *Protection ou Libre-Echange. Examen de la question du tarif en ce qui concerne les intérêts des classes laborieuses* (Traduction française de L. Vossion), 1 vol. in-8°. Paris, Guillaumin, 1888.

(2) Voir surtout son ouvrage *Progress and Poverty*, l'un des livres les plus lus du siècle dernier.

(3) *Protection ou Libre-Echange*. Traduction française, p. 419 : « Transporter la question du tarif dans la politique nationale signifie la discussion, dans tous les journaux, à chaque carrefour, partout où deux hommes se rencontrent, des questions de travail et de salaires, de capital et de travail, des détails de l'impôt, de la nature et des droits de la propriété, et de la question principale à laquelle aboutissent toutes ces diverses questions, c'est-à-dire la question de la relation de l'homme avec la planète sur laquelle il passe son existence. »

échange, dont il préconise l'adoption, ne consiste pas seulement dans l'abolition de la protection et dans la substitution d'un tarif de revenu à un tarif protecteur ; il exige encore « la destruction de tous les tarifs, l'abolition de toute restriction apportée à l'importation de marchandises dans un pays ou à l'exportation hors de ce pays ». Le libre-échange doit encore s'appliquer aussi bien au commerce intérieur qu'au commerce extérieur, et pris dans son vrai sens, il exige l'« abolition de toutes les taxes intérieures qui frappent les achats, les ventes, les transports, les transactions et les affaires de tout genre », c'est-à-dire la suppression des impôts indirects. Il exige enfin que nous supprimions également « les impôts directs sur les choses qui sont le produit du travail » (1), et que liberté entière soit laissée à chacun « de produire, d'échanger, de donner, de dépenser ou de léguer par testament, selon son bon plaisir. » Seules, deux catégories d'impôts survivront à cet anéantissement général et suffiront, d'après Henry George, à fournir le revenu public : les impôts sur le faste et surtout les impôts sur la valeur de la terre, qui constituent la partie essentielle du système de l'écrivain américain. Henry George ne fait, d'ailleurs, aucune difficulté de reconnaître que le véritable libre-échange, ainsi compris, « incline fortement au socialisme » (2). Tel sera sans doute également l'avis de nos modernes libre-échangistes ; ils auront grand'peine à croire que

(1) Henry GEORGE, *op. cit.*, p. 375.

(2) Henry GEORGE, *op. cit.*, p. 405.

leurs principes, — considérés jusque-là comme de tout repos, — les puissent mener jusqu'à la socialisation de la terre ! Mais ils n'en goûteront pas moins la critique âpre et incisive que l'auteur fait du système de la protection douanière. Tous les socialistes, à peu près, adhèrent du reste à cette vue purement négative de la question : peu nombreux sont ceux qui se déclarent nettement libre-échangistes (1), mais tous, — ou presque, — sont foncièrement anti-protectionnistes, et nous pourrions vérifier amplement cette assertion lorsque nous analyserons l'attitude qu'ils ont observée au cours de l'élaboration et du vote des différents tarifs douaniers successivement adoptés en France, en ces dernières années. Les Congrès ouvriers, — intéressants en ce qu'ils reflètent l'état d'esprit de collectivités souvent considérables, — manifestent les mêmes tendances. La plupart, il est vrai, paraissent ignorer l'importance de la question douanière ; mais s'il leur arrive de se prononcer, c'est toujours dans un sens nettement hostile à l'établissement ou à l'augmentation des tarifs portant sur les objets de consommation.

(1) Il y en a cependant quelques-uns, soit parmi les députés socialistes qui prennent part aux discussions législatives de 1885, 1891, 1909 (Voir le chapitre suivant), soit parmi les autres : Vg. Adrien VEBER : *Réaction et protection*, Revue socialiste, 1891, t. II, p. 129. « Le libre-échange est un principe évident de bon sens, suite logique de la grande réforme de la Révolution en faveur de la liberté... A notre point de vue socialiste, nous considérons la doctrine libre-échangiste comme une réaction contre le patriotisme haineux, contre l'esprit d'antagonisme de jalousie et de défiance qui accentue et envenime les oppositions d'idées, de croyances et d'intérêts. » Et l'auteur indique les raisons pour lesquelles, à son avis, la France doit être libre-échangiste.

C'est ainsi que, dès 1884, le Congrès des mineurs de France (26 et 27 décembre) émettait, sur l'initiative de Fournière, une protestation en règle contre tout projet de taxation des céréales et viandes de boucherie étrangères (1) ; à peu près vers la même époque, la *Revue socialiste* (2) publiait *in extenso* et avec éloges, le manifeste de la *Ligue populaire contre le droit sur le blé*.

En 1891, peu de temps avant la mise en vigueur du nouveau tarif général des douanes, le 9^e Congrès du Parti ouvrier français, tenu à Lyon (26-28 novembre 1891), adoptait, au début d'une séance et sans discussion aucune, une motion ainsi conçue : « Le Congrès... voue à l'exécration des travailleurs un gouvernement prétendu républicain qui, après les avoir fusillés à Fourmies, se prépare à les affamer par ses droits sur le blé, le pain, la viande, le café et le sucre (3)... »

En 1887 éclatait à Roanne une crise ouvrière locale, comme il s'en présente parfois dans les centres industriels ; le journal *Le Socialiste* (4) publiait à ce sujet une lettre de son correspondant de Roanne, dans laquelle nous relevons le passage suivant, indice d'un état d'esprit des plus carac-

(1) *Revue socialiste*, 1885, t. I, p. 8.

(2) *Revue socialiste*, 1885, t. I, p. 158.

(3) Il est vrai qu'il s'agit, dans toutes ces invectives, *uniquement* des droits sur les denrées alimentaires, et que les droits sur les produits industriels ne sont pas en question ; mais nous verrons, dans un instant, que les socialistes savent étendre au principe même de la protection, — et par suite au protectionnisme industriel, — l'antipathie, toute spéciale, qu'ils ont vouée au protectionnisme agraire.

(4) *Le Socialiste*, 11 juin 1887.

téristiques : « La situation économique des travailleurs dans notre localité est des plus précaires..... pour aggraver encore cette situation, nos affameurs nationaux ne se sont-ils pas avisés d'élever les droits sur les céréales ? L'effet de cette protection à rebours ne s'est pas fait attendre. En deux mois, trois augmentations successives de deux centimes sur le prix du pain ont eu lieu. D'autres vont bientôt suivre, admirable fruit du parlementarisme bourgeois ! »

Au milieu de ce concert de malédictions qui monte des milieux ouvriers vers les « affameurs » protectionnistes, quelques voix discordantes se font entendre : les unes proclament leur complète indifférence pour les solutions qui peuvent être apportées au problème douanier, et renvoient dos à dos le libre-échange et la protection, comme des solutions également inefficaces aux maux de la classe ouvrière (1) ; les autres, en bien petit nombre, réservent, — pour

(1) *Le Socialiste* (10 novembre 1887) : « Le cercle socialiste d'étude et de propagande de Beauvais a donné le 30 octobre une grande réunion privée ; notre camarade Jean Gédéon a parlé... du libre-échange et de la protection, terrain où ne se débattent que des intérêts bourgeois. »

Le Proletariat (5 février 1887). « Les bourgeois français défendent leurs intérêts commerciaux et industriels à la frontière : c'est leur affaire. Tant que les tarifs ne touchent pas aux aliments essentiels des consommateurs prolétariens, nous laissons les bourgeois libres de s'entr'égorgner à coup de tarifs sur le marché international. »

La Bataille (Journal de P. Brousse, 30 avril 1891). M. GÉRAULT-RICHARD : « Les partisans de l'absolue liberté d'échange, comme M. Lockroy, poursuivent une chimère, les protectionnistes farouches ne font pas autre chose : c'est contre le capital qu'il faudrait nous protéger. »

6 mai 1891 : Les libre-échangistes ont raison et les protectionnistes

des motifs divers, mais également éloignés d'une conviction sérieuse et réfléchie, — leur faveur au régime protectionniste. Nous comptons bien, dans un instant, prêter l'oreille à ces dernières, mais auparavant, nous voudrions indiquer, en peu de mots, les motifs de l'attitude anti-protectionniste que nous avons donnée comme étant celle de la presque unanimité des socialistes.

S'ils combattent les tarifs protecteurs, ce n'est pas, en général, au nom d'un système économique positif, mais pour un petit nombre de raisons, que l'on peut ramener à trois principales et que nous allons examiner tour à tour.

La première est d'ordre plutôt théorique : elle tient à une opposition de principes, à une contradiction doctrinale entre le protectionnisme et le socialisme. Le protectionnisme qui tend à empêcher, ou du moins à restreindre l'importation des produits étrangers, se présente souvent comme une forme du patriotisme ; il s'inspire, dans sa propagande, d'arguments empruntés à l'intérêt de la sécurité nationale : « Il faut, disent les protectionnistes, qu'une nation puisse, en temps de guerre, se suffire à elle-même. » D'ailleurs la

n'ont pas tort... Les libre-échangistes, aussi bien que leurs adversaires protectionnistes, se placent sur le terrain fiscal et non sur le terrain social. »

Enfin, la ligue libre-échangiste ayant organisé, le 19 janvier 1885, à Paris, au Tivoli-Vauxhall, une grande réunion publique pour protester contre le relèvement des droits sur le blé, demandé par les protectionnistes, le journal de M. Brousse ne vit dans cette réunion qu'« une lutte des bourgeois libre-échangistes contre les bourgeois protectionnistes ».

campagne protectionniste qui devait aboutir au vote du tarif général de 1892, a été menée au nom des intérêts vitaux de la nation, de la prospérité de la France ; la crainte de l'étranger, la nécessité de se défendre contre lui, telles ont été les raisons principales mises en avant par les chefs du mouvement.

Or, le socialisme est essentiellement *internationaliste* ; l'Internationale de Karl Marx a laissé son empreinte sur les partis socialistes des différents pays. Les mots de nation, patrie, sonnent mal à leurs oreilles, et c'est avec raison que Renan a pu dire : « Là où le socialisme apparaît, le patriotisme diminue. » Et de même que les socialistes visent, dans l'ordre politique, à la suppression des frontières qui séparent les différentes nationalités, de même ils escomptent, dans l'ordre économique, la disparition de ces frontières commerciales que sont les barrières douanières : les unes comme les autres leur paraissent contrecarrer la réalisation de leur rêve grandiose de fraternité universelle et faire obstacle à la constitution de la vaste société collectiviste dont ils attendent la guérison de leurs maux (1).

Aussi ne cessent-ils de dénoncer, en les poussant jusqu'à leurs conséquences extrêmes, — jusqu'à l'absurde, —

(1) « L'idéal protectionniste, c'est chaque nation repliée sur elle-même et suffisant à tous ses besoins ; l'idéal socialiste, c'est la suppression des frontières et l'entente internationale assurant à tous les producteurs un minimum de garanties » (E. VANDERVELDE, discours prononcé au Congrès International d'Anvers sur la législation douanière et la réglementation du travail, 1892).

les préoccupations patriotiques étroites et exclusives dont s'inspirent les protectionnistes : « Pourquoi s'arrêter au blé, s'écriait le journal de Jules Guesde, quelques jours avant la promulgation de la loi du 29 mars 1887 qui allait porter de 3 francs à 5 francs le droit sur les blés étrangers ; pourquoi ne pas réclamer le blocus contre le café, le coton et les laines que filent et tissent les ouvriers français, et contre toutes les autres matières premières qui nous viennent de l'étranger ? Pour être logiques, il faudrait revenir à l'époque barbare où chaque nation, chaque localité était obligée de limiter ses besoins à ce qu'elle produisait. Quel avenir réservent à la France les patriotes du protectionnisme (1) ! »

Chose singulière, Proudhon, ce négateur absolu du droit de propriété et du principe d'autorité, ce « contempteur de la société », comme l'avaient baptisé les économistes, semble avoir été conquis par l'argument protectionniste de la sécurité nationale, et c'est au nom même du lien patriotique qu'il légitime le principe de la politique de protection douanière. Dans une page de son *Système des Contradictions Economiques* (2), il déclare que la liberté n'est qu'une conspiration contre les nationalités. Et à l'appui de cette thèse, il établit et résout l'hypothèse suivante : « Est-il juste que le consommateur strasbourgeois, qui pourrait avoir la houille de Prusse à 25 francs, soit obligé de s'appro-

(1) *Socialiste*, 26 février 1887.

(2) T. II, p. 52.

visionner en France où il paie 30 francs, ou d'acquitter, pour obtenir la houille de Prusse, un nouveau droit ? Ceci revient à se demander : Le consommateur strasbourgeois appartient-il à la France ? Jouit-il des droits attachés à la qualité de Français ? Produit-il lui-même pour la France et sous la protection de la France ? Donc, il est solidaire de tous ses compatriotes, et comme leur clientèle lui est acquise sous l'égide de la société française, de même sa consommation personnelle fait partie de leur débouché. Et cette solidarité est inéluctable, car pour qu'elle cessât d'exister, il faudrait commencer par supprimer le gouvernement, supprimer l'administration, l'armée, la justice et tous leurs accessoires et rétablir les industriels dans leur état de nature, ce qui est évidemment impossible. »

Mais Proudhon écrivait cela en 1846 (1) ; les socialistes ont progressé depuis. Ce qui lui paraissait impossible, supprimer l'armée et la justice, figure, quarante ans plus tard, parmi les revendications du prolétariat. Reconnaître une solidarité entre le « consommateur strasbourgeois » et

(1) Proudhon d'ailleurs a toujours été un protectionniste déterminé, et pour l'établir, nous pourrions multiplier les citations. « Par le libre-échange, a-t-il écrit, la concurrence anarchique est élevée, dans les pays libre-échangistes, à sa plus haute puissance ; le petit commerce, la petite fabrique sont écrasés, la petite culture est, dans une certaine mesure, atteinte, la classe moyenne anéantie, la plèbe domptée, tout cela d'autant plus... que grâce au prestige de ce mot « liberté » indignement prostitué, on a rendu les travailleurs eux-mêmes complices de leur propre infortune » (Cité par M. Emile JAMAIS à la Chambre des députés. *Journal officiel*. Débats parlementaires, 16 mai 1891, p. 917).

le reste de la France, c'est faire œuvre de patriotisme, et le socialisme veut, selon la formule de Karl Marx, l'union des prolétaires de tous les pays.

Une autre raison, beaucoup plus péremptoire, — raison éminemment pratique, celle-là, — contribue à faire des socialistes les adversaires du protectionnisme. Le parti socialiste recrute presque exclusivement ses adhérents parmi les consommateurs les plus pauvres, ceux sur qui pèse le plus lourdement tout renchérissement de la vie. Or, l'élévation des tarifs douaniers passe, — à tort ou à raison, — pour l'une des causes principales de la hausse des denrées alimentaires qui sévit, à notre époque, dans la presque totalité des grandes puissances économiques. Les libre-échangistes ont eu l'habileté de présenter, aux yeux du peuple, le protectionnisme comme la « politique du pain cher », et cette épithète lui est restée, telle une flétrissure indélébile, ameutant contre lui les populations ouvrières, la foule des consommateurs du prolétariat qui arrivent si péniblement à équilibrer leur budget journalier et pour lesquels une augmentation de quelques centimes sur le pain ou la viande prend nécessairement les proportions d'un désastre (1). Le

(1) Il n'est donc pas étonnant que les coopératives de consommation aient toujours protesté, avec une grande vivacité, contre tous les relèvements de tarifs portant sur des denrées alimentaires. Chez elles, c'est le point de vue du consommateur qui prime celui du producteur. C'est ainsi qu'en 1891, Léon Say présentait à la Chambre une longue pétition émanant de la Fédération des sociétés coopératives de consommation et qui, dans une longue série de « considérants », adjurait le législateur de ne pas entrer dans la voie

pain cher ! ce cri d'alarme, repris par le socialisme, champion de ces faibles et de ces deshérités, s'est immédiatement répercuté dans les journaux, dans les revues, dans les réunions du parti, chaque fois que la mise à l'ordre du jour d'un nouveau relèvement de tarif est venu menacer sa clientèle.

Dès le 5 mars 1885, deux mois avant le vote de la loi qui devait élever brusquement, de 0 fr. 60 à 3 francs, les droits sur le blé, le *Cri du peuple* invectivait le ministère coupable de soutenir un tel projet : « La Chambre restera jusqu'au bout la fidèle suivante de Ferry. Celui-ci avait décrété la famine en 1870 ; la Chambre marche sur les brisées du maître, et ce qu'il avait fait jadis devant les Prussiens, elle le fait de nouveau aujourd'hui ; elle y apporte même un raffinement, puisqu'elle ne veut même pas qu'on fabrique ce pain d'avoine (1) qui nous a nourris pendant les dernières semaines du siège. »

Un an plus tard, Jules Guesde, qui possédait déjà, dans

néfaste du protectionnisme : « Considérant, disait notamment cette pétition, que les sociétés coopératives françaises ont déjà commencé à nouer, avec les sociétés coopératives des pays voisins, Belgique, Suisse, Angleterre, des relations d'affaires aussi profitables aux unes qu'aux autres, et que ces relations seront rendues difficiles ou impossibles par des barrières de douanes.... Considérant que la fraternité entre les peuples, autant que l'intérêt des masses, doivent nous engager à redoubler d'efforts contre le protectionnisme.... (*Journal officiel*. Chambre. Séance du 9 mai 1891, p. 840).

(1) Le projet en question — qui devint la loi du 28 mai 1885, — comportait en effet, outre le droit de 3 francs sur les blés, un droit de 6 francs sur la farine et un droit de 7 fr. 50 sur l'avoine, l'orge et le seigle.

les milieux socialistes, l'autorité incontestée qu'il y a toujours exercée depuis, appréciait en ces termes le fait accompli : « Aujourd'hui, le grotesque a fait place à l'odieux ; aujourd'hui, on avoue que les blés surtaxés, c'est le pain plus cher, et qu'il s'agit bien réellement d'un impôt sur la faim (1). »

Puis, ce sont les pays monarchiques que les socialistes offrent ironiquement en exemple à notre Parlement républicain : « A la honte de notre ministère républicain et de ses souteneurs (*sic*), le ministère de la monarchie italienne a déclaré, par l'organe de M. Magliani, qu'il n'accepte pas une augmentation des droits sur les blés ; le budget est en déficit, comme en France, mais à aucun prix, le gouvernement italien ne consent à rétablir l'équilibre en affamant la population. Ferry, Méline et leur majorité méritaient un soufflet ; ils viennent de le recevoir (2) » !

Ces citations, que nous pourrions multiplier indéfiniment, et dans lesquelles revient toujours la même accusation, suffisent à montrer que le socialisme combat surtout, dans les tarifs protectionnistes, le renchérissement qu'il leur reproche d'entraîner, au préjudice de la classe ouvrière. Mais, indépendamment de cet argument intéressé qui pourrait, en somme, motiver, à lui seul, leur anti-protectionnisme, les socialistes en invoquent un troisième, tiré du principe fondamental de la lutte des classes et qui se peut formuler

(1) *Cri du Peuple*, 14 février 1886.

(2) *Cri du Peuple*, 10 mars 1885.

ainsi : La politique protectionniste est soutenue, au Parlement et dans le pays, par un groupe compact de gros propriétaires fonciers, de riches industriels, appartenant à la fraction la plus puissante de la classe capitaliste. Or la classe ouvrière ne doit rien attendre de ses ennemis-nés ; elle serait par trop naïve d'admettre que les capitalistes aient pu, même accessoirement, prendre en mains ses intérêts et travailler pour l'amélioration de son sort ; si les industriels, unis à ceux que les Allemands appelleraient des « agrariens », veulent dresser à la frontière des barrières de droits protecteurs, c'est que ces droits doivent leur profiter, à eux seuls (1). D'ailleurs, la réaction économique sent la réaction politique, et « la protection n'est qu'une forme de l'exploitation des travailleurs par les capitalistes » (2). Aussi beaucoup de socialistes combattent-ils le protectionnisme, parce que défendu par les détenteurs du capital : il suffit que cette doctrine soit préconisée par la classe antagoniste, pour qu'immédiatement, elle leur paraisse suspecte.

(1) « Le résultat immédiat (d'une élévation de droit sur les blés) sera la classe moyenne ruinée, la classe ouvrière réduite à la famine pour permettre à quelques privilégiés d'entasser des millions. » *Revue socialiste*, 1887, p. 214.

(2) *Le Parti ouvrier*, 19 avril 1891.

CHAPITRE III

PREMIÈRES SYMPATHIES PROTECTIONNISTES.

Nous venons d'examiner tour à tour les principales raisons pour lesquelles la partie pensante du prolétariat industriel français observait habituellement à l'égard de la protection douanière, une attitude hostile, tandis que le grand nombre se désintéressait complètement des questions de politique commerciale. Les citations les plus récentes que nous ayons données pour démontrer la réalité de cet état d'esprit anti-protectionniste se réfèrent, ainsi que le lecteur aura pu le constater, à la période d'élaboration du tarif de 1892. Ce n'est que plus tard, dans les toutes dernières années du xix^e siècle, et au début du xx^e, qu'on verra des individus d'abord, puis des collectivités, particulièrement en butte à la concurrence étrangère, comprendre que l'intérêt des consommateurs n'est pas le seul qu'il convienne d'envisager, et réclamer, comme producteurs, la protection parfois nécessaire des tarifs douaniers. Déjà avant cette époque certains socialistes, — *rari nantes*, — croient pourtant devoir faire des déclarations protectionnistes qui ne trouvent guère d'écho dans les milieux ouvriers. Au reste, il convient de dire que la plupart sont protectionnistes tout comme Karl Marx se disait libre-échangiste.

Pour eux, la société capitaliste contient en elle-même les germes de décomposition qui doivent entraîner sa ruine, et le « bien », c'est-à-dire l'avènement de la « cité future », sortira de l'excès même du mal (1). Que les grands propriétaires terriens, que les gros industriels accroissent donc leurs profits, au moyen de la protection douanière dont les dote le gouvernement : cette augmentation de prospérité, ils la conquerront aux dépens de leurs concitoyens, et surtout de leurs collaborateurs ouvriers qu'ils ne songeront certes pas à faire participer, en augmentant les salaires, au bénéfice de la protection. Suivant la forte expression d'un libre-échangiste, « le protectionnisme fera les riches plus riches et les pauvres plus pauvres ». Ainsi le regain de prospérité qu'aura donnée la protection aux capitalistes ne fera qu'accroître l'exaspération du prolétariat et rendre plus prochain le triomphe de la révolution sociale (2).

(1) C'est ainsi qu'en 1891, quelques libre-échangistes machiavéliques conseillaient, aux membres de leur parti, l'union avec les plus ardents des protectionnistes, dans l'espoir qu'un régime de protection à outrance ne pourrait que dégoûter à jamais le pays d'un protectionnisme quelconque même modéré.

(2) Telle semble bien avoir été la raison pour laquelle ENGELS, contrairement à Karl Marx, se déclarait protectionniste. Peu de temps avant le discours de ce dernier en faveur du libre-échange, il écrivait dans un journal allemand de Bruxelles : « Comme la bourgeoisie en Allemagne a besoin de la protection douanière contre l'étranger pour se défaire entièrement des survivances de l'aristocratie féodale du moyen-âge, et pour atteindre elle-même à un degré parfait d'épanouissement, la classe ouvrière a aussi un intérêt à ce qui peut aider la bourgeoisie à obtenir une puissance pleine et entière. » Un autre socialiste allemand, Franz MEHRING, dit plus clairement : « La classe ouvrière était au plus haut point, intéressée à aider la bour-

Cet état d'esprit... *catastrophique*, si l'on peut ainsi parler, ne saurait en aucune manière s'interpréter comme l'indice d'une conviction protectionniste sérieuse. C'est simplement une application de cette « politique du pire » dont les socialistes se font volontiers les adeptes (1). Mais certains d'entre eux invoquent en faveur de la protection douanière des arguments plus raisonnables, — sinon plus désintéressés. Ce qui tend à leur rendre presque sympathique la politique protectionniste, c'est qu'elle est l'ennemie de la « Science économique » telle que l'avaient comprise, — et monopolisée, — les tenants de la vieille doctrine « orthodoxe », science immuable et méprisante, trop entichée de ses spéculations abstraites pour condescendre à s'occuper de réformes pratiques, science indulgente aux riches et dure pour les humbles, — *dismal science*, comme l'appelait

geoisie à gagner la victoire sur des classes historiquement plus arriérées, afin de n'avoir plus devant elle qu'un seul adversaire et d'avoir le champ libre pour le dernier combat. Or, au point de son développement où elle se trouvait alors, l'industrie allemande avait besoin de droits protecteurs, devant acquérir la force nécessaire pour vaincre la royauté et les hobereaux (Voir la brochure d'E. Buisson : *Politique douanière de la classe ouvrière*).

(1) D'autres socialistes d'ailleurs retournent le raisonnement et voient dans le libre-échange, dans la liberté complète laissée aux excès de la concurrence, le moyen de précipiter la catastrophe finale. C'est ainsi, nous l'avons déjà montré, que raisonnait Karl Marx. Un publiciste révolutionnaire, LISSAGARAY, disait de même (*La Bataille*, 6 février 1885) : « Quant à nous, révolutionnaires, nous sommes en ce moment pour le libre-échange, car il montrera, par l'absurde même, la seule chose à laquelle les campagnes puissent se rendre, la nécessité de reconstituer le bloc de la propriété en France, c'est-à-dire de l'universaliser ».

Carlyle. Cette science économique, elle est basée sur la libre concurrence qui consacre tant d'injustices, et le socialisme ne cesse de flétrir les excès de la concurrence (1); elle réproouve toute immixtion de l'État dans le domaine des conventions individuelles, tandis que le collectivisme vise à accroître, jusqu'à l'omnipotence, le droit d'intervention de l'État dans les faits économiques. Aussi comprendra-t-on sans peine que l'élite des socialistes, — ceux pour lesquels le socialisme, loin de se limiter à quelques revendications brutales, constituait une doctrine économique en lutte ouverte avec celle du « laissez-faire », — aient cru devoir, sans pourtant lui donner leur adhésion, marquer quelque complaisance au protectionnisme qui venait battre en brèche l'édifice, réputé inexpugnable, du libéralisme économique (2). Et cela d'autant plus qu'en s'adressant au

(1) D'après M. E. VILLEY (*Le Socialisme contemporain*, p. 55), toutes les doctrines socialistes partent de cette prémisse que l'organisation économique actuelle, fondée sur le principe de la libre concurrence, est une cause ou un moyen d'exploitation et d'injustice sociales.

(2) « *Le laisser-faire, laisser-passer* était un principe sacré auquel, même pour arracher à la faim des milliers de femmes et d'enfants, il était défendu de toucher, parce que le principe, alors, se traduisait par une réduction de prix de revient ou par un accroissement de profit pour les employeurs. Il tombe, en revanche, au rang de simple balançoire, et l'on se fait gloire de le balancer dès qu'appliqué non plus aux producteurs mais aux produits, il entraîne pour d'autres employeurs l'abaissement du prix de vente ou une réduction de bénéfices » (Jules GUESDE, *Le Cri du Peuple*, 28 février 1885).

« La taxe du pain et de la viande a encore un autre avantage pour nous autres socialistes : c'est qu'elle est une première atteinte au principe même de l'ordre bourgeois, le laissez-faire, laisser-passer ; elle foule aux pieds la fameuse liberté du commerce qui n'est que la liberté du vol » (Jules GUESDE, *Le Socialiste*, 25 juin 1887).

gouvernement pour réclamer sa protection, les bourgeois protectionnistes admettaient, par là même, que l'Etat est parfois obligé de s'opposer au libre jeu des lois économiques (1). Les socialistes enregistraient malicieusement cet aveu, qui marquait un premier pas sur la pente glissante de l'étatisme, et se promettaient d'en tirer parti, lorsqu'il s'agirait pour eux de faire voter, par la majorité protectionniste du Parlement, telle ou telle mesure de législation ouvrière. Comment en effet les protectionnistes pourraient-ils alors refuser leur voix, sans encourir le reproche infamant de dénier la protection de l'Etat aux *producteurs* ouvriers, alors qu'ils la réclamaient pour les *produits*, — c'est-à-dire en réalité pour eux-mêmes ! — « La vie humaine

(1) Paul Brousse (*Proletariat*, 21 mars 1885) : « Nous sommes d'accord avec les protectionnistes bourgeois ; nous enregistrons leur aveu que l'initiative privée se montre incompétente et impuissante et que la société organisée, c'est-à-dire l'Etat, doit intervenir dans l'élevage du bétail comme dans le reste. »

Voir aussi LISSAGARAY (*La Bataille*, 17 mars 1885) : « Le voilà donc enfin proclamé, le fameux droit à l'existence inscrit dans les droits de l'homme et pour lequel tant de millions d'hommes ont combattu et péri !... Le principe est admis désormais que l'Etat doit assurer la vie et même le superflu... L'Etat couvrant de son aile protectrice les meurt de faim et les engraisés, quelle solution merveilleuse du problème social !

« Toi tu produis du blé, des céréales, du bétail, je te protège ; toi tu produis du fer, du charbon, des tissus, des maisons, etc., tu seras également protégé ; voilà ce que veut dire le vote de nos députés, ce qu'exprime si bien ce bon M. Méline, qui fut membre de la Commune autrefois ; on n'oublie jamais les bons principes. Si M. Méline quitta l'hôtel de ville vers le 30 mars 1871, parce qu'on allait un peu trop vite, il se réservait d'appliquer son programme dans des temps meilleurs et d'assurer, comme le demandait la Commune, le droit d'existence à tous les citoyens. »

est au moins aussi intéressante à protéger que le sucre, le fer, le coton, les bestiaux » ; cette considération, d'ailleurs rigoureusement juste, permettra aux socialistes, à tous les défenseurs de la classe ouvrière, de faire glisser le protectionnisme du terrain fiscal, où veut le maintenir l'égoïsme des capitalistes, jusqu'au terrain social, et la protection des travailleurs par les lois ouvrières sera la contre-partie logique, équitable et nécessaire, de la protection des industriels et des agriculteurs par les tarifs douaniers (1).

Que les socialistes saluent dans le protectionnisme le premier triomphe de l'interventionnisme sur le libéralisme détesté, rien n'est plus naturel, mais que certains d'entre eux le célèbrent pour les avantages qu'il apporte aux populations agricoles, voilà qui est plus étonnant.

Il est vrai que Proudhon leur avait montré l'exemple en se préoccupant, à plusieurs reprises, du maintien, — nécessaire à ses yeux, — de la classe agricole (2). Mais Proudhon écrivait en 1848, l'âge des illusions généreuses et du socialisme fraternel, auquel nos modernes collectivistes ont fait

(1) Voir dans notre conclusion, la question des rapports de la législation ouvrière avec la protection douanière.

(2) Voir notamment son ouvrage : *Solution du problème social* (1848), p. 110 : « Le gouvernement, écrit-il à cette date, se bornera à réduire les tarifs de douane dans une proportion de 10 0/0, afin de laisser à la classe agricole un bénéfice plus large que celui accordé au commerce et à l'industrie. Les raisons de ce privilège sont : 1° d'améliorer la condition du paysan et de dégrever l'agriculture, fondement de la prospérité publique ; 2° d'arrêter l'émigration incessante des travailleurs de la campagne vers les villes, émigration redoutable pour la morale, la sécurité et la richesse publiques. »

succéder, — et peut-être faut-il le regretter, — la froide logique du socialisme « scientifique ». Proudhon voulait concilier la bourgeoisie et le prolétariat et constituer une classe moyenne ; il ignorait ou méconnaissait le grand principe de la lutte des classes, que Karl Marx devait, quelques années plus tard, formuler dans toute sa rigueur. Venant du fondateur de la doctrine mutuelliste, ce souci de la condition des paysans ne saurait donc nous étonner, mais qu'il se retrouve, quarante ans après, sous la plume de publicistes socialistes discutant la réforme douanière de 1892, ceci paraîtra sans doute plus étrange. Bien que les collectivistes affectent volontiers, en temps d'élections, la plus grande sollicitude à l'égard de la « petite propriété paysanne », ils n'éprouvent, dans le fond, aucune sympathie pour ces propriétaires, — souvent les plus âpres de tous ! — qui restent d'ailleurs, dans l'ensemble, profondément réfractaires à la propagande socialiste (1). Et pourtant la *Bataille*, organe nettement révolutionnaire, déclarait, à la date du 10 juin 1891 : « Si on frappait les produits de droits modérés, nous obtiendrions cet avantage de conserver le cam-

(1) Au Congrès de Breslau, en 1895, le docteur KAUTSKY déclarait sans ambages : « Quelles classes devons-nous protéger à la campagne ? Les journaliers, les domestiques, *non le petit paysan qui est le plus ferme appui de la propriété.* » Et dans ce même Congrès, le docteur SCHIEFEL fulminait contre le « charlatanisme » déloyal des socialistes « dresseurs de pièges à paysans » qui vont jusqu'à « favoriser des mesures réactionnaires » pour gagner les populations rurales (Voir notre seconde partie, chap. II, § 3) (LÉON DE SEILHAC, *Le monde socialiste*, 1 vol. in-12. Paris, V. Lecoffre, 1904).

pagnard aux travaux agricoles. » Et dans plusieurs journaux socialistes, on retrouvait, de-ci, de-là, vers la même époque, — parfois d'ailleurs entre deux déclarations libre-échangistes, — cette même note bienveillante pour les petits propriétaires. Un congrès des socialistes du Gard, tenu à Nîmes le 14 février 1886, congrès évidemment composé surtout d'ouvriers industriels, prenait également la défense des paysans et votait une motion ainsi conçue :

« Le Congrès... considérant qu'il n'est pas admissible que l'Etat se désintéresse du sort des millions de cultivateurs français, et les livre sans défense aux spéculateurs sur les blés américains, indiens et australiens ;

... Que l'intérêt des consommateurs n'est pas contraire à celui des producteurs ;

... Que nous marchons vers une destruction rapide de la petite et de la moyenne culture.....

Considérant que l'Ecole libérale, impuissante à endiguer le courant dévastateur qui menace les conquêtes les plus précieuses de la Révolution, doit convenir que l'heure de la pleine liberté économique n'a pas encore sonné (1).....»

Faut-il donc croire que les socialistes aiment le paysan pour lui-même, d'un amour désintéressé ? Non pas ! Ils craignent seulement que les propriétaires ruraux, insuffisamment protégés contre la concurrence étrangère, en viennent à se défaire, à vil prix, de leurs terres pour aller chercher du travail dans les villes industrielles, où leur afflux

(1) *Revue socialiste*, 1886, t. I.

grossirait soudainement l'armée des travailleurs et provoquerait, par le simple jeu de l'offre et de la demande, un abaissement notable du prix de la main-d'œuvre (1); et voilà pourquoi, même au prix de droits protecteurs sur les céréales, même au prix du « pain cher », ils veulent maintenir le paysan à la campagne.

D'autres socialistes encore sympathisent avec la politique protectionniste, parce qu'elle implique une crainte, une méfiance de l'étranger que, — le croirait-on ? — eux-mêmes ressentent également. Car, quelque étrange que cela puisse paraître, et en dépit des tirades internationalistes sur la fraternité qui ne connaît pas de frontières, bon nombre de prolétaires nourrissent, à l'égard de leurs frères étrangers, des dispositions fort peu bienveillantes ; nous aurons d'ailleurs l'occasion de le constater en traitant plus loin des « réclamations ouvrières contre la concurrence des ouvriers étrangers » (2).

Remarquons seulement, quant à présent, ce sentiment

(1) C'est ce même argument qu'un député protectionniste, — nullement socialiste d'ailleurs, — M. DANSETTE, invoquait, lors de la dernière révision douanière, à la tribune du Parlement : « Si l'on abaissait, ou même si l'on réduisait les droits sur les céréales, disait-il, les paysans ruinés par l'insuffisance du rendement de leurs terres, déserteraient un peu plus les campagnes, et où iraient-ils, si ce n'est en ville où ils ont trop de tendances à émigrer ? »

« Que se passerait-il alors ? Ils apporteraient aux ouvriers, dans les villes, le fléau d'une concurrence fatale, déterminant des crises analogues à celle que les sans-travail ont produite en Angleterre par la désertion des campagnes » (*J. off., Déb parl.* Séance du 2 juillet 1909, p. 1775).

(2) Voir *in/rà*, 2^e partie, chap. 1^{er}.

instinctif de défiance qui pousse un journal comme la *Bataille* à écrire (15 juin 1891) : « Les étrangers ont leurs tarifs de douanes ; pourquoi voudrait-on que nous n'ayons pas les nôtres ? »

De son côté, le *Parti Ouvrier* déclare (19-20 avril 1891) : « La protection peut être utile en certains cas, mais par mesure de réciprocité seulement..... Il serait en effet par trop naïf d'ouvrir toutes grandes les portes à l'étranger quand lui nous ferme les siennes ! » Et cet opportunisme économique, nous le retrouvons même chez un révolutionnaire comme Lissagaray, qui ne voit dans le libre-échange qu'un « *dupe-échange* » pour le prolétariat. « Si les articles de production exclusivement française ne me paraissent pas du tout avoir besoin de protection, par contre, j'admets que notre agriculture, notre alimentation, ne soient pas à la merci de l'étranger, surtout quand il nous est si facile de produire à aussi bon compte... Nous restons fidèles au bon sens économique et, croyons-nous, aux intérêts de notre pays en demandant, avec Proudhon, des droits compensateurs » (1).

La haine du libéralisme économique, le désir de conserver le paysan à l'agriculture, — pour empêcher l'accroissement indéfini du prolétariat des villes, — enfin le sentiment confus que le protectionnisme de l'étranger oblige la France à une certaine réciprocité, tels sont les différents mobiles auxquels obéissent, à cette époque, le petit nombre de socia-

(1) *La Bataille*, 10 avril 1891.

listes qui croient devoir, contrairement à la majorité des membres du parti, adopter une attitude hostile à la liberté des échanges. Ce ne sont pas encore, à proprement parler, des protectionnistes, car la plupart ne font qu'*admettre* la protection douanière, sans penser qu'elle puisse avoir, sur leur condition, la moindre influence *directement* bienfaisante ; nous allons maintenant avoir à examiner l'attitude, singulièrement plus déterminée, des ouvriers, — vraiment protectionnistes, ceux-là, — qui réclament la protection douanière tout au moins pour l'industrie à laquelle ils collaborent, et qui font de l'obtention des tarifs protecteurs, une de leurs *revendications* professionnelles.

Mais avant d'aborder cette partie essentielle de notre sujet, il ne nous paraît pas inutile, — pour terminer cette vue générale sur l'attitude de la classe ouvrière à l'égard des questions douanières, — de jeter un rapide coup d'œil sur le rôle joué par les représentants du parti ouvrier, par les élus socialistes, au cours des grandes discussions parlementaires qui ont marqué l'élaboration des tarifs douaniers de 1892 et de 1910. Nous verrons dans leur attitude, quelque peu ondoyante et diverse, comme un reflet de l'état d'esprit, plutôt incertain, de l'ensemble du parti ; nous y retrouverons également l'hostilité non déguisée manifestée par les consommateurs ouvriers contre toute mesure pouvant avoir pour résultat la hausse des denrées alimentaires ; nous y découvrirons enfin, mais beaucoup moins nettement accusée, la trace des tendances protectionnistes que nous nous sommes donné pour mission de mettre en lumière.

CHAPITRE IV

L'ATTITUDE DES PARLEMENTAIRES SOCIALISTES AU COURS DES GRANDES DISCUSSIONS DOUANIÈRES DE 1894 ET 1909.

Il est loisible à tel ou tel électeur, pris en particulier, d'ignorer totalement l'importance du problème douanier, comme il lui est permis de s'en faire une idée singulièrement incomplète ou dépourvue de précision, et nous venons de constater que la majorité du prolétariat usait largement de cette double faculté.

En revanche, les parlementaires, représentants d'une fraction du corps électoral et justiciables de leurs mandants, ne sauraient envisager avec la même légèreté des questions économiques qui passionnent autour d'eux leurs collègues, et sur lesquelles ils auront à émettre, en tant que législateurs, des votes éventuellement gros de conséquences et pour leurs électeurs... et pour leur propre situation électorale. Bon gré, mal gré, il leur faut adopter, sur le terrain de la politique commerciale, une position nette, savoir au besoin la défendre, correspondre, en tout cas, en la choisissant aux désirs, aux intérêts, aux aspirations de leurs électeurs, — ou du moins, de la majorité de ceux-ci.

Il semblerait que les élus socialistes, sectateurs d'une même doctrine, représentant, en général, des populations

presque exclusivement industrielles, dussent retrouver, en ces matières, la complète unité de vues qui constitue, d'ordinaire, une de leurs forces, et que la rigoureuse discipline du « parti » fût capable de leur imposer, sur le terrain des questions douanières, la même attitude, et les mêmes votes. Or, c'est tout le contraire qui a lieu : Les parlementaires socialistes qui, suivant une expression courante, « font bloc » à la Chambre, lorsqu'il s'agit de soutenir ou de combattre telle mesure politique, telle revendication économique, donnent au contraire le spectacle de leurs incertitudes et de leurs contradictions, — à moins que ce ne soit simplement celui de leur abstention, — lorsqu'il s'agit de discuter et de voter des tarifs douaniers. On ne saurait d'ailleurs s'étonner outre mesure de ce manque de décision : dans un régime parlementaire, les élus valent ce que valent leurs électeurs, traduisent leurs idées, reflètent leurs préoccupations : les électeurs ouvriers n'ayant, dans leur ensemble, pris vis-à-vis de la politique douanière aucune attitude ferme, leurs représentants ont, d'un commun accord, traité ces questions non comme un point de doctrine socialiste sur lequel il fallait, dans l'intérêt du parti, réaliser l'unanimité, mais comme une matière libre, à l'égard de laquelle chacun pourrait se décider comme il l'entendrait, suivant ses conceptions personnelles et d'après les intérêts particuliers de ses commettants. De là les divergences qui se sont manifestées, pendant ces dernières années, entre les députés socialistes, lors des discussions relatives à la modification, générale ou partielle, des tarifs

douaniers. Il leur fallait, en effet, peser, avant toute détermination, des arguments absolument contradictoires : d'une part, la protection douanière passait pour augmenter le prix des objets de consommation, mais elle prétendait restreindre le chômage et faire hausser les salaires ; d'autre part, au point de vue théorique, les principes internationalistes semblaient requérir les représentants du parti ouvrier de se prononcer en faveur de la liberté commerciale, tandis que leur interventionnisme, pierre angulaire de leur doctrine, les inclinait plutôt vers la protection. La plupart, influencés par leurs électeurs ouvriers, que séduisait surtout l'argument un peu simpliste tiré du prix de la vie sous le régime protectionniste, se sont décidés, en fin de compte, à opter pour le libre-échange, ou plus exactement, à émettre au Parlement des votes libre-échangistes, car, sauf exceptions, leur attitude, au cours des grandes discussions douanières, sera le plus souvent muette ; quelques-uns, représentant des populations industrielles particulièrement éprouvées par la concurrence étrangère, voteront avec les protectionnistes, mais leur nombre est tellement restreint qu'il ne suffira pas à empêcher l'opinion publique de classer sous l'étiquette libre-échangiste l'ensemble du groupe socialiste parlementaire. Ce n'est décidément pas chez les députés socialistes, — pas plus que dans les journaux du parti, qu'il nous sera donné de trouver l'écho des revendications protectionnistes ouvrières dont nous nous sommes proposé l'étude.

C'est vers 1878, qu'après l'expérience libre-échangiste

du second Empire, on commença à remanier les tarifs dans un sens nettement défensif : le mouvement aboutit, tout d'abord, au vote du tarif, encore très modéré, de 1881, précédé d'une courte discussion dans laquelle les parlementaires socialistes n'intervinrent en aucune façon. Ils étaient d'ailleurs fort peu nombreux à cette époque, et leur effectif ne s'était guère accru lorsqu'à la suite de l'agitation provoquée par la crise agricole de 1884, on proposa d'élever de 0 fr. 60 à 3 francs les droits sur les blés ; les libre-échangistes ne perdirent pas cette bonne occasion de crier au pain cher, et les socialistes leur emboîtèrent généralement le pas. A la date du 31 janvier 1885, la *Ligue Populaire contre le droit sur le blé* organisait à Paris, sous la présidence de Henri Rochefort, un grand meeting de protestation contre l'élévation des tarifs (1) ; les journaux socialistes donnaient de la voix, avec ensemble contre les « affameurs » protectionnistes (2). Aussi, lorsque s'ouvrit, quelques jours plus tard, à la Chambre, la discussion du projet, fut-on, dans les milieux collectivistes, profondément indigné du silence obstiné gardé par les élus du parti, au cours de cette discussion dont ils semblaient se désintéresser ; et quand la victoire des protectionnistes fut un fait accompli, les journaux révolutionnaires éclatèrent en véhémentes invectives : « Pas un des membres de l'extrême gauche n'est intervenu dans la discussion, écrivait Emile Massard, alors

(1) *Cri du Peuple*, 31 janvier 1885.

(2) Voir *suprà*, chap. II.

socialiste révolutionnaire, et pendant le scrutin, tous se sont divisés, les uns votant la taxe sur les blés, les avoines, le seigle et les farines, les autres s'abstenant ou se prononçant contre, sans motiver leur vote » (*Cri du peuple*, 6 mars 1885). « Et le même journal s'écriait, quelques jours après (18 mars) : « Pas un représentant du peuple ne s'est levé : le crime s'est accompli sans que personne de ceux qui étaient là osât crier au meurtre ! » On allait même jusqu'à insinuer que certains parlementaires socialistes avaient obéi, en émettant leur vote, à des considérations fort peu désintéressées : « Dernièrement, écrivait Lissagaray (1), nous discussions cette question (la question douanière) avec un député de l'extrême gauche ; il reconnaissait l'inanité des droits protecteurs, mais il les voterait, disait-il, parce que la plupart de ses électeurs, étant protectionnistes, nommeraient, autrement, son adversaire, légitimiste masqué. Or, vous comprenez, ajoutait-il, que je ne puis faire perdre un siège aux républicains ! »

Une loi du 29 mars 1887 porte à 5 francs le droit sur les blés, à 8 francs le droit sur les farines ; une loi du 5 avril de la même année relève également les droits sur le bétail. Au cours des brèves discussions parlementaires qui précèdent la promulgation de ces deux lois, les députés socialistes continuent à observer la même attitude faite de réserve et de détachement.

(1) *La Bataille*, 17 février 1885.

D'ailleurs, ces relèvements de tarifs isolés ne pourront longtemps satisfaire les cultivateurs dont les réclamations, de jour en jour plus exigeantes, ne cessent de monter vers l'Etat qu'ils regardent comme leur protecteur naturel. La crise agricole provoquée par l'entrée en ligne de pays nouveaux, grands producteurs de céréales : Russie, Etats-Unis, Canada, Australie, va s'accroissant chaque année. Entre 1880 et 1885, le prix de l'hectolitre de blé a baissé de 22 fr. 90 à 16 fr. 80 (1). Des mesures générales s'imposent au législateur pour protéger l'agriculture nationale contre ces concurrences meurtrières. Aussi la poussée protectionniste qui doit aboutir au vote du tarif de 1892 sera-t-elle essentiellement *agraire* (2). Sans doute, bon nombre d'industriels profiteront du remaniement général des tarifs pour demander, eux aussi, aide et protection contre la concurrence étrangère : les métallurgistes, les filateurs, les tisseurs, les brasseurs, les industriels du jouet, pour ne citer que ceux-là, bénéficieront largement de la nouvelle réglementation. Il n'en est pas moins vrai que cette œuvre législative considérable sera entreprise, *avant tout*, à l'instigation de représentants des populations rurales, et dans le but avoué de relever l'agriculture française.

Et ce seul fait va suffire à indisposer contre la révision les représentants du parti socialiste. D'une part, en effet,

(1) MARTIN-SAINT-LÉON : *Le nouveau régime douanier et ses conséquences sociales*. Cours professé à la *Semaine sociale* de Rouen, 1910.

(2) « La réforme de 1892 répondait surtout au besoin d'accorder à l'agriculture la part de protection qui lui était due ». (CH. AUGIER et ANGEL MARVAUD : *La politique douanière de la France*, p. 51.)

les revendications des cultivateurs n'ont pour eux qu'un intérêt très secondaire puisque leurs électeurs sont, pour l'immense majorité, des ouvriers d'industrie ; de plus, l'élévation des droits sur les céréales, sur les farines, sur les bestiaux, c'est le « pain cher », c'est la viande hors de prix, du moins les électeurs le croient ainsi. Comment s'étonner, dès lors, que leurs élus fassent grise mine au projet de la Commission des douanes ?.....

Et pourtant, les protectionnistes, désireux de grouper autour d'eux, dans le combat décisif qu'ils vont livrer, le plus grand nombre possible d'auxiliaires, font au prolétariat et à ses représentants des avances non déguisées. Dans sa *Révolution Economique* (1), vigoureux plaidoyer en faveur de la protection, édité en 1890, comme pour servir de préface aux longues discussions parlementaires de l'année suivante, M. Jules Domergue entreprend de démontrer aux ouvriers qu'il est de leur intérêt d'embrasser la grande cause du protectionnisme (2). M. Méline, président de la

(1) Jules DOMERGUE, *La révolution économique*. Paris, Calmann-Lévy, 3^e édit., 1890.

(2) « Un déplorable malentendu a désuni jusqu'à présent les patrons et les ouvriers. Ceux-ci n'ont pourtant qu'un seul et même ennemi, ils doivent s'allier pour le combattre.

«..... De quoi se plaignent-ils ? De la vie toujours plus difficile, des salaires toujours plus insuffisants, du travail toujours plus rare, du chômage toujours plus fréquent. Pas plus qu'en 1848 l'Etat ne peut leur assurer du travail, puisqu'il n'en a pas à leur donner. Mais l'Etat doit permettre à ceux dont c'est la mission, de leur en procurer, c'est-à-dire aux agriculteurs et aux industriels. Ces derniers, en réclamant la protection efficace du Marché national, plaident donc autant pour

Commission des douanes et le grand leader du protectionnisme, répète, à plusieurs reprises, dans son rapport général, que la majorité protectionniste de la Commission a voulu, avant tout, défendre les salaires des ouvriers et arriver à les relever (1) ; il ajoute naturellement que, pour atteindre ce résultat, la France doit maintenir le cours de ses produits à un taux suffisamment rémunérateur pour empêcher leur avilissement excessif par la concurrence étrangère (2).

Les libre-échangistes dénoncent, de leur côté, les accoin-

leurs ouvriers que pour eux-mêmes. Leur refuser le moyen de travailler et de faire travailler, c'est perpétuer la crise, c'est aigrir le conflit exploité par des meneurs, c'est pousser à une révolution aveugle » (J. DOMERGUE, *op. cit.*, p. 398).

(1) « Ce que nous avons surtout à défendre par les tarifs de douanes, c'est donc la main-d'œuvre, c'est-à-dire le travail et le pain de nos ouvriers. Sur l'ensemble des frais généraux, nos industriels ont opéré le maximum de réduction possible : il ne reste plus que la main-d'œuvre de compressible, et c'est sur elle que retomberait fatalement l'insuffisance de notre nouveau régime économique. Il ne peut entrer dans la pensée de personne de réduire les salaires de nos ouvriers qui dans certaines branches de production sont notoirement insuffisants ; c'est au contraire à les relever que nous devons tendre de toutes nos forces... » (*Rapport général de M. Méline*, 3 mars 1911. *Journal officiel* des 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 mars 1891. Annexes, p. 2 et suiv., n° 1257).

M. MÉLINE disait encore, à la Chambre, le 12 mai 1891 : « J'estime que le meilleur socialisme, — car je ne recule pas devant le mot, — c'est celui qui consiste à donner du travail à nos ouvriers, à améliorer leur situation et à augmenter, dans la mesure du possible, leur salaire et leur bien-être.

(2) CH. AUGIER et ANGEL MARVAUD : *La politique douanière de la France*, p. 62 : « Il n'est pas douteux que cette question des salaires ait été une de celles qui ont eu le plus d'action sur l'esprit du législateur de 1892. »

tances du parti socialiste avec la majorité protectionniste (1). Il ne semble pas d'ailleurs que les événements leur aient donné raison. La vérité est que pendant cette ample discussion générale du projet de la Commission des douanes, où se heurtèrent, dans un impressionnant corps à corps, deux doctrines économiques nettement opposées, et qui se poursuivit à la Chambre des députés durant onze séances entières, du 28 avril au 22 mai 1891, les représentants socialistes gardèrent le silence le plus absolu. Ils assistèrent impassibles aux joutes oratoires, souvent imposantes en dépit de quelques violences de langage (2), qui mirent aux prises, du côté protectionniste, M. Méline, toujours sur la brèche pour défendre son œuvre, MM. Viger (3), alors ministre de l'agriculture, Jules Roche, ministre du commerce, Turrel, Paul Deschanel, Jamais ; du côté libéral, MM. Lockroy, Aynard, Charles-Roux, Léon Say (4),

(1) « Il y a au Palais Bourbon une majorité décidée à profiter de l'échéance de 1892 pour tenter une vaste expérience de protection à outrance et de socialisme d'Etat » (Lucien-Victor MEUNIER, *Le Rappel*, 8 juin 1890).

(2) Cf. CAUWÈS : *Cours d'économie politique*, t. II, 3^e édit., p. 679 : « Comme en 1881, la polémique de presse et de tribune a été violente jusqu'à l'injure. Depuis Bastiat, les attaques des libre-échangistes contre leurs adversaires ont trop souvent manqué d'urbanité. »

(3) M. VIGER se déclara partisan de la protection douanière, non seulement pour l'agriculture, non seulement pour certaines industries particulièrement exposées à la concurrence étrangère, mais pour l'ensemble des industries françaises : « Aucune industrie ne peut actuellement se passer de protection, il est donc juste de les protéger toutes dans la mesure qui leur convient » (Séance du 30 avril 1891).

(4) Pour M. LÉON SAY (Séance du 9 mai 1891), la discussion présente n'est qu'un simple épisode d'un drame plus vaste, de « la

Raynal et Marius Martin ; *pas une fois* les députés socialistes n'intervinrent dans cette discussion, pour exprimer, — fût-ce même par une interruption précise, — l'opinion de leur parti, ou tout au moins leurs vues personnelles sur la question.

Le 22 mai 1891, l'urgence ayant été déclarée, la Chambre passa, sans désespérer, à la discussion des articles du projet de la Commission des douanes. On vota sur le renvoi à la Commission de l'article 1^{er}, c'est-à-dire sur l'ajournement de la révision : tous les libre-échangistes, intéressés à multiplier devant le projet les pierres d'achoppement, votèrent naturellement, d'enthousiasme, en faveur du renvoi, qui fut d'ailleurs repoussé. Or, dans ce scrutin, comme dans tous ceux auxquels il fut procédé au cours de cette laborieuse révision douanière, la presque unanimité des députés socialistes vota dans le sens libre-échangiste (1).

Mais si nous estimons que ce vote muet constitue une indication insuffisante de l'état d'esprit des parlementaires socialistes, si nous voulons les entendre énoncer, d'une façon plus explicite, leurs conceptions de politique douanière, reportons-nous à la séance du 23 mai 1891.

bataille de ceux qui luttent soit pour l'individu, soit pour l'Etat, du grand combat de l'individu contre l'Etat et de l'Etat contre l'individu ». Mais tout en élargissant ainsi le débat, il ne s'en livra pas moins, vis-à-vis de M. Méline, à des attaques personnelles extrêmement vives.

(1) Parmi les noms des socialistes qui ont voté le renvoi à la commission de l'article 1^{er}, nous relevons à l'*Officiel*, les noms de MM. Antide Boyer, Ferroul, Baudin, Lavy, Millerand, Lachize, Souhet, Thivrier, Franconie, etc. ; seuls à peu près, Basly et Couturier votent contre, enfin Dumay et quelques autres s'abstiennent.

Une sorte d'intermède vient couper, à cette date, l'élaboration du nouveau tarif et offrir ce curieux spectacle de protectionnistes demandant eux-mêmes l'abaissement de certains droits : il est vrai qu'il s'agit du droit de 5 francs établi par la loi du 29 mars 1887 sur les blés et la farine de froment, et considéré par ceux-là mêmes qui l'avaient institué, comme ayant un caractère exceptionnel et temporaire. M. Viger, ministre de l'agriculture, dépose donc un projet de loi tendant à ramener à 3 francs le droit sur le blé. Mais ce droit est un véritable symbole : mieux que tout autre, il résume et personnifie ce régime du « pain cher » nécessairement odieux aux milieux prolétariens. Aussi ne peut-on s'étonner que l'hostilité des députés socialistes ait éclaté, lors de la discussion de cette proposition, sans se laisser désarmer par une concession jugée insuffisante : leur anti-protectionnisme, jusqu'alors latent, se manifeste sous la forme d'un amendement déposé par MM. Dumay et Baudin, députés socialistes, de concert avec M. Pajot, radical, amendement qui portait abrogation de la loi du 29 mars 1887, c'est-à-dire « suppression pure et simple de tout droit sur les blés et farines ». M. Dumay vint à la tribune soutenir son texte et fit à la majorité protectionniste une déclaration de guerre en règle : « Etant données les tendances protectionnistes de la Chambre, dit-il, nous sommes certains maintenant que le vote des tarifs que vous allez émettre va faire augmenter les vivres dans les centres industriels d'au moins 20 0/0. C'est pour cette raison que nous croyons de notre devoir de combattre toute mesure susceptible d'accen-

tuer cette augmentation et de défendre toute autre qui peut la diminuer (1). » Et pour conclure, il lançait aux industriels protectionnistes cette menace : « Les ouvriers, organisés comme ils le sont dans leurs syndicats, ne supporteront pas cette augmentation sur les vivres, sans demander une augmentation de salaire proportionnelle. »

L'amendement de M. Dumay ayant été rejeté par 358 voix contre 131, un de ses collègues de l'extrême-gauche, M. Souhet, déposa immédiatement un second amendement tendant non plus à la suppression, mais à la *suspension* pendant un an de tout droit d'entrée sur les blés, seigles, avoines, orges, maïs, riz et farines de ces céréales. Cet amendement ne pouvait avoir un autre sort que le premier : il fut pareillement repoussé (par 359 voix contre 130) (2).

Après quoi, la discussion du nouveau tarif reprit, et les socialistes rentrèrent dans leur rôle de témoins muets. Ils n'en sortirent pas même le jour où un député protectionniste de l'Ardèche, M. Fougérol, vint porter à la tribune

(1) *Journal officiel*, Débats parlementaires de la Chambre, séance du 23 mars 1891, p. 955.

(2) Lorsque M. SOUHET, pour justifier son amendement, opposa le bon marché du blé dans les pays étrangers au prix élevé qu'il atteignait en France, M. MÉLINE lui répliqua : « Comment se fait-il, si le blé est si bon marché dans les pays voisins, que nous ayons en France tant d'ouvriers étrangers qui viennent manger le pain cher de la France ?... C'est parce qu'ils trouvent en France d'abord du travail et ensuite des salaires plus élevés que chez eux. C'est ainsi que nous avons 482.000 Belges en France, et notamment 298.000 dans le seul département du Nord, — soit 18 0/0 de la population, — qui viennent en France parce qu'ils trouvent en France le moyen d'acheter du pain plus facilement. »

de la Chambre les réclamations des ouvriers tisseurs de soie du Lyonnais et du Vivarais (1) ; il n'eût pas été cependant sans intérêt de connaître l'avis des représentants du parti socialiste sur ces revendications protectionnistes ouvrières présentées par un industriel. Mais ils n'envisageaient le problème qu'au point de vue de l'intérêt des consommateurs, et les réclamations isolées de quelques producteurs ouvriers en faveur de la protection ne parvinrent pas à les émouvoir.

Il en fut autrement lorsque, au cours de la séance du 15 juin, l'ordre du projet amena la discussion des tarifs sur le biscuit de mer et *le pain*. La commission et le gouvernement proposaient, d'un commun accord, un droit de 6 francs par 100 kilos ; les députés socialistes crurent devoir à leurs principes et à leurs électeurs, de s'élever contre cet « impôt sur le pain ». En réalité, le mot était plus effrayant que la chose, et l'indignation des collectivistes était peut-être hors de saison : la quantité de pain importée en France est, en effet, relativement minime, et cette importation ne se fait guère que dans un rayon très rapproché de la seule frontière belge, les autres n'étant guère accessibles aux « tournées » des boulangers étrangers (2). Le

(1) *Journal officiel*, séance du 2 juin 1891. (Voir pour les tendances protectionnistes des ouvriers tisseurs du Lyonnais notre seconde partie, chap. II.)

(2) M. GUILLEMIN, député du Nord, fit remarquer fort justement que cette taxe ne s'applique qu'à une bande de terrain limitrophe de la frontière. Il est clair, en effet, que cette question ne se pose que pour les régions où le pain peut arriver frais, au moyen des voitures,

véritable « impôt sur le pain » ce serait plutôt les droits sur les céréales et sur les farines, qui intéressent l'ensemble des consommateurs français. D'autre part, le droit à l'importation sur le pain offre l'avantage de protéger le travail des boulangers français, — tant ouvriers que patrons, — et cette considération a été assez forte pour amener les députés du Nord eux-mêmes, élus des consommateurs intéressés, à voter le droit de 6 francs (1). Mais les socialistes ne se rendirent pas à cet argument, et M. Dumay s'associa à la vigoureuse protestation formulée par un député radical M. Maigne (2) : « Un impôt sur le pain », dit-il, « me paraît exorbitant, alors qu'il y a déjà des droits sur la farine et sur le blé. Le pain est tellement considéré par ceux qui

c'est-à-dire qu'elle n'intéresse qu'une zone très restreinte. (Séance du 16 juin, *Journal officiel*. Débats parlementaires de la Chambre, p. 1284.)

(1) « Je me crois autorisé à vous dire que nos ouvriers du Nord ne voudraient pas, même pour un léger bénéfice, pour une diminution légère du prix du pain dans nos régions, venir sacrifier cette branche intéressante du travail national qui fournit du pain à nos populations des frontières.

« Ils ont, à la frontière, trop à souffrir de l'avilissement des prix de la main-d'œuvre par l'envahissement des étrangers pour ne pas être du côté des travailleurs français, patrons et ouvriers boulangers, contre la concurrence étrangère qui ruine ces derniers. Voilà la vérité ! » (Discours de M. Dron, député de Tourcoing. Séance du 16 juin 1891, *Journal officiel*. Débats parlementaires de la Chambre, p. 1284.)

(2) Dans cette même séance du 15 juin, avant la discussion du droit sur le pain, et lors de celle qui s'engagea à propos du droit de 5 francs par 100 kilos demandé par la commission sur le malt (orge germée), le président de la Chambre annonça que M. Antide BOYER avait demandé la parole pour s'opposer à tout droit, mais M. Antide BOYER se tut...

mangent beaucoup plus de pain que de viande, comme l'élément principal de leur nourriture, qu'il est d'usage. dans la classe ouvrière, lorsqu'on gagne à peu près sa vie, de dire : « Je gagne à peu près mon pain » et quand on ne peut plus vivre : « Je ne puis même pas manger mon pain. » Et dans une sombre péroraison, l'orateur s'écriait : « Un jour, des ouvriers ont écrit sur leur drapeau : « Du pain ou du plomb », et rien ne dit qu'avec une récolte comme celle que nous avons, avec une crise industrielle, si vous votez ces droits, les douloureux événements ne peuvent pas se reproduire. C'est pourquoi, en ce qui me concerne, je proteste contre un impôt sur le pain ! » A quoi un député protectionniste, agacé de cette confusion persistante, répliqua : « Mais ce n'est pas un impôt sur le pain que nous mettons, c'est un droit sur le pain fabriqué à l'étranger. » La protestation de M. Dumay n'en eut pas moins son efficacité, car la Chambre repoussa le droit de 6 francs. Toutefois, la victoire ne devait pas longtemps favoriser les libre-échangistes et leurs alliés socialistes : le lendemain, en effet (16 juin), M. Dron, député du Nord, proposait un droit de 5 francs, aussitôt accepté par la commission et le gouvernement ; ce droit fut voté par la Chambre après une intervention de M. Basly, qui causa, parmi ses collègues socialistes et dans le « parti » tout entier, un véritable scandale. Le député du Pas-de-Calais, pulvérisant en quelques mots toute l'argumentation de M. Dumay, et rompant avec les traditionnelles tirades des socialistes sur le « pain cher » et les « protectionnistes affameurs », déclara que ses électeurs

ouvriers lui avaient donné le mandat de voter le droit sur le pain (1) : « Certains de mes collègues », dit-il tout d'abord, « seront certainement étonnés de me voir monter à la tribune pour défendre l'amendement proposé par M. Dron. » Et « divers membres à l'extrême-gauche », comme parle l'*Officiel*, de s'exclamer aussitôt : « Oui, assurément ! » — « On affole à tort la population ouvrière en criant au pain cher ! » poursuit l'orateur ; « je tiens à dire que lorsque j'ai posé ma candidature, j'ai promis que j'interviendrais pour déclarer que je voterais le droit sur le pain : je viens accomplir mon devoir.

« On prétend que l'ouvrier français paiera le pain bien meilleur marché parce qu'il aura du pain belge ; je dis : non ! au contraire : la loi actuelle est favorable aux riches, car les ouvriers n'achètent le pain qu'à crédit, à la taille. De sorte qu'en prétendant sauvegarder les intérêts des ouvriers, vous faites une loi de protection pour les riches. Voilà pourquoi je voterai l'amendement présenté par M. Dron (2). »

(1) Quelques instants auparavant, M. DRON, l'auteur de l'amendement en discussion, avait précisément invoqué en sa faveur, le témoignage de M. Basly : « Doutez-vous encore malgré tout, avait-il dit, du sentiment des ouvriers ? Eh bien, renseignez-vous auprès de notre honorable collègue M. Basly qui, récemment venu parmi nous, a pu tâter l'opinion publique dans la circonscription qu'il représente, sur le fond même de cette question, sur la nécessité ou l'inutilité de ce droit.

« M. Basly n'a pas hésité, dans les réunions publiques et dans les articles de presse, à soulever cette question et à défendre la légitimité et l'urgence du vote que nous attendons de la Chambre. » (*Journal officiel*. Débats parlementaires, 1891, p. 1284.)

(2) *Journal officiel*, Débats parlementaires de la Chambre. Séance du 16 juin 1892.

L'attitude de M. Basly fut très sévèrement jugée par ses coreligionnaires politiques. Ses collègues socialistes votèrent unanimement contre le droit de 5 francs qu'il avait soutenu, ce qui ne l'empêcha pas d'ailleurs d'être adopté par la majorité protectionniste. D'autre part, les journaux du parti, exaspérés, engagent contre le député du Pas-de-Calais une violente campagne d'insinuations, — pour ne pas dire d'injures — : « Basly a parlé en faveur de l'impôt sur le pain » écrit l'un d'eux (1). « A la suite de quel marché honteux, de quelles compromissions inavouables ce pseudo-défenseur du prolétariat s'est-il montré plus réactionnaire que les plus acharnés des protectionnistes ? On le saura peut-être un jour. »

Si au discours du citoyen Basly en faveur du droit sur le pain, on ajoute une brève intervention de M. Ferroul, député socialiste de l'Aude, demandant, lors de la seconde discussion, une augmentation de droits pour « les carreaux ayant une face sciée, moulignée ou polie », intervention évidemment motivée par des circonstances d'intérêt local (2), on aura dressé le bilan des seules tendances protectionnistes qui se soient manifestées parmi les députés socialistes au cours de cette longue discussion douanière. Il est vrai que leurs démonstrations anti-protectionnistes ne sont guère plus nombreuses puisqu'elles ne comprennent, avec la double intervention de MM. Dumay et Souhet, contre « l'impôt sur

(1) *Parti ouvrier*, 18 juin 1891.

(2) *Journal officiel*, Débats parlementaires de la Chambre, 22 décembre 1891.

le pain », qu'une déclaration faite, au cours de la séance du 2 juillet, par M. Millerand, contre le droit proposé sur les vins d'Espagne, contre « l'impôt sur le vin » pourrait-on dire (1). C'est peu, sans doute, et s'il fallait chercher dans les *paroles* prononcées pendant la discussion par les députés collectivistes, une indication bien nette des préférences protectionnistes ou libre-échangistes de la majorité d'entre eux, nous pourrions être embarrassés. Mais il y a les *votes*, les nombreux votes émis durant toute cette période d'élaboration. Or, si l'on en excepte M. Basly, irréductiblement protectionniste, auquel s'adjoignent exceptionnellement, dans certains scrutins un ou deux députés socialistes, si l'on met également à part quelques abstentionnistes, les membres du groupe, — ou plutôt *des* groupes socialistes, « l'unification » étant encore à venir, — votent constamment avec la minorité libre-échangiste. Les adversaires de la pro-

(1) Voici quelques-unes des déclarations, ouvertement hostiles au protectionnisme, que prononça ce jour-là M. MILLERAND : « Nous devons consacrer un jour sur cinq à nous occuper du vote des lois sociales ; eh bien, ce serait un singulier moyen d'améliorer la situation des classes laborieuses que d'essayer, un jour sur cinq, de faire des réformes sociales, et les quatre autres jours de la semaine, de rechercher les moyens qui seraient en notre pouvoir pour leur rendre la vie plus difficile et plus coûteuse... »

... « Le vin, cette boisson nationale, qui est nécessaire... au plus pauvre, à celui qui travaille et qui en a le plus besoin pour refaire ses forces, le vin est frappé par notre législation intérieure de droits exceptionnels... Ce qu'on vous demande, c'est de les augmenter dans une proportion énorme : je vous supplie de ne pas le faire, de regarder au-dessus des intérêts de votre région..., et de repousser les propositions excessives de la commission » (*J. off.*, Déb. parl. Chambre, p. 1533).

tection douanière, toujours portés à confondre dans une même exécution les protectionnistes et les socialistes, ces deux têtes du Janus interventionniste, ne sauraient donc, en aucune façon, faire peser sur ces derniers la responsabilité du régime de 1892. Ils ont au contraire trouvé dans les parlementaires collectivistes les plus fidèles alliés, non seulement lors de l'opposition qu'ils ont faite à l'établissement de ce régime, mais encore chaque fois qu'il s'est agi, dans la suite, de renforcer encore l'appareil de protection qu'il avait institué.

Il est juste d'ajouter que ces alliés sont parfois devenus compromettants et dangereux pour la bourgeoisie libérale, lorsqu'ils ont prétendu substituer au système protectionniste, non pas le libre-échange pur et simple, mais l'organisation collectiviste des échanges.

C'est ainsi qu'en février 1894, la discussion s'étant ouverte sur un projet de loi ayant pour objet l'élévation à 8 francs du droit sur le blé (droit porté à 5 francs par la loi du 29 mars 1887 et abaissé provisoirement à 3 francs du 10 juillet 1891 au 10 juin 1892), M. Jaurès déposa, à la date du 17 février, un contre-projet signé de lui-même, de MM. Millerand, Viviani, Sembat, Vaillant, députés socialistes, Thierry-Cazes, Bepmale, Defontaine, députés radicaux-socialistes, contre-projet ainsi conçu :

Article unique. — « L'Etat a seul le droit d'importer les blés étrangers et les farines étrangères.

« Il les revendra à un prix fixé tous les ans par une loi.

« Il vendra les farines à un prix calculé sur le prix fixé pour le blé et déterminé aussi législativement (1). »

« C'est, dit Jaurès, en montant à la tribune pour défendre son projet, la première fois qu'une solution socialiste est proposée dans une question douanière ; c'est la première fois qu'on demande, dans la discussion sur le commerce extérieur des céréales, de donner le monopole de l'importation des blés à l'Etat (2). » Et l'orateur déclara que son contre-projet avait pour but principal d'affranchir le pays de la domination des spéculateurs, contre laquelle tout le monde s'indigne « avec une conviction un peu mélodramatique, mais que le parti socialiste est le seul à frapper vigoureusement » (3). « Avec le monopole d'importation des

(1) Ce n'était pas d'ailleurs la première fois que les socialistes français cherchaient à réaliser pratiquement leurs principes collectivistes. Dès 1888, au conseil municipal de Paris, les deux groupes socialistes, le groupe possibiliste de M. Brousse et le groupe révolutionnaire dirigé par M. Vaillant, avaient demandé la taxation du prix du pain, accompagné d'un service d'inspection pour en assurer la bonne qualité. La proposition concluait, en outre, à l'établissement de services municipaux pour l'achat et la vente des denrées alimentaires et de bazars de vente au prix de revient.

(2) Les élections de 1893 avaient été très favorables aux socialistes : Tandis que dans la Chambre élue en 1889, ils n'étaient qu'au nombre de 17, dans la Chambre nouvelle, ils entraient à 31, représentant 888.385 électeurs (chiffres donnés par l'ouvrage : *Le Socialisme*, Paris, Henry May, 1900). Cet accroissement de leur groupe parlementaire devait leur donner la tentation de se livrer, au Parlement, à des manifestations d'ensemble comme celle dont nous parlons.

(3) « C'est une corporation de 10 à 12 gros intermédiaires qui est maîtresse du marché français, des relations de la France avec les marchés extérieurs » (*J. off.*, Déb. parl. Chambre. Séance du 17 février 1894, p. 257-263).

blés qui permet à l'Etat d'établir pour les blés étrangers un cours régulateur, conclut-il, vous donnez aux paysans une satisfaction effective, vous donnez aux consommateurs une garantie réelle ; quoi que vous en pensiez, c'est encore le seul moyen de mettre un terme à la spéculation !..... »

M. Léon Say (1), au nom du libre-échange, MM. Méline, Leygues, Vigier, au nom de la majorité protectionniste, vinrent successivement combattre avec acharnement le contre-projet, qui s'effondra sous leurs feux combinés ; chose étrange, il avait été également combattu par un député socialiste, M. Souhet, comme « absolument impraticable ». En revanche, M. Guesde, nouveau venu à la Chambre, le défendit de sa parole mordante et décocha à ses collègues, en quittant la tribune, cette flèche acérée : « Faites le nouveau pacte de famine, Messieurs, nous nous chargeons, nous, de faire le nouveau 89 !... »

479 voix — contre 45 (2) — repoussèrent le contre-projet. Les socialistes d'ailleurs n'avaient jamais pu se faire la moindre illusion sur le sort qui lui était réservé. Ils avaient

(1) M. Léon SAY fit ressortir avec une grande habileté l'illogisme dont témoignait l'attitude des socialistes : « Vous condamnez le système protecteur, leur dit-il et à quelle conclusion arrivez-vous ? A ce qu'il y a de plus extrême dans la protection, à la prohibition des blés étrangers, puisque vous voulez donner à l'Etat le pouvoir d'acheter ou ne point acheter et que vous n'autorisez personne en dehors de l'Etat à importer des blés en France. C'est donc à la prohibition, j'ai le droit de le dire, que vous aboutissez. » M. MÉLINE se borne à traiter l'amendement Jaurès de « beau rêve philosophique »...

(2) Tous les socialistes, même M. Basly, votèrent l'amendement Jaurès, sauf M. Souhet qui l'avait combattu.

seulement voulu, en provoquant cet incident, poser devant la Chambre tout entière et faire discuter par elle une solution purement collectiviste. Il est à remarquer, en effet, que dans cette discussion, les orateurs socialistes, loin de se montrer, comme ils l'avaient fait en 1891, les humbles satellites des libre-échangistes, prennent une position nettement indépendante, qui répudie à la fois le libre-échange et la protection, et prétendent se placer, pour juger la question si complexe des rapports commerciaux, au point de vue exclusif des principes socialistes (1). « Je n'ai pas à intervenir dans la querelle entre protectionnistes et libre-échangistes, déclare M. Jaurès..... La protection et le libre-échange sont liés également à un ordre social qui, à nos yeux, est provisoire et que nous voulons éliminer..... »

« Pour nous, qui voulons, en supprimant l'appropriation individuelle des moyens de production et d'échange, supprimer toute concurrence, aussi bien intérieure qu'ex-

(1) Voir la préface de F. DUBUISSON au volume de discours parlementaires de M. Jules ROCHE : *Politique économique de la France contemporaine* (Flammarion, éditeur) : « Trop sûr de sa force, le parti protectionniste crut pouvoir, en février 1894, proposer un relèvement des droits sur le blé... Le parti socialiste, né des dernières élections en tant que groupe parlementaire, trouva dans ce projet l'occasion d'affirmer la doctrine collectiviste et se réclamant des principes protectionnistes eux-mêmes, pour les porter à leur conséquence logique, présenta à son tour un projet de réglementation du commerce des blés..... Les partisans de la protection, irrités de voir les socialistes exploiter leur propre doctrine et en mettre à nu le vice profond, essayaient de faire tête à l'orage..... Seuls, les socialistes profitant de la confusion, montaient à l'assaut des préjugés établis et faisaient, non sans éclat la procès de la société actuelle » (p. XV).

térieure..... le protectionnisme et le libre-échange sont des phénomènes relatifs et provisoires, comme la société elle-même dont nous préparons la disparition !..... (1). »

Si les socialistes avaient voulu, sans escompter aucun résultat pratique, instituer un débat sur leurs principes et dresser, en face des vieux partis bourgeois divisés, la force accrue et cohérente de leur jeune groupe parlementaire, ils pouvaient se flatter d'avoir atteint, — et surabondamment, — le but qu'ils s'étaient proposé. Les représentants des « partis bourgeois » n'avaient pu dissimuler un instant d'émotion, en présence d'une intervention aussi imprévue qu'inopportune : ils avaient dû rallier hâtivement leurs troupes débandées devant la soudaineté de l'attaque, et le spectacle de leur désarroi momentané n'avait pas laissé de causer à leurs adversaires un peu de cette joie secrète qu'on éprouve à prendre conscience de sa force.

Aussi les députés collectivistes, satisfaits de ce résultat, reprirent-ils pour plusieurs années, à l'égard des questions douanières, l'attitude indifférente dont ils s'étaient départis pour un instant ; parmi les lois qui vinrent successivement

(1) *Journal officiel*, Déb. parl., Chambre, 1894, séance du 17 février, p. 257. Jules GUESDE disait de même (séance du 19 février, p. 273) : « Le socialisme ne distingue pas et ne saurait distinguer entre le libre-échange et la protection, qui ne sont que des façons contradictoires d'entendre et de défendre les intérêts capitalistes. Et de même que contre nous, vous cessez d'être libre-échangistes ou protectionnistes pour devenir avant tout et exclusivement les conservateurs de ce qui est ; contre vous, nous ne sommes ni protectionnistes, ni libre-échangistes ; nous sommes et nous ne pouvons être que socialistes ! » (Très bien, très bien à l'extrême gauche.)

modifier les droits établis par le tarif douanier du 12 janvier 1892 (1), bien peu d'ailleurs portèrent sur les denrées de première nécessité dont les collectivistes s'étaient constitués les véhéments défenseurs (2).

Mais la révision générale du tarif douanier, entreprise en 1909, allait de nouveau les obliger à sortir de leur habituelle réserve. Nous n'avons pas à nous étendre ici sur les causes qui motivèrent ce remaniement. Disons seulement que lors de l'enquête entreprise par la Commission des douanes de la Chambre, sur l'opportunité de la révision, auprès des conseils généraux, des chambres de commerce et autres groupements économiques, l'opinion fut à peu près unanime à proclamer qu'il fallait *moderniser* le régime de 1892. D'une part, en effet, le tarif était devenu trop vague et général ; il fallait y introduire des spécifications nouvelles en rapport avec diverses inventions non prévues en 1892 ; d'autre part, la presque totalité des grandes puissances économiques venaient de renforcer leur appareil de défense douanière ou se disposaient à le faire (3), de sorte

(1) Voir la liste complète de ces lois dans NOGARO et MOYE : *Les régimes douaniers*, appendice II, p. 270.

(2) Les droits sur les vins furent pourtant augmentés par la loi du 1^{er} février 1899, et les droits sur le bétail par les lois des 5-9 avril 1898 et 31 juillet 1903.

(3) L'Allemagne avait adopté en 1902 un nouveau tarif (entré en vigueur en 1906), qui, par ses spécialisations ingénieuses, trouvait moyen d'atteindre la France, bien que celle-ci fût, en apparence, protégée vis-à-vis d'elle par la clause de la nation la plus favorisée ; la Suisse (loi du 10 octobre 1902), la Russie (1903 et 1905), l'Autriche-Hongrie (loi du 13 février 1906), le Canada (1907), avaient également

qu'il y avait, pour la France, une véritable nécessité à suivre ce mouvement (1).

La discussion générale, préparée par un grand nombre de rapports spéciaux et par un remarquable rapport général de M. Jean Morel (2), s'ouvrit à la Chambre le 15 juin 1909 ; elle fut loin d'avoir toute l'ampleur doctrinale qui avait caractérisé celle de 1891 ; nul ne songeait plus, en 1909, à remettre en question les bases mêmes du régime de 1892. En présence de la crise protectionniste qui sévissait alors sur l'univers entier, les libre-échangistes eux-mêmes s'étaient résignés à la protection douanière ; ce n'est donc plus contre le principe des droits protecteurs qu'ils s'insurgeaient, mais contre leur exagération ; ils n'osaient d'ailleurs plus guère se proclamer libre-échangistes, et se contentaient de se dire « échangistes », suivant le néologisme créé par un ingénieux parlementaire et qui fit fortune.

De leur côté, les protectionnistes affectent les intentions les plus modérées ; il s'agit, à les en croire, d'une simple

renforcé leurs tarifs ; enfin, en 1909, les Etats-Unis menaçaient d'une surtaxe de 25 0/0 les Etats qui appliqueraient aux produits américains des tarifs différentiels.

(1) Sur les causes de la révision douanière de 1909, voir NOGARO et MORE, *op. cit.*, 1^{re} partie, chap. V. — Voir aussi : A. LAMY : *La révision du tarif douanier actuel de la France* (thèse), 1 vol. in-8° (Paris, A. Rousseau, 1909) ; Pierre PERREAU : *La révision du tarif douanier de 1892* (thèse), Paris, Giard et Brière, 1910 ; L. L. KLOTZ : *Le pourquoi et le comment de la révision douanière*. Réforme économique, 31 janvier 1908.

(2) *Journal officiel*, Déb. parl. 1908. Annexe n° 1999, p. 1489.

mise au point et non d'un accroissement général et excessif des droits portés au tarif de 1892 ; beaucoup vont jusqu'à déclarer qu'ils regrettent de se voir contraints, par la surélévation des tarifs étrangers, à renforcer le régime douanier de la France ; ils repoussent l'épithète de protectionnistes pour se décerner à eux-mêmes le nom un peu barbare de *reciprocistes* (1). En présence de ces dispositions essentiellement conciliantes... tout au moins en paroles, M. Aynard déclarait plaisamment que « si l'on avait à caractériser la discussion générale....., on pourrait dire qu'elle a été une série d'essais brillants sur l'indifférence en matière économique » (2). Elle fut, surtout, une discussion d'affaires, beaucoup plus que de principes, et c'est une première différence qui la sépare de celle de 1891 ; la seconde, c'est que les socialistes dont nous avons noté le silence quasi absolu

(1) Au cours de la discussion générale, M. Jean MOREL, rapporteur général de la commission des douanes, disait (28 juin 1909) : « On a beaucoup parlé de libre-échange et de protection au cours de cette discussion : cette question nous a fort peu préoccupés, et je dois déclarer que, dès le début de cette étude, nous avons, d'un commun accord, écarté toute question de doctrine ou de controverse d'écoles. Nous nous sommes placés dans un juste milieu, à égale distance des libre-échangistes purs, — s'il en existe encore, — et des protectionnistes à outrance. Il nous est apparu que le domaine de l'économie politique n'est pas l'absolu, qu'il est essentiellement relatif, qu'il y a des intérêts, dont la défense doit être différente suivant la situation dans laquelle ils se trouvent, et nous avons pensé que la meilleure méthode pour défendre ces intérêts, était la méthode d'observation, l'examen des faits. Nous avons estimé qu'il fallait nous soumettre à l'autorité souveraine des faits et n'avoir qu'une pensée : défendre le travail national et les forces productives de la patrie ! »

(2) Séance du 9 juillet 1909.

vingt ans auparavant, prirent au contraire une part très active au débat de 1909. On ne compte pas moins de six députés socialistes qui y soient intervenus, non pas pour y apporter de brèves observations, mais pour y prononcer des discours en règle. Ce sont : MM. Vaillant, Chauvière, Betoulle, Sembat, Groussier, Jaurès ; encore pourrait-on ajouter à cette liste les noms de MM. Paul-Boncour et Fort, socialistes indépendants. Ajoutons que tous (1) affichèrent les tendances les plus nettement hostiles à la politique protectionniste, nous pourrions presque dire les plus libre-échangistes (2). Ils furent en effet les seuls à réclamer la liberté commerciale absolue, que les vieux libéraux eux-mêmes avaient cessé de prôner.

M. Vaillant se montra le plus acharné de tous à combattre la révision ; il n'est pas d'obstacle qu'il n'ait essayé de dresser devant le projet de la commission des douanes ; dès le 13 juin, date marquée pour l'ouverture de la discussion générale, il gravit les degrés de la tribune pour demander à la Chambre de ne pas voter l'urgence, bien qu'il eût, d'ores et déjà, déposé une motion contre le passage à la dis-

(1) Sauf M. Victor Fort, qui se fit, très brièvement d'ailleurs, le porte-parole des ouvriers lyonnais protectionnistes.

(2) Le parti socialiste unifié comprenait, dans la Chambre élue en 1906, une cinquantaine environ de députés. Mais il faut ajouter à cet effectif le groupe parlementaire des socialistes indépendants ou du « parti socialiste français », distinct du parti unifié surtout par sa collaboration parlementaire avec le radicalisme et sa répudiation des doctrines antimilitaristes d'Hervé. Ce parti comptait alors, dans le Parlement, de 15 à 20 députés.

cussion des articles ; d'après lui, « il n'était pas admissible, que la Chambre ne voulût donner qu'une seule délibération à une question aussi importante ». En dépit de ce prétexte, c'était l'étranglement pur et simple du débat qu'il voulait, ou du moins son ajournement *sine die*. Il ne songeait d'ailleurs nullement à déguiser l'antipathie qu'il éprouvait pour « une loi qui aggrave le régime protectionniste, et qui met en péril non seulement le travail national, mais encore les rapports internationaux de la France ». L'urgence n'en fut pas moins votée par 418 voix contre 132 ; parmi les socialistes, le plus grand nombre vota l'ajournement, mais une importante fraction du groupe, comprenant principalement les députés des régions du Nord et du Sud-Est, se prononça en faveur de l'urgence (1).

Après la clôture de la discussion générale le 9 juillet, M. Vaillant réédita sa manœuvre favorite, dans l'espoir d'empêcher le passage à la discussion des articles et déposa une motion préjudicielle demandant à la Chambre de surseoir à la révision du tarif, jusqu'à ce que le corps électoral eût été consulté sur l'opportunité de ce remaniement (2) ;

(1) Parmi les députés ayant voté *contre* l'urgence, nous relevons les noms de MM. Allemane, Bouveri, Cadenat, Carnaud, Chauvière, P. Constant, Dejeante, Fiévet, Groussier, Jaurès, Lecointe, Meslier, Nectoux, de Pressensé, Rouanet, Sembat, Vaillant, Varenne, Veber, Walter, Wilm, députés unifiés, et ceux de MM. Breton, Constant, Paul-Boncour, Millerand, etc., socialistes indépendants.

En revanche, votèrent *pour* l'urgence, MM. Allard, Guesde, Albert Poulain, Gabriel Baron, Basly, Devèze, Durre, Ferrero, Delory, Ghesquière, Goniaux, Melin, Selle, Zévaès, Vigne, Viviani, etc.

(2) Cette motion préjudicielle était ainsi conçue : « La Chambre, ne

par 478 voix contre 77, la Chambre décida de passer à la discussion des articles ; la répartition des voix socialistes fut à peu près la même que lors du scrutin précédemment cité.

M. Vaillant ne se tint pas pour battu : lorsqu'à la rentrée des vacances parlementaires, la Chambre se disposa (le 29 octobre 1909) à aborder la discussion de l'article 1^{er}, il déposa prestement un contre-projet auquel on ne saurait contester une réelle originalité. Ce texte prévoyait l'établissement, — aux lieu et place du double tarif maximum et minimum, — d'« une liste unique ou classification suivant leur valeur, leurs prix de revient et coût de production moyens, de toutes les catégories de marchandises et de leurs éléments constitutants », classification devant servir de base « aux négociations nécessaires, à engager le plus vite possible, avec les divers pays, pour la conclusion de traités de commerce » (art. 1^{er}). En outre, toutes les denrées alimentaires (céréales, farines, viandes, poissons, sucre, fromages, lait, beurre, œufs, etc.) devaient être exemptées de tous droits de douane : « pour tous les ouvriers et petits propriétaires cultivateurs, la protection douanière sera remplacée par des dégrèvements » d'impôts, « un service d'engrais minéraux au prix de revient », l'extension du crédit agricole etc. (art. 3). Ce projet comportait encore une mesure assez ingénieuse, dirigée contre le *dumping* (1) et disposait enfin

voulant pas procéder à la révision des tarifs et régime douaniers avant que la consultation du pays entier aux élections législatives de 1910 lui ait indiqué en quel sens cette révision doit être opérée, refuse de passer à la discussion des articles. »

(1) Article 4 : « Toutes les fois que la spéculation des trusts, cartels,

que les traités de commerce prévus par l'article 1^{er} devraient surtout s'efforcer d'établir, « comme minimum commun, les conditions du travail de celui des pays contractants où la protection du travail et des travailleurs est la plus avancée » (art. 2). Cette combinaison des traités de commerce et des traités de travail renfermait une idée fort intéressante en elle-même, mais on eût aimé à voir l'auteur indiquer d'une façon plus précise comment il en concevait l'application pratique.

La suppression de tout droit de protection sur les denrées alimentaires édictée par le contre-projet Vaillant suffisait d'ailleurs à dresser contre lui la presque unanimité de la Chambre : aussi fût-il repoussé par 423 voix contre 72 : dans la minorité figuraient la plupart des députés socialistes.

M. Vaillant avait déjà pris, l'un des premiers, la parole au cours de la discussion générale, pour combattre à outrance le projet de la commission : Dans un long discours commencé au cours de la séance du 29 juin, et terminé le 1^{er} juillet, il critiquait violemment la méthode d'enquête suivie par la Commission des douanes (1) ; il constatait,

syndicats ou comptoirs ferait offre d'une marchandise au marché étranger, à un prix inférieur à celui offert sur le marché français, les droits d'entrée sur cette marchandise seraient aussitôt supprimés par décret. »

(1) « La commission a consulté des industriels sur tous les points du pays, et tous à peu près ont dit : les droits protecteurs contribuent à former nos bénéfices ; nous voudrions que ces bénéfices fussent plus grands, et nous demandons que les droits protecteurs soient plus élevés. »

avec amertume, que « le bénéfice de la protection, s'il s'en produit, est pour l'industriel, non pour le travailleur » (1). Aussi, se déclare-t-il convaincu, pour sa part, « que la France est dans une situation particulièrement favorable en Europe, pour s'engager dans la voie d'une liberté commerciale progressive ». Au nom de la classe ouvrière dont il affirme être le fidèle interprète, il demande impérieusement la suppression des droits sur les blés et en général sur tous les aliments : « ces droits de consommation sont les plus odieux, — comme les droits correspondants d'octroi, — des impôts indirects. Les droits de douane sont des primes au patronat et des taxes à l'Etat, des impôts indirects payés par le consommateur et producteur populaire ». L'orateur invoque l'hostilité persistante manifestée contre le protectionnisme par les Trade-Unions anglaises et les syndicats allemands, mais..... il néglige de parler des prolétariats américain et australien dont les dispositions sont un peu différentes (2) ; il termine enfin en adjurant la Chambre

(1) « On peut dire, d'une façon générale, que si, à l'aide des tarifs douaniers on donne une subvention, une prime au profit patronal, ce ne peut être en faveur du salaire, en faveur de l'ouvrier. » Nous devons dire que la commission protesta vivement contre cette allégation de M. Vaillant : « La commission protège le salaire français par la défense du travail français », s'écria M. DANSETTE. Et M. Jean MOREL d'affirmer après lui : « Cela a été notre but essentiel. »

(2) M. VAILLANT s'éleva aussi, dans son discours, contre les trusts et les cartels, « instruments de combat du capitalisme organisé contre la classe ouvrière » qu'il considère comme les fruits naturels et inévitables du protectionnisme. Il est vrai que ces organisations, puissantes en Allemagne et surtout aux Etats-Unis, n'existent guère en France. M. Vaillant soutient cependant qu'on les y trouve, « à l'état occulte » et qu'elles ont une influence considérable, directe, croissante sur l'élévation des prix et l'enchérissement de la vie.

d'attendre les élections de 1910 qui lui permettront de consulter le pays et spécialement la classe ouvrière, sur l'opportunité de la révision entreprise (1).

La séance du 2 juillet vit se succéder à la tribune de la Chambre quatre députés socialistes (2) : M. Chauvière y vint, le premier, faire le procès de la politique de M. Méline, « décevante pour bon nombre de producteurs et pour tous les consommateurs », et affirmer qu'il fallait « trouver la richesse nationale dans l'entente internationale ».

Après lui M. Groussier vint jeter sur la discussion le manteau d'un universel scepticisme, démontra l'inanité des statistiques que chaque parti accapare à son profit, et renvoya dos à dos protectionnistes et libre-échangistes bourgeois, tout en préconisant, lui aussi, les ententes internationales seules capables d'amortir les effets des guerres économiques.

Sceptique, M. Sembat le fut aussi, dans les appréciations qu'il émit, non sans quelque ironie, sur la vanité des dis-

(1) « Vous n'avez pas été élus avec le mandat de faire la révision douanière. Consultez le pays !... »

(2) Déjà M. PAUL BONCOUR, membre nouvellement entré au Parlement, du parti républicain socialiste, avait prononcé, le 25 juin, un discours dans lequel il prit éloquemment la défense des intérêts de la viticulture française, contre laquelle s'exercent toujours les représailles de l'étranger. Il y déclarait qu'il n'était « ni protectionniste, ni libre-échangiste », et qu'il était même prêt à être l'un ou l'autre, suivant les intérêts de ses commettants. Et M. AUGÉ, qui lui succéda à la tribune, put déclarer, en toute vérité, que si la caractéristique du discours de M. Paul Boncour avait été l'opportunisme, on avait tout de même bien senti passer dans ce discours le bout de l'oreille libre-échangiste.

cussions d'école. Pour lui, la politique protectionniste de la France, nécessitée par les agissements d'autres puissances, ne manquera pas d'entraîner, de leur part, de nouvelles représailles contre lesquelles le pays devra, à son tour, se défendre ; le protectionnisme est donc condamné, par sa logique même, à ne connaître ni mesure, ni limite. Ce qu'il faut exiger du gouvernement, c'est donc qu'il fasse respecter notre commerce et nos produits, non par de petites représailles mesquines, mais par des négociations actives et continues (1).

Quant à M. Betoulle, il vint exposer brièvement à la Chambre la détresse dans laquelle se trouvait, à Limoges, l'industrie de la porcelaine qui fait vivre en cette ville plus de 10.000 ouvriers. Les Etats-Unis venaient, en effet, dans leur nouveau tarif Dingley, d'appliquer à la porcelaine française des droits quasi-prohibitifs, paralysant presque complètement l'exportation qui constituait, jusqu'alors, pour cette industrie limousine, son débouché le plus important. Aussi l'orateur adjura-t-il la Chambre de faire aux Etats-Unis toutes les concessions utiles, afin d'éviter qu'un coup fatal ne fût porté, par la faute de notre intransigeance, à quelques-unes de nos industries nationales.

Enfin, le 9 juillet, M. Jaurès, le dernier orateur inscrit

(1) On demande souvent au marché français, dit avec beaucoup de justesse M. SEMBAT, l'introduction en Bourse de valeurs étrangères ; qu'en échange de l'autorisation accordée, on nous procure, à l'étranger, des avantages commerciaux appréciables de nature à augmenter notre exportation et à venir en aide à nos producteurs.

pour la discussion générale, défendit de sa parole grandiloquente (1) le projet de résolution suivant : « La Chambre invite le gouvernement à provoquer la réunion d'une conférence internationale de toutes les puissances intéressées, tendant à la réduction graduelle et simultanée des tarifs de douane. »

L'orateur obtint un vif succès qui se traduisit par un vote unanime en faveur de sa motion (2) : celle-ci fut en effet adoptée par 521 voix contre 1 : il est vrai qu'elle n'engageait à rien, et les protectionnistes les plus déterminés avaient pu, sans aucun risque, souscrire à ce vœu, tout platonique, en faveur du désarmement économique, de même que des militaristes convaincus eussent adhéré, sans réserve, à l'expression d'un souhait formulé en faveur de la paix universelle tout en restant, *in petto*, intimement persuadés qu'une telle motion ne pouvait avoir la moindre efficacité.

De la discussion des articles qui suivit, nous ne dirons

(1) M. JAURÈS, tout en déclarant que « protection et libre-échange ne sont que deux modes de fonctionnement d'une société dont le parti socialiste conteste et veut modifier le principe même » et que « les travailleurs souffrent dans les pays de libre-échange comme dans les pays de protection n'en fit pas moins des déclarations nettement libre-échangistes, en harmonie avec sa motion : « Tous les socialistes, dit-il, sont aujourd'hui convaincus que le monde est saturé de protectionnisme. »

(2) M. AYNARD complimenta M. Jaurès de ses idées libre-échangistes, mais il lui rappela, non sans malice, le temps où il était ultra protectionniste et demandait un prix maximum pour le blé et l'établissement de greniers d'Etat. Et M. Jaurès de répondre : « C'était la même chose. Avec le monopole du blé et de la farine, on atteignait ce résultat d'avoir le pain à bien meilleur compte. »

rien, n'ayant visé qu'à donner ici une esquisse très générale de l'attitude des parlementaires socialistes, au cours des grandes discussions douanières de 1891 et 1909 : les députés du parti prirent pour règle uniforme de s'inspirer uniquement, dans ces débats, de l'intérêt de leurs électeurs, votant à l'occasion tels droits susceptibles de leur profiter, — fussent-ils même prohibitifs, — mais se refusant, quand l'intérêt de leur circonscription n'était pas en jeu, à accorder la moindre protection, pour rester fidèles à la tradition libre-échangiste du collectivisme. Aussi M. Yves Guyot appréciait-il leur opportunisme en ces termes complètement dénués de bienveillance : « Le parti socialiste unifié n'a point de doctrine sur le commerce extérieur, comme l'a montré son attitude dans la révision du tarif des douanes. Chaque député socialiste a voté suivant les intérêts de certains électeurs de sa circonscription, en invoquant le prétexte de la défense du travail national (1). »

En réalité, le parti socialiste avait bien une doctrine sur la question, tout au moins une attitude officielle ; et de tout ce qui précède, nous pouvons conclure qu'il était plutôt libre-échangiste, mais ses adhérents savaient à merveille faire fléchir les principes en considération des intérêts ; de là ce manque de netteté, auquel il serait intéressant de comparer l'attitude, infiniment plus caractérisée qui fut celle de la Social-Démocratie allemande, lors de la discussion au

(1) *Le Congrès du Free-Trade à Anvers. Discussion de la Société d'économie politique de Paris* (Economiste français, 15 octobre 1910).

Reichstag, du tarif protectionniste de 1902. Là-bas, les socialistes combattirent en vue d'un résultat immédiat, par tous les moyens possibles : interventions violentes de leurs élus au Reichstag, examen de la question dans tous leurs Congrès, réunions publiques spéciales contre l'élévation des droits, affichage, dans les villes et jusque dans les campagnes, de placards sur lesquels quelques chiffres, imprimés en gros caractères, mettaient à jour les effets désastreux et inévitables du régime protectionniste (1). Les socialistes français se contentent d'affirmer que le protectionnisme, c'est le pain cher, les socialistes allemands essaient de le démontrer ; les premiers luttent moins contre la protection que contre les protectionnistes ; les seconds mettent le principe de l'abolition des droits au premier rang de leur programme ; des deux côtés, la politique est la même, mais quelle différence de méthode (2) !

(1) Cette campagne est racontée dans ses détails les plus typiques par Edgard MILHAUD : *La démocratie socialiste allemande* (Paris, 1903).

(2) Nous avons dû nous borner à retracer, à grands traits, l'attitude des parlementaires socialistes aux différentes époques où l'ensemble du tarif douanier se trouvait mis en question. Mais en dehors de ces grandes discussions, les élus du parti socialiste sont plusieurs fois intervenus à la Chambre pour y demander, soit la taxation des denrées alimentaires par l'Etat, soit la suppression de tout droit sur les produits de consommation courante. C'est ainsi que tout récemment, le 6 février 1912, le groupe socialiste de la Chambre a, par l'intermédiaire de M. Lauche, présenté à la Chambre un projet de résolution invitant le gouvernement à suspendre temporairement le droit d'entrée sur les blés, « seule mesure capable » à son avis « de ramener le prix du pain au taux normal. » Le projet fut naturellement repoussé après une intervention de M. Fernand David, ministre du commerce, qui fit observer que ces manifestations socialistes, se reproduisant chaque année, ne devaient pas émouvoir la Chambre.

DEUXIÈME PARTIE

LE PROTECTIONNISME OUVRIER

CHAPITRE PREMIER

LA LUTTE CONTRE LA CONCURRENCE DES OUVRIERS ÉTRANGERS.

§ 1^{er}. — Les mesures contre l'immigration ouvrière en Australie, aux Etats-Unis, en Angleterre.

La première forme du protectionnisme ouvrier, celle qui a généralement précédé la réclamation, par certains groupements ouvriers, de droits sur l'importation des produits étrangers, c'est, nous l'avons dit déjà, la lutte menée, en différents pays, par le prolétariat contre l'immigration de la main-d'œuvre étrangère, le protectionnisme dirigé non pas encore contre les produits, mais contre les personnes mêmes des travailleurs venus de l'étranger pour disputer aux ouvriers nationaux des conditions de travail souvent conquises au prix de pénibles efforts (2).

Nous avons même indiqué, d'un mot, combien il était logique que les ouvriers eussent été tout d'abord frappés par cette forme vivante et tangible, par cette *personnification* de

(1) Voir *suprà*, 1^{re} partie, chap. I.

(2) Il est d'ailleurs impossible d'établir une cloison étanche entre les deux formes de protectionnisme ouvrier dont nous nous sommes proposé l'étude ; dans des pays tels que les Etats-Unis et l'Australie, où le protectionnisme ouvrier est une ancienne tradition, ces deux états d'esprit ont été *concomitants*. Au contraire, dans les pays de vieille civilisation, ils ont été généralement *successifs*.

la concurrence étrangère rencontrée chaque jour à l'usine et dans l'atelier, et qu'ils aient acquis plus tard seulement la claire vue du tort que pouvait faire à leurs intérêts de classe l'entrée libre de certains produits fabriqués à l'étranger.

Quant à la réalité du dommage causé aux ouvriers d'un pays par cette importation en masse de la main-d'œuvre étrangère, nous ne croyons pas qu'elle puisse être sérieusement contestée, et partant, qu'il y ait lieu de l'établir bien longuement. L'embauchage des ouvriers étrangers diminue en effet, par lui-même, le nombre des emplois jusque là accessibles aux travailleurs nationaux. D'autre part, l'automatisme brutal d'une loi économique bien connue veut évidemment que la demande s'accroissant, sur le marché du travail, par suite de l'entrée en ligne des ouvriers étrangers, permette aux employeurs de réduire le montant des offres qu'ils faisaient, jusqu'alors, à la marchandise-travail. Enfin, les travailleurs immigrés facilitent eux-mêmes, par leurs agissements, le jeu de cette loi de l'offre et de la demande. La France, par exemple, pour nous limiter un instant à elle, est, — non sans doute par rapport aux Etats-Unis et à l'Angleterre, mais relativement à la plupart des autres Etats, — un pays à salaires élevés. Elle est également (et ce fait est tout ensemble une cause et une conséquence de l'élévation des salaires) un pays dans lequel la classe ouvrière, prise en général, a aujourd'hui atteint un *étalon de vie* ou, pour parler comme les Anglais, un *standard of life*, supérieur à celui d'un grand nombre de nations européennes. C'est un fait unanimement admis que les

ouvriers français, *dans l'ensemble* (1), se nourrissent plus abondamment, s'accordent plus de délasséments matériels ou moraux, en un mot, vivent mieux et plus largement que leurs camarades italiens ou belges. On peut dire, si on le veut, que parmi les besoins qu'ils se sont ainsi créés, beaucoup sont artificiels, factices, et que leur satisfaction ne fait nullement partie du minimum de bien-être indispensable à l'existence ; il n'en est pas moins vrai que, l'habitude aidant, cette satisfaction a pu devenir, pour bon nombre des ouvriers français, une véritable nécessité, et que l'obligation d'y renoncer entraînerait pour eux une véritable et cruelle souffrance.

Or, c'est toujours dans les pays à hauts salaires et à *standard of life* élevé que se dirigent les courants migrateurs ; c'est précisément l'appât de ces avantages, joint au manque de ressources de son pays d'origine, qui détermine l'ouvrier à s'en aller chercher du travail dans un pays riche. Et pour reprendre un exemple concret, ce sont ces sentiments qui pousseront un ouvrier italien (on sait que ce peuple fournit proportionnellement le plus fort contingent d'émigrants) à venir concurrencer chez eux les travailleurs français. Mais l'ouvrier italien est habitué à des con-

(1) Nous soulignons à dessein ce mot, pour indiquer que nos observations ne portent que sur une moyenne ; nous savons parfaitement qu'il est des cas particuliers auxquels notre raisonnement ne saurait s'appliquer. Telle famille ouvrière française, prise isolément, pourra, sans d'ailleurs détruire la portée de nos remarques, être infiniment plus misérable que certaines familles d'ouvriers aisés comme il s'en trouve, même en Italie.

ditions de vie beaucoup plus médiocres et restreintes, à des salaires beaucoup plus bas que ses congénères français ; la sobriété que lui ont transmise, par hérédité, des générations de pauvres gens vivant à grand'peine d'une terre inféconde ou d'une industrie dans l'enfance, est devenue partie intégrante de son tempérament, de sa race ; d'autre part, tandis que la majeure partie des ouvriers français doivent assurer, par leur travail, non seulement leur propre existence, mais encore celle de leur femme et de leurs enfants, l'ouvrier étranger immigré sera là plupart du temps célibataire (1), et comme tel, il lui suffira d'acquérir, par son labeur, de quoi subvenir à ses besoins personnels, — besoins très restreints, ainsi que nous venons de l'indiquer. Dès lors, l'ouvrier italien, — et il en serait de même, quoique peut-être à un moindre degré, du belge et même de l'allemand, — sera naturellement tout prêt à s'embaucher au rabais, à accepter, en vertu de sa manière de vivre et de sa solitude, des conditions de travail dont ne pourraient se contenter des ouvriers français chargés de famille et habitués à plus de confort ; l'employeur profitera, comme bien on pense, de ces dispositions et embauchera l'étranger de préférence au travailleur national ; certaines entreprises en arriveront ainsi, pour peu que la main-d'œuvre étrangère

(1) Parmi les Italiens émigrants, il est vrai que certains emmènent avec eux femme et enfants (ce sont d'ailleurs surtout ceux qui vont jusqu'en Amérique et en Australie). Mais dans la plupart des cas, ceux qui n'ont pas de foyer se détachent beaucoup plus facilement du sol natal.

abonde autour de leurs chantiers, à évincer presque complètement, au profit des immigrés, les ouvriers indigènes (1) ; si, — par bonheur pour ces derniers, — le nombre des étrangers, ou simplement la pression de l'opinion publique empêchent, dans la plupart des cas, les patrons d'en arriver à cette situation extrême, du moins l'exemple des prétentions modestes de l'étranger et la menace de faire appel à ses services fourniront-ils un argument, souvent décisif, à l'industriel, pour repousser telle demande d'augmentation des salaires, qui peut être pourtant légitimée par des conditions nouvelles de travail, ou par l'augmentation du prix des denrées nécessaires à la substance de l'ouvrier.

Et c'est bien là que réside, en dernière analyse, le plus grave dommage causé au prolétariat industriel d'un pays riche par l'immigration de la main-d'œuvre étrangère. Si l'embauchage au rabais n'arrive pas toujours à faire baisser les salaires des ouvriers français, en raison de la résistance qu'oppose à cette diminution le mouvement syndical ou simplement le refus obstiné des ouvriers pris individuellement, en revanche, on peut affirmer que cette concurrence déprimante a toujours abouti à retarder, à ralentir dans les pays où elle sévissait, la conquête, par les travailleurs indi-

(1) C'est ainsi qu'une grosse fabrique de meubles anglaise de Tottenham, la Compagnie Lebus, qui occupait, à l'époque, 2.600 Russes et Polonais, faisait afficher, il y a quelques années, à la porte de ses établissements : « *No English need apply* » : On n'embauche pas d'Anglais (Auguste MONNIER : *Les Indésirables*, 1 vol. in-16, Paris, Larose et Tenin, 1907.

gènes, d'un salaire nominal plus élevé, mieux en rapport avec l'augmentation générale du prix de la vie (1).

Dès lors, on comprend que la plupart des grandes puissances économiques aient été amenées (souvent à l'instigation des éléments ouvriers), à prendre contre l'immigration des travailleurs du dehors, des mesures de restriction plus ou moins absolues, destinées à protéger leurs salariés contre l'influence que nous venons de signaler.

La France nous fournira, à ce point de vue, un champ d'étude intéressant auquel nous entendons consacrer tout spécialement les pages qui vont suivre ; mais, d'une part,

(1) Certains économistes libéraux se refusent pourtant à croire que la concurrence des ouvriers immigrés produise sur la main-d'œuvre nationale l'action déprimante que nous venons d'indiquer. De ce nombre est M. Giuseppe PRATO qui, dans son ouvrage récent et d'ailleurs remarquable sur le *Protectionnisme ouvrier*, s'essaie à démontrer que l'exclusion totale ou partielle de la main-d'œuvre étrangère, qui comporte un caractère oppressif et choquant (ce que nous ne pouvons nous empêcher de reconnaître), est également inutile et inefficace dans ses résultats, — ce qui nous paraît beaucoup plus difficile à admettre. Nous ne pouvons discuter ici les arguments produits par M. G. Prato à l'appui de sa thèse, et nous devons nous contenter de renvoyer le lecteur à son ouvrage, — spécialement à son chapitre cinquième. Notons seulement que M. Prato est italien, et comme tel, réserve toutes ses sympathies aux ouvriers émigrants, — si nombreux en son pays ! — qui se heurtent à ce qu'il appelle des « velléités ingénues d'exclusivisme ». Il estime que « l'émigration constituera probablement assez longtemps un correctif nécessaire à l'exubérance démographique » de l'Italie. Ce point de vue est peut-être un peu trop unilatéral, et l'on pourrait répondre à l'auteur que les mesures restrictives prises par la plupart des grandes nations contre l'immigration de la main-d'œuvre étrangère « constitueront probablement assez longtemps un correctif nécessaire à l'exubérance de cette immigration ! ».....

ce protectionnisme ouvrier, dont nous voulons passer en revue les principales manifestations, n'y existe encore qu'à l'état de tendances, de projets, que notre législation n'a pas cru jusqu'ici devoir consacrer ; d'autre part, c'est vers les *pays neufs*, abondants en ressources naturelles, que s'est porté avec le plus d'impétuosité le flot des émigrants ; par suite, c'est dans ces pays que leur invasion a provoqué les mesures de défense les plus accentuées, les plus caractéristiques. Il nous a donc paru intéressant de rappeler en quelques mots, et sans prétendre dresser ici une liste complète, les principales phases de la lutte menée par l'Australie et les Etats-Unis contre l'afflux de main-d'œuvre étrangère que devaient fatalement attirer chez eux la fécondité de leur sol et la richesse de leur sous-sol (1).

Ainsi que le remarque très justement un économiste américain (2), les pays neufs n'ont pas toujours observé à l'égard des immigrants, l'attitude hostile qu'ils leur témoignent

(1) Un exposé complet de la question nous amènerait d'ailleurs à traiter dans son ensemble le grand problème de l'émigration, ce qui sortirait complètement du cadre de notre sujet. Nous ne pourrions d'ailleurs le faire sans tomber en de fâcheuses redites, cette matière ayant déjà fait l'objet de nombreux ouvrages. Citons notamment, parmi les derniers : René GONNARD : *L'émigration européenne au XIX^e siècle* (Paris, A. Colin, 1906) ; SALVY : *L'immigration aux Etats-Unis et les lois fédérales* (thèse, Paris, 1908) ; et pour le point de vue spécial auquel nous nous plaçons, celui des mesures restrictives prises pour enrayer l'invasion de la main-d'œuvre étrangère : Yves LE FEBVRE : *L'ouvrier étranger et la protection du travail national* (thèse, Paris, 1901) ; Paul GEMAHLING : *Travailleurs au rabais*, 2^e partie, chap. III (Paris, Bloud, 1910) ; Giuseppe PRATO, *op. cit.*

(2) MAYO SMITH : *Statistics and Sociology* (New-York, 1896).

aujourd'hui. Pendant une bonne partie du xix^e siècle, les nouvelles sociétés transocéaniques, désireuses de peupler rapidement leurs territoires, afin de pouvoir mettre en valeur les ressources inexploitées, ont prodigué à l'immigration de véritables encouragements législatifs (2). Nul n'ignore qu'abstraction faite du noyau presque négligeable des véritables « Yankees », descendants des premiers colons qui furent les héros de l'Indépendance, la formidable population de 92 millions d'habitants que comptent actuellement les Etats-Unis, est totalement formée d'émigrants venus des nations les plus diverses et qui, jusqu'à ces dernières années, pouvaient librement pénétrer sur le sol américain. La grande république a commencé par frapper de mesures restrictives, pour les exclure complètement de son territoire, les immigrants de couleur, Chinois et Japonais, dont le *standard of life* était par trop manifestement inférieur à celui des ouvriers américains de race blanche ; plus tard, sous prétexte de sauvegarder à la fois l'hygiène, la morale, et plus encore peut-être, les intérêts matériels de la main-d'œuvre nationale, les mesures restrictives s'étendirent même à l'immigration blanche pour atteindre en ces dernières années un degré d'extrême sévérité.

Nous reviendrons, du reste, sur les principales mesures législatives qui ont jalonné, aux Etats-Unis, cette lutte contre la main-d'œuvre étrangère dont nous ne donnons ici que le schéma. Constatons, tout d'abord, que dans un autre

(1) Voir pour cette période de faveur l'ouvrage précédemment cité de PRATO, chap. 1^{er}.

pays neuf, l'Australie, cette lutte se retrouve avec les mêmes étapes caractéristiques.

L'Australie, qui a toujours été très peu peuplée, eu égard à son étendue, ne comprenait guère, au début du xix^e siècle, en dehors de la population aborigène, qu'un nombre très restreint de colons européens. La découverte des mines d'or, qui eut lieu vers 1840, et leur mise en exploitation fit affluer rapidement les émigrants : 224.000 s'y précipitèrent de 1852 à 1854 (1) ; la petite aristocratie des premiers occupants ou *squatters* essaya de refuser aux nouveaux venus les droits politiques qu'elle-même possédait, mais débordée par le nombre, elle se vit obligée de les admettre sur le pied d'égalité. Tous ces chercheurs d'or, n'ayant pas rencontré, — tant s'en faut, — la fortune espérée, durent, pour gagner leur pain, chercher emploi dans les établissements industriels qui se créaient, rapidement, sur le sol australien et réclamaient une main-d'œuvre chaque jour plus nombreuse. Venus eux-mêmes de pays d'où la surabondance des travailleurs disponibles les avait, pour la plupart, forcés à s'expatrier, les premiers immigrants attribuaient, non sans raison peut-être, à leur nombre relativement restreint, les salaires élevés qu'ils avaient, dès l'abord, conquis. Aussi se promirent-ils bien de restreindre, le plus qu'ils le pourraient, l'entrée des nouveaux venus qui n'allaient pas manquer d'accourir en grand nombre vers ce pays neuf et riche, et dont l'afflux aurait pour effet, en multipliant les

(1) Cf. Albert MÉTIN : *Le socialisme sans doctrine*, 1 vol. in-8°, Paris, Alcan, 2^e édit., 1910.

demandes, de faire baisser le prix de la marchandise-travail; et c'est ainsi que, sous la pression des puissantes Trade-Unions qu'ils n'avaient pas tardé à former, se constituèrent peu à peu, dans les différents Etats australiens d'abord, puis à partir de 1901, dans leur Confédération, des législations essentiellement restrictives, voire même parfois absolument prohibitives, à l'encontre des immigrants de la classe ouvrière.

On s'en prit tout d'abord à la main-d'œuvre de couleur représentée sur le sol australien par deux races bien différentes : d'un côté, les Chinois, arrivés spontanément et en assez grand nombre dès le début de l'occupation, laborieux, patients, et surtout sobres au point de vivre chaque jour d'une poignée de riz, ce qui, on le conçoit, leur permettait de se montrer fort peu exigeants sur le chiffre du salaire ; d'autre part, les indigènes canaques et polynésiens que des entrepreneurs faisaient venir des îles voisines ; les seconds surtout étaient employés en grand nombre dans les plantations de cannes à sucre du Queensland, où les ardeurs d'un climat tropical eussent rendu le travail par trop pénible aux Européens.

Dès l'année 1855, l'Etat de Victoria imposait une taxe de 10 livres aux propriétaires de navires pour tout Chinois débarqué dans la colonie, mesure imitée, au cours des années suivantes, par l'Australie du Sud (1857), la Nouvelle-Galles du Sud (1861) et le Queensland (1877), qui, en 1884, ajouta à cette disposition une taxe de 10 livres à la charge de cha-

que Chinois débarquant (1) En 1884, l'Etat de Victoria, — le plus hostile à l'émigration jaune, — avait inauguré un nouveau genre de mesures restrictives, en prenant le prétexte d'une épidémie de petite vérole pour interdire aux Chinois d'arriver plus d'un par cent tonneaux sur n'importe quel navire (2); encore les arrivants, déjà filtrés par cette première disposition, n'étaient-ils pas, pour cela, dispensés d'acquitter le droit déjà mentionné de 10 livres sterling (250 fr.), sous peine de se voir refuser l'accès du territoire. La Nouvelle-Zélande et la Nouvelle-Galles s'empressèrent d'adopter la même règle; ce dernier Etat porta même la proportion des Chinois admis à un par 300 tonneaux et décupla le droit imposé à chaque immigrant (3). C'était interdire, en fait, l'entrée de ces Etats aux Chinois. Et cette politique d'exclusion ne fit que s'accroître lorsque les Etats australiens se furent réunis en Confédération (1902). La Constitution du nouveau « Commonwealth » réservait expressément au gouvernement fédéral le droit de légiférer, à l'exclusion des Etats, sur tout ce qui concerne l'émigration, l'immigration, la naturalisation. Le *Labour Party* australien, arbitre des destinées de la jeune République (4), en pro-

(1) PRATO, *op. cit.*, p. 17-18.

(2) Cf. Pierre LEROY-BEAULIEU : *L'émigration asiatique*, Economiste français, 3 novembre 1906.

(3) Albert MÉTIN : *Le socialisme sans doctrine : Australie et Nouvelle-Zélande*, 1 vol. in-8°, Paris, Alcan, 2^e édit., 1910, p. 114. Si ces mesures d'exclusion ne visent que les Chinois et passent sous silence les Japonais, c'est que ces derniers étaient protégés par un gouvernement avec lequel il fallait compter.

(4) « De 1901 à 1904, aucune loi fédérale ayant un caractère politique

fit pour faire prévaloir à cet égard ses aspirations exclusivistes et réaliser, dans la législation, la formule fameuse « White Australia » (l'Australie aux blancs), avec laquelle il avait su exploiter habilement l'amour-propre national en proclamant son désir de protéger la pureté de la race ; au reste, ce n'était là qu'un prétexte ; la véritable raison de la lutte des « mangeurs de viande » contre les « mangeurs de riz », était, on le sait, d'ordre exclusivement utilitaire (1) : ses promoteurs se proposaient pour but unique « la défense des hauts salaires et des journées courtes » (2).

ne fut adoptée, même proposée, qui ne fût une concession substantielle aux demandes du parti socialiste » (BIARD D'AUNET : *La formation et les progrès du parti socialiste en Australie*, Economiste français, 1^{er} septembre 1906). Depuis ce temps, son influence n'a fait que croître, et l'on a vu se succéder dans la Confédération, plusieurs ministères purement ouvriers (notamment les cabinets Watson et Fischer) ; les autres n'ont pu se maintenir qu'à la condition de composer avec lui, dans la plus large mesure. Enfin les élections d'avril 1910 ont donné au Labour Party la majorité absolue dans les deux Chambres fédérales du Parlement. D'ailleurs, la plupart des gouvernements particuliers des Etats (notamment dans la Nouvelle-Galles du Sud, l'Australie du Sud et celle de l'Ouest), sont ou ont été aux mains des socialistes, si l'on peut ainsi nommer ces syndicalistes éminemment positifs et pratiques (Cf. J. H. KNIBBS : *Official Year Book of the Commonwealth of Australia*, 1901-1910, 1 vol. in-8°, Melbourne, Mc Carron, Bird and Co, 1911.

(1) Les revendications du Labour Party australien pouvaient, en effet, se résumer dans l'obtention : 1° d'un maximum de salaire ; 2° d'un minimum de travail. Or, évidemment, « le maintien et la progression de l'élévation des salaires impliquaient la suppression de toute immigration étrangère et surtout celle des hommes de couleur connus pour travailler à bon compte » (BIARD D'AUNET, *Economiste français*, 1^{er} septembre 1906).

(2) Albert MÉTIN, *op. cit.*, p. 115.

Les « Immigration Restriction Acts » de 1901 et 1905 vinrent assurer ce résultat, pour toute l'étendue de la Confédération, en imposant à tout individu désireux de se fixer dans le pays, l'obligation d'écrire correctement une dictée d'au moins cinquante mots dans une langue européenne *que les fonctionnaires de l'immigration se réservaient le droit de fixer* (1) ! Les conditions arbitraires dans lesquelles était organisée cette épreuve permettaient à l'administration — qui ne s'en fit pas faute — de fermer absolument l'Australie à l'invasion asiatique (2).

(1) Cette mesure, en raison même de sa généralité, permettait au gouvernement australien d'exclure, sans avoir à craindre de complications diplomatiques, non seulement les Japonais, mais encore les Hindous contre l'exclusion directe desquels le gouvernement anglais avait déjà protesté.

(2) La lutte entreprise sous les multiples formes que nous avons essayé de décrire, contre l'immigration des jaunes, a eu des résultats considérables, bien que certains adversaires du protectionnisme ouvrier aient cru devoir le contester. Le tableau suivant, emprunté au *Victorian Year Book* de 1909-1910 (by A. M. LAUGHTON) montrera la décroissance du nombre des Chinois dans l'Etat de Victoria, de 1857 à 1901, période des mesures restrictives dont nous avons noté plus haut les principales :

Année du recensement	Nombre de Chinois	Année du recensement	Nombre de Chinois
1857.	25.424	1881.	12.128
1861.	24.732	1891.	9.377
1871.	17.935	1901.	7.349

Voici également, d'après l'*Official Year Book* du Commonwealth Australien (1901-1910) les chiffres donnant « l'immigration nette », c'est-à-dire *l'excédent annuel des arrivées sur les départs* dans l'ensemble des 6 Etats qui ont formé la Confédération australienne. Il s'agit ici, non plus des Chinois seulement, mais des émigrants de toute race et de toute couleur.

Quant aux noirs, Canaques et Polynésiens, leur exclusion n'avait pas été sans occasionner de sérieuses difficultés. Les planteurs de cannes à sucre du Queensland, — Etat où la majorité restait conservatrice — refusaient énergiquement de proscrire la main-d'œuvre canaque à laquelle ils trouvaient, — cela va de soi, — toute sorte d'avantages. Le gouvernement fédéral pouvait bien, — et il ne s'en priva point, — empêcher, *pour l'avenir*, le débarquement des noirs, en leur appliquant les rigueurs de l'Immigration Restriction Act de 1901 ; mais cette mesure ne pouvait atteindre les canaques déjà installés sur le sol australien et employés, en très grand nombre, dans les plantations du Queensland. Aussi le Commonwealth, ou plutôt le Labour-Party qui lui dictait ses volontés, durent-ils, pour arriver à évincer complètement la main-d'œuvre de couleur, établir des *primes* destinées à favoriser les planteurs employant le travail blanc, et à compenser ainsi la perte qu'ils éprouvaient, du chef de l'élévation des salaires réclamés par les ouvriers de race blanche ; ainsi le résultat souhaité fut presque totalement atteint puisque, dès 1908, les 9/10 du

1861 à 1865 . . .	86.471	1886 à 1890 . . .	158.701
1866 à 1870 . . .	80.419	1891 à 1895 . . .	22.392
1871 à 1875 . . .	61.662	1896 à 1900 . . .	2.487
1876 à 1880 . . .	130.142	1901 à 1905 . . .	2.660
1881 à 1885 . . .	224.040	1906 à 1909 . . .	58.091

Si dans la dernière période de 5 ans, l'excès des arrivées sur les départs, après s'être abaissé à 2.660 s'est relevé d'un bond jusqu'à 58.091, cela tient à ce que l'Australie, ainsi que nous le constaterons plus loin, s'est vue, en ces dernières années, *forcée de redemander* des immigrants.

sucres produits dans le Commonwealth (presque entièrement au Queensland), étaient obtenus par une main-d'œuvre blanche (1). Mais il avait fallu y mettre le prix (2).

Si le protectionnisme ouvrier pouvait justifier, dans une certaine mesure, en la dissimulant sous un prétexte d'ordre ethnique, et en quelque sorte patriotique, l'exclusion des immigrants jaunes et noirs, en revanche, il ne saurait légitimer, par l'allégation du même motif, l'extension de ces mesures restrictives aux immigrants de race blanche. Et cependant, l'influence grandissante du Labour Party australien fit adopter, dans les différents Etats d'abord, puis dans la législation confédérale, des dispositions tendant à écarter du sol de l'Australie certaines catégories d'émigrants, européens ou américains, de race blanche. Si l'on se fût borné à considérer comme *undesirable* (ce mot fit rapidement fortune) des émigrants ne présentant pas, aux points de vue de l'intelligence, de l'hygiène, de la moralité, un minimum de garanties, ou même ceux des arrivants que

(1) Cette production n'avait d'ailleurs nullement perdu au change, puisque, étant égale à un million de tonnes environ quand fut décidée la suppression graduelle de l'emploi des Canaques, elle dépassait 3 millions de tonnes en 1908.

(2) « Un an après la promulgation de la loi de 1902 qui créa les primes au travail blanc dans les plantations de sucre, le montant de ces encouragements s'élevait à 100.000 livres sterling : il atteignit pour l'exercice 1907-1908, 580.000 livres sterling (14.500.000 fr.). En 6 ans, l'Australie a payé de ce chef 35 millions de francs. Il est convenu que ces primes seront réduites à partir de 1911 et cesseront à la fin de 1912. Mais il avait été convenu déjà qu'elles devaient cesser en 1906. On ne s'en débarrassera pas facilement. » (BIARD D'AUNET : *Lettre d'Australie*. Economiste français, 19 septembre 1908.)

leur incapacité et leur dénûment absolus prédestinaient fatalement à grossir l'armée des vagabonds (1), — sinon celle des criminels, — les libéraux les plus déterminés n'auraient pu trouver là matière à se scandaliser ; la sécurité matérielle et morale d'un pays exige évidemment qu'il n'accepte pas, sans un contrôle rigoureux, les déchets sociaux parmi lesquels se recrutent, bien souvent, les troupes de l'émigration.

Encore convient-il que ces mesures nécessaires soient appliquées avec la plus scrupuleuse loyauté, et que l'Etat qui les édicte n'aille pas décerner arbitrairement cette épithète « d'undesirable » au plus grand nombre possible d'immigrants. Sous la pression toujours grandissante des partis ouvriers, l'administration australienne semble n'avoir pas toujours su éviter cet écueil. Le Labour Party, en effet, n'avait pas tardé à juger insuffisamment restrictive la fameuse formule « White Australia ». Après avoir éliminé presque complètement les hommes de couleur, — sous le spécieux prétexte de défendre la pureté de la race ! — il lui restait à limiter, sinon à supprimer aussi radicalement une autre concurrence, celle des Européens faméliques qui

(1) C'est ce qu'a fait, dans les Etats Australiens, toute une série de lois telles que l'*Imbecil passengers act* (1884) dans la Nouvelle-Zélande, le *Passengers act* (1885) en Tasmanie, le *Customs consolidation act* (1892) en Australie Occidentale, le *Lunacy act* (1894) dans la Nouvelle-Galles du Sud, le *Marine act* (1890) dans l'Etat de Victoria, l'*Immigration limitation act* (1893) dans l'Australie du Sud, et bien d'autres encore dont nous nous voyons obligé de limiter l'énumération. (V. pour cette énumération complète les références données par PRATO, *op. cit.*, p. 128.)

commençaient à débarquer en grand nombre, et qui, ayant joué leur va-tout sur cette lointaine traversée, sans espoir de retour, étaient décidés, pour trouver leur pâture, à toutes les concessions (1). On n'osa d'abord les repousser qu'indirectement, par le moyen sournois que nous venons d'indiquer, puis, lorsque fut formé le « Commonwealth », le Parlement fédéral, dans lequel dominaient, nous l'avons dit, les tendances socialistes, s'empessa d'appliquer, aux immigrants de race blanche, comme aux autres, les rigueurs des Immigration Restriction Acts, de 1901 et 1903. A côté des insensés ou des idiots, des prostituées, des condamnés à certaines peines, des personnes atteintes de maladies contagieuses, que la législation fédérale repoussait à juste titre, comme l'avaient fait, avant elle, les législations particulières des Etats (2), les « acts » de 1901 et 1903

(1) Cf. JOHN FORSTER FRASER : *L'Australie : Comment se fait une nation* (1 vol. in-16, Paris, Pierre Roger, 2^e édit., 1911), chap. XVI : *Le travailleur australien* : « S'il lui arrive de rendre grâce au Ciel, c'est bien de ne pas vivre en Europe. Il sait en effet que les ouvriers y sont pauvres, chétifs, exploités et pressurés : il a lu cela dans les journaux... »

« ... Les plus opposés à l'arrivée de travailleurs européens sont justement ceux qui sont nés en Europe ; ils ont largement profité de leur séjour en Australie et ils crient maintenant pour qu'on empêche d'autres pauvres ouvriers de courir les mêmes chances. »

Ce sentiment témoigne évidemment d'un bel égoïsme et d'une complète méconnaissance des lois de la solidarité ouvrière. Mais il faut être juste : se soucie-t-il donc davantage de la solidarité ouvrière l'émigrant besogneux et célibataire qui, venant travailler dans un pays neuf, s'embauchera au rabais, sans tenir compte des règlements syndicaux ni des besoins de camarades mariés ou simplement habitués à mieux vivre que lui ?

(2) V. PRATO, *op. cit.*

excluaient encore, à l'aide de formules vagues, susceptibles d'une interprétation très étendue, « toute personne pouvant devenir une charge publique » et « toute personne indésirable pour raisons morales ». Enfin, la loi allait jusqu'à s'immiscer dans les conventions qui avaient pu être conclues d'avance, par l'intermédiaire des agences européennes d'émigration, entre immigrants et industriels australiens ; elle statuait en effet que les travailleurs immigrants (même anglais) « liés par un contrat ou un accord anticipé de travail » ne pourraient pénétrer en Australie, à moins que le ministre des affaires étrangères ne ratifiât leur contrat ; et cette ratification n'était jamais accordée qu'à la double condition : 1^o que le ministre eût constaté l'impossibilité, tout au moins la difficulté de trouver, dans la Confédération, un ouvrier d'une habileté et d'une capacité égales à celles de l'immigrant ; 2^o que les salaires acceptés par les émigrants ne fussent pas inférieurs à ceux en usage en Australie (1). Et M. Fraser, après avoir passé en revue ces mesures de rigueur, affirme qu'en fait, « on ne ratifie presque jamais de contrat (2), même quand l'immigrant doit recevoir le salaire normal, ou même plus » (3).

(1) V. pour l'ensemble des dispositions contenues dans les « Immigration Restriction Act » : G. H. KNIBBS : *Official Year Book of the Commonwealth*, 1901-1910, p. 1163.

(2) « ... On admet par an, en Australie, moins d'un millier d'hommes engagés par contrat, et la plupart d'entre eux sont des ouvriers agricoles... » Le résultat, c'est qu'on écarte ainsi de l'Australie les travailleurs habiles : « En 1907, on a admis, en tout et pour tout, 47 Anglais et 13 Allemands à venir travailler avec des engagements. » (J. F. FRASER, *op. cit.*, p. 183 et 184.)

(3) Les sentiments de méfiance et d'hostilité du peuple Australien

Chose singulière, dans le moment même où le Parlement fédéral édictait les mesures dont nous venons de parler, et donnait ainsi à l'Australie une réputation d'inhospitalité solidement établie, ce même Parlement multipliait par ailleurs, à l'adresse des immigrants, les invitations et les promesses de bon accueil. C'est que l'Australie était trop insuffisamment peuplée et le parti ouvrier lui-même, si désireux qu'il fût de continuer à maintenir artificiellement le taux élevé des salaires en raréfiant la main-d'œuvre, était bien obligé de se rendre à l'évidence. Sur un continent grand comme l'Europe et qui eût pu assurer aisément la subsistance d'au moins 200 millions d'âmes, l'Australie ne possédait qu'une population de 4 millions d'habitants (1).

contre les immigrants, même de race blanche, se manifestèrent du reste très clairement dans l'accueil que rencontra, en Australie, le projet formé en Angleterre par le « général Booth » (1905) pour résoudre la question du paupérisme. Le « général » proposait de transplanter, dans les colonies britanniques et surtout en Australie, environ 20.000 familles de prolétaires, « pour aider au soulagement que réclame le trop plein de la population du Royaume-Uni. » L'opinion publique australienne s'émut et s'inquiéta, surtout lorsqu'un lieutenant du « général » salutiste, M. Bramwell Booth, eût déclaré que le projet de son chef ne visait que l'immigration des sans-travail et des individus véritablement besogneux. Le correspondant australien du *Times* résumait ainsi, pour son journal, l'impression générale : « L'Australie qui offre aux émigrants énergiques et de robuste santé, particulièrement dans la classe agricole, des chances superbes de réussite, n'a cure d'une invasion de « paupers » découragés, dont les tentatives sont à peu près certainement vouées à l'insuccès. La pensée que la métropole puisse songer à faire de l'Australie le déversoir des ouvriers déclassés qui l'encombrent suffira pour mettre en suspicion et faire échouer le projet Booth. » (Voir sur cette tentative du général Booth, l'*Economiste français*, 7 et 21 octobre 1905.)

(1) Cette population s'accroît très lentement, surtout si on la com-

D'ailleurs, c'étaient surtout les ouvriers agricoles qui faisaient défaut dans ce pays dont les deux tiers au moins étaient encore à défricher. Aussi l'Australie se mit-elle, vers 1904, à réclamer des émigrants et à prendre tous moyens utiles pour les attirer ; on publia, on afficha partout que la porte de l'Australie était désormais grande ouverte ; des agences de recrutement furent établies, par les soins du gouvernement fédéral, sur le continent européen ; des affiches en couleur et des brochures, répandues par milliers, vantèrent au public les charmes et les attraits de l'Australie (1)..... mais aucune des lois restrictives de l'immigration ne fut rapportée ; on se contenta de les interpréter un peu moins strictement. Ainsi les avances faites en ces dernières années aux émigrants apparaissent essentiellement accidentelles et justifiées par des circonstances temporaires (2) ; en dépit de ce temps d'arrêt, de cette demande toute momentanée d'immigrants pour la culture, l'opinion publique n'en reste pas moins décidée à surveiller jalousement et à restreindre,

pare à celle d'autres pays également en voie de développement industriel, les Etats-Unis et le Japon, par exemple. Tandis que l'accroissement annuel de la population japonaise est de 700.000 habitants, pour la moyenne de ces dernières années, l'accroissement annuel de la population australienne est de 65.000 habitants seulement ; et pour les 10 années qui vont de 1899 à 1909, cet accroissement n'est que de 610.591 (J. F. FRASER, *op. cit.*, p. 22-26).

(1) Sur le détail des mesures prises par le *Commonwealth* pour favoriser l'immigration, voir l'*Official Year Book of the Commonwealth* (1901-1910), p. 1161.

(2) « Quand à la période actuelle de prospérité succéderont quelques années de sécheresse, on verra la porte entr'ouverte se refermer ». — BIART D'AUNET : *Lettre d'Australie*, *Economiste français*, 4 mai 1907.

dans la suite, autant qu'elle le pourra, l'immigration des travailleurs étrangers (1).

Si d'Australie nous passons maintenant aux Etats-Unis, nous y rencontrons tout d'abord la même hostilité, peut-être plus aiguë, de la population blanche contre les immigrants jaunes ; en revanche, les Etats-Unis se feront, pendant longtemps, gloire d'être pour les émigrants européens la terre hospitalière entre toutes. Avec cette force incroyable d'absorption que se plaisent à lui reconnaître tous ceux qui l'ont visitée et étudiée (2), la grande République s'assimilera, en les américanisant, les éléments démographiques les plus disparates, jusqu'au jour où elle se verra forcée d'opérer parmi cette foule bariolée de candidats à la nationalité américaine, une véritable sélection ayant pour objet plus encore de veiller à la qualité que de limiter la quantité.

C'est assez dire que le gouvernement américain, lorsqu'il se décidera à restreindre l'immigration européenne, s'inspirera, plus sincèrement que l'Australie, de considérations d'ordre moral et hygiénique, mais ces considérations seront sans grand effet sur les prolétaires d'Amérique ; si ces derniers adhèrent, d'enthousiasme, à toutes les restrictions apportées tant à l'immigration des blancs qu'à celle des jaunes, c'est qu'ils veulent, comme leurs frères d'Australie,

(1) Cf. BIART D'AUNET : *L'Australie redemande des immigrants*, Economiste français, 4 mai 1907.

(2) V. notamment les deux volumes d'impressions si colorées et si savoureuses de M. Jules HURET : *En Amérique : De New-York à la Nouvelle Orléans ; de San Francisco au Canada*, Paris, Fasquelle, éditeur.

conserver intacts, et préserver de la course à la baisse, leurs salaires et, d'une façon générale, ce « standard of life » supérieur à celui de tous les ouvriers de l'ancien monde qu'ils sont si fiers d'avoir atteint et dont le maintien, voire l'élévation, constituent l'objectif essentiel, pour ne pas dire unique, de leur politique ouvrière (1) : pour réaliser leur but, pour forcer les employeurs à augmenter, ou du moins à ne pas diminuer les salaires, les syndicats américains ont, plus peut-être qu'en tout autre pays, recours à la grève ou à la menace de grève. Malheureusement pour eux, l'importance de l'immigration augmente beaucoup la quantité de main-d'œuvre ; de plus, la main-d'œuvre immigrée est généralement moins exigeante que la main-d'œuvre indigène. Ainsi, « à défaut de l'importation des produits, arrêtée par les droits de douane, l'importation de la main-d'œuvre vient abaisser les salaires. Plus d'une grève a échoué, parce que les patrons, abandonnés par leurs ouvriers, ont fait appel à des immigrants, ce qui leur a été d'autant plus facile que l'extrême développement du machinisme dans l'industrie américaine fait qu'on n'y a besoin que d'un très petit nombre d'ouvriers spécialistes (2). »

(1) Un économiste américain, M. CAROLL, D. WRIGHT, définit ainsi le mouvement ouvrier : « C'est l'effort fait par les travailleurs pour s'assurer un standard of life plus élevé. » (CAROLL, D. WRIGHT : *L'évolution industrielle des Etats-Unis*, 1 vol. in-8°, Paris, Giard et Brière, 1902.)

(2) Pierre LEROY-BEAULIEU : *Le mouvement économiste et social aux Etats-Unis. Les syndicats ouvriers et la liberté du travail* (Economiste français, 22 avril 1905).

Quoi qu'il en soit d'ailleurs des causes de la défaveur témoignée par l'opinion publique aux immigrants, c'est contre les jaunes, et spécialement contre les Chinois, que se manifestèrent les premières hostilités. Les Célestes étaient du reste voués fatalement à l'exclusion, puisqu'ils étaient en même temps que d'émérites briseurs de grève, des indvidus par trop sobres, par trop peu exigeants sur le chapitre des salaires (1); aussi jugea-t-on opportun de protester, dès le milieu du xix^e siècle, contre leur entrée en masse sur le territoire de l'Union (2); mais les mesures de rigueur ne vinrent que plus tard : nous n'avons pas à en donner ici l'énumération complète (3); bornons-nous seulement à dire que le peuple de Californie ayant, en 1880, réclamé, par un plébiscite, l'interdiction de l'immigration chinoise, le Congrès de Washington prit cette demande en considération

(1) En 1880 déjà, M. Paul LEROY-BEAULIEU signalait l'invasion des Etats-Unis par les Asiatiques et en profitait pour morigéner à propos de leurs « prétentions excessives », les ouvriers européens qu'il menaçait, eux aussi, du Croquemitaine chinois. . . « Déjà le Chinois *John the Celestial, John the Cheap* (*John le Céleste, John à bon marché*) a fait son apparition aux Etats-Unis, ne demandant qu'à travailler dur et longtemps pourvu qu'on lui paie sa journée. Après 20 ou 30 ans, ces hommes jaunes viendront en Europe, se souciant peu de toutes les prétentions démocratiques de nos ouvriers. . . Prenez garde aux Asiatiques, ces rivaux qui ont pour idéal du bonheur une écuelle pleine de riz (*Essai sur la répartition des richesses*, p. 473 et 476).

(2) Dans la seule année 1854 débarquèrent en Californie 13.110 jaunes (PRATO, *op. cit.*, p. 26). L'émigration des Asiatiques (tant Japonais que Chinois) est d'ailleurs à peu près inévitable, leur population s'accroissant beaucoup plus rapidement que celle de la plupart des pays d'Europe.

(3) V. l'histoire assez complète de cette période dans PRATO, *op. cit.*, p. 26 et suiv.

et l'interdit en effet, dès 1882, d'une façon à peu près complète. Cette législation s'accompagna même de procédés vexatoires et injustes appliqués tant aux Chinois qui se trouvaient déjà sur le territoire qu'à ceux qui réussissaient encore à y pénétrer (1). L'ensemble de ces mesures ont pour effet de restreindre dans de très fortes proportions le nombre des immigrants du Céleste Empire (2), mais au moment même où cette invasion des Chinois se trouvait enrayée, commençait l'envahissement des Etats-Unis par une autre catégorie de jaunes, concurrents plus capables et par conséquent plus dangereux pour le prolétariat indigène, nous voulons parler des Japonais. Or, comme le remarquait malicieusement M. Pierre Leroy-Beaulieu (3), « tout le monde sait pourquoi on ne peut pas traiter les Japonais avec la même désinvolture que les Chinois » ! Les Etats-Unis eux-mêmes, si pénétrés qu'ils fussent du sentiment de leur puissance, n'osèrent pas étendre aux sujets du

(1) Procédés qui motivèrent même en 1906, de la part de la Chine et par manière de représailles, un boycottage général des marchandises américaines qui coûta au commerce des Etats-Unis plus de 100 millions de francs. V. René PINON : *L'évolution du boycottage*. Revue des Deux-Mondes, 1^{er} mai 1909.

(2) Aux beaux temps de l'immigration chinoise (1870-1880), la moyenne annuelle était de 12.000 immigrants jaunes presque tous Chinois. A la suite des lois les excluant, cette moyenne a baissé de moitié en 1880-1890. Pendant la décade 1890-1900, elle s'est fortement relevée en raison surtout des Japonais. De 1900 à 1905, elle a été en moyenne de 23.000 dont 13.000 Japonais (Pierre LEROY-BEAULIEU : *L'immigration aux Etats-Unis*. Economiste Français, 20 octobre 1906.

(3) *L'émigration asiatique*. Economiste Français, 3 novembre 1906.

Mikado les mesures d'exclusion prises contre leurs humbles frères Chinois. Mais le peuple, qui ignore les complications diplomatiques, et la presse elle-même s'élevèrent à l'envi contre cet afflux soudain de nippons (1) ; des *exclusion leagues* se formèrent immédiatement et répandirent de bouillants manifestes pour dénoncer la nouvelle phase dans laquelle entraît le péril jaune, un moment suspendu (2). Les autorités locales de San-Francisco, en voulant exclure des écoles communes les enfants japonais, pour les parquer dans l'unique école orientale de la ville, faillirent déclencher un conflit sanglant (1906). Le gouvernement fédéral dut, sur les protestations véhémentes du Japon, enjoindre à la Californie de respecter le traité conclu, le 22 novembre 1894, entre les Etats-Unis et le Japon, qui garantissait aux citoyens des deux nations la réciprocité loyale de traitement. La mesure prise fut rapportée par le *Board of Education* de San-Francisco, mais l'agitation anti-japonaise ne cessa pas pour cela : elle continua et continue encore aujourd'hui à fermenter sourdement, éclatant, de temps à autre, en brusques incidents qui font prévoir et craindre pour l'avenir les événements les plus graves entre les deux pays.

(1) Le recensement américain signalait la présence sur le territoire fédéral de 24.500 Japonais ; depuis cette date jusqu'au 30 juin 1907, il en débarqua, d'après les statistiques fédérales, 110.004 autres (PRATO, *op. cit.*, p. 36).

(2) Le péril était, pour les travailleurs indigènes, d'autant plus réel que les Japonais, beaucoup plus intelligents que les Chinois, mettaient tous leurs efforts à s'élever peu à peu de la condition méprisée de manœuvres à celle d'ouvriers qualifiés. On les voyait devenir assez rapidement petits propriétaires agricoles, commerçants, voire même grands industriels.

Quant aux immigrants de race blanche, il ne pouvait être question de les exclure par des mesures générales de proscription. C'est, nous l'avons déjà dit, l'immigration qui a fait la grandeur et la puissance de l'Union. C'est elle qui a transformé ce pays, à peine peuplé il y a cent ans (4 millions d'habitants en 1790) — en un « colossal centre d'humanité » (1), qui compte aujourd'hui plus de 90 millions d'habitants ; c'est elle enfin qui, aujourd'hui encore, en donnant sans relâche de nouveaux bras à l'industrie dévorante de la grande République, lui permet de concurrencer victorieusement, sur leur propre terrain, les puissances économiques du vieux continent (2). Les Etats-Unis savent tout cela, et l'accroissement des migrations formidables qui déversent sur leur sol le trop plein des nations surpeuplées ne possède en lui-même rien dont ils ne puissent se féliciter. Mais les autorités américaines ont constaté, en ces dernières années surtout, que les émigrants, venus d'Europe, ne constituaient pas toujours, à beaucoup près, les éléments les plus intéressants, les plus « désirables » de leur nationalité respective (3) ; et par ailleurs, les trade-

(1) E. D'EICHTAL.

(2) De 1822 (date à laquelle commencent les statistiques du *Bureau of Immigration and Naturalization*, jusqu'à 1908, il est arrivé aux Etats-Unis 26.852.723 immigrants proprement dits (encore n'a-t-on compté qu'à partir de 1907 les immigrants du Canada et du Mexique).

Pour la seule période comprise entre 1885 et 1906, on compte 11.287.651 arrivées... Il est vrai de dire que tous ces immigrants ne sont pas restés en Amérique : 1/3 environ sont retournés dans leur pays d'origine.

(3) De 1830 à 1890, le gros contingent des immigrants américains

unions américaines ont remarqué qu'un grand nombre de ces travailleurs immigrés restaient, à leur arrivée aux Etats-Unis, obstinément à l'écart des règlements et de la contrainte syndicale (1) ! Il n'en fallait pas davantage pour créer, à la fois dans les milieux législatifs et dans les couches populaires, un mouvement de mécontentement qui devait finalement trouver son expression dans une série de mesures destinées à sélectionner, à filtrer, en en arrêtant un bon nombre à l'entrée, — la masse des nouveaux arrivants (2). De ces mesures, l'une des dernières en date, — qui ne fait d'ailleurs que coordonner et compléter les

(près des deux tiers) avait été fourni par les pays du Nord de l'Europe (Allemagne, Grande-Bretagne, Hollande, Scandinavie). Mais de 1890 à 1905, ces pays n'en ont plus fourni que le quart environ. C'est des pays de l'Orient et du Midi de l'Europe (Russie, Autriche-Hongrie et surtout Italie que proviennent à présent le plus grand nombre d'immigrants. Or, les premiers fournissaient aux Etats-Unis une main-d'œuvre infiniment supérieure en qualité à celle que peuvent donner les seconds. De plus, la valeur morale des premiers était, dans son ensemble, également très supérieure (Cf. Achille VIALLATTE : *L'industrie américaine*, 1 vol. in-8°, Paris, Alcan, 1908).

(1) C'est en effet parmi les nouveaux venus que les « sweaters » recrutent le plus généralement leurs travailleurs de famine. A Chicago notamment (ville dont la population comprend plus de 75 0/0 d'étrangers, Allemands, Juifs, Italiens, Irlandais), les émigrants vivent entassés dans de lamentables bouges ou « slums », dans lesquels ils entreprennent tous les travaux de couture, à peine payés, des grandes maisons de confection. On y trouve même des enfants d'émigrants de dix à douze ans, employés, grâce à de faux certificats, pour des salaires de 4 à 5 francs par semaine. On comprend que les ouvriers des Etats-Unis voient d'un mauvais œil la terrible concurrence que se font ces malheureux, et l'avilissement des salaires qui en résulte forcément.

(2) Voir pour un exposé plus complet de ces mesures, PRATO, *op. cit.*, p. 146 et suiv.

précédentes —, est l'acte du 1^{er} juillet 1903 qui impose à tout étranger une taxe d'entrée de 2 dollars et exclut comme « undésirable » les imbéciles, aliénés, épileptiques, les indigents et les individus dont on peut présumer qu'ils tomberont à la charge de l'Etat, les mendiants de profession, les personnes atteintes de maladies contagieuses ou répugnantes, les repris de justice pour délits de droit commun, les polygames, les anarchistes, les personnes professant ou répandant des opinions favorables au renversement, par la violence, du gouvernement des Etats-Unis et des lois en général, les prostituées et les personnes vivant de la prostitution d'autrui, celles qui, dans l'année précédente, auraient été convaincues de s'être trouvées sur le territoire en vertu d'un contrat ou accord antérieur à leur départ, et enfin, tous ceux dont le passage aurait été payé par autrui (1). Ces rigueurs ne parurent pas suffisantes aux prohibitionnistes ; ils firent voter, au cours des législations suivantes, plusieurs dispositions aggravant l'acte de 1903, et notamment l'augmentation de la taxe, portée en 1907, de 2 à 4 dollars. Mais leur soif d'exclusion n'est pas encore satisfaite ; ils ont constaté qu'en ces dernières années surtout, les émigrants débarqués aux Etats-Unis offraient un pourcentage d'illettrés fort élevé et voisin de 50 0/0 ; aussi ont-ils pensé à fermer la porte, comme le fait l'Australie, à tous les nouveaux arrivants qui seraient reconnus incapables d'écrire correctement, dans une langue européenne quel-

(1) G. PRATO, *op. cit.*, p. 151.

conque, une formule de demande d'admission ; ils n'ont pu, jusqu'à présent, réaliser ce projet ; mais le vote de l' « *Illiteracy Text* », demeure le but constant de leurs efforts, et l'exaspération croissante de leurs tendances protectionnistes donne lieu de croire qu'ils finiront par l'atteindre.

C'est surtout contre les immigrants italiens que sont dirigées les mesures restrictives dont nous venons de parler : on sait qu'ils entrent, pour une proportion énorme et sans cesse grandissante, dans le contingent de nouveaux venus fournis par la vieille Europe (1). Or, on a constaté que ces Italiens entraînent, pour une large part, dans la population criminelle des Etats-Unis ; *la Camorra*, *la Maffia*, *la Mano Negra* et autres sociétés secrètes étendent jusque sur le sol américain leur influence malfaisante, et le nombre de leurs victimes s'accroît de jour en jour, si bien qu'à côté du péril jaune et de la question des noirs, on commence à se préoccuper très vivement, aux Etats-Unis, de ce que certains appel-

(1) Pour la seule année 1908, on relève 128.503 immigrants italiens entrés aux Etats-Unis, sur un total général de 751.786 immigrants appartenant à 36 nations différentes (Georges NESTLER TRICOCHÉ : *Le péril de l'immigration aux Etats-Unis*, Courrier européen, 25 mars 1911, p. 183).

En 1905, 264.990 Italiens débarquaient aux Etats-Unis (Ricardo DALLA VOLTA : *L'émigration italienne et son récent accroissement*, Economiste Français, 6 octobre 1906. Cet article donne les statistiques complètes de l'émigration italienne, tant vers les pays transocéaniques que vers l'Europe, de 1885 à 1905). — Voir également Giacomo BARONE RUSSO : *L'émigration*, Monde économique ; du 15 juillet au 2 septembre 1911. L. BORDIO : *Notes sur la législation et la statistique comparées de l'immigration et de l'émigration*, Revue économique internationale, mai 1905.

lent déjà le péril italien. D'autre part, s'il est vrai que les immigrants italiens, arrivés dans les cités américaines, s'y cantonnent généralement dans les métiers non qualifiés ou *unskilled labour*, s'ils sont surtout terrassiers, balayeurs de rues, marchands des quatre saisons ou cireurs de bottes, cette règle n'a rien d'absolu, et les Italiens commencent maintenant à s'embaucher dans la grande industrie, concurrençant ainsi directement les ouvriers américains (1). On conçoit la colère de ceux-ci contre ces *scabs* (brebis galeuses) qui travaillent au rabais et refusent le plus souvent de se plier aux règlements syndicaux (2). Car les trade-unionistes, aux Etats-Unis, sont tous, sans exception, les plus acharnés adversaires de l'immigration libre. Pas une année ne se passe sans que les congrès de l'*American Federation of Labor* ou des *Knights of Labor* ne demandent des restrictions nouvelles (3) ; et de même qu'en Australie, le

(1) A Paterson, par exemple, — ville de 115.000 habitants située dans le New-Jersey, — l'industrie séricicole, traditionnelle pour l'Italie, est tenue presque exclusivement par les Italiens, et les patrons eux-mêmes sont Italiens (Paul GHIO : *L'émigration italienne vers les Etats-Unis*, Economiste français, 30 mars 1907).

(2) Les Italiens sont maintenant trop nombreux aux Etats-Unis pour pouvoir continuer à se fondre, comme ils le faisaient auparavant, dans la nationalité yankee. Ils restent Italiens et constituent dans les grandes villes des noyaux de population latine. C'est ainsi qu'à New-York où on en compte 500.000, ils ont leur quartier à eux, dit « Little Italy » ou « Piccola Italia » et, s'il faut en croire un de leurs compatriotes, leur formule économique est « dormir à trois dans un lit et manger toujours à l'italienne » (Dott. MARIO PERTUSIO : *Gli Italiani à New-York*, Rivista internazionale, octobre 1911).

(3) M. VIGOUROUX (*La concentration des forces ouvrières dans l'Amérique du Nord*, 1 vol. Paris, A. Colin, 1899) prouve par maintes anec-

Labour-Party a été, ainsi que nous l'avons vu, le grand, l'unique inspirateur de ce protectionnisme de la main-d'œuvre, de même aux Etats-Unis, c'est à l'élément populaire surtout, à ses réclamations et à sa puissance électorale que sont dues la plupart des mesures prises pour disputer l'accès du sol à la main-d'œuvre immigrée (1).

On aurait tort de croire que la question du travail étranger ne se pose que dans les pays neufs, comme l'Australie et les Etats-Unis. Sans doute, la ruée des émigrants ouvriers s'y fait sentir beaucoup plus qu'ailleurs, et y donne au problème une acuité toute particulière; mais les vieilles nations d'Europe, elles-mêmes, pour peu qu'elles soient riches et prospères, voient avec la même inquiétude affluer à leurs portes les étrangers qui n'ont pu trouver, dans leur patrie trop pauvre ou trop peuplée, l'emploi de leur activité. C'est ainsi que l'Angleterre elle-même, en dépit de ses traditions libérales, s'est émue, en ces dernières années,

dotes prises sur le vif cette hostilité des Trade-Unions américaines contre les immigrants. Il raconte notamment que les unions ont été jusqu'à payer des gens à elles pour aller s'embarquer dans des ports allemands ou italiens avec les immigrants et désigner en débarquant aux inspecteurs ceux qui tombaient sous le coup de la loi (V. GEMAH-LING : *Travailleurs au rabais*, p. 206 et suiv.).

(1) Les émigrants affluent également au Canada où les attire, non pas, comme aux Etats-Unis le développement des emplois industriels, mais l'incroyable fertilité agricole du Dominion (Leur nombre a passé de 49.000 en 1900-1901, à 67.000 en 1901-1902, 128.000 en 1902-1903, 130.000 en 1903-1904 et 146.000 en 1904-1905). Et là aussi, on retrouve dans la législation, quoique peut-être avec plus de modération qu'aux Etats-Unis, le même désir de restreindre, ou tout au moins de sélectionner l'immigration. — V. Pierre LEROY-BEAULIEU : *La situation au Canada*, *Economiste français*, 27 octobre 1906.

des conséquences fâcheuses que pouvait avoir, pour le travail national, la concurrence au rabais faite chez elle par les immigrants, notamment par les Italiens et les Russes (1).

L'intérêt de la question se trouvait fort accru par ce fait que le chômage sévit, en Angleterre, à l'état endémique. Aussi en vint-on rapidement à protester avec vivacité contre le préjudice que causait à la main-d'œuvre nationale l'infiltration étrangère (2). Les représentants des Trade-Unions se plaignirent, non sans véhémence, de se trouver sans protection en face de cette armée d'immigrants « unskilled » (non qualifiés), « qui envahissaient peu à peu les métiers, et restant en dehors des Unions, acceptaient de petits salaires avec des journées illimitées », et paralysaient ainsi les efforts faits par les associations professionnelles pour améliorer les conditions du travail (3). Ces récrimi-

(1) Dans la seule année 1901, 95.245 Russes et 24.684 Italiens débarquaient en Angleterre (Chiffres donnés par GEMAHLING, *op. cit.*, p. 191).

(2) Une enquête, ouverte en 1902 par une commission royale, sur les effets économiques de l'immigration étrangère, établit que les immigrants, — principalement ceux de l'Europe orientale, — avilissaient les salaires, faisaient renchérir les loyers par leur encombrement, abaissaient le niveau des mœurs, aggravaient les charges de l'assistance et les dépenses de police (Major W. EVANS GORDON : *The Economic Side of Alien Immigration*, Nineteenth Century, février 1905).

(3) Auguste MONNIER : *Les Indésirables*, 1 vol. in-16, Paris, Larose et Tenin, 1907, p. 83. Les ouvriers se plaignaient surtout de la concurrence des étrangers parmi les marchands des quatre saisons, vendeurs des rues, tailleurs, cordonniers, fabricants de cigarettes, etc... Du reste, les ouvriers anglais protestent généralement de leurs bonnes dispositions envers les travailleurs qualifiés, le *skilled labour*

nations, sans cesse réitérées, amenèrent le Parlement à voter, en 1905, après une discussion longue et passionnée, et malgré la résistance acharnée des libre-échangistes, le fameux « *Aliens Bill* » qui, sous couleur d'empêcher le débarquement de quelques catégories « undesirables » d'immigrants, les livraient en réalité, presque tous, au bon plaisir du gouvernement (1).

S'il fallait en croire l'attitude nettement hostile au projet qu'observèrent, lors de la discussion de l'*Aliens Bill* aux Communes, les plus marquants parmi les élus du Labour-Party, on devrait conclure que ce protectionnisme de la

étranger, et déclarent n'en vouloir qu'à l'*unskilled labour*, aux immigrants qui, même en se livrant à ces petits métiers, trouvent encore moyen d'en abaisser la qualité jusqu'au niveau de la pire camelote. Quoi qu'il faille penser de cette dernière assertion, les statistiques démontrent qu'à Londres, le *sweating-system* recrute en grande partie ses victimes parmi les Russes et les Italiens des quartiers les plus misérables, si bien que A. MONNIER (*op. cit.*) a pu définir le *sweating* à Londres « une maladie juive et étrangère ».

(1) Certaines des conditions imposées par le Bill aux immigrants sont en effet indiquées en des termes assez vagues pour pouvoir être interprétées, suivant les dispositions du gouvernement, tantôt d'une manière large et tolérante, tantôt d'une façon très restrictive. En règle générale, l'*Aliens Act* s'oppose au débarquement des immigrants fous (d'où le nom du Bill) ou atteints de maladies incurables, de ceux qui ont déjà été expulsés d'Angleterre, ou condamnés à l'étranger pour un crime visé par les lois d'extradition. De plus, aucun immigrant ne peut être admis sans avoir subi une visite médicale et prouvé qu'il est en mesure d'avoir de quoi vivre d'une manière décente ; encore lui faudra-t-il l'autorisation du fonctionnaire de l'immigration que rien n'oblige à la lui accorder. Enfin, même après son admission, un immigrant peut être expulsé notamment pour s'être livré au vagabondage pendant trois mois, ou avoir vécu d'une manière anti-hygiénique dans des logements trop encombrés.

main-d'œuvre ne rencontre, chez ses principaux bénéficiaires, que défaveur et réprobation (1). Ce serait attacher trop d'importance aux opinions de quelques parlementaires isolés qui peuvent fort bien — l'exemple de la France nous l'a déjà montré, — ne donner qu'une idée fort incomplète et même inexacte de l'état d'esprit des milieux populaires. La vérité est que, tout en se montrant, en général, assez partisans du libre-échange des produits, les ouvriers anglais, et spécialement les trade-unionistes ne manquent jamais une occasion de se plaindre du préjudice que leur cause la concurrence des travailleurs étrangers et réclament constamment qu'on les protège contre cette expropriation du travail anglais dans laquelle ils discernent, non sans raison,

(1) Lors de la discussion en première lecture du Bill, JOHN BURNS le déclara « intolérable » et prétendit qu'il était dirigé uniquement contre les juifs ; il soutint que « les ouvriers anglais sont loin de se plaindre de cette prétendue concurrence », et « désirent que leur pays reste l'asile des opprimés fuyant les injustices de leur patrie ». Lors de la discussion en deuxième lecture, KEIR HARDIE vint attaquer plus vivement encore le Bill comme étant « a fraudulent measure », une loi frauduleuse, qui défigurait les vœux de la classe ouvrière. D'après lui, les travailleurs anglais ne demandaient nullement la protection du travail national importé. Cette attitude, « peu logique » (ainsi la qualifie Aug. MONNIER) finit par gêner les leaders du Labour Party eux-mêmes : embarrassés d'avoir pris aussi nettement position pour le libre-échange de la main-d'œuvre, et probablement assaillis de protestations provenant des milieux ouvriers, ils finirent par donner le spectacle des contradictions les plus lamentables. C'est ainsi que KEIR HARDIE lui-même déposa, au cours de la discussion, un amendement ainsi conçu : « L'étranger sera déclaré indésirable et refusé au débarquement, s'il arrive dans ce pays avec un contrat de travail ou pour y prendre la place d'un ouvrier anglais pendant une grève » ; cet amendement fut, pour comble d'ironie, repoussé par la commission comme ayant un caractère protectionniste !...

une des causes du chômage, de l' « unemployment », dont ils ont tant à souffrir (1). Ce sont donc bien eux qui, comme en Australie, comme aux États-Unis, ont été, en Angleterre, les véritables inspirateurs de cette première forme du protectionnisme ouvrier dont nous allons maintenant passer en revue les principales manifestations dans l'opinion publique et la législation françaises (2).

(1) Dès 1890, le Congrès national des Trade-Unions avait émis un vote en faveur d'une proposition de loi tendant à défendre aux patrons de fabrique et d'entreprise d'enrôler des étrangers, *sous peine de prison* (1). En 1895 le même Congrès émettait ce vœu : « A cause du préjudice causé à un grand nombre d'industries et de Trade-Unions par l'émigration en masse d'étrangers sans ressources, le Congrès demande au gouvernement de prendre des mesures nécessaires (Bill, inspection officielle ou ordre du conseil) pour empêcher le débarquement d'étrangers pauvres qui n'ont pas de moyens de subsistance apparents » (LEVASSEUR : *L'ouvrier américain*, cité par GEMAHLING, *op. cit.*, p. 218). Et ce dernier mentionne encore bon nombre de doléances émanant des Unions de certains métiers « *unskilled* » (v.g. chaussures, ébénisterie à bas prix). Tout cela tend à prouver que l'état d'esprit de fraternité idéaliste et internationaliste qui anime les Keir Hardie et les John Burns n'est pas extrêmement répandu dans les milieux ouvriers où l'on envisage, de façon beaucoup plus réaliste, la nécessité de se défendre contre une concurrence nuisible.

(2) On pourrait, à la rigueur, rattacher au protectionnisme dirigé contre les personnes, les taxes — souvent énormes — que certains gouvernements étrangers font peser sur les voyageurs de commerce travaillant à l'étranger : un voyageur français paie, en Suède et en Norvège, 139 francs pour 30 jours ; en Danemark, 224 francs pour un mois ; à Québec 1.500 francs pour l'année ; au Paraguay, 5.000 francs par an ! Dès qu'ils touchent un port du Brésil, on leur réclame 2.000 francs. La Russie elle-même leur impose une patente élevée à laquelle certaines de ses grandes villes ajoutent encore des droits additionnels. — Voir *Réforme économique*, 8 février 1907, 29 mai 1908, 15 février 1911. Si nous n'avons pas cru devoir nous étendre sur cet aspect de la question, c'est qu'il nous semblait rester en dehors de notre sujet, les ouvriers et même les employés de commerce n'ayant

§ 2. — En France : l'opinion ouvrière et les propositions législatives.

Les étrangers sont loin d'affluer vers la France avec un élan comparable à celui qui les fait se ruer sur les Etats-Unis ou l'Australie ; la France est, en effet, une contrée de vieille civilisation qui ne peut garantir aux étrangers les ressources encore inépuisées que leur offrent les pays neufs. Mais elle est cependant, au premier chef, *un pays riche* où les emplois offerts à la main-d'œuvre abondent, soit dans l'agriculture, soit même dans l'industrie. De plus, contrairement à l'Italie, à l'Allemagne, à la Belgique, nations plus ou moins surpeuplées dans lesquelles l'émigration fournit un nécessaire exutoire à des populations comprimées, étouffées entre les étroites limites de leur territoire respectif, la France, elle, voit sa population rester stationnaire... quand ses recensements ne constatent pas, comme cela s'est produit plus d'une fois en ces dernières années, un excédent caractérisé des décès sur les naissances (1).

par eux-mêmes aucune part dans l'imposition de ces lourdes taxes. En réalité, ces mesures doivent être plutôt considérées comme un complément du protectionnisme tout court ; ce sont surtout les *produits* nationaux qu'on veut protéger en dressant des obstacles devant les voyageurs de commerce, dont la mission consiste précisément à faire connaître et à introduire des produits étrangers. — Cf. La proposition déposée à la Chambre par M. POURQUERY DE BOISSERIN, fixant une taxe à percevoir sur les voyageurs de commerce étrangers (*J. off.*, Doc. parl. Ch., 1902. Annexe n° 2885).

(1) En 1821, l'excédent moyen des naissances sur les décès atteignait 67 pour 10.000 habitants ; pour la période qui s'étend de 1901

Aussi la question de l'immigration des étrangers en France est-elle résolue dans des sens diamétralement opposés, suivant le point de vue auquel on se place pour l'examiner. Les démographes, effrayés d'entendre tinter sans cesse à leurs oreilles le sinistre glas de la dépopulation dont chaque recensement nouveau vient encore amplifier les échos, voient dans l'immigration un moyen de combler les vides créés dans la nation par la stérilité volontaire des Français, et réclament qu'on ouvre largement la porte aux étrangers désireux de venir travailler en France. Les sociologues, au contraire, pour peu qu'ils s'inspirent de considérations protectionnistes, se proclament les fermes adversaires de l'immigration libre et se déclarent prêts à l'entraver, pour protéger la main-d'œuvre nationale contre la concurrence des ouvriers étrangers. Sans doute espèrent-ils, grâce à ce souci, hautement affiché, des intérêts prolétariens, se faire pardonner ce que leurs idées protectionnistes comportent généralement de sollicitude un peu exclusive pour les intérêts du capital. Quant aux ouvriers eux-mêmes, qui sont, en l'espèce, les principaux intéressés, et dont l'avis

à 1905, il n'était plus que de 18, tandis qu'il s'élevait pour la même période, en Allemagne à 149, en Angleterre à 121, en Italie à 106.

En 1906, l'excédent total des naissances sur les décès n'était que de 26.651, inférieur d'un quart à celui de 1905 : 37.120. En 1907, les statistiques sont encore plus navrantes : les décès excèdent les naissances de 19.920. C'est d'ailleurs la sixième fois, depuis 1890, que ce fait se produit. En 1908, l'excédent des naissances sur les décès remonte à 46.441, mais pour retomber à 13.424 en 1909 ; 1910 fournit un excédent de 71.418 naissances, mais avec 1911 les décès à nouveau dépassent les naissances et, cette fois, de 34.869 !...

nous importe ici tout particulièrement, nous tenterons plus loin d'exposer fidèlement leur état d'esprit, quelque peu flottant, touchant l'immigration de la main-d'œuvre étrangère.

Quelle que soit du reste l'opinion qu'on en puisse concevoir, les émigrants viennent chez nous, en nombre chaque jour grandissant, attirés par les deux faits que nous signalions plus haut : la richesse du pays d'une part, et de l'autre, la stagnation de la population française. Les chiffres sont là, d'ailleurs, pour établir cette augmentation régulière du nombre des immigrants : de 300.000 étrangers environ que comptait la France en 1851, leur nombre s'est élevé à 740.000 en 1872, 1.130.211 en 1892..... Il est vrai que, depuis lors, le chiffre global des étrangers en France a diminué à chaque recensement ; on le trouve réduit à 1.051.907 en 1896, 1.033.871 en 1901, 1.009.415 en 1906 (1). Mais, ainsi que le fait très justement remarquer M. Paul Pic, auquel nous empruntons la plupart de ces chiffres (2), cette diminution porte sur l'*ensemble* des résidents,

(1) Ce chiffre, il est vrai, est provisoire, car il résulte de comptages faits dans les communes et non contrôlés. Il faudrait, pour le vérifier, attendre l'apparition des quatre volumes contenant les résultats des recensements du 4 mars 1906. Or, les deux premiers seulement ont actuellement vu le jour. Mais les résultats fragmentaires du recensement de 1911, déjà parus au *Journal officiel* (10 janvier 1912) nous révèlent que depuis 1906, l'élément étranger de la population française s'est accru de 123.282 individus, alors que l'accroissement de la population totale n'a été, pour la même période, que de 349.242 habitants.

(2) Paul Pic : *La main-d'œuvre étrangère en France. Etude de législation comparée*. Revue Economique internationale, novembre 1911.

et elle est due, surtout, aux facilités croissantes que la loi accorde aux étrangers désireux de se faire naturaliser (1).

Si nous nous en tenons à la catégorie spéciale des salariés, — la seule d'ailleurs qui doive rentrer ici dans le cadre de nos préoccupations —, nous constatons que le nombre des étrangers exerçant une profession, soit à titre autonome, soit comme salariés du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, était de 339.000 en 1892 ; qu'il s'est élevé à 382.000 en 1896, à 415.949 en 1902 et à 617.126 en 1906. Certaines professions industrielles ou commerciales ont, plus que d'autres, le privilège d'attirer les étrangers (2). Et de même, les immigrants sont loin de se répartir par masses égales sur l'ensemble du territoire français. Certaines régions particulièrement industrielles constituent de véritables centres d'attraction vers lesquels affluent de préférence les étrangers en quête d'ouvrage (3). C'est ainsi que le Nord voit se déverser dans ses mines, ses ateliers métal-

(1) Beaucoup d'individus, qui sont actuellement classés comme Français l'eussent été comme étrangers sans ce changement de législation.

(2) Le recensement de 1901 donne les pourcentages suivants d'ouvriers étrangers : dans les fabriques de produits pharmaceutiques, etc., tabac, etc., 18,2 0/0 ; dans les fabriques d'huiles végétales, bougies, parfumeries, etc., 23 0/0 ; dans les vêtements confectionnés (ouvriers masculins seulement), 11,86 0/0 ; dans la taille et le polissage de la pierre, 10,47 0/0 ; dans le moulage en plâtre, 17,74 0/0 ; dans le terrassement, 11,50 0/0 ; dans la verrerie, 13,32 0/0.

(3) Sur 87 départements, 5 comptent plus de 50.000 étrangers : le Nord, 180.004 ; la Seine, 204.679 ; les Bouches-du-Rhône, 137.223 ; les Alpes-Maritimes, 99.233 ; la Meurthe-et-Moselle, 66.462 (chiffres provenant du recensement de 1911, *J. off.*, 10 janvier 1912).

lurgiques et ses filatures aux multiples emplois, un flot d'émigrants belges (1), avec cette particularité, — due à la facilité exceptionnelle des communications sur cette frontière, — qu'un grand nombre d'entre eux passent, chaque jour ou chaque semaine, la frontière pour venir travailler en France et retourner ensuite en Belgique où ils ne cessent pas d'avoir leur domicile. L'organisation de trains ouvriers par les Compagnies de chemin de fer françaises et belges, permet aux ouvriers belges de passer ainsi d'un pays dans l'autre, en bénéficiant d'abonnements à prix très réduits (2). On estime à 300.000 le nombre des ouvriers belges qui passent journallement la frontière pour venir concurrencer chez eux les travailleurs français du département du Nord,

(1) Cf. Edouard PAYEN : *Les étrangers en France*. Economiste Français, 19 mars 1910. — *La dépopulation des campagnes et la main-d'œuvre étrangère*. Economiste Français, 10 février 1912.

(2) « C'est par centaines de mille que sont délivrés, en Belgique, les coupons de semaine ouvriers. En 1901, c'est tout près de 4 millions de semaines de travail qui ont été ainsi mobilisées, ou, si l'on préfère, l'équivalent de 80.000 travailleurs qui se sont déplacés chaque jour ou chaque semaine pour se rendre à leur travail. Et c'est d'une véritable importation de travail qu'il s'agit, car on ne relève pas seulement dans le tableau des distances, des parcours de quelques kilomètres, mais un grand nombre représentant 20, 30, 40 kilomètres et l'on trouve même des ouvriers allant jusqu'à 100 kilomètres de leur résidence » (P. GEMAHLING, *op. cit.*, p. 199 ; Cf. Charles L'EVESQUE : *La mobilisation du travail et le transport des ouvriers par chemin de fer*, thèse, Paris, 1907). En réalité, ces trains ont été supprimés, à la fin de 1899, à la suite de démarches du ministre des travaux publics, provoquées par une interpellation Basly-Défontaine, mais on n'en continue pas moins à délivrer aux ouvriers belges des milliers de coupons de semaine à prix réduit qu'ils utilisent dans les trains réguliers.

300.000 professionnels qui ne figurent pas aux statistiques précédemment citées et qu'il faudrait y ajouter pour connaître le nombre véritable des salariés travaillant en France (1).

Seule la frontière du Nord permet à cette « immigration volante » de se manifester avec une telle intensité ; partout ailleurs, les Vosges, le Jura, les Alpes et les Pyrénées, percés d'étroits et rares passages, s'opposent, d'une façon générale, à ces allées et venues journalières. Les étrangers en sont quittes pour venir fixer leur domicile en France, et ne se font pas faute de le faire. Si les Espagnols restent chez eux, fièrement drapés dans leur pauvreté, du moins s'ils n'émigrent guère que vers l'Amérique du Sud, où les entraîne le souvenir de leur grandeur passée, en revanche, les Italiens qui sont, nous l'avons vu déjà, le peuple migrateur par excellence, se déversent en nombre croissant sur la France (2) et affluent tout particulièrement dans les départements du Sud-Est, les plus proches de leur pays natal (3) ; les Allemands, les Luxembourgeois, les Russes viennent

(1) « Pour une population ouvrière de 10.000 personnes environ, on peut compter à Halluin, indépendamment des nombreux étrangers résidants, 6.000 Belges passant journallement la frontière pour venir s'employer dans les tissages, les fabriques de tapis ou autres établissements halluinois » (P. GEMAHLING, *op. cit.*, p. 201).

(2) Pendant la seule année 1905, la France a reçu 58.002 émigrants italiens ; durant la même année, l'Allemagne en recevait 71.624 ; la Suisse, 75.080 ; l'Autriche, 44.412, soit ensemble presque 250.000 émigrants. En cette année 1905, 447.088 émigraient vers les pays transocéaniques (Ricardo DALLA VOLTA : *L'émigration italienne et son récent accroissement*. *Economiste Français*, 6 octobre 1906).

(3) Voir p. 177, note 3.

aussi, quoique en proportion moindre, demander du travail à nos industries anciennes, mais surtout aux nouvelles, à celles qui s'établissent sur un sol jusque-là entièrement consacré aux produits de l'agriculture, alors que la routine et la diminution des naissances empêchent les indigènes de fournir un contingent suffisant. C'est ainsi que la Normandie, habitée, jusqu'en ces dernières années, par une population essentiellement agricole et autochtone, est, en ce moment même, le théâtre d'une véritable invasion d'ouvriers allemands, italiens, luxembourgeois ou hollandais attirés par la mise en exploitation récente de diverses mines de fer, et par l'essor industriel qui s'en est suivi dans certaines parties du Calvados, de l'Orne, et de la Manche (1).

Mais c'est surtout dans le département de la Meurthe-et-Moselle, et spécialement dans l'arrondissement de Briey, que se posent, avec le plus d'acuité, les graves problèmes moraux et sociaux que soulève l'afflux de la main-d'œuvre étrangère. Ce pays, naguère exclusivement agricole, s'est trouvé, il y a quelques années, profondément bouleversé, dans ses coutumes séculaires, par la découverte et la mise en exploitation des riches gisements de minerai de fer que renferme son sous-sol. Dix-huit mines dressent déjà leurs

(1) Cf. J. DESMETS : *L'invasion économique étrangère*. Réforme Économique, 5 janvier 1912. L'auteur, qui paraît imprégné d'un nationalisme économique illimité, signale que le principal concessionnaire de ces mines de fer serait un allemand, M. T... qui dirigerait en même temps les mines de Diélette, près Cherbourg, la Société des hauts-fourneaux de Caen, la Société minière et métallurgique du Calvados, et aussi les concessions de May-sur-Orne et de St-André.

hautes silhouettes dans le nouveau bassin de Briey, et l'industrialisation du pays continue, attirant à elle comme par un invisible aimant, la main-d'œuvre en quête d'emploi. Les trois cantons d'Audun-le-Roman, Briey et Conflans, qui comptaient, en 1896, 25.079 habitants, sont passés rapidement à 42.848 en 1906 et à 60.627 en 1911. Le nombre des ouvriers occupés, dans le seul arrondissement de Briey, au travail des mines, s'élevait, en 1905, à 3.101 ; en 1906, à 3.768 ; en 1907, à 5.742 ; en 1908, à 6 037 ; en 1909, à 7.425 ; en 1910, à 9.096 (1), et ce n'est là qu'un commencement, car nul ne saurait prévoir où s'arrêtera le développement du bassin de Briey. Le grand malheur, c'est que le pays ne suffit pas à fournir la main-d'œuvre nécessaire ; sa population, déjà trop peu nombreuse, est drainée par l'attraction de Nancy, de Longwy, de la grande ville ou des centres manufacturiers depuis longtemps florissants ; d'autre part, le paysan lorrain se plie malaisément au travail tout spécial de la mine ; la population indigène ne peut donc fournir au recrutement de la main-d'œuvre qu'un appoint tout à fait insignifiant. La France elle-même est hors d'état d'offrir à l'industrie les bras qui lui manquent ; la population, en effet, y décroît, ou tout au moins y reste stationnaire : les rares régions — comme le Nord, — où l'on relève un excédent notable des naissances sur les décès, sont elles-mêmes des foyers d'industrie intense. Il est donc impossi-

(1) Georges HOTTENGER : *Le pays de Briey. Hier et aujourd'hui*, 1 vol. in-16, Paris, Berger-Levrault, 1912.

ble que l'élément français puisse prédominer dans les mines de Briey ; pour certaines d'entre elles, il représente à peu près la moitié du personnel ouvrier total, mais dans d'autres, il descend au quart, — et même à beaucoup moins. C'est par la force des choses que les Compagnies minières se sont vues obligées de faire appel aux travailleurs étrangers ; ceux-ci d'ailleurs n'ont pas attendu qu'on les invitât, et de toute part, mais surtout de l'Italie, ils se sont rués sur le bassin de Briey (1), alléchés par l'élévation des salaires (2). En ce petit coin de Lorraine française, une véritable colonie italienne s'est installée, que viennent chaque jour accroître de nouveaux arrivants (3). Les ouvriers, pour la

(1) Dans l'arrondissement de Briey, qui compte actuellement 100.525 habitants, l'élément étranger entre pour un total de 57.078, chiffre qui se répartit ainsi : Italiens : 32.069 ; Belges : 10.596 ; Allemands : 9.104 ; Luxembourgeois : 3.584 ; Autrichiens : 742 ; Suisses : 247 ; Russes : 239 ; Espagnols : 80 ; Hollandais : 42 ; Grecs : 37 ; Turcs : 23 ; Bulgares : 13 ; Suédois : 7 ; Américains : 7 ; Anglais : 6 ; Norvégiens : 5 ; Roumains : 5, Danois : 4. (J. DESMETS : *L'invasion étrangère. Réforme Economique*, 15 mars 1908.) Ces chiffres se sont notablement accrus depuis lors.

(2) Un bon mineur, travaillant dans les mines de Briey, peut gagner de 12 à 15 francs par jour et se faire de 3.500 à 4.000 fr. par an. Il est vrai que les ouvriers moins habiles ou moins bien placés peuvent ne gagner qu'environ la moitié de cette somme ; quant aux manœuvres, ils peuvent gagner aisément 7 fr. 50 à 8 fr. 50 par jour. Il est juste d'ajouter, pour réduire ces salaires à leurs justes proportions, que le coût de la vie est, dans le pays de Briey, très élevé pour l'ouvrier. (V. Georges HOTTENGER, *op. cit.*, 2^e partie, chap. 1^{er}.)

(3) Pour donner une idée de la proportion d'Italiens employés dans les mines du bassin de Briey, nous empruntons à M. HOTTENGER, *op. cit.*, annexe n° V, les chiffres suivants, donnant la composition de la main-d'œuvre dans trois mines, en novembre 1909 :

plupart, laissent au pays leur femme et leurs enfants, ou, du moins, ne les rappellent qu'après s'être eux-mêmes acclimatés à la Lorraine. Ils sont logés, soit dans des auberges tenues par des particuliers, — généralement des Italiens, — soit dans des « hôtels de mineurs » fondés et donnés en régie par la mine elle-même ; ces logements sont souvent, au point de vue des mœurs, les bouges les plus répugnants qui se puissent imaginer. Les ravages causés par la syphilis dans cette population instable où les femmes se rencontrent en nombre infime, sont d'autant plus considérables que les immigrants vivent les uns sur les autres, dans un profond mépris de l'hygiène, même la plus élémentaire. Les rixes et les batailles sont pour ainsi dire journalières dans les « cantines » italiennes et causent fréquemment mort d'homme, les Italiens étant justement renommés pour leur promptitude à jouer du revolver ou du couteau.

Depuis que la mise en exploitation du bassin minier a

	B	C	D
Italiens	345 = 60,2 0/0	536 = 63,3 0/0	292 = 60 0/0
Français	156 = 27,3 0/0	196 = 22,7 0/0	168 = 30 0/0
Divers	72 = 12,5 0/0	129 = 15 0/0	50 = 10 0/0

Autres statistiques sur trois autres mines, en 1910 :

	A	E	F
Italiens	312 = 52 0/0	210 = 68 0/0	336 = 77 0/0
Français	210 = 36 0/0	63 = 17 0/0	56 = 10 0/0
Divers	63 = 12 0/0	50 = 15 0/0	73 = 13 0/0

Sur lesquels :

Célibataires . . .	393 = 67 0/0	146 = 46 0/0	336 = 63 0/0
Mariés isolés . .	19 = 3 0/0	78 = 24 0/0	40 = 7 0/0
Mariés en famille	173 = 30 0/0	99 = 30 0/0	169 = 30 0/0

attiré sur l'arrondissement de Briey cette population d'Italien éminemment « indésirables », le parquet de cette petite ville de 2.700 habitants est devenu, par le nombre des affaires qu'il est appelé à instruire, le *sixième* de France, après Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse (1). En cinq ans, le rôle de la police correctionnelle y a doublé. De 1.330 affaires en 1906, il est passé à 1.952 en 1909 et à 2.619 en 1910. En 1909, 2.236 prévenus ont été jugés, dont 1.891 étrangers, et en 1910, 3.112 prévenus, dont 2.007 étrangers (2). Encore convient-il d'ajouter qu'un grand nombre de délits, et même de crimes, restent impunis parce que non découverts (3).

Aussi l'immigration étrangère a-t-elle revêtu, dans le bassin de Briey, un aspect tout particulièrement critique : outre ses répercussions purement économiques, elle pose

(1) Cf. un article non signé du *Matin*, 15 mai 1912 : « Au pays du feu, du fer et du crime. »

(2) G. HOTTENGER, *op. cit.*, *passim*. Le ressort criminel de Briey fournit également au rôle des assises de Meurthe-et-Moselle beaucoup plus d'affaires qu'autrefois : Notons cette proportion empruntée aux statistiques de ces dernières années :

En 1907 : 18 affaires criminelles sur 39	proviennent de l'arr. de Briey.
En 1908 : 23	— 39 —
En 1909 : 18	— 38 —
En 1910 : 31	— 54 —
Au total : 90	— 170 soit 53 0/0

(3) Les Italiens, en effet, savent s'entendre à merveille pour dérober à la justice les suites de ces rixes. S'il y a des blessés, ils se font panser clandestinement ; s'il y a des morts, on fera disparaître leurs cadavres en les enfouissant dans les taillis des bois de Jœuf ou d'Homécourt.... En cas de besoin, la fuite de l'assassin se trouve facilitée par la proximité des trois frontières belge, luxembourgeoise et allemande.

encore de graves problèmes d'ordre moral et social auxquels nous regrettons de ne pouvoir donner ici toute l'ampleur que mériterait leur importance. Mais c'est d'un point de vue strictement économique que nous devons envisager cette question de la main-d'œuvre étrangère, et ce que nous devons faire ressortir, c'est la concurrence désastreuse faite aux travailleurs nationaux par cette surabondance d'étrangers, vivant avec une infime dépense, logeant souvent en commun, n'ayant pas de famille à nourrir et pouvant par conséquent travailler à des conditions inacceptables pour l'ouvrier français, mais qui leur paraissent, à eux, d'autant plus convenables qu'ils sont habitués, dans leur pays d'origine, à des salaires notablement inférieurs aux salaires payés en France (1).

(1) Ce fait est vrai, non seulement pour les pays pauvres comme l'Italie, mais même pour la Belgique, ainsi qu'en témoigne le rapport parlementaire de M. Mas, fait au nom de la commission du Travail chargée, en 1903, d'examiner diverses propositions de loi sur la protection du travail national (*J. off.*, Chambre, Doc. parl., 1903. Annexe n° 1322, p. 1761) : « En Seine-et-Oise, dit-il, les briquetiers belges s'embauchent pour six mois. Le salaire belge est, pour ce travail et cette durée, de 480 francs, en France de 960. Dans la région d'Armentières et d'Halluin, pour le travail de chromolithographie, la comparaison donne les chiffres suivants pour un travail de semaine :

Désignation	Belgique	France
Ponceur.	12,50	27
Margeur (enfant).	9	24
Balancier	12	27
Aide-coupeuse.	9	24
Compositeur.	12	27
Tireur d'essai	28	42

Et M. Mas ajoute, fort justement en ce qui concerne les Belges, que la proximité de la frontière leur permet souvent de rentrer le soir

Depuis longtemps, un courant d'idées hostile à cette concurrence ou du moins désireux de protéger contre ses conséquences la main-d'œuvre nationale, existe dans les milieux parlementaires où il s'est manifesté (depuis 1885) par près de quarante propositions de loi tendant toutes à réprimer, plus ou moins radicalement, cet envahissement, par les immigrés, du marché français du travail. Ces propositions n'ont pas jusqu'à présent, malgré leur grand nombre, enfanté de texte législatif protégeant sérieusement le travail national. La loi du 8 août 1893 intitulée, nous ne savons trop pourquoi, « loi sur le séjour des étrangers en France et la *protection du travail national* », n'apporte à la concurrence étrangère aucune entrave. Elle ne fait qu'assujettir, sous peine d'amende, les étrangers à une déclaration purement platonique, accompagnée d'un modeste droit d'immatriculation de 2 fr. 30 qui a fait donner, dans le Nord, aux ouvriers belges, l'ironique sobriquet de « *quarante-six sous* ». Ce n'est pas payer cher, en effet, le droit de vivre et de travailler en France, sans être assujéti aux diverses obligations militaires et financières que supportent les indigènes (1).

en Belgique et d'ajouter, à l'avantage du salaire, un bénéfice appréciable sur les produits qu'ils consomment, la vie étant, pour eux, moins coûteuse que pour les ouvriers français leurs rivaux et leurs voisins. »

(1) Il faut noter, d'ailleurs, que la loi de 1893 ne s'applique pas aux étrangers de *passage*, mais seulement à ceux qui font, en France, un séjour d'une certaine durée : « pour y exercer une profession », dit l'article 1^{er}.

Cette loi ne pouvait, à aucun degré, donner satisfaction aux protectionnistes de la main-d'œuvre, nombreux dans le sein du Parlement ; aussi les propositions, déjà nombreuses avant 1893, ne firent-elles que se multiplier au cours des années suivantes. Bien que procédant d'idées et d'inspirations différentes, ces propositions peuvent néanmoins se ramener à trois catégories bien tranchées correspondant à trois solutions du problème de la protection du travail national.

La première catégorie comprend les propositions qui tendent à imposer une taxe directe sur les ouvriers étrangers eux-mêmes. La forme la plus fréquemment proposée, — et d'ailleurs la plus anodine, — que puisse revêtir cet impôt, c'est la taxe militaire. Les auteurs de ces propositions ont jugé, en effet, et non sans raison, qu'il était profondément injuste et choquant que les étrangers séjournant en France évitassent, en cette seule qualité, le plus lourd des impôts, l'impôt du sang, alors surtout que les ouvriers et employés français appelés sous les drapeaux trouvaient souvent, à leur retour, leur place prise par l'étranger. Aussi la plupart des projets imposent-ils aux étrangers venant travailler en France, y étant admis à domicile ou y résidant, le paiement de la taxe militaire, de 21 à 45 ans. Ainsi disposent notamment : la proposition Lalou (1889) (1) ; les propositions Thellier de Poncheville et Brincard (1893) (2), les propositions Jules Brice et de Montfort

(1) *Propos. LALOU*, *J. off.*, Doc. parl., Ch., 1889. Annexe n° 81.

(2) *Propos. BRINCARD*, *J. off.*, Doc. parl., Ch., 1893. Annexe n° 190

(1898) (1). Mais bon nombre de ces parlementaires, non contents de soumettre les étrangers au paiement de l'impôt militaire, prétendent encore les obliger à verser, pour acquérir le droit de travailler en France, le montant d'une autre taxe spéciale, parfois très élevée, dite « taxe de séjour ». M. Lalou (1889) fixe cette taxe à 24 francs par an et par tête ; ce chiffre est aussi celui de la proposition Macherez (1889) (2) ; en revanche, les deux propositions Jules Brice (1893 et 1898) soumettent les employés et ouvriers étrangers à une taxe mensuelle de 5 francs pour les hommes et 2 fr. 50 pour les femmes, taxe recouvrable par les percepteurs (3) ; enfin M. Hubbard, désireux de faire goûter par anticipation aux étrangers les douceurs de l'impôt sur le revenu, les astreint à déclarer, dès leur arrivée en France, le chiffre de leur revenu annuel ou le produit de leur pro-

(Séance du 18 décembre). En 1889, M. BRINCARD avait déposé une première disposition astreignant les étrangers âgés de 21 à 25 ans, résidant en France, à faire 3 années de service militaire personnel dans la légion étrangère, à moins qu'ils ne justifiasent avoir satisfait aux obligations militaires dans leur pays d'origine. Dans ce dernier cas, ils devaient payer la taxe imposée aux étrangers. *J. off.*, Doc. parl., Ch., 1889. Annexe, n° 124, p. 250.

(1) *Propos.* J. BRICE, *J. off.*, Doc. parl., Ch., 1898. Annexe n° 242. *Propos.* DE MONTFORT : *J. off.*, Doc. parl., Ch., 1898. Annexe n° 382, p. 426. Cette dernière n'est que la reproduction pure et simple des propositions antérieurement présentées par M. DE MONTFORT, en 1892, puis en 1897.

(2) *Propos.* MACHEREZ, *J. off.*, Doc. parl., Ch., 1889. Annexe n° 119, p. 247.

(3) *Propos.* J. BRICE, *J. off.*, Doc. parl., Ch., 1889. Annexe n° 125.

fession, et les taxe ensuite d'un tant pour cent sur le revenu ainsi déclaré (1).

L'imposition d'une taxe sur les ouvriers étrangers se heurte, dans la pratique, à de graves objections. Tout d'abord, il est difficile de fixer d'une manière équitable l'assiette de cet impôt ; s'il est uniforme dans son quantum, il ne pèsera très lourdement que sur les ouvriers à faible salaire et n'apportera aucune entrave à l'intrusion des ouvriers qualifiés et des contremaîtres ; s'il est proportionnel au taux du salaire, quelles inextricables complications vont entraîner son établissement et sa perception !.... (2).

D'autre part, cette solution, peu en rapport avec la tradition hospitalière dont s'est toujours honoré notre pays, a été, à diverses reprises, formellement condamnée par la Chambre comme contraire aux engagements du droit international. En 1893, lors de la discussion qui devait aboutir à la loi du 8 août, M. Develle, alors ministre des affaires étrangères, fit remarquer que le traité du 10 juillet 1886, largement applicable par le jeu de la clause de la nation la plus favorisée, contenait cette disposition : « Les ressortis-

(1) *Propos.* HUBBARD, *J. off.*, Doc. parl., Ch., 1889. Annexe n° 187. D'après les propositions précitées de M. DE MONTFORT (1892, 1897, 1898), outre la taxe militaire, et « pendant tout le temps que les hommes de la classe à laquelle il appartiendrait par son âge passeront sous les drapeaux dans l'armée active, la réserve et l'armée territoriale, « l'étranger devra payer une taxe supplémentaire égale, pour les ouvriers ou employés, à 3 0/0 de leur salaire ; pour les patentés, au montant du principal de leur patente ».

(2) Cf. PAUL PIC : *Traité élémentaire de législation industrielle*, 1 vol. in-8°, 3^e édit. Paris, Arthur Rousseau, 1909.

sants des deux pays ne peuvent être tenus d'acquitter des droits autres ni plus élevés que ceux qui seraient imposés dans des cas semblables, aux nationaux eux-mêmes » (1). M. Berthelot en 1896, et M. Hanotaux en 1898, firent valoir avec un égal succès le même argument contre la taxe sur les étrangers.

Un second système, encore plus souvent préconisé que le premier, consiste à frapper non plus l'ouvrier étranger, mais le patron qui l'emploie, afin de supprimer l'avantage pécuniaire qui poussera le plus généralement ce dernier à faire appel aux travailleurs immigrés. Une proposition Holtz (1898) (2) astreint tout patron, industriel ou commerçant, qui occupe des ouvriers ou employés étrangers, à payer, au profit de l'Etat, « une taxe fixée pour chaque ouvrier ou employé, à 72 francs par an, dans les villes ayant une population de plus de 100.000 âmes, à 52 francs dans les villes ayant une population inférieure à 100.000 âmes » (3). Une

(1) Le traité franco-japonais du 4 août 1896 porte un texte analogue et plus explicite encore : « Les Français au Japon et les Japonais en France ne seront contraints, sous aucun prétexte, à subir des charges ou à payer des taxes, impôts, contributions ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus sur les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée ; ils seront indemnes de toutes contributions imposées aux lieux et places du service personnel. » V. l'exposé des motifs de la proposition Chauvin, *J. off.*, Doc. parl., 1902. Annexe 71.

(2) *Propcs. Holtz, J. off.*, Doc. parl., 1898. Annexe n° 315, p. 149.

(3) Mais « chaque fois qu'un conseil municipal en fera la demande et que sa délibération sera appuyée d'un avis favorable du préfet, les habitants de la commune seront exonérés de la dite taxe » (art. 2), ceci en considération des régions agricoles où l'emploi temporaire d'ouvriers de moisson est indispensable.

proposition Chauvin (1902) (1) fixe, d'après le même principe, la taxe patronale à 100 francs ou à 60 francs, suivant que la population est supérieure ou inférieure à 100.000 âmes. Dans une proposition déposée la même année (2), M. Grosjean soumet les patrons à une taxe « qui ne pourra être inférieure à 0 fr. 50 par jour et par chaque ouvrier étranger » ; et il ajoute que « dans le cas où le salaire de ces derniers serait inférieur au salaire moyen des ouvriers français de la même catégorie, travaillant dans la même exploitation, la taxe sera calculée de façon à égaler la moitié de la différence constatée entre les salaires, sans pouvoir être abaissée au-dessous de ce minimum » (art. 3). Récemment encore, M. Pugliesi-Conti déposait une proposition édictant, contre les patrons qui faisaient appel à la main-d'œuvre étrangère, un véritable « impôt progressif » croissant avec le nombre d'étrangers employés (3).

Il est à noter que certains parlementaires ne reculent pas devant l'emploi combiné des deux solutions et, — dans leur protectionnisme forcené, — proposent de taxer à la fois les ouvriers étrangers et les patrons français qui les font travailler (4).

(1) *Propos.* CHAUVIN, *J. off.*, Doc. parl., 1902. Annexe 71.

(2) *Propos.* GROSJEAN, *J. off.*, Doc. parl., 1902. Annexe n° 312, p. 61. — V. sur cette proposition et sur celle de M. GAUTHIER (DE CLAGNY), F. DUBIEF : *La protection du travail national*, Siècle, 1^{er} décembre 1903.

(3) *Propos.* PUGLIESI-CONTI, *J. off.*, Doc. parl. Séance du 7 novembre 1911. Annexe n° 1287.

(4) *Propos.* BRINCARD (1889). *Propos.* BRINCARD-GAUTHIER (DE CLAGNY), 1893. Ces deux propositions, qui assujettissent, nous l'avons vu, l'ouvrier étranger au paiement de la taxe militaire, astreignent éga-

D'autres législateurs, en revanche, répugnent à l'emploi de ces moyens rigoureux et jugent suffisante, pour enrayer la concurrence de la main-d'œuvre immigrée, la pratique d'un troisième système qui consiste simplement à limiter le nombre des étrangers pouvant être employés sur les chantiers français. Les décrets du 10 août 1899 ont précisément réalisé cette limitation, en ce qui concerne les travaux publics de l'Etat, des départements et des communes ; les partisans du système que nous venons d'indiquer voudraient étendre cette mesure à l'industrie et au commerce privés. C'est dans ce but que M. Chiché déposait, en 1898, une proposition tendant à l'interdiction d'employer, dans les usines, manufactures et établissements industriels quelconques, plus d'un dixième d'ouvriers étrangers (1). La proposition Chauvin (1902) adoptait, quelques années après, la même limitation ; enfin, M. Grosjean, dans un projet plus étendu, remettait aux conseils du travail, ou à leur défaut aux commissions départementales créées par la loi du 2 novembre 1892, le soin de fixer « pour chaque région, et suivant la nature des exploitations », la proportion d'ouvriers étrangers qui serait tolérée dans les usines et ateliers nationaux.

Nous ne citons ici que pour mémoire, — afin de ne pas éterniser cette analyse, — la solution, — vraiment par trop bénigne, — préconisée par certains projets, qui se contentaient de demander qu'on imposât aux ouvriers travaillant

lement le patron à payer une taxe égale à 5 0/0 du salaire journalier de chacun de ses ouvriers étrangers

(1) *Propos.* CHICHÉ, *J. off.*, Doc. parl., 1898. Annexe n° 170, p. 1339.

en France, le renouvellement annuel, — ou même mensuel — de la déclaration prévue par l'article 1^{er} de la loi du 8 août 1893 (1). Ce remède illusoire est cependant le seul auquel aient cru devoir souscrire les Commissions du Travail successivement chargées d'étudier, au cours de chaque législature, les projets déposés sur cette question de la protection du travail national (2). La Chambre, elle, ne s'est pas contentée de cet impuissant palliatif. Au cours de la discussion des articles de la loi du 29 mars 1910 portant révision du tarif général des douanes, M. Ceccaldi, député de l'Aisne, proposa et fit voter à une assez forte majorité, un amendement incorporé à l'article 9 du projet, qui tendait à taxer les patrons occupant plus de cinq ouvriers « n'ayant pas leur résidence habituelle en France » ; la taxe prévue devait être équivalente au $\frac{1}{5}$ des salaires payés à ces ouvriers. Cette proposition visait tout spécialement — et presque exclusivement, peut-on dire, — le cas des ouvriers belges qui viennent chaque jour travailler en France et qui, jouissant d'un coût d'existence moins élevé en Belgique, peuvent accepter des salaires inférieurs, et nuisent ainsi à la main-d'œuvre française dans la zone frontière (3).

(1) V. la proposition présentée à plusieurs reprises par M. DEFONTAINE, député du Nord, notamment en 1903 et 1907, *J. off. Doc. Parl., Ch.*, 1903. Annexe n° 1308, p. 168 ; 1907. Annexe n° 142, p. 308.

(2) Cf. le rapport très documenté que M. MAS consacra, en 1903, aux dernières propositions déposées sur cette question (*J. off., Doc. Parl.*, 1903. Annexe n° 1322, p. 176).

(3) C'est dans la séance du 29 décembre 1909, et après une discussion des plus intéressantes, que fut votée cette disposition. Cf. *J. off. Déb. parlem., Ch.*, 30 décembre 1909, p. 3860-3867 ; 3870-3874).

Mais la hardiesse de cette disposition et la crainte de représailles belges décidèrent le Sénat à rejeter l'amendement Ceccaldi. Ainsi, en dehors de la déclaration de résidence, complètement inopérante, instituée par la loi de 1893, et des décrets Millerand de 1899, aucune disposition législative ne vient jusqu'à présent restreindre, en France, l'immigration et la concurrence des ouvriers étrangers. Mais les propositions si nombreuses, dont nous venons d'analyser sommairement les principales, et qui, toutes, visent à protéger, par différents moyens, le travail national, marquent l'existence, *dans les milieux parlementaires*, de préoccupations constantes relatives à la main-d'œuvre étrangère, en même temps qu'elles révèlent des tendances non équivoques à la restriction, à la limitation de cette concurrence.

Ces préoccupations, ces tendances se rencontrent-elles avec la même acuité et la même orientation *dans les milieux populaires*, les plus intéressés, semble-t-il, à faire entendre leurs doléances, à faire valoir leurs réclamations, si vraiment la présence sur leurs chantiers, d'un certain nombre d'ouvriers étrangers, leur est aussi préjudiciable qu'on veut bien l'affirmer? Question que nous devrions à présent résoudre, mais à laquelle nous craignons de ne pouvoir répondre avec toute la netteté désirable. C'est qu'en effet, les collectivités professionnelles ouvrières, leurs manifestes et leurs congrès, ne nous apportent, sur ce point, que de trop rares éléments d'information.

Que le prolétariat français soit, dans son ensemble, animé

de dispositions modérément bienveillantes, à l'égard de l'élément étranger, rien n'est à la fois plus certain et plus naturel ; le contraire étonnerait d'ailleurs, mais cette antipathie demeure en général à l'état latent, et ne se manifeste que dans des circonstances assez exceptionnelles où l'antagonisme instinctif des races a peut-être autant de part que l'opposition des intérêts économiques : des incidents violents, — même sanglants, — tels que ceux des salines d'Aigues-Mortes, de la Mure, des mines de Liévin et de Carmaux, ne correspondent pas à un état d'esprit qui serait général dans notre classé ouvrier ; ce sont des conflits strictement locaux, plus ou moins irraisonnés, dont on ne saurait rendre responsable l'ensemble des travailleurs français (1). Tandis qu'aux Etats-Unis, en Australie surtout, le

(1) Ces conflits n'en sont pas moins, de par leur fréquence même, éminemment symptomatiques et révélateurs d'un sourd antagonisme de races. C'est en effet presque quotidiennement qu'on découvre dans les journaux des « faits divers » comme celui-ci, que nous cueillons parmi les plus récents : *Scènes sanglantes aux mines de Flamanville* (du *Progrès de l'Est*, 6 août 1912) : Cherbourg, 6 août. — Les mines de Flamanville-Dielette viennent d'être le théâtre de rixes sanglantes. A la suite de nombreux attentats commis par des ouvriers étrangers, la population était vivement surexcitée et plusieurs batailles rangées eurent lieu. Les ouvriers italiens Creva, Qarrizzini et Savio frappèrent les ouvriers français à coups de couteau. L'un d'eux, nommé Lataste, fut tué ; un autre gravement blessé. Un aubergiste nommé Ribot, conseiller municipal, fut également lardé de coups de stylet par un Espagnol nommé Benedite. La population de Flamanville parle de représailles. Les paysans déclarent que, demain, ils se rendront aux mines pour jeter les étrangers à la mer. Deux Italiens ont été arrêtés ; l'Espagnol Benedite a réussi à fuir.

prolétariat organisé se dresse tout entier contre l'étranger envahisseur et exige que la loi lui ferme, sinon totalement, du moins pour partie l'accès du pays, le prolétariat français, tout en considérant la concurrence des étrangers immigrés comme préjudiciable à ses intérêts, ne demande nullement au Parlement d'apporter des entraves d'ordre législatif au libre séjour des ouvriers étrangers sur le sol français. Bien plus, il paraît, dans l'ensemble, plutôt hostile aux mesures de restriction ou d'exclusion, quelles qu'elles soient. Les socialistes sont, en effet, essentiellement internationalistes : ils attachent à la solidarité internationale des travailleurs beaucoup plus de prix qu'à leur solidarité simplement nationale ; c'est assez dire qu'ils ne sauraient souscrire aux sentiments nationalistes et chauvins qui inspirent, à des degrés divers, la presque totalité des propositions de loi que nous avons rapidement passées en revue. Il est vrai que l'internationalisme du Labour-Party australien, ou celui des Trade-Unionistes américains, — à supposer qu'ils soient autre chose que de vaines affirmations, — ne les empêchent pas de prendre part, — et nous avons vu avec quelle ardeur ! — au mouvement de protection du travail national qui se manifeste dans leur pays respectif. Mais le socialisme français a toujours été fort attaché aux idées pures, aux principes, dussent ses intérêts matériels et sa diffusion même en pâtir, et nous ne nous sentons pas, quant à nous, le courage de le blâmer d'un défaut qui ne va pas sans quelque générosité.

D'autre part, les mesures préconisées contre les étrangers

sont presque toujours l'œuvre de protectionnistes notoires ; or, le socialisme français, nous l'avons déjà dit, se désintéresse en général, — et sauf les exceptions que nous aurons à noter, — des controverses qui mettent aux prises les protectionnistes et leurs adversaires libre-échangistes ; en raison même de leur internationalisme, ses adeptes les plus représentatifs, et notamment les parlementaires, penchent, en doctrine, pour le libre-échange (1). Aussi n'est-il pas étonnant que les députés socialistes se soient généralement prononcés, à la Chambre, *contre* les propositions ayant pour but de limiter l'intrusion de la main-d'œuvre immigrée en France (2).

(1) Ainsi, lors de la discussion à la Chambre, de l'amendement CECCALDI, les députés socialistes Vaillant, Groussier, Allard, P. Cons-tans, en demandèrent la disjonction. En outre, une délégation du parti ouvrier belge étant venue informer la commission administrative du parti socialiste unifiée de l'émotion soulevée dans leur pays, par le vote de l'amendement Ceccaldi, la Fédération de la Seine vota un ordre du jour condamnant radicalement toute disposition de ce genre et dénonçant l'origine mercantile de la taxe, inspirée par les criaileries du petit commerce. (Cf. A. THOMAS : *Socialisme et protection douanière*, Humanité, 3 février 1910.)

(2) Chose curieuse, tout en se déclarant opposés aux mesures restrictives de la main-d'œuvre étrangère, les députés socialistes ne manquent jamais une occasion de rappeler aux protectionnistes que la logique de leur doctrine les obligerait à défendre les ouvriers français contre les ouvriers étrangers, comme ils protègent les industriels indigènes contre les produits du dehors. — Cf. CHAUVIÈRE (Séance du 2 juillet 1909) s'écriait, au cours de la révision douanière de 1909-1910 : « Pourquoi la tendresse protectionniste ne va-t-elle pas jusqu'à sauvegarder la main-d'œuvre française ? La raison de la protection, n'est-ce pas, c'est que l'étranger peut venir chez nous vendre ses produits fabriqués à meilleur compte, et, par suite, les vendre à meilleur marché que nous.

« Or, il y a une armée immense de braves travailleurs de Belgique,

De ce que les socialistes français repoussent la lutte contre l'immigration étrangère, telle que la conçoivent les protectionnistes du Parlement, de ce qu'ils se refusent à dresser l'un contre l'autre les prolétariats solidaires de deux nations voisines, il ne s'ensuit nullement qu'ils se désintéressent de la question et restent indifférents aux contre-coups exercés sur la condition matérielle des ouvriers par l'invasion des travailleurs étrangers au rabais. C'est précisément de ce point de vue exclusif qu'ils entendent examiner, — et résoudre le problème. Il ne s'agit pas pour eux de chercher noise à leurs frères de misère, de les expulser du territoire ou de les écraser d'impôts ; il faut seulement enlever aux ouvriers étrangers — comme du reste aux ouvriers nationaux « le droit d'offrir leur travail à des conditions inférieures aux conditions normales de la profession et du milieu. Ainsi envisagée, la question change de face. Elle se présente moins comme un aspect du problème protectionniste que comme un cas spécial du problème général de la sous-concurrence ouvrière (1). »

d'Alsace, d'Italie, qui, pour un salaire inférieur, viennent remplacer les travailleurs français... *Je ne demande rien contre eux*, mais je remarque qu'on pense peu aux humbles travailleurs nationaux. »

L'ironique observation de M. Chauvière manquait d'à-propos, car juste avant son discours, un des protectionnistes les plus en vue, M. Dansette, député du Nord, venait de réclamer des mesures contre la concurrence des ouvriers étrangers et avait déclaré avec une grande netteté : « Notre interventionnisme va jusqu'à demander des mesures pour protéger la main-d'œuvre française et l'ouvrier français contre lui-même. »

(1) Gaëtan PIROU : *La main-d'œuvre étrangère en France*, Revue Socialiste, 15 mai 1912. — Cf. Paul GEMÄHLING, *op. cit.*, 2^e partie, chap. III.

Cet état d'esprit semble être exprimé assez exactement par une proposition de M. J. Coutant, « relative aux salaires des ouvriers étrangers, et ayant pour but de prévenir la dépression de la main-d'œuvre ouvrière » (1). C'est un des rares projets d'inspiration purement socialiste, qui aient été soumis à la Chambre concernant la question. En effet, bien que M. Coutant soit sorti, depuis plusieurs années déjà, du bercaïl de l'unification, et que son parti, le groupe républicain socialiste, entretienne avec les unifiés des rapports parfois assez tendus, la presque totalité de ces derniers ont néanmoins signé cette proposition, qui peut ainsi être considérée comme l'expression fidèle des idées professées en cette matière par le socialisme orthodoxe.

Dans l'exposé des motifs précédant le texte de sa proposition, M. Coutant commence par proclamer bien haut le droit pour l'ouvrier, de tel ou tel pays, de travailler là où il peut améliorer les conditions de son existence (2) ; puis il affirme son manque de confiance dans les remèdes proposés

(1) *Propos. COUTANT : J. off., Ch., Doc. parl., 1906. Annexe, n° 108, p. 592.* Cette proposition déposée à nouveau le 8 novembre 1910 (*J. off., Ch., Doc. parl., 1910. Annexe, n° 438, p. 75*) avait été précédée de deux autres propositions du même auteur (24 novembre 1898 et 1^{er} décembre 1902) dans lesquelles M. Coutant préconisait « l'établissement d'une proportion numérique des ouvriers étrangers à occuper dans les diverses entreprises ; mais, dit-il, plusieurs de nos collègues nous ayant fait observer que nos sentiments socialistes s'opposaient à ce que nous propositions, nous nous rendimes facilement à l'évidence. »

(2) « Loin de nous est la pensée de vouloir exclure systématiquement du droit au travail les ouvriers étrangers n'étant pas nés sur la même terre que nous. »

jusqu'alors : la taxe sur les employeurs elle même ne trouve pas grâce devant lui, car, pense-t-il, les patrons trouveront toujours le moyen de la faire payer par les ouvriers. Ce qu'il veut, c'est « interdire aux employeurs français, et surtout aux industriels d'origine étrangère, d'employer les étrangers afin de les payer à des salaires inférieurs à ceux des travailleurs français » (1).

Pour atteindre ce résultat, la proposition Coutant fait défense à tout employeur, sur tout le territoire français, de payer les ouvriers étrangers à un salaire inférieur à celui basé sur les tarifs des Chambres syndicales ouvrières locales ; à défaut de celles-ci, les salaires doivent être calculés sur la moyenne des tarifs en vigueur dans les localités, par les conseils municipaux, et affichés dans les mairies (2) (Art. 1^{er}). Il ne s'agit donc plus ici d'arriver à exclure, d'une manière ou d'une autre, les étrangers travaillant en France, mais seulement d'empêcher, par l'institution

(1) Telle est aussi l'opinion de Jaurès qui, le 17 février 1894, disait à la Chambre : « Nous protestons contre l'invasion des ouvriers étrangers qui viennent travailler au rabais. Et ici, il ne faut pas qu'il y ait de méprise : nous n'entendons nullement, nous qui sommes internationalistes, éveiller entre les travailleurs manuels des différents pays, les animosités d'un chauvinisme jaloux, non ; mais ce que nous ne voulons pas, c'est que le capital international aille chercher la main-d'œuvre sur le marché où elle est le plus avilie, humiliée, dépréciée, pour la jeter sans contrôle et sans réglementation sur le marché français, et pour amener partout dans le monde les salaires au niveau le plus bas. C'est en ce sens et en ce sens seulement que nous voulons protéger la main-d'œuvre française contre la main-d'œuvre étrangère. »

(2) V. Gaëtan Piron, article précité de la *Revue socialiste*.

d'un minimum légal de salaire, les patrons d'employer au rabais la main-d'œuvre étrangère ; système dont bénéficieront à la fois : d'une part, le prolétaire français, désormais protégé contre la sous-concurrence redoutable, contre la répercussion fatale qu'exerçait sur sa condition l'embauchage des immigrés moyennant des prix inférieurs à son propre salaire ; d'autre part, l'ouvrier étranger, défendu, à l'avenir, contre l'employeur et contre lui-même, et assuré de trouver du travail à un prix suffisamment rémunérateur. Ce n'est donc pas dans une pensée d'exclusivisme chauvin, mais pour le plus grand profit de l'étranger lui-même que sera réalisée cette limitation de la concurrence. Pour l'opérer, les socialistes comptent d'ailleurs beaucoup sur le *syndicalisation* des ouvriers étrangers (1) ; ils espèrent qu'en fusionnant journellement avec les prolétaires français dans les syndicats et les Bourses du travail, les immigrés y prendront conscience des obligations que leur impose la solidarité syndicale internationale, et qu'à l'avenir, loin d'assumer, comme ils l'ont déjà fait en temps de crises, le rôle odieux de « briseurs de grève » à la solde du capital, ils seront de plus en plus nombreux à refuser de s'embaucher dans des conditions qui puissent avoir pour résultat l'avilissement des salaires indigènes.

Telles sont les idées fondamentales que professent, sur la

(1) Cette espérance ne paraît guère s'être jusqu'à présent réalisée. Les ouvriers étrangers venant travailler en France ont, en général, une propension à s'isoler, à se tenir à l'écart de la tutelle parfois gênante du syndicat.

question qui nous occupe, les socialistes éclairés, « conscients », pour employer un vocable à la mode. L'institution d'un minimum de salaire, pour combattre les funestes effets de la concurrence des ouvriers étrangers, est, pour ainsi dire, et depuis longtemps déjà, dans la tradition du parti. Dès 1887, au II^e Congrès national corporatif tenu à Montluçon, les Chambres syndicales de la métallurgie de Montluçon et de Vierzon réclamaient, pour la protection des ouvriers, l'institution du minimum de salaire que devait préconiser, quelque vingt ans plus tard, la proposition Coutant (1).

De même, le III^e Congrès national corporatif, tenu l'année suivante, à Bordeaux (1888), tout en « considérant que les ateliers et chantiers sont de plus en plus envahis par des étrangers travaillant au rabais et faisant baisser le salaire des nationaux », repoussait comme contraire à l'union indispensable des travailleurs l'expulsion ou la limitation de la main-d'œuvre étrangère, « et se bornait à préconiser l'établissement d'un minimum légal de salaire ».

(1) « Considérant que quantité de produits nationaux sont actuellement protégés contre les produits similaires étrangers par des tarifs dits de douane, et que les producteurs nationaux ont au moins autant de titres à la protection de l'Etat que les marchandises sorties de leurs mains :

« Le deuxième Congrès National des syndicats ouvriers demande :

« 1^o Qu'en faveur de la marchandise-travail nationale, un tarif soit établi, au-dessous duquel ne pourraient être employés les ouvriers de nationalité étrangère.

« 2^o Que pour l'établissement de ce tarif minimum les Chambres syndicales ouvrières soient consultées, comme l'ont été les Chambres de commerce pour la fixation des droits de douane » (Compte rendu du Congrès, p. 71 et 88. Cité par P. GEMHLING, *op. cit.*, p. 220).

Les réponses faites par les syndicats ouvriers à la grande enquête parlementaire entreprise, en 1906, sur l'industrie textile, révèlent, de la part du prolétariat, la même absence d'hostilité envers les ouvriers immigrés, si nombreux pourtant, dans les filatures et les tissages du Nord. Ceux-là même qui ont le plus à souffrir de leur concurrence se bornent à y indiquer le même remède : fixation d'un salaire minimum (1).

Tout récemment encore, le Congrès du bâtiment, tenu à Paris en avril 1912, après avoir fait discuter, par une commission spéciale, la question de la main-d'œuvre étrangère, votait une motion commençant par ces mots : « La commission est d'avis qu'il n'est pas possible d'empêcher les ouvriers étrangers de venir en France. Mais il faut qu'ils exigent les mêmes conditions de travail que les Français (2).

Toutefois, il arrive que certaines catégories d'ouvriers se trouvant, soit en raison de leur profession, soit à cause

(1) C'est ainsi qu'après avoir constaté le grand nombre (25 à 30.000) des ouvriers belges qui travaillent dans les localités textiles, telles qu'Armentières, Houplines, Halluin, Tourcoing, Roubaix, et la faveur avec laquelle les patrons accueillent cette immigration, dans laquelle ils trouvent un « élément passif et docile » leur permettant de baisser les prix de la main-d'œuvre, le rapport de la *Fédération nationale ouvrière de l'industrie textile de France* conclut : « Notre Fédération ne demande qu'une chose, c'est l'interdiction aux employeurs de les faire travailler à meilleur marché que les ouvriers nationaux. C'est encore un inconvénient sérieux qui se trouverait aplani par l'établissement du minimum de salaire » (*Enquête sur l'état de l'industrie textile et la condition des ouvriers tisseurs*, t. II, p. 289).

(2) Gaëtan Piron, article précité de la *Revue socialiste*.

de leur résidence dans des départements frontières, particulièrement en butte à la concurrence de la main-d'œuvre étrangère, se révèlent incapables d'envisager avec la même sérénité, un fait qui touche — et lèse — leurs intérêts les plus immédiats. De temps à autre, — assez rarement, il est vrai, — quelques plaintes plus ou moins platoniques se font entendre dans les Congrès, quelques démonstrations hostiles aux étrangers se manifestent dans les statuts de tel syndicat. Mais ces manifestations d'un protectionnisme ouvrier, le plus souvent latent, restent, par leur timidité, bien au-dessous des campagnes nettement prohibitives entreprises par les prolétariats australien et américain.

C'est ainsi que, dès 1887, un Congrès ouvrier réuni à Constantine, émettait déjà, en des termes d'ailleurs assez vagues, un vœu contre la main-d'œuvre étrangère (1).

Plus nets étaient les termes d'un vœu déposé, en 1906, au Congrès de la C. G. T., à Amiens, par les délégués d'Alger qui allaient jusqu'à réclamer, — en même temps que le remède classique du minimum de salaire, la limitation de la main-d'œuvre étrangère à 10 0/0 (2). Le Congrès d'ailleurs repoussa ce vœu, dont l'acceptation l'eût presque

(1) « Considérant que la forme économique actuelle, née de l'organisation bourgeoise, est défectueuse à tous les points de vue, et place les travailleurs de tous les pays, dans une situation telle que, sous peine de voir augmenter la misère déjà existante, ils doivent faire violence aux sentiments de justice et de solidarité, et prendre des mesures de sauvegarde même contre leurs frères de travail étrangers » (*Le Prolétariat*, 7 mai 1887).

(2) Cité par P. GEMAHLING, *op. cit.*, p. 220.

apparenté aux promoteurs nationalistes des propositions de loi dont nous avons parlé.

On trouverait, dans les comptes-rendus des congrès d'ordre général, — si nombreux de nos jours —, bien d'autres traces de l'état d'esprit dont nous nous contentons de donner ces exemples. Mais c'est surtout dans l'intimité même de certaines professions, dans les statuts où elles élaborent la défense de leurs intérêts, dans les réunions où elles les discutent, que se font jour ces tendances au protectionnisme de la main-d'œuvre qui se perpétuent parfois comme une tradition dans certains métiers : celui du verrier par exemple. Longtemps, en effet, il fut admis, à Aniche et dans bon nombre de localités verrières, que, pour pouvoir travailler dans les verreries, il fallait être *de sang*, c'est-à-dire non seulement Français, mais fils de verrier. Ce privilège ayant été, vers le milieu du xix^e siècle, aboli en Belgique où il existait également, un grand nombre d'ouvriers français, désireux d'apprendre le métier, passèrent la frontière et se mirent, dans les verreries belges, au courant de la profession ; ils revinrent ensuite en France offrir leurs services aux maîtres verriers qui les acceptèrent. Mais les ouvriers voulurent maintenir le privilège des verriers *de sang* et forcer les patrons d'Aniche à renvoyer les nouveaux embauchés. Le refus des maîtres de verreries motiva même, en 1863, une grève assez violente (1).

(1) *Les associations professionnelles ouvrières. Enquête de l'Office du travail*, t. III, 1903, p. 598 et 606.

Aujourd'hui, comme bien on pense, le privilège des verriers de sang n'existe plus, depuis bien des années, mais les verriers du Nord ont, longtemps, reporté sur les ouvriers belges la méfiance que leur inspiraient primitivement leurs propres compatriotes. En 1892 notamment, la *Chambre syndicale des ouvriers verriers d'Aniche et environs* décida de porter à 50 francs pour les souffleurs et 25 francs pour les « gamins », le droit d'entrée au syndicat, et cela dans le seul but d'écarter les verriers belges dont le nombre s'accroissait journellement ; il est vrai que ce vote fut par la suite annulé et que les verriers français affiliés, depuis, à la Fédération Internationale des Verriers, sont aujourd'hui, beaucoup plus que jadis, hospitaliers à leurs camarades étrangers.

Les peintres en bâtiment ont, eux aussi, à plusieurs reprises, donné l'exemple de tendances anti-étrangères. Les ouvriers peintres qui se réunirent pour fonder, en 1894, le *Syndicat des peintres français et parties assimilées du département de la Seine*, déclaraient que « quelles que soient leurs convictions politiques, ils ne pouvaient recevoir dans leur sein que des ouvriers français qui se déclareraient nationalistes résolus, pour que notre France ne donne son pain qu'à ses enfants et le surplus aux ouvriers étrangers » (1). Conformément à cette proclamation, empreinte du plus pur chauvinisme, l'article 1^{er} des statuts du nouveau syndicat, déposés le 1^{er} mars 1895, faisait figurer au

(1) *Les associations professionnelles ouvrières*, t. IV, p. 378.

nombre des buts poursuivis la lutte « contre l'envahissement, chaque jour plus étendu de notre corporation par les ouvriers étrangers, en même temps que la baisse des salaires » (1).

De même le Syndicat français des ouvriers peintres, créé en 1901, mettait au premier plan de ses préoccupations, « l'étude des moyens les meilleurs pour défendre le travail des ouvriers français contre la concurrence des ouvriers étrangers et leur mise en pratique » (art. 2 des statuts) (2).

Parmi les professions qui se plaignent avec le plus de véhémence des ouvriers étrangers, figurent encore les ébénistes parisiens, envahis par des ouvriers italiens « se nourrissant de quelques sous de macaroni et vivant dans la plus sordide misère » (3); les tailleurs, et surtout les garçons et employés des hôtels et restaurants, littéralement submergés par les Allemands (4). Ces derniers ont mené, durant ces derniers mois, une campagne violente, d'allure assez nationaliste, contre ceux qu'ils appellent, avec peu d'à-propos, des « métèques » (5). M. Jean Couët, président de la *Fédé-*

(1) Cité par P. GEMALHING, *op. cit.*, p. 219.

(2) *Les associations professionnelles ouvrières*, t. IV, p. 378.

(3) Cf. Office du travail, *Salaires et durée du travail dans l'industrie française*, 1891, t. I, p. 575, cité par P. GEMALHING, *op. cit.*, p. 219.

(4) « Nous avons dans nos hôtels parisiens 40.000 sujets d'origine germanique » (*Le Matin*, octobre 1911).

(5) Cf. une conférence faite par M. Eugène FOURNIÈRE au syndicat des garçons d'hôtels et cuisiniers le 30 janvier dernier (*Démocratie*, 1^{er} fév. 1912). L'orateur a opposé au nationalisme dont nous parlons le socialisme idéaliste et doctrinaire qui réproouve la politique d'exclusion. Pour lui, le seul remède à la concurrence étrangère est le syndicalisme qui, « par entente avec les syndicats des pays émigrants,

ration des employés français d'hôtels et restaurants, adressait récemment à tous les maires de France, une lettre (1) dans laquelle il leur signalait « le grave préjudice causé à la corporation par l'envahissement de plus en plus intolérable de la main-d'œuvre étrangère » et les priait d'intervenir personnellement auprès du ministre de l'intérieur pour qu'il veuille bien appuyer devant les Chambres la proposition de loi Honnorat-Verlot, d'après laquelle toute autorisation, toute concession de l'Etat, des départements, ou des communes, ou tout bail passé en leur nom, concernant l'établissement ou l'exploitation de casinos, établissements thermaux, hôtels, cafés, restaurants, débits de boissons, devra contenir une clause stipulant qu'il ne sera employé dans ces établissements une proportion d'employés étrangers supérieure à 10 0/0 de l'ensemble du personnel (2).

fera faire d'avance l'éducation des futurs émigrants », et les empêchera de livrer leur travail à un prix insuffisant.

(1) Voir dans la *Démocratie*, 17 juin 1912, le texte de cette lettre.

(2) *Proposition HONNORAT-VERLOT* (*J. off.*, Ch., Doc. parl., 30 janvier 1912. Annexe n° 1614).

CHAPITRE II

LA LUTTE CONTRE LA CONCURRENCE DES PRODUITS ÉTRANGERS.

C'est presque exclusivement parmi les cultivateurs et les producteurs capitalistes que se recrutent les adeptes du protectionnisme proprement dit, de celui qui, dans l'intérêt de la richesse nationale, veut frapper de droits plus ou moins élevés l'importation des *produits* étrangers. Bon nombre de ces protectionnistes, il est vrai, déclarent ne demander le relèvement des droits de douane que pour pouvoir augmenter ou maintenir les salaires qu'ils versent à leurs ouvriers (1). Mais ces derniers, qui sont pourtant, en l'occurrence, les vrais intéressés, ne semblent pas, en général, attribuer au protectionnisme la vertu bienfaisante que lui prêtent, si libéralement, leurs employeurs.

En étudiant à la lumière des journaux et des discours socialistes « l'attitude générale de la classe ouvrière à l'égard de la politique douanière », nous avons pu nous rendre compte, en effet, que l'indifférence et l'ignorance

(1) Cf. Discours de M. DANSETTE à la Chambre (Séance du 2 juillet 1909) : « C'est la cause du salaire français que nous défendons ; nous ne demandons l'affermissement des tarifs douaniers que pour la conservation et l'augmentation en France des salaires français. »

les plus complètes étaient, à ce point de vue, observées par la presque totalité des prolétaires, tandis que les parlementaires, et tous ceux qui voulaient maintenir au socialisme son caractère *doctrinal*, se montraient nettement libre-échangistes, pour les raisons que nous avons dès lors indiquées. Nous ajoutons cependant qu'un petit nombre de groupements ouvriers, appartenant à des professions particulièrement battues en brèche par la concurrence étrangère, avaient, en ces dernières années, donné à leur classe le scandale d'une attitude ouvertement protectionniste. Le moment est venu d'étudier dans le détail ces manifestations exceptionnelles, mais d'autant plus intéressantes, d'un véritable protectionnisme ouvrier parmi le prolétariat français ; le phénomène n'est d'ailleurs nouveau qu'en ce qui concerne les nations d'Europe. Depuis bien des années, le prolétariat des Etats-Unis, dans sa presque totalité, a fait de l'élévation, ou tout au moins du maintien des droits protecteurs, une de ses revendications essentielles. Le parti républicain, d'ailleurs, a bien soin de faire figurer au tout premier rang des arguments qui militent en faveur du régime protectionniste, la nécessité de protéger les hauts salaires d'Amérique contre les produits du travail mal payé des ouvriers européens (1) : « L'objectif principal de la politique douanière

(1) Dans un discours du 15 mars 1837, Daniel WEBSTER disait déjà : « La protection de notre main-d'œuvre nationale contre les produits de la main-d'œuvre européenne à bon marché, mal payée, mal nourrie, est, dans mon opinion, un devoir et une dette du pays envers les citoyens. Je suis résolument pour la protection de l'industrie

américaine, disait Roosevelt dans un de ses fameux Messages, doit en effet toujours être la recherche du bien-être pour les salariés (1). Et les ouvriers américains, désireux de conserver et d'augmenter encore les conditions de travail, inconnues des prolétaires du Vieux-Monde, dont ils jouissent, ne peuvent que lutter contre l'invasion du travail étranger, sous forme de *produits*, tout comme ils luttent, nous l'avons vu, contre l'invasion du travail étranger, sous forme de *producteurs*.

Et tel est aussi le raisonnement suivi par le Labour-Party Australien. Après avoir, dans les circonstances que nous avons sommairement étudiées, fermé le pays à l'immigration des concurrents, il s'est mis en devoir de se garder contre l'immigration des produits ; et l'on a vu la majorité des « Unions » profitant de la puissance, ou mieux encore de l'omnipotence parlementaire du parti, exercer une pression violente en faveur du protectionnisme (2) ; on les a

nationale et du travail national. » M. MAC KINLEY disait, de même, à la tribune du Parlement : « Je vous le dis, nous n'ouvrons jamais notre marché aux produits du travail mal payé du Vieux-Monde ; ou plutôt, nous ne l'ouvrons qu'à une condition : c'est que l'Europe élève le taux de ses salaires jusqu'à notre niveau ; nous accepterons alors le libre échange ; nous entrerons en concurrence avec elle sur les marchés du monde, mais jamais nous ne réduirons notre taux à leur taux. (Cité par Emile LEVASSEUR : *L'ouvrier américain*, 2 vol. in-8°, Paris, Larose, 1898.)

(1) P. VERENE : *La révision du tarif douanier aux Etats-Unis*, Réforme économique, 13 décembre 1907.

(2) « L'ouvrier australien ne voit que le *chiffre* du salaire : il ne tient pas compte du pouvoir d'achat du numéraire. Le Labour-Party ne s'est donc pas inquiété de l'élévation qui devait se produire dans le prix des produits industriels, et s'est préoccupé seulement de la

vues même — et nous aurons plus loin l'occasion d'insister quelque peu sur cette tentative originale — on les a vues essayer d'établir, sous le nom de « New Protection », une corrélation étroite entre la protection accordée aux industriels et la législation du travail, et s'efforcer de priver du bénéfice de la protection douanière ceux des producteurs capitalistes qui n'accorderaient pas à leurs salariés « *fair and reasonable wages* », un salaire juste et équitable (1).

L'unanimité des convictions protectionnistes chez les classes ouvrières de ces deux pays neufs nous dispensera de les étudier longuement. Les ouvriers australiens et américains sont protectionnistes, tel est le fait ; le protectionnisme est la doctrine officielle du Labour-Party, tout comme, en Europe, le libre-échange est, presque par tout pays, l'expression des idées du socialisme en matière de politique douanière. Mais l'Europe, précisément parce que l'unanimité n'y est pas entièrement réalisée, dans le prolétariat, autour de la doctrine libre-échangiste, nous offre un champ d'études infiniment plus curieux. A côté du prolétariat libre-échangiste qui est, si on le veut, *la règle*, il y a, en France, en Allemagne, et même dans la libérale Angleterre, des tendances ouvrières protectionnistes, qui constituent en quelque sorte *l'exception* ; ce sont ces tendances que nous allons maintenant analyser.

concurrence que feraient aux industries locales les produits étrangers, à cause de la difficulté d'élever les salaires, en présence de cette concurrence. » (BIARD D'AUNET : *La formation et les progrès du parti socialiste en Australie*, Economiste Français, 1^{er} septembre 1906.)

(1) Voir notre *Conclusion*.

§ 1. — En France : ébénistes, verriers, tisseurs, gantiers,
mineurs protectionnistes.

C'est, nous l'avons dit, de groupements professionnels bien déterminés, se plaçant au point de vue exclusif de leurs intérêts spéciaux, qu'émanent, en France, les tendances protectionnistes : elles constituent toujours des *questions d'espèce*, jamais des *questions de principe* (1).

C'est ce qu'ont tenu à affirmer les sculpteurs sur bois de Paris quand leur syndicat a inauguré, en 1907, une active campagne en faveur du relèvement des droits de douane sur les meubles ouvrés importés de l'étranger. Les auteurs de ce mouvement ont bien précisé qu'ils n'étaient aucunement des amis du protectionnisme, et qu'ils n'entendaient pas, en demandant une élévation des tarifs d'entrée sur les meubles, « maintenir artificiellement une industrie condamnée par la nature du progrès économique, mais, au contraire, conserver le prestige, la vie et les débouchés » d'une indus-

(1) « Nous ne connaissons, en effet, qu'une seule manifestation protectionniste émanant d'un groupe indéterminé d'ouvriers appartenant à des professions diverses. C'est un vœu formulé par le Congrès ouvrier de Constantine (14 avril 1887) que nous avons cité déjà comme ayant réclaté des mesures restrictives contre la main-d'œuvre étrangère ; le vœu protectionniste est ainsi conçu : « Considérant que la concurrence des produits étrangers porte un préjudice considérable aux ouvriers algériens et, par contre-coup, porte une atteinte sérieuse aux intérêts généraux de la colonie, nous demandons. . . . que les traités de commerce. . . . soient dénoncés dans les délais réglementaires » (*Proletariat*, 7 mai 1887).

trie essentiellement française (1). Certains même, parmi les protagonistes de cette campagne, étaient des libre-échangistes convaincus. Mais le relèvement des droits leur paraissait être, à tous, une question de vie ou de mort pour leur industrie et, comme le disait avec véhémence l'un des chefs du mouvement : « Il n'y a pas de théorie qui puisse nous convaincre de nous laisser supprimer sans protestation (2). »

Et en effet, tandis que l'industrie du meuble, en général, prospérait à Paris, et que les ébénistes ne manquaient pas d'ouvrage, lamentable, au contraire, était, en 1907, la situation d'une branche de cette industrie, celle des menuisiers en siège, des sculpteurs sur bois. Leur salaire restait toujours élevé : 7 fr. 50 à 12 francs par jour pour les ouvriers d'habileté moyenne, et jusqu'à 20 francs pour les ouvriers de l'élite, qui sont, il est vrai, de véritables artistes ; malheureusement, le chômage régnait chez eux à l'état endémique, un chômage qui, pour la plupart, atteignait au moins six mois de l'année.

(1) C. MUTSCHLER : *Un syndicat protectionniste*. Revue Syndicaliste, mars avril 1909. L'auteur, qui est lui-même sculpteur sur bois, après avoir, au début de son article, avoué qu'« il peut sembler paradoxal qu'un syndicat affilié à la C. G. T. . . . puisse devenir protectionniste », démontre que cela est cependant juste et naturel, mais il prend soin de déclarer, préalablement, qu'il ne prétend pas du tout que la classe ouvrière, prise dans son ensemble, doive admettre la protection, et il s'attache même à passer rapidement en revue les inconvénients que présente, selon lui, le protectionnisme pour la classe ouvrière.

(2) Albert THOMAS : *Protection ou libre-échange*. Humanité, 15 juin 1907.

Et tous s'accordaient à le reconnaître, la cause de ce chômage permanent résidait uniquement dans l'augmentation constante des importations de meubles et sièges sculptés. Depuis plusieurs années, les patrons désireux de réduire leurs frais de main-d'œuvre, avaient pris la néfaste habitude d'envoyer leurs modèles de sièges à l'étranger, et surtout en Italie, où ils étaient reproduits en masse, par des ouvriers travaillant à des salaires de famine ; ces sièges rentraient ensuite par grandes quantités en France, à la faveur d'un tarif de douane incohérent (1), qui taxait au poids du bois brut les sièges les plus richement sculptés, et ils étaient vendus sous le nom mensonger *d'articles de Paris*. Voyant les bénéfices énormes que réalisaient ces peu scrupuleux fabricants, d'autres les avaient imités et s'étaient, à leur exemple, transformés en simples courtiers de meubles étrangers ; ils avaient licencié, temporairement ou même à titre définitif, la presque totalité de leur personnel français, et ne conservaient plus, pour faire figure de fabricants, qu'un petit atelier de deux ou trois ouvriers attelés à la fabrication des modèles que reproduisaient ensuite, à des milliers d'exemplaires, de misérables ouvriers piémontais ou autrichiens. Chaque année marquait un accroissement considérable des importations de meubles étrangers en France. Tandis qu'en

(1) Voici quels étaient, à cette époque, les tarifs douaniers frappant les bois ouvrés à leur entrée en France : Les meubles bruts payaient 20 francs les 100 kilos, l'ébénisterie fine, les bois sculptés, 30 francs les 100 ; kilos un salon pesant 70 kilos payait ainsi 21 francs de droits ; qu'il valût 200 francs ou 2.000 francs, il payait le même droit.

1880, l'Italie n'importait chez nous que 3.286 kilos de sièges, ses importations s'élevaient, en 1905, à 436.644 kilos (environ 45.000 sièges), soit, en vingt-cinq années, une augmentation de 433.358 kilos, d'autant plus significative que, dans cette même année 1905, la France n'avait exporté en Italie que 19.613 kilos ! L'Autriche et la Belgique, elles aussi, inondaient notre marché de meubles art nouveau et bois courbé commandés par des maisons de commission de Paris (1), tandis que les Etats-Unis, par des droits énormes (35 0/0 *ad valorem*), avaient à peu près tué l'importation, chez eux, des meubles d'art français. Aussi les sculpteurs sur bois de la Seine, décimés par les chômages qu'entraînait ce formidable accroissement des importations, s'ajoutant à la concurrence, déjà meurtrière, des provinces françaises, ont-ils vu leurs rangs s'éclaircir peu à peu. Alors qu'en 1889, on comptait à Paris 3.000 sculpteurs sur bois,

(1) Quelques chiffres suffiront d'ailleurs à indiquer l'accroissement, en ces dernières années, des importations de sièges provenant de l'Italie, de l'Autriche et de la Belgique, les nations étrangères qui font à la France la concurrence la plus meurtrière :

Importations de sièges (en kilos).

	1898	1905	1906	1907
Italie	327.132	436.644	407.957	464.294
Autriche-Hongrie.	3.787	9.521	10.747	21.165
Belgique.	65.784	61.124	68.661	105.776

Et tandis que les importations montent, les exportations françaises diminuent en proportion. En Italie, pendant les deux années 1906 et 1907, la France a exporté 108 986 kilos de meubles de toute espèce, et importé 1.047.390 kilos. En Autriche-Hongrie, pendant ces deux années, les exportations ont été complètement nulles, alors que ce pays nous envoyait 2.444.907 kilos de meubles ! (Cf. P. THOMSEN, dans *l'Ouvrier en meuble*, 15 mai 1909.)

en 1909, c'est à peine s'il en restait 1.500 ; encore étaient-ils, pour un tiers au moins, recrutés parmi des étrangers qui, trop souvent, acceptaient de la besogne à n'importe quel prix.

C'était, en somme, la ruine d'une industrie essentiellement française, qui se trouvait aux trois quarts accomplie quand la Chambre syndicale de la Sculpture de Paris intervint, dans les premiers mois de l'année 1907, et se mit à faire campagne pour obtenir, en faveur des meubles sculptés, une protection qu'on n'avait pas marchandée à d'autres industries en péril. L'élévation des droits à l'importation sur les meubles étrangers, et spécialement sur les sièges sculptés, paraissait être, en effet, la seule mesure qui fût capable d'apporter quelque soulagement au misérable sort des chômeurs parisiens ; plusieurs articles, successivement parus dans *l'Ouvrier en Meuble*, organe corporatif de la Fédération Nationale de l'Ameublement (1), posèrent nettement la question. Les auteurs de la campagne, ayant constaté le mal et proposé le remède, se défendaient avec véhémence de toute attache protectionniste (2) ; ils allaient jusqu'à affirmer qu'ils se seraient inclinés devant la concurrence meurtrière de l'Italie et de l'Autriche, si elle eût été le résultat d'un outillage plus perfectionné, d'une

(1) Notamment dans *l'Ouvrier en meuble*, les numéros des mois de février, mars, avril, juin, octobre 1907.

(2) Cf. *Ouvrier en meuble*, 15 février 1907. Séance du Conseil fédéral : Thomsen, l'un des chefs du mouvement, déclare que *quoique partisan du libre-échange*, il serait d'avis que la Fédération fasse le nécessaire pour faire surélever les tarifs douaniers.

matière première meilleure et moins chère, ou d'une habileté supérieure des ouvriers italiens. Mais ce qu'ils ne pouvaient admettre, c'était que cette concurrence fût uniquement l'effet d'une véritable fraude des patrons spéculant sur la seule différence des salaires (1), sur la misère et l'infériorité des conditions de vie du prolétariat italien.

Après avoir donné lieu, pendant plusieurs mois, à l'échange d'idées dont nous avons parlé, dans les colonnes de l'*Ouvrier en meuble*, la question fut mise à l'ordre du jour du V^e Congrès National de l'ameublement, tenu à Brest les 15, 16 et 17 novembre 1907 (2). Dès le début de la discussion, on put constater que les avis étaient très partagés, quant à l'opportunité d'une action syndicale tendant au relèvement des droits de douane ; tous les arguments utilisables..... et même quelques autres, furent successivement jetés dans le débat, tant par les partisans que par les adversaires du projet. Ces derniers invoquaient l'intérêt

(1) MUTSCHLER, dans l'article précité de la *Revue syndicaliste*, montre combien peuvent être indéfinies les conséquences de cet avilissement des salaires.... « Si nos concurrents italiens, dit-il fort justement..., sont à leur tour distancés et battus par les Japonais, par exemple, dont les besoins sont encore inférieurs aux leurs, il faudra donc qu'ils s'inclinent à leur tour ? Toute catégorie de producteurs, dans un pays ou dans l'autre, serait ainsi condamnée fatalement à dégringoler les échelons de civilisation que, par de longs efforts, elle aurait réussi à gravir ? Ce serait absurde et profondément immoral ! »

(2) Le relèvement des tarifs avait déjà été proposé au Congrès de Lyon en 1901 par les délégués du syndicat des menuisiers en sièges de cette ville, puis au Congrès de Lille (1903) par les ouvriers en sièges de Toulouse, mais les propositions des délégués intéressés avaient été repoussées par la majorité, comme inefficaces.

du consommateur, assez mal à propos d'ailleurs, puisque les bénéfices réalisés, grâce à l'abaissement du prix de revient provenant de l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, étaient intégralement absorbés par les fabricants, et que l'acheteur, dupé, lui aussi, payait au prix ancien de l'article de Paris la camelote italienne qu'on lui présentait comme sortant des ateliers du Faubourg Saint-Antoine ! D'autres exprimaient leur confiance dans l'esprit syndical et dans les sentiments de solidarité internationale des prolétaires italiens et réclamaient la création d'une « entente internationale » pour que les travaux qui seraient proposés, à des prix insuffisamment rémunérateurs, aux ouvriers italiens, fussent refusés par eux ; d'autres encore prêchaient, comme un remède suffisant à conjurer la crise, l'apposition d'une marque, visible pour l'acheteur, sur les produits importés, afin qu'ils ne pussent être vendus au prix des articles de Paris ; enfin, le secrétaire général de la Fédération, Arbogast, qui ne pouvait se résigner à donner une entorse aux principes sacrés du libre-échange, fit remarquer que si, au lieu de s'en tenir aux ouvriers en sièges, incontestablement très éprouvés, on envisageait l'industrie française du meuble, *dans son ensemble*, sa situation apparaissait des plus prospères ; en effet, si les importations étrangères atteignaient à cette époque près de 4 millions de meubles et sièges, les exportations françaises montaient à 12 millions, soit un excédent d'exportations de 8 millions (1) ; dans ces

(1) « En englobant tout, sièges et meubles, la plus-value du poids de l'exportation sur l'importation est de 1.255.690 kilos. Monnayée,

conditions, une campagne en faveur du relèvement des droits lui paraissait devoir entraîner, par voie de conséquence, une guerre de tarifs et des représailles de l'étranger qui ne pourraient que paralyser l'exportation française.

En dépit de cette opposition multiforme, le Congrès, ému sans doute par la triste condition des sculpteurs de Paris, émit le vœu « que les pouvoirs publics établissent des droits de douane *ad valorem* sur les bois ouvrés ; que ces droits ne fussent établis qu'après consultation préalable des syndicats et associations ouvrières intéressées ». Vingt-quatre syndicats s'étaient prononcés *pour* la protection, quatre seulement *contre*, et cinq s'étaient abstenus (1).

La question fut reprise, deux ans plus tard, au VI^e Congrès national de l'ameublement. Les débats engagés, à ce moment même, au Parlement, sur la révision générale du tarif des douanes, donnaient à la discussion un caractère de pleine actualité. Le secrétaire de la Chambre syndicale des sculpteurs, Thomsen, exposa les démarches qu'il avait déjà faites auprès de la commission des douanes, et des parlementaires susceptibles de prendre en mains la cause du relèvement des droits, et déclara qu'afin de vaincre la résistance des gros marchands de meubles de la chambre syndicale patronale, opposés, par intérêt commercial, à toute

la plus-value de l'exportation est de 6.291.470 francs. Donc, en toute logique, nous n'avons pas à nous plaindre de la situation actuelle... » ARBOGAST : *Ouvrier en meuble*, 15 avril 1907 (Les chiffres donnés par Arbogast se réfèrent à l'année 1905).

(1) V. *Ouvrier en meuble*, 15 octobre 1907.

élévation des droits de douane, une nouvelle motion en faveur de la protection devait être votée par le Congrès, pour influencer l'opinion des parlementaires et créer, chez eux, un état d'esprit favorable à cette réforme. Les congressistes se trouvèrent finalement en présence de trois vœux différents : l'un émanant des ébénistes de la Seine, se déclarait hostile à toute campagne contre l'élévation des droits de douane, considérant, d'une part, « que l'industrie du meuble a, en France, une exportation supérieure de plusieurs millions sur l'importation, et qu'il serait naïf, de notre part, de demander aux pouvoirs publics une élévation des droits à laquelle les autres pays répondraient immédiatement par une élévation identique » ; d'autre part, « que le protectionisme équivalait à la guerre des tarifs, toujours désastreuse pour la classe ouvrière » ; un autre vœu, rejetant également toute révision des droits de douane existant sur les meubles, se ralliait, suivant l'idée émise par Jaurès, à la convocation d'une « Conférence internationale économique pour la diminution des tarifs douaniers dans tous les pays » ; le troisième enfin, ayant égard au chômage qui sévissait dans l'ameublement, et principalement, chez les sculpteurs sur bois, « invitait les organisations syndicales à entreprendre une campagne pour faire élever les droits de douane. »

Le vœu protectionniste l'emporta, cette fois encore, adopté par vingt syndicats contre six et une abstention. Quelques mois après, le vote du nouveau tarif par la Chambre et le Sénat venait apporter à ces ouvriers protectionnistes, les relèvements de tarifs qu'ils réclamaient avec de telles ins-

tances. M. Bouctot, membre de la Commission des douanes chargé du rapport relatif à l'ameublement (1), avait conclu à la nécessité de certaines élévations de droits, mais n'avait donné aux vœux des sculpteurs qu'une incomplète satisfaction. Lors de la discussion, M. Le Foyer, député radical-socialiste, et, — chose digne de remarque, — les socialistes unifiés Rognon (2) et Allemane, firent adopter, grâce à leur énergique intervention, les relèvements de tarifs réclamés par les ouvriers (3). Les résultats acquis furent un moment compromis. La commission du Sénat et le ministre du commerce, influencés sans doute par les gros négociants de Paris, se montrèrent, dès l'abord, hostiles aux relèvements des droits sur les meubles, mais le courant protectionniste l'emporta finalement, et le Sénat, par 140 voix contre 127, maintint les chiffres de la Chambre qui furent ainsi incorporés

(1) V. *J. off.*, Chambre, Doc. parl., Annexe n° 1987.

(2) « En la circonstance, déclara M. ROGNON, il ne s'agit pas simplement de défendre la main-d'œuvre nationale... il s'agit aussi de combattre la fraude. C'est contre la fraude commise ainsi par les fabricants que voteront nos collègues de Paris. » (Voir pour cette discussion, assez touffue, et qu'il serait impossible de résumer ici : *J. off.*, Déb. parl., Ch., Séance du 22 décembre 1909.)

(3, C'est le 22 décembre 1909 que fut émis le vote de la Chambre. Le droit sur les sièges sculptés, ornés de cuivre et de marqueterie, était porté de 20 à 75 fr. les 100 kilos (sauf pour les chaises, illogiquement taxées à 50 fr.). Sur les meubles, le droit fut porté de 25 à 75 francs. Sur les bois courbés l'ancien droit était de 15 à 18 francs ; malgré le gouvernement et la commission des douanes, qui proposaient le chiffre de 22 francs, la Chambre porta le droit à 25 francs les 100 kilos ; les boiseries sculptées, qui passaient auparavant en franchise, comme menuiserie, furent frappées d'un droit de 50 francs. Enfin, les cadres de luxe durent payer de 150 à 225 francs au lieu de 50 francs.

au nouveau tarif (1). Les sculpteurs sur bois et les ouvriers en sièges attribuaient à leur campagne, à leurs efforts énergiques et persévérants, tout le mérite de ce succès (2), et cette attitude décidée contrastait singulièrement, il faut l'avouer, avec le rôle terne et effacé joué, pendant cette révision des tarifs, par la presque totalité des ouvriers faisant partie des industries intéressées.

Les nouveaux tarifs provoquèrent, comme on s'y pouvait attendre, les réclamations véhémentes des fabricants étrangers, brusquement dépossédés d'un marché sur lequel, depuis quelques années, ils s'étaient habitués à régner en maîtres. Les patrons de Malines, centre important de l'industrie du meuble en Belgique, organisèrent des réunions, auxquelles ils invitèrent les associations ouvrières de la ville, pour protester contre ce qu'ils appelaient les excès du protectionnisme français. Mais le syndicat socialiste de l'ameublement de Malines, refusa formellement de se prêter au rôle qu'on voulait lui faire jouer, et dans une lettre adres-

(1) Les fabricants menacés dans leur trafic s'empressèrent de commander, entre le vote de la Chambre et celui du Sénat, des stocks considérables de meubles étrangers. Des renseignements personnels que nous avons pu recueillir à bonne source, il résulterait que, la veille même du jour où le Sénat confirma le vote de la Chambre, 250 wagons bondés de meubles belges, hollandais, allemands et anglais se trouvaient à la gare du Nord.

(2) « Sans fausse modestie, nous pouvons dire que les arguments, clairs et précis, donnés aux députés et aux membres du gouvernement par le syndicat de la sculpture, auront contribué pour une bonne part, au succès obtenu. » (THOMSEN, *Ouvrier en meuble*, 1^{er} février 1910.)

sée, le 6 janvier 1910, au Syndicat de la sculpture de Paris (1), il déclara se solidariser entièrement avec ses camarades français et approuver, sans réserve, des mesures de défense provoquées par l'exploitation dont les ouvriers belges étaient eux-mêmes victimes, de la part de leurs patrons. Ne valait-il pas qu'on le signalât, le geste de ce syndicat belge, donnant ainsi, au mépris de ses intérêts, une marque de solidarité à des travailleurs d'un autre pays ?

Les verriers ont, comme les ébénistes, souffert, en ces dernières années, des effets d'une crise industrielle très intense ; comme les ébénistes aussi, ils ont accusé l'insuffisance des droits à l'importation frappant les marchandises étrangères, et réclamé du Parlement une protection plus efficace.

Cette « crise de la verrerie », dont nul ne saurait contester la réalité, ni même l'importance, elle s'est appesantie depuis quelques années et sévit encore aujourd'hui, avec une inégale intensité, sur chacune des branches qui composent l'industrie du verre : verrerie à vitres, verrerie à bouteilles, verrerie à glaces.

D'une façon générale, la situation critique que traverse la verrerie est due à la diminution, plus exactement à la stagnation des exportations françaises, et surtout, à l'envahissement des marchés étrangers et du marché français lui-même, par les produits de la verrerie belge.

(1) Voir le texte de cette lettre dans *l'Ouvrier en meuble*, 1^{er} février 1910. — Voir aussi dans *l'Humanité* (17 janvier 1910) : *Les ouvriers belges et le nouveau tarif douanier français*.

L'industrie du verre, en effet, a pris, en Belgique, un incomparable essor. Ce petit pays compte, sur l'étroite surface de son territoire, trois fois autant de verreries que la France (1), et ses progrès sont, à cet égard, constants. De 1896 à 1906, le nombre des établissements belges se rattachant à l'industrie du verre, a passé de 50 à 69 ; dans le même laps de temps, le personnel occupé s'est élevé de 21.699 à 31.100, tandis que le nombre des chevaux-vapeur utilisé montait de 12.782 à 24.630 (2).

Cette situation avantageuse, la Belgique la doit surtout aux conditions éminemment favorables dans lesquelles elle peut produire le verre. Tout d'abord, elle peut aisément se procurer sur place, les divers éléments entrant dans la fabrication : les houillères belges toutes proches, lui fournissent le charbon à des prix très inférieurs aux prix de vente de la houille en France ; de plus, un réseau de voies navigables, plus complet peut-être, qu'en aucun autre pays, transporte, dans des conditions à la fois économiques et rapides, les matières premières sur les lieux où elles doivent être mises en œuvre. Enfin et surtout, les salaires des ouvriers verriers, loin de suivre la marche ascendante qui les accroît, dans la plupart des pays et la presque totalité des professions, ont subi, en ces dernières années, un mou-

(1) Raoul HANCART : *Sur la crise dans la verrerie*, Voix des verriers, 15 janvier 1909.

(2) Edouard PAYEN : *L'industrie de la verrerie en France*, Economiste Français, 16 avril 1910. Ce progrès est dû surtout aux gobeletteries et cristalleries, passées de 15 en 1896 à 26 en 1906.

vement de régression marqué, et M. Charpentier en donnait fort bien la raison à la Chambre, lors de la discussion du nouveau tarif douanier de 1910. « La Belgique ayant, disait-il, une production intensive qui dépassait de beaucoup, comme la nôtre, les besoins de la consommation, s'est efforcée d'écouler ses produits. Mais elle s'est heurtée, à un moment donné, surtout aux Etats-Unis, à une barrière infranchissable de tarifs exceptionnellement prohibitifs... » Pour éviter le chômage ou même la fermeture de leurs usines, les industriels belges ont alors posé aux ouvriers des conditions *sine qua non* : « ils ont proposé à la main-d'œuvre des tarifs de salaires infiniment réduits, que les ouvriers ont acceptés, plutôt que de sacrifier leur existence ». Dès lors, « le prix de revient du verre se trouvant abaissé dans d'énormes proportions, il s'est fait, en notre pays, pendant ces dernières années, un encombrement de verres belges » (1), tandis que l'industrie française concurrencée jusque sur son propre marché, voyait baisser les prix de vente et s'entasser dans ses magasins des monceaux de marchandises sans débouchés. Le verre à vitre était tout particulièrement éprouvé par cette concurrence étrangère. Les exportations françaises avaient, depuis 1905, baissé dans la proportion de 30 à 50 0/0 (2). Quant aux importations,

(1) *J. off.*, Déb. parl., 2^e séance du 1^{er} décembre 1909, p. 3070.

(2) « Jusqu'en 1905, a dit le ministre du commerce au Sénat, les exportations varient de 14 à 25 millions ; elles ne sont plus, depuis 1905, que de 9, 7, 8 et 10 millions » (*J. off.*, Séance du 19 mars 1910, p. 700). — Cf. le discours prononcé la veille, par M. le sénateur HAYEZ, maître de verreries (2^e séance du 18 mars 1910).

leur augmentation était formidable. Tandis que, pour les années 1902, 1903, 1904, 1905, la moyenne annuelle des importations avait été de 945.143 kgs (notamment en 1904 et 1905, les chiffres avaient été respectivement de 777.546 kilos et 598.271 kilos), en 1906 ces chiffres s'élevaient à 1.229.968 kilos, total dans lequel la Belgique, à elle seule, figurait pour le chiffre de 1.045.127 kilos, soit près des cinq sixièmes ! En 1907, le chiffre total des importations de verres à vitres en France passait à 2 322.200 kilos, et dans cet ensemble, la part de la Belgique était de 2.136.800 kilos, c'est-à-dire plus des neuf dixièmes (1) ! Et ce résultat semblait inévitable, du moins tant qu'on s'obstinerait à ne pas élever, contre l'envahissement des produits étrangers, une barrière protectrice de droits à l'importation. Les Belges, en effet, subissaient eux-mêmes une crise très grave, « du fait que leur énorme production, dont l'importance dépasse plus de trente-trois fois les besoins nationaux, se voyait fermer peu à peu la plupart des marchés étrangers » (2) ; dès lors, il était tout naturel qu'ils écoulassent leur trop-plein en France où les barrières douanières sont les plus basses : le prix peu élevé de la main-d'œuvre en Belgique, l'absence des « entraves » constituées par certaines lois sociales, le bon marché des matières premières, leur permettaient de

(1) Chiffres donnés à la tribune de la Chambre par M. CHARPENTIER, d'après les entrées constatées aux divers bureaux de douanes de Lille, Valenciennes, Jeumont, Givet, Longwy, Lunéville et Paris (*J. off.*, 2^e séance du 1^{er} décembre 1909).

(2) Rapport de M. Géo GÉRALD, député, sur les tarifs de douanes à appliquer aux poteries, verres et cristaux (*J. off.*, Doc. parl., Chambre 1908, Annexe n° 1965).

consentir des sacrifices sur le prix de vente en France, de façon à rendre à nos nationaux la concurrence impossible sur leur propre marché ; et les pertes subies de ce chef ne pouvaient être contrebalancées par les exportations, puisque la presque totalité des marchés étrangers se protégeaient, eux aussi, par des tarifs quasi-prohibitifs.

La situation de la verrerie à glaces n'était guère plus brillante : si l'industrie française arrivait encore à maintenir un chiffre d'exportations fort honorable, en revanche, les glaces belges, comme les verres à vitres, envahissaient notre pays, et leurs importations faisaient, d'année en année, des bonds énormes dont on mesurera toute l'amplitude, quand on saura que, de 1.400 mètres carrés de glaces argentées importées par la Belgique en France pendant l'année 1905, les envois belges étaient passés en 1906, à 8.000 mètres carrés (1) ! Comment d'ailleurs s'en étonnerait-on ? Les ouvriers belges sont payés couramment de 2 fr. 25 à 3 fr. 50 par jour, et le bon marché de la vie, en Belgique, leur permet de s'en tirer fort bien. Les ouvriers français, au contraire, reçoivent facilement 12 francs par jour à Paris, et en province, au moins de 7 à 8 francs, salaire qui n'a du reste rien d'excessif, étant donné l'élévation du prix de la vie, la cherté des loyers et l'usure si rapide à laquelle est presque fatalement voué l'ouvrier verrier.

Quant à la verrerie à bouteilles, elle a subi, elle aussi, une crise analogue. Vers 1907 et 1908, ses exportations

(1) Voir le rapport précité de M. le député Géo Gérald.

avaient beaucoup baissé par rapport aux années précédentes : à la concurrence belge se joignait celle des bouteilles allemandes qui entraient en grand nombre, particulièrement en Champagne (1) : les verreries à bouteilles voyaient s'entasser dans leurs magasins des stocks qu'elles n'arrivaient plus à vendre, pour un prix rémunérateur ; aussi plusieurs d'entre elles, notamment dans le Nord, avaient-elles dû fermer, et d'autres réduisaient le nombre de leurs fours, plongeant ainsi dans l'angoisse du chômage, toute une partie de leur personnel (2).

Comme bien on le pense, les ouvriers verriers furent les premiers à s'émouvoir d'une crise dont ils souffraient plus encore que leurs employeurs, et, sans hésiter, ils réclamèrent l'élévation des droits à l'importation, comme la seule mesure capable de limiter les effets meurtriers de la concurrence étrangère. Il n'y eut même pas chez eux les diver-

(1) « On nous assure qu'il est entré cette année, dans les caves d'Épernay, 700.000 champenoises venant d'Allemagne » (Ch. DELZANT : *La verrerie à bouteilles*, Voix des verriers, 15 décembre 1908). Dans le même journal (n° du 1^{er} novembre 1908), un autre verrier, R. HANCART, accuse la Compagnie des Chemins de fer de l'Est d'avoir cherché à obtenir du ministre des tarifs de réduction sur les prix de transport en faveur des bouteilles allemandes, sans indiquer d'ailleurs la base de son accusation.

(2) « Dans le Nord, la verrerie de Lourches a dû fermer ses portes, et de ce fait, 300 ouvriers sont sans travail ; trois autres fours sont en chômage ; en Champagne, la production se trouve réduite de plus de moitié ; à Fourmies, les verriers chôment deux ou trois jours par semaine. Nos stocks en magasins sont considérables..... et l'Allemagne a un stock de 150 millions de bouteilles prêtes à envahir notre marché national » (Intervention de M. PASQUAL, député du Nord, à la Chambre des députés. Séance du 1^{er} décembre 1909, *J.off.*, p. 3073).

gences d'opinions que nous avons eu à constater parmi les ébénistes : du moins à notre connaissance, aucune protestation officielle ne s'éleva en France, contre le scandale d'une attitude protectionniste en désaccord avec la doctrine du « parti » ; et dans la *Voix des verriers*, organe corporatif de la Fédération nationale des travailleurs du verre, les militants syndicalistes de la verrerie purent, sans jamais être contredits, réclamer à cor et à cri, pour leur industrie, un supplément de protection contre la production à bas salaires des verriers belges (1), allant jusqu'à proclamer que « patrons et ouvriers avaient un intérêt commun à se défendre sur ce terrain » (2).

Toutefois, ce protectionnisme des ouvriers de la verrerie française ne rencontra pas, du côté belge, l'adhésion sympathique qu'y avait reçu celui des sculpteurs sur bois. Les verriers belges, dans leur journal *La Revanche*, protestèrent avec indignation contre les tendances nationalistes et rétro-

(1) « La verrerie belge... sera maintenant un continuel danger pour la sécurité ouvrière en France. Les salaires y ont été abaissés et pourront l'être encore. Si, pour l'instant, on arrive à parer aux conséquences en relevant les droits protecteurs, il n'en sera plus ainsi. » (Ch. DELZANT : *Les verriers et la verrerie à vitres en France*. Voix des verriers, 15 février 1909.) « Nous ne pouvons tout de même pas souffrir continuellement de ce que les verriers étrangers consentent à travailler pour des salaires dérisoires, alors que tout est cher dans notre pays... » (R. HANCART : *A quand les droits protecteurs ?* Voix des verriers, 1^{er} novembre 1908.)

(2) « Oui, nous nous associons à la demande des industriels verriers français, nous demandons avec eux l'élévation des tarifs protecteurs aux frontières. » (Ch. DELZANT : *Voix des verriers*, 15 janvier 1909.)

grades de leurs camarades français, et dans les premiers mois de l'année 1910, le Comité national de la Fédération des gobelettiens belges, sur la proposition du député socialiste Lambillotte, vota à l'unanimité un ordre du jour qui blâmait énergiquement les « visées protectionnistes patronales et réactionnaires poursuivies, au détriment de l'unité ouvrière internationale », par les verriers français (1). Ceux-ci, loin de courber la tête sous cette âpre mercuriale, se défendirent avec beaucoup de vigueur et de bon sens. Ils rétorquèrent, non sans raison, à leurs camarades belges, que leur protectionnisme, tout accidentel, n'était nullement inspiré par une pensée de lucre ou de monopole, mais qu'il l'était uniquement par la concurrence déprimante dont les ouvriers belges eux-mêmes étaient responsables, puisqu'ils avaient accepté, en dépit de leur organisation syndicale,

(1) Voici quels sont les principaux considérants de cet ordre du jour : « Le Comité.... considérant que les camarades français sont les initiateurs du premier Congrès international verrier tenu à Paris, jetant les bases de l'Unité verrière internationale.... que la Fédération française, par son adhésion aux mesures protectionnistes et réactionnaires qui ne peuvent avoir pour conséquence qu'une plus forte exploitation des travailleurs de tous pays, tend la première à rompre cette unité si laborieusement établie et devant apporter à la classe verrière le bien-être auquel elle aspire et a droit.... qu'elle ne peut invoquer, à l'instar de certaines corporations, que nos verriers soient des avilisseurs de salaires, étant donné qu'ils ne s'embauchent pas, en France, à des salaires inférieurs à ceux établis.... Attendu que le marché belge leur est ouvert, les favorise et leur permet, en bien des cas, une concurrence facile.... Proteste énergiquement contre cette attitude, qui semble dictée par un besoin de combattre la concurrence faite par les ouvriers belges au point de vue des salaires », etc., etc....

l'avilissement de leurs propres salaires (1), manquant ainsi les premiers aux obligations de la solidarité internationale ; ils ajoutaient qu'au surplus, tout en étant sincèrement imbus des principes internationalistes, ils estimaient que « l'internationalisme ne veut pas dire duperie des uns par les autres » (2) ; ils pouvaient encore invoquer, à l'appui de leurs prétentions, l'exemple des ouvriers verriers d'Amérique : eux aussi faisaient campagne, à la même époque, pour le relèvement des tarifs, précisément dans le but de se défendre contre les bas salaires et le bon marché excessif des matières premières dans la verrerie européenne et surtout dans la verrerie belge (3).

Vint la révision générale du tarif douanier français. Les

(1) Cet avilissement des salaires, disait DELZANT (*Voix des verriers*, 15 janvier 1909), frappe la verrerie belge d'une véritable *maladie* contre laquelle les autres pays ont le droit de se protéger.

(2) « De l'entente, oui, mais pas de dupe ! » concluait M. DELZANT (*Voix des verriers*, 15 avril 1909) et, dans un autre article (*Voix des verriers*, 15 mars 1910), il écrivait ces mots suggestifs : « A côté des principes internationalistes qui sont le tracé de l'avenir, il y a les situations présentes avec leurs intérêts, il nous semble que les camarades de Belgique n'en tiennent pas assez compte. » Cette simple phrase explique et justifie toutes les tendances ouvrières au protectionnisme.

(3) « Pendant un voyage fait en Europe l'été dernier, j'eus l'occasion d'étudier les conditions du travail dans l'industrie du verre, et j'ai été impressionné par le fait que les salaires réellement bas payés en Europe et le bon marché des matières premières pour la fabrication du verre constituaient un grand danger pour l'industrie verrière américaine, et que, seule, la révision du tarif douanier pouvait nous sauvegarder. » (Extrait du discours prononcé par M. FAULKNER, président de la « Nationale des ouvriers en verre à vitres d'Amérique », devant la Commission de la révision des tarifs à Washington (*Voix des verriers*, 15 février 1909.)

verriers protectionnistes soumirent leurs doléances à la Commission des douanes qui, tout en leur consentant quelques élévations sur les tarifs de 1892, refusa de leur accorder satisfaction intégrale. On vit alors les députés des régions d'industrie verrière intervenir à la Chambre, au cours de la discussion des articles du nouveau tarif, pour demander, au nom de leurs commettants, le renforcement des droits fixés par la Commission. M. Goniaux, député de Douai, tout socialiste qu'il fût, vint, de concert avec les députés unifiés de Valenciennes, MM. Durre et Mélin (1), présenter, dans ce sens, un amendement au n° 351 du tarif (Verres à vitres). Après avoir exposé la crise dont souffrait la verrerie à vitres et ses répercussions sur la condition des ouvriers, M. Goniaux proposa à la Chambre de porter de 5 francs à 7 fr. 50 au tarif minimum, le droit sur les verres d'une superficie inférieure à 50 centimètres carrés, et d'élever ce droit de 10 à 12 fr. 50 pour les verres excédant cette superficie (2). Le gouvernement et la Commission, tout en protestant du grand intérêt qu'ils portaient à l'industrie verrière, refusèrent de prendre en considération la demande présentée par M. Goniaux qui, devant cet avis défavorable, avant coureur d'un échec certain, se hâta de retirer son amendement. Une autre demande de relèvement de tarifs

(1) Douai comprend dans son arrondissement les grandes verreries de Somain et d'Aniche, et Valenciennes, celles de Fresnes, Escaupont, Denain, etc.

(2) V. *Journal officiel*, Débats parlementaires, Chambre, 2^e séance du 1^{er} décembre 1909, p. 3068.

fut formulée, sur les « bouteilles, fioles et flacons ordinaires » par M. Pasqual, député d'Avesnes, « au nom de la classe ouvrière, au nom des ouvriers qui fabriquent les bouteilles, et au nom également de tous les syndicats ouvriers et patronaux de France. « En dépit de cette recommandation chaleureuse, l'amendement Pasqual ne trouva pas grâce devant la Commission et fut retiré par son auteur. Moins heureux que leurs camarades ébénistes, les ouvriers verriers n'avaient pu parvenir à émouvoir le Parlement, et devaient se contenter des légers relèvements de tarifs consentis, avant toute discussion, par la Commission des douanes (1).

Le protectionnisme des sculpteurs sur bois et celui des verriers sont récents, et, pour ainsi dire, accidentels. Il existe, au contraire, une catégorie spéciale de travailleurs pour lesquels le protectionnisme est une véritable tradition, et qui, depuis longtemps, réclament des droits protecteurs,

(1) Le 1^{er} décembre 1909, M. DURRE, député unifié du Nord, de concert avec son collègue M. MÉLIN, présenta, sur le numéro 348 du tarif : « Faïences fines et majoliques, poteries à pâte fine décorées ou vernies », un amendement tendant à faire relever de 16 à 20 francs au tarif minimum, les droits sur les faïences fines décorées et vernies ; il déclara que cette élévation de droits, demandée par la classe ouvrière en même temps que par les industriels, était nécessaire pour protéger la main-d'œuvre nationale contre la concurrence étrangère, alors que les ouvriers belges gagnaient 1 fr. 25 ou 1 fr. 50 par jour pour peindre des faïences fines, et que les mêmes ouvriers et ouvrières, dans la région française du Nord, étaient payés 3 francs et plus. En dépit des instances de M. Durre, l'amendement fut repoussé par la Chambre. Le 22 décembre, le même député unifié demanda, avec un égal insuccès, un relèvement des tarifs pour préserver de la concurrence étrangère les ouvriers de la boissellerie.

parce que la protection douanière leur apparaît comme une nécessité vitale, comme la condition même de la survivance d'une industrie décimée, plus que toutes les autres, par la concurrence étrangère : nous voulons parler des tisseurs de soie de la région lyonnaise.

C'est une industrie vraiment française que la leur : « A quelque époque qu'on la prenne, écrivait Louis Reybaud dès 1859, avant comme après nos grandes crises politiques et sous les régimes les plus divers, au milieu des métamorphoses que la chimie et la mécanique faisaient subir à toutes les fabrications, toujours on la retrouve avec ce caractère *national* qui la distingue et que rien n'a pu altérer... (1). » Et le même auteur déclarait, dans le même ouvrage, qu'à cette époque, la France produisait, à elle seule, autant de soieries que le reste de l'Europe ! Il est vrai que l'industrie lyonnaise de la soie a connu de beaux jours, tant que les tissus ont été produits par les métiers à bras ; sa production, sans doute, était lente, mais elle mettait admirablement en valeur les qualités innées de goût et d'ingéniosité qui faisaient des *canuts* de la Croix-Rousse, plus que des ouvriers, de véritables artistes, dont les travaux délicats allaient porter bien loin la renommée du génie français. Lyon ne craignait alors aucune concurrence, mais l'emploi du métier mécanique vint uniformiser la production, rendre à peu près inutiles la science et le goût du tisseur, supprimer enfin ce

(1) LOUIS REYBAUD : *Etude sur le régime des manufactures* (Paris, 1859).

facteur personnel qui constituait jusque-là l'exclusif apavage de l'ouvrier lyonnais ; alors, de toute part surgirent les rivaux : la Suisse, l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, la Russie, les Etats-Unis, le Japon, devinrent des centres de production qui, non contents d'approvisionner leur propre marché, profitèrent du bas prix de leur main-d'œuvre nationale pour envahir les pays où régnait jusqu'alors la soierie française (1). Bien plus, l'Allemagne et l'Angleterre, bénéficiant de la liberté presque absolue laissée à l'importation par le régime libre-échangiste des traités de 1860, inondèrent de leurs soieries à vil prix et de qualités inférieures le marché de Paris lui-même, qui fournissait aux tisseurs lyonnais leur plus fructueux débouché. Et d'année en année, la soierie lyonnaise vit croître en elle-même ce double germe de décadence : la diminution des exportations d'abord, indiquant le succès des efforts tentés par l'étranger pour supplanter, sur les marchés lointains, l'industrie française en souffrance ; ensuite, l'augmentation des importations, symptôme beaucoup plus grave, puisqu'il démontrait que l'ennemi était entré jusque dans la place, et que l'industrie nationale, investie, atteinte dans ses œuvres vives, ne trouvait même plus, sur son propre sol, de quoi compenser les pertes subies sur le marché mondial.

Dans la période décennale qui va de 1868 à 1877, la France avait exporté, en chiffres ronds, 2.500.000 kilo-

(1) Cf. le très intéressant discours prononcé par M. ORY, député, au cours de la révision douanière (*J. off.*, Débats parlementaires, Chambre, 2^e séance du 8 décembre 1909).

grammes de tissus de soie pure par année ; dans la période décennale suivante, de 1878 à 1887, cette exportation tomba à 1.300.000 kilogrammes ; la diminution, qui atteignait déjà près de 50 0/0, s'accrut encore pendant les années qui suivirent, pour s'arrêter à 1.234.000 kilogrammes en 1891, à la veille de la révision de notre législation douanière.

Et les importations, suivant une courbe contraire, progressaient à mesure que les exportations décroissaient : la moyenne décennale, de 197.615 kilogrammes, pour la période décennale 1868-1877, montait à 384.456 kilogrammes, — près du double ! — pour la période suivante 1878-1887 ; et le mouvement de hausse s'accroissant sans cesse, les importations atteignaient 767.435 kilogs en 1891 (1) !

On juge des ravages que devait produire, chez les industriels, et plus encore chez les producteurs ouvriers, vivant au jour le jour, une décadence aussi rapide. Les fabriques se fermaient, l'une après l'autre, incapables de soutenir la lutte ; celles qui, malgré tout, tenaient bon, se voyaient forcées de réduire le nombre de leurs métiers, et d'infliger à leur personnel des chômages continuels ; la détresse de cette population intelligente et laborieuse était navrante (2).

(1) Ces chiffres sont empruntés au rapport très documenté déposé, en 1906, par M. Jean MOREL, député de la Loire, sur la modification du tarif des tissus de soie pure (*J. off.*, Documents parlementaires, Chambre, Session ordinaire, 1906, Annexe n° 110, p. 833).

(2) « Avant les traités de 1860, disait une lettre adressée en 1891, à la Commission des douanes, par le Syndicat des ouvriers tisseurs et similaires, il y avait à Lyon 460.000 à 470.000 métiers à bras, il n'en

Les ouvriers, d'ailleurs, ne cherchèrent pas longtemps la cause de leur misère. L'évidence même leur indiquait que seul, l'établissement de droits suffisamment élevés, sur les tissus de soie pure étrangers, permettrait à l'industrie française de reconquérir le marché national, et de pouvoir, étant ainsi assurée du lendemain, se réorganiser méthodiquement pour reprendre ensuite, dans des conditions plus avantageuses, la lutte sur les autres marchés. Depuis longtemps déjà, les lamentations des syndicats ouvriers montaient vers le gouvernement, quand commença la longue série d'enquêtes, d'études, de rapports et de discussions parlementaires qui devait aboutir au vote du tarif protectionniste de 1892. Lorsque, le 2 juin 1891, vint en discussion, devant la Chambre des députés, la question du tarif spécial qu'il convenait d'appliquer aux tissus de soie pure, le député Fougère put venir déclarer, en toute vérité, à la tribune, que la totalité des ouvriers organisés de la soierie lyonnaise réclamaient, en même temps que l'entrée en franchise de la soie grège, qui constituait la matière première nécessaire à l'industrie, l'établissement de droits à l'importation relativement élevés sur les tissus étrangers de soie pure ; tel était le sens qui se dégageait nettement des documents qu'il produisit devant la Chambre, et notamment d'une lettre adressée au président de la Commission

existe plus maintenant que 16.000 à 17.000 ; à peine la moitié sont occupés, et c'est le libre-échange qu'on veut maintenir ! . . . Si encore les tisseurs étaient rémunérés convenablement. Mais il n'en est rien : les prix de façon ont subi une diminution de 50, 60 et même 70 0/0. »

des douanes (alors M. Méline), par le syndicat de l'Union des ouvriers tisseurs et similaires, pour lui donner connaissance d'un ordre du jour voté par ledit syndicat, le 9 février 1891, et ainsi conçu : « Après un échange d'observations, le syndicat décide : Il y a lieu : 1° de réclamer l'entrée en franchise des cocons et des soies grèges non ouvrées ; 2° de demander que les tissus étrangers soient frappés d'un droit relativement élevé à leur entrée en France. Ces deux propositions, mises aux voix séparément, sont adoptées à l'unanimité (1). » Sur 14 Chambres syndicales ouvrières existant à l'intérieur de Lyon, les signataires de cette lettre en représentaient 11 et 14 chambres syndicales de tisseurs et similaires de l'extérieur avaient adhéré à leur mouvement de protestation (2). En présence de la généralité des réclamations émises, tant par les patrons que par les ouvriers, la Chambre n'hésita pas à frapper les tissus de soie pure de provenance étrangère, d'un droit de 4 francs le kilogramme au tarif minimum, et 6 francs au tarif général, taux qui restait encore fort au-dessous de la moyenne

(1) Voici la conclusion de cette lettre, émouvante en ses accents de simplicité et de vraie détresse : « Nous concluons de tout ce que nous vous disons, en mauvais termes sans doute, mais sincèrement, qu'à toutes les industries nationales, il est dû aide et appui dans leur production ; que la situation qui leur est faite par les traités de commerce est intolérable ; qu'il est temps que des mesures sages, mais sans faiblesse, viennent arrêter à notre frontière les matières fabriquées qui jettent la désolation et la misère au sein de la grande famille des industriels et de leurs précieux collaborateurs. »

(2) Cf. *Journal officiel*, Débats parlementaires, Chambre. Séance du 2 juin 1891.

des droits imposés par les autres puissances à nos propres tissus de soie. Néanmoins, l'application de ce droit ne tarda pas à produire, sur l'industrie de la soie, les plus heureux effets ; le travail reprit partout et de nouvelles fabriques se fondèrent. Les témoignages recueillis sur l'état de la soierie lyonnaise à cette époque, sont unanimes à constater le renouveau de vigueur et de prospérité par lequel elle passa, pendant les années qui suivirent le vote du tarif de 1892. Dès le 24 décembre de cette même année, M. Méline, président et rapporteur de la Commission des douanes, signalait à la Chambre l'activité fébrile et soudaine de cette région naguère encore plongée dans un sommeil dont elle semblait ne devoir jamais se réveiller. « Les ateliers fermés se sont rouverts, disait-il ; le chômage a cessé, la main-d'œuvre a été demandée de tous les côtés, les salaires se sont relevés ; tout le monde s'est remis au travail. » Et M. Malaitre, député de la Haute-Loire, affirmait, de son côté : « On n'a jamais tant travaillé (1). » Les ouvriers intéressés, eux-mêmes, ont conservé le souvenir de cette époque heureuse. Interrogés plus de dix ans après, par la Commission chargée de procéder à la grande enquête de 1906 sur l'état de l'industrie textile, ils déclarèrent que la phase pendant laquelle leur industrie avait bénéficié du droit de 4 francs et 6 francs avait été, pour eux, remarquablement prospère (2).

(1) Ces citations se trouvent dans le rapport précité de M. Jean Morel.

(2) M. MOREL, rapporteur de la Commission : « Avez-vous constaté

Cette période de bien-être fut malheureusement de courte durée. La Suisse, bien qu'elle fût au nombre des pays qui jouissaient de notre tarif minimum, demanda que ce tarif fût encore abaissé en sa faveur, pour 80 articles ; elle exigeait notamment le remplacement du droit de 4 francs sur les tissus de soie, par un droit de 0 fr. 50 seulement. Ces prétentions exorbitantes furent repoussées par la Chambre française, le 23 décembre 1892 ; mais, à la suite d'une guerre douanière qui avait été particulièrement néfaste aux exportations françaises en Suisse (1), les négociations reprirent, deux ans plus tard, entre les deux pays. La Suisse obtint, cette fois, des réductions de tarifs sur 29 articles, dont les tissus de soie, pour lesquels le droit de 4 francs, déjà à peine suffisant, se trouvait abaissé à 2 francs le kilogramme pour les tissus noirs, et 2 fr. 40 pour les tissus couleur. Ce régime, — mis en vigueur au milieu de l'année 1895, — eut, sur l'industrie lyonnaise, et, par suite, sur la condition des ouvriers, les plus déplorables effets (2). De nouveau, le

que pendant la période de 1892 à 1895, pendant laquelle votre industrie a été réellement protégée, le travail était plus actif, les chômages moins fréquents et les salaires plus élevés ?

Un grand nombre de délégués : Absolument.

M. Morel : Est-ce depuis la révision des tarifs douaniers que la crise s'est déclarée ?

M. Camillat, président du Conseil des prud'hommes : Certainement. (Audition du Comité des Chambres syndicales ouvrières de Lyon. Procès-verbaux de la Commission d'enquête, t. III, p. 73.)

(1) V. les détails de cette guerre douanière dans NOGARO et MOYE, *op. cit.*, p. 54-55.

(2) « Ce nouveau régime a eu pour conséquence immédiate la misère toujours croissante qui sévit avec intensité parmi les travailleurs du

flux des importations grossit, monta, jusqu'à égaler, puis jusqu'à submerger la maigre production de la fabrique lyonnaise désemparée. « Dans l'espace de dix ans, disait M. Jean Morel, en 1906, la valeur des soieries pures importées en France fit un bond prodigieux ; elle représentait seulement, en 1894, une proportion de 12 0/0 au regard de la production lyonnaise des tissus teints en fils ; cette proportion, aujourd'hui, dépasse 55 0/0, indice éloquent de la position critique où se débat notre vieille industrie » (1) ! Le ralentissement des affaires eut pour conséquence le chômage et la baisse des salaires (2) ; et de nouveau, patrons

tissage et les corporations similaires de notre pays. La déplorable situation faite à la principale industrie de Lyon et des départements de la région, par l'envahissement du marché français par les tissus de soie pure de provenance étrangère, a été la cause de nombreux et réitérés chômages qui, fatalement, ont amené et amènent encore des baisses de salaire successives et continuelles. » (*Rapport du Comité des Chambres syndicales ouvrières pour la défense des soieries. Enquête sur l'industrie textile*, t. III, p. 91.)

(1)

Années	Production de la fabrique lyonnaise	Importation étrangère européenne et asiatique	Relation entre l'importation et la production Pour cent
	Tissus de soie pure unis et façonnés		
	Milliers de francs	Milliers de francs	
1894. . . .	161.300	19.482	12.07
1895. . . .	180.860	25.685	14.02
1898. . . .	154.000	30.269	19.65
1900. . . .	140.400	38.828	27.65
1902. . . .	115.900	48.929	42.21
1903. . . .	91.000	50.272	55.24

(2) « Letaux des salaires dans le tissage mécanique est, en moyenne, de 1. 50 par jour ; dans le tissage à bras, la moyenne n'est que de 1. 25. Variations des salaires depuis 20 ans : de 1884 à 1895, une diminution de 30 0/0, et de 1895 à nos jours une diminution de 40 0/0,

et ouvriers, unis dans une commune détresse, clamèrent leur misère..... La Commission chargée de l'enquête sur l'industrie textile, lorsqu'elle vint, en février 1904, opérer à Lyon, recueillit les échos de la désolation générale. L'« Association (patronale) de la soierie lyonnaise », le « Comité des Chambres Syndicales ouvrières pour la défense des soieries », le Conseil des prud'hommes de Lyon (Section de la soierie), la « Chambre syndicale (ouvrière) des tisseurs de Lyon », le « Groupe patronal lyonnais du syndicat du tissage mécanique à façon », la « Société des anciens élèves de l'Ecole municipale de tissage de Lyon », tous enfin réclamèrent, tant dans les rapports qu'ils avaient rédigés que dans leurs explications orales devant la Commission, le relèvement des droits de douane sur tous les tissus de soie pure de provenance étrangère à 7 fr. 50 au minimum et 15 francs au tarif général, par kilogramme (1).

soit au total de 70 0/0 » (Rapport du Conseil des prud'hommes de Lyon, 1^{re} catégorie (soierie), section ouvrière), *Enquête sur l'industrie textile*, t. III, p. 95.

(1) « Les Chambres syndicales professionnelles, patronales et ouvrières, dit M. Jean MOREL dans son rapport précité, ont été unanimes, dans leurs réponses écrites comme dans leurs dépositions orales, pour signaler l'intensité de la crise et pour demander au Parlement d'en conjurer promptement les effets par l'application d'un traitement efficace. La commission d'enquête a été vivement et douloureusement impressionnée par tout ce qu'elle a vu et entendu à cet égard, dans la région lyonnaise.... » etc.

M. AUGAGNEUR, maire de Lyon, déposant devant la Commission d'enquête, disait également : « Tous les fabricants, tous les ouvriers sont unanimes à demander l'établissement de droits sur les soies, c'est le seul moyen de lutter » (*Enquête*, t. III, p. 150).

Seule la Chambre de commerce de Lyon, murée dans un libre-échangeisme intransigeant, fait exception et se déclare hostile au relèvement des tarifs.

La Chambre des députés qui, par deux ordres du jour successifs (1), avait manifesté l'intention d'accorder aux travailleurs de la soie une protection plus en rapport avec la situation critique de leur industrie, semblait assez disposée à examiner favorablement leurs revendications, mais la Suisse, avec laquelle devait être renouvelée la convention de 1893, fit montre d'une intransigeance irréductible ; elle fit valoir que les tissus de soie représentaient annuellement une exportation (de Suisse en France) égale à 18 millions de francs environ (soit à peu près le sixième de son exportation totale en France) et déclara qu'elle faisait du maintien des tarifs — dérisoires, — de 1893, la condition *sine qua non* d'un accord commercial. La France céda, une fois encore, et sacrifia l'industrie lyonnaise, en masquant toutefois sa défaite derrière de minimes relèvements de tarifs consentis sur certains tissus de soie (2). En fait, le régime de la convention de 1906 n'apporta à l'industrie moribonde aucun soulagement sérieux.

Lorsque fut discutée, à la Chambre, la révision douanière de 1909-1910, les pauvres gens tentèrent un dernier effort

(1) Le premier de ces ordres du jour, voté dès le 2 avril 1898, invitait le gouvernement à donner à l'industrie de la soie une protection égale à celle que notre régime douanier assure aux autres industries textiles ; le second, — du 22 janvier 1911, — invitait le gouvernement à sauvegarder, lors du renouvellement des conventions passées avec les États de l'Europe centrale, les garanties douanières nécessaires aux tissus de soie pure.

(2) Voir pour le détail de ces modifications, le rapport présenté au Sénat par M. Albert GÉRARD, après le vote de la Chambre (*J. off.*, Sénat, Doc. parl. Séance du 20 novembre 1906, p. 949).

pour faire admettre par la Chambre ce droit de 7 fr. 50 dans lequel ils avaient placé tout leur espoir. Des députés — même socialistes — s'employèrent avec zèle à soutenir leur demande : MM. Colliard, député socialiste indépendant, Rognon, socialiste unifié, Justin-Godart, Fort, Bonnevay, Ory, etc., montèrent tour à tour à la tribune pour apporter à la Chambre l'expression du vœu unanime des industriels et des ouvriers de la soierie lyonnaise ; l'un après l'autre, ils protestèrent contre le régime de défaveur que subissaient, depuis plus de 15 ans les tisseurs lyonnais, et exposèrent le découragement profond qu'avaient causé parmi eux les concessions faites à la Suisse en 1895 et renouvelées en 1906. Le gouvernement et la Commission consentirent bien à frapper d'un droit de 3 fr. 75 au kilog, les tissus de soie d'origine extra-européenne, visant ainsi les importations japonaises, très menaçantes en ces dernières années (1) ; mais en ce qui concernait les tissus de soie de provenance européenne, ils se déclarèrent liés par la convention franco-suisse qui devait être dénoncée après l'expiration d'un délai de prévenance d'un an ; « tout en réservant, comme le disait M. Klotz, président de la Commission des douanes, tous les droits, toutes les espérances », tout en faisant aux tisseurs lyonnais les plus belles promesses... d'avenir, ils refusèrent de leur donner la pro-

(1) En 1906, les importations asiatiques étaient de 7 millions de francs ; en 1907, ce chiffre s'est élevé à 12 789.000 francs ; en 1908, à 13.432.000 francs ; (chiffres donnés, au cours de la discussion du 8 décembre 1909, par M. Justin GODARD).

tection immédiate qui leur manquait, contre une concurrence européenne plus menaçante encore sans doute que les importations asiatiques (1) ; pour la troisième fois, l'industrie française de la soie était sacrifiée à des considérations, — faut-il dire à des nécessités ? — d'ordre international.

Dans leur lutte infructueuse pour la conquête de la protection douanière, les ouvriers lyonnais cherchèrent vainement un appui auprès de leurs camarades appartenant aux autres branches de l'industrie textile. Ceux-ci, bien protégés par de confortables droits de douane contre les effets de la concurrence étrangère, morigénèrent de très haut leurs « parents pauvres » de la soierie lyonnaise, et blâmèrent, au nom de la pure doctrine socialiste, l'attitude protectionniste qu'ils osaient manifester. C'est au cours du VII^e Congrès national ouvrier de l'industrie textile, tenu à Tourcoing du 12 au 15 août 1906, que se fit jour cette opposition de tendances. Les délégués du Sud-Est y déposèrent une proposition en faveur du relèvement des droits de douane (2), espérant bien conquérir à leur cause leurs cama-

(1) En 1901, la fabrique lyonnaise produisait pour 130.000.000 de francs de tissus de soie pure, et les importations suisses étaient de 17.663.000 ; en 1905, la production lyonnaise fléchissait à 93 millions 300.000 francs, tandis que les importations suisses montaient à 20.747.000 francs. Il est vrai qu'après 1907, les importations suisses ont baissé notablement, mais ce résultat doit être attribué à la crise générale de la soierie et au caprice de la mode.

(2) Cette proposition était ainsi conçue :

« La Fédération textile de France, réunie en Congrès le 14 août 1906, après avoir étudié la situation critique créée, dans la soierie,

rades mieux partagés ; ainsi que nous l'avons déjà dit, leurs espoirs furent cruellement trompés. Une longue discussion s'engagea sur le vœu déposé, mais elle ne tourna pas précisément à l'avantage des délégués du Sud-Est. Le citoyen Renard, délégué des textiles du Nord, tout en reconnaissant la situation « épouvantable » dans laquelle se débattaient les tisseurs lyonnais, déclara qu'elle n'était pas imputable aux tarifs, mais à l'excédent de production et à la concurrence d'un outillage mécanique sans cesse perfectionné. Tout en se proclamant étranger aux querelles du libre-échange et de la protection, tout en déclarant que les ouvriers n'avaient pas « à savoir si ce serait à la sauce protectionniste ou à la sauce libre-échangiste qu'ils seraient exploités » (1), le citoyen Renard employa cependant les

par les tarifs douaniers sur les soies établis entre la Suisse et la France, et après avoir entendu, à cet égard, les délégués de la région du Sud-Est démontrer la nécessité qu'il y a de relever ces droits dont le *statu quo* aurait pour effet de mettre l'industrie soyeuse de France en infériorité envers les autres puissances, et pour conséquence immédiate, d'entretenir un chômage allant toujours en s'accroissant, mettant une entrave au relèvement des prix de façon donnée aux ouvriers, dont les salaires sont vraiment dérisoires, le Congrès demande au gouvernement de faire appliquer intégralement les tarifs douaniers votés par le Parlement le 13 juillet 1905 et qui devaient être appliqués le 13 juillet 1906, et proteste énergiquement contre tout autre arrangement qui porterait un grand préjudice aux 300.000 travailleurs de l'industrie soyeuse. »

(1) « Les ouvriers textiles du Nord, disait à ce sujet V. RENARD, se sont toujours bornés à fournir du travail et ont laissé leurs employeurs se débattre seuls et se débrouiller comme ils l'entendent en ce qui concerne les tarifs ; ils livrent du travail, exigent en échange le plus haut prix possible et c'est tout. . . . Faisons-nous restituer le plus possible sans nous occuper du protectionnisme ou du libre-échange. Au beurre ou à l'huile, le goujon ouvrier est toujours frit, sans son action revendicatrice. »

arguments consacrés, et d'ailleurs discutables, par lesquels les libre-échangistes ont coutume de se concilier les consommateurs : « A quoi serviront ces droits de protection illusoires qui jamais ne vous protégeront contre les conséquences du développement économique que le machinisme suscite partout ? S'il était prouvé que cela vous procure du travail plus régulier, à vous qui êtes 120.000, est-ce que vous ne voyez pas que vous reperdriez, sous forme de loyers, de pain, de viande et d'objets de toute sorte plus chers, ce que vous auriez pu gagner par moins de chômage ? » Après avoir dressé contre le protectionnisme des tisseurs lyonnais ce réquisitoire passionné, l'orateur déposa, à l'encontre de la proposition de ces derniers, un projet de résolution bien en harmonie avec l'intransigeance, toute guesdiste, dont s'étaient inspirées ses paroles : « Considérant, disait ce projet, que la lutte à coups de tarifs douaniers n'est que le prélude de la lutte à coups de fusils et de canons, engendrant pour les peuples la vie chère, la misère et la ruine ;

« Considérant que le seul terrain d'action qui soit efficace, est celui de la lutte des classes, classe ouvrière et classe capitaliste, en dehors duquel aucune organisation ouvrière ne devrait se placer... Attendu que, quelle qu'en soit la dénomination, l'ouvrier n'en est pas moins exploité par le capitalisme...

« Pour ces raisons, le Congrès déclare : « Que tout en indiquant aux syndicats le danger qu'il y a pour eux à suivre les employeurs dans l'établissement de l'un quelconque de ces

moyens de commercer, la Fédération devra observer la plus stricte neutralité, tout en laissant à chacun des syndicats la composant, une liberté entière sur ces points de vue. » Ce projet de résolution, dont nous avons tenu à donner les principaux considérants, en raison de leur caractère anti-protectionniste nettement tranché, fut adopté par 523 voix et 59 syndicats, tandis que la motion des délégués du Sud-Est obtenait l'adhésion de 95 voix et 13 syndicats (1). »

La question des tarifs douaniers a parfois été posée dans les Congrès de mineurs français. Sans doute, les tendances protectionnistes n'ont pas rallié chez eux, comme chez les tisseurs de soie lyonnais, l'unanimité des suffrages ; cependant, la faveur accordée par certaines parties de la France aux combustibles étrangers n'a jamais cessé de préoccuper, sinon d'alarmer les travailleurs de nos houillères. L'écho de ces préoccupations, nous le trouvons dans plusieurs de leurs grands Congrès annuels, et notamment au Congrès national

(1) Voir le *compte rendu* de ce Congrès, publié à Lille, imprimerie Dhooche, 1906. En ce qui concerne les tendances anti-protectionnistes manifestées, en général, par les textiles du Nord, voir le rapport (rédigé par le même citoyen Victor RENARD) de la Fédération Nationale ouvrière de l'industrie textile de France, remis à la Commission d'enquête sur l'industrie textile, t. II, p. 293 : « Par la faute des protectionnistes la crise de surproduction qui devait fatalement se produire survint plus vite à la suite des droits prohibitifs sur les blés, sur le bétail vivant, sur les viandes américaines. Des représailles se produisirent : Les Américains, fidèles à la doctrine de Monroë, répondirent coup pour coup en établissant aussi des barrières douanières par des droits *ad valorem* sur les produits textiles français qui, peu à peu, perdirent leurs débouchés dans le Nouveau-Monde. . . » Plus loin (p. 297), il parle de l'« action néfaste des tarifs protecteurs en ce qui concerne la laine ».

des mineurs de 1897, tenu à Carmaux. Le citoyen Basly, député du Pas-de-Calais, dont nous avons déjà signalé les interventions empreintes du plus pur protectionnisme, dans certaines discussions douanières au Parlement, entreprit de faire connaître aux congressistes les causes qui, d'après lui, entravent la vente des charbons français et diminuent par conséquent la production tout en condamnant au chômage un nombre toujours croissant de travailleurs. Les tarifs de douane trop inférieurs appliqués aux charbons étrangers, lui paraissaient être la principale de ces causes (1). Aussi proposa-t-il l'ordre du jour suivant, destiné à être transmis aux pouvoirs publics :

« Le Congrès... considérant que la production des charbons français augmente chaque année de plus d'un million de tonnes, et qu'il devient de plus en plus difficile à l'industrie charbonnière d'écouler ses produits ;

« Considérant que la faveur accordée aux combustibles étrangers dans nos ports et sur nos réseaux de chemins de fer, met nos charbonnages dans un état d'infériorité sur les marchés charbonniers ;

« Considérant que la houille qui vaut 12 francs la tonne sur le carreau de la mine, n'est protégée, vis-à-vis des charbons étrangers, que par un droit de 1 fr. 20, c'est-à-dire

(1) L'année précédente (1896) le Congrès de la Fédération Nationale des mineurs, tenu à Decazeville, avait déjà adopté, probablement à l'instigation du même Basly, un vœu conçu en des termes tout à fait analogues (*Enquête de l'Office du travail sur les Associations professionnelles ouvrières*, t. I, 1899, p. 411).

de 10 0/0 de sa valeur, alors que le fer, aussi indispensable que la houille à toutes les industries, et dont la valeur est de 15 francs les 100 kilogs, est protégé par un droit de 30 0/0, et que le droit sur les blés est de 7 francs par 100 kilogs, soit environ 33 0/0 ;

« Considérant que cette inégalité n'est pas justifiée et qu'il résulte de ce régime défavorable que les houilles étrangères affluent sur le marché français ;

« Considérant que cette importation excessive enlève annuellement 160 millions à l'épargne française, alors que les travailleurs du sous-sol voient leurs salaires baisser constamment pendant que les journées de chômage deviennent plus nombreuses ;

« Considérant que les tarifs de pénétration des chemins de fer sont devenus une cause de perturbation pour l'exploitation du charbon français ;

« Invite le gouvernement français : 1° à rapporter ces tarifs ; 2° à ordonner de nouveaux tarifs favorables au transport de nos houilles ; 3° à exclure des fournitures de la Guerre, de la Marine, et autres services de l'Etat, les fournisseurs de charbons, cokes et agglomérés d'origine étrangère ; 4° à réclamer des Chambres la surélévation des droits de douane, conformément au désir de tous les mineurs français. »

Cette proposition, que n'eut pas désavouée le plus forcené des protectionnistes, fût adoptée, à l'unanimité des voix, par cette assemblée d'ouvriers (1) !

(1) Cf. *Le Réveil du Nord*, 21 août 1897.

La question fut à nouveau posée devant la Fédération nationale des mineurs, au Congrès de Lens (1901). Les mineurs du Gard y avaient délégué l'un des leurs, chargé de remettre au président du Congrès un long factum adressé au président du Conseil, pour protester contre l'envahissement des départements du Midi par la houille anglaise et demander que les droits sur les charbons étrangers soient portés de 1 fr. 20 à 2 fr. 40 par tonne. Le délégué des mineurs du Gard, n'étant pas personnellement syndiqué, fut, on le conçoit, reçu assez fraîchement, et le Congrès, ne se jugeant tenu, envers lui, à aucune complaisance, refusa, sur la proposition du citoyen Calvignac, d'aborder cette discussion « qui l'obligerait à se prononcer sur la question si délicate du libre-échange et du protectionnisme » (1).

Les mineurs savaient, nous venons de le voir, se départir à l'occasion de cette attitude pleine de réserve et prendre parti, aussi nettement qu'on peut le faire, pour le protectionnisme, tout au moins pour ce qui concernait l'industrie houillère. Ils le firent encore, quelques années plus tard, en 1909, au Congrès de Montceau-les-Mines, où il fut décidé qu'une démarche serait faite auprès du ministre par le Con-

(1) Cf. le compte-rendu du Congrès national de Lens, édité à Lille chez Lagrange, 1901. En 1902, au Congrès national de Commentry, pendant une discussion sur les grèves générales, un des délégués de Commentry, le citoyen Duvert, émit la crainte « qu'en faisant la grève générale, on réussit simplement à faire entrer en France un plus grand nombre de houille étrangère ».

seil national des mineurs, pour lui demander l'élévation des tarifs contre les charbons étrangers (1).

Citons enfin, parmi les ouvriers ayant manifesté, depuis quelques années, des tendances, — encore incertaines et mal définies, — à attribuer au protectionnisme la crise traversée par leur industrie, les ouvriers mégissiers, et plus spécialement les gantiers de Grenoble et de Millau (2). L'enquête très complète faite en 1908-1909 par l'Office du travail, sur le chômage qui sévit à l'état endémique dans cette industrie, nous apprend que la plupart des producteurs, patrons et ouvriers, attribuent ce chômage à l'action de plus en plus intense de la concurrence étrangère. A Grenoble, les ouvriers se plaignent particulièrement de la concurrence des gantiers de Bohême, et surtout de ceux de Kaaden ; les patrons bohémiens paient à leurs ouvriers des salaires de famine qui leur permettent d'offrir à la consommation, des gants à des prix étonnants de bon marché, qui font une concurrence redoutable aux produits français de la vallée de l'Isère (3). Quant à Millau, les gantiers y souffrent

(1) V. GEMAHLING, *op. cit.*, p. 233.

(2) L'industrie gantière est localisée, en France, à Paris, Millau, Grenoble et Chaumont. Grenoble fournit à elle seule la moitié de la vente totale française ; elle produit 1.500.000 douzaines de paires de gants représentant une valeur totale de 45.000.000 de francs. Il n'en est pas moins vrai que, depuis quelques années, l'industrie gantière est stationnaire et la raison principale de cette stagnation est dans la concurrence étrangère (Réforme économique, 17 novembre 1911).

(3) Cf. LÉON COTE : *L'industrie gantière et l'ouvrier gantier à Grenoble*, 1 vol. in-8° avec préface de Jean JAURÈS, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1903.

de la concurrence des gantiers italiens ou allemands à bon marché. Certains se contenteraient, comme remède, de l'apposition d'une marque sur les gants étrangers, à leur entrée en France, et pensent que cette mesure, bien anodine, suffirait à empêcher ces produits de venir concurrencer le gant de Millau sur le marché intérieur. D'autres, en revanche, en assez grand nombre, soit parmi les patrons, soit parmi les ouvriers, « voient un remède à cette situation dans un remaniement des tarifs douaniers, tant à l'entrée en France qu'à l'exportation dans certains pays, aux Etats-Unis notamment (1). »

§ 2. — En Angleterre. La propagande pour la « *Tariff Reform* » et les milieux populaires.

De toutes les grandes nations européennes, l'Angleterre est, sans contredit, celle où la question du régime douanier se pose avec le plus d'acuité et se discute avec le plus de passion.

Nous sortirions du cadre de cet ouvrage en faisant ici l'exposé du grand mouvement protectionniste qui, depuis quelques années, est venu profondément agiter un pays où toutes les sympathies, où l'amour-propre national même semblaient intéressés au maintien de ce « *free trade* » dont la Grande-Bretagne s'était, depuis plus de soixante ans, constituée, — sans grand succès, — le champion tenace (2).

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, juin 1908, p. 569-570.

(2) Voir sur ce sujet : Jacques BARDoux : *Essai d'une psychologie de*

Notre étude ne vise qu'à dégager de ce heurt peut-être décisif de deux doctrines, l'attitude, ou plutôt les diverses attitudes observées, à leur égard, par les classes populaires anglaises.

Mais pour bien préciser les raisons profondes et logiques qui ont pu déterminer, dans un sens ou dans l'autre, l'opinion du prolétariat d'Outre-Manche, il n'est peut-être pas sans intérêt d'esquisser à grands traits l'origine et les principaux caractères de la campagne protectionniste.

Rappelons tout d'abord que l'Angleterre (bien que son ralliement au libre-échange, motivé par des préoccupations très peu désintéressées, ait été une bonne affaire plus encore qu'une belle action), n'en avait pas moins édifié auparavant, sur un protectionnisme qui confinait en bien des cas à la prohibition, sa prestigieuse fortune économique du siècle dernier (1). En dépit de la formidable poussée libé-

l'Angleterre contemporaine : Protectionnisme et radicalisme, Paris, Alcan, 1907 ; Paul GANNAY *L'impérialisme économique et la grande industrie anglaise* (Paris, Librairie générale de jurispr., 1905) ; Daniel CRICK : *Le procès du libre-échange en Angleterre* (Instituts Solvay, Bruxelles, Misch et Thron, 1904) ; Philippe MILLET : *La crise anglaise* (Paris, A. Colin, 1910) ; Georges BLONDEL : *La politique protectionniste en Angleterre* (Paris, Lecoffre, 1904) ; Louis CAZAMIAN : *L'Angleterre moderne. Son évolution* (Paris, Flammarion, 1914), etc. . .

(1) « Le libre-échange pouvait être, dans la pensée de ses apôtres un mouvement idéal vers la liberté : c'était, dans l'esprit populaire, le triomphe de la patrie économique : c'était une bonne action et une bonne opération ». Paul GANNAY : *L'impérialisme économique et la grande industrie anglaise*, p. 24. Et l'auteur fait remarquer très justement qu'en 1815, au moment de leur triomphe politique, les Anglais étaient déjà sur la voie du triomphe économique. « Au point de vue de l'outillage, du personnel, des conditions d'exploitation, ils

rale qui, commencée dès 1825, sous le ministère Huskisson, atteignit avec Cobden vers 1840 son maximum d'enthousiasme, l'adhésion des Anglais à la « religion » nouvelle du « free trade » fut loin d'être unanime : les arrière-petits-fils des manufacturiers de 1820 n'ont jamais complètement oublié cette période de vigoureux essor industriel réalisé à l'ombre des tarifs douaniers (1).

Un certain état d'esprit protectionniste a donc toujours régné, fût-ce à l'état latent, chez bon nombre d'industriels et n'a fait que se manifester plus ouvertement lorsqu'en ces dernières années, la concurrence menaçante de l'Allemagne et des États-Unis est venue sérieusement battre en brèche l'hégémonie industrielle de la Grande-Bretagne. La « Tariff-Reform » n'est donc pas sortie tout armée, à l'état de projet théorique, du cerveau de M. Joe Chamberlain. Mais il n'en est pas moins vrai que la personnalité vigou-

étaient en avance d'un demi-siècle sur tous leurs concurrents. C'est pourquoi la politique du libre-échange leur était au fond *nécessaire vitalement*, pour leur ouvrir des marchés nouveaux ».

(1) Dans son *Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine*, M. J. BARDoux, montre que l'état d'esprit protectionniste plonge dans le passé par de profondes racines. La poussée libre-échangiste ne fut, d'après lui, que le « résultat de circonstances exceptionnelles, d'un accident fortuit. » Il ajoute que les conservateurs ont toujours plus ou moins ouvertement inscrit à leur programme le retour à la doctrine protectionniste.

Sur le rôle très important qu'ont joué dans la réaction de l'esprit autoritaire et interventionniste contre l'égoïsme malfaisant du « laisser-faire », des hommes comme Carlyle, Ruskin, Dickens, Tennyson, Manning, voir J. BARDoux : *Les idées protectionnistes et l'opinion britannique* (Débats, 9 juin 1903). Voir aussi L. CAZAMIAN : *L'Angleterre moderne* (Paris, Flammarion, 1911).

reuse de M. Chamberlain, sa propagande si tenace poursuivie en dépit de tous les blâmes et les discours énergiques qu'il a jetés, comme des appels de clairon, aux quatre coins de l'Angleterre, ont tôt fait de le désigner, dans l'opinion publique, comme le « lanceur » et la vivante incarnation du mouvement protectionniste.

Ses antécédents ne semblaient pourtant guère le prédisposer à ce rôle. Cet ancien ministre radical, devenu plus tard ministre conservateur, était, en 1882, lors des premières escarmouches provoquées par les partisans du « fair trade », l'un des plus chauds défenseurs du libre-échange. En 1896, exposant un peu timidement un plan de réformes qui comportait l'application de tarifs préférentiels aux colonies, il disait mélancoliquement au Congrès des Chambres de Commerce de Londres : « La classe ouvrière ne consentirait jamais à un tel changement (1). » A cette époque, Joe Chamberlain était encore indécis : l'idée d'un Zollverein impérial le hantait pourtant. Et ceci nous amène à indiquer l'un des traits les plus singuliers de cette physionomie, qui caractérise en même temps tout le mouvement protectionniste anglais, nous voulons parler de ses tendances impérialistes.

L'impérialisme anglais n'est pas une doctrine dont on puisse fournir les principes, c'est un *sentiment* dont on chercherait en vain l'expression dans une œuvre d'économie politique anglaise, mais qui n'en est pas moins très vif et

(1) Paul GANNAY : *L'impérialisme économique et la grande industrie anglaise*, p. 24.

répandu jusque dans les classes sociales où l'on s'attendrait le moins à le rencontrer (1).

Le mot d'*empire* monte tout naturellement aux lèvres lorsqu'il s'agit de désigner les immenses possessions coloniales que l'Angleterre s'est taillée, à même le globe, depuis deux siècles ; le roi d'Angleterre est officiellement « l'Empereur des Indes », et l'orgueil national ne laisse pas de trouver son compte à cette appellation. Mais, loin de se serrer autour de la métropole, ces colonies, — surtout l'Australie et le Canada, — tendent à devenir chaque jour davantage des individualités distinctes ayant leur caractère propre, leur patriotisme, capables de se suffire à elles-mêmes, et puisant, dans les libertés mêmes que leur octroie largement leur suzeraine, le goût et l'impatience d'une autonomie plus complète encore. De même que le colosse aux pieds d'argile dont parle la Bible, ce vaste empire colonial s'achemine ainsi vers la dislocation, et c'est pour la prévenir que Chamberlain, après sir Charle Dilke, Seeley, Disraeli et bien d'autres, a conçu ce rêve grandiose d'une sorte de Zollverein britannique destiné à fonder, sur la communauté des intérêts matériels, une union étroite entre la mère-patrie et ses colonies.

Ce désir passionné d'une *greater Britain* « d'un empire comme le monde n'en a pas encore contemplé », est une des idées-mères de Chamberlain. C'est lui qui a déterminé et dirigé par des voies rationnelles l'évolution, paradoxale à

(1) *Ibid.*, p. VII.

première vue, qui l'a mené, en quelques années, du libre-échangeisme convaincu au protectionnisme militant. Le régime des droits préférentiels entre l'Angleterre et ses colonies entraînait en effet, pour contre-partie nécessaire, l'établissement d'un régime moins favorable pour les autres nations ; pour que les colonies fussent réellement privilégiées par le régime de « porte large ouverte » que leur offrait l'Angleterre, il fallait que la porte fût tenue close, — tout au moins entrebâillée, — aux autres concurrents de la lutte économique, dût l'Angleterre, elle-même, en subir les conséquences... Et c'est ainsi que, guidé par une inflexible logique, M. Chamberlain finit par avouer, en plein Parlement anglais, dans la fameuse séance du 28 mai 1903 (1), que ses projets coloniaux devaient entraîner, en Angleterre, l'imposition des denrées alimentaires. Ce fut un beau tapage chez les libre-échangistes libéraux et même conservateurs ; lord Goschen se dressa indigné, pour flétrir un projet qui « constituait une spéculation blâmable sur la nourriture du peuple ». Une crise ministérielle s'ensuivit, et M. Chamberlain, quittant son poste de ministre des colonies, commença dans le pays tout entier cette campagne protectionniste qu'il devait continuer jusqu'au jour où les forces physiques vinrent à lui manquer. Tandis que M. Balfour, sans vouloir désavouer son compromettant collègue, essayait de pallier,

(1) Voir sur cette séance, Alcide EBRAY : *Le Zollverein britannique* (Débats, 30 mai 1903). Quinze jours auparavant, M. CHAMBERLAIN avait déjà, dans un retentissant discours prononcé à Birmingham (15 mai 1903), lancé dans l'opinion son programme protectionniste.

en développant son système anodin de « retaliation » (1), l'effet produit par les véhéments discours de M. Chamberlain, celui-ci, beaucoup moins soucieux de ménager les transitions, proclamait, en formules nettes et tranchantes, « la faillite du libéralisme classique », tant sur le terrain des questions ouvrières que dans le domaine purement économique. Sa campagne avait, disait-il lui-même, un double but : protéger l'industrie et le travail anglais contre la concurrence étrangère et, d'autre part, créer un empire puissant, unissant étroitement l'Angleterre et ses colonies (2).

Il ne faisait d'ailleurs aucune difficulté de reconnaître que le libre-échange avait, à une époque déterminée, merveilleusement favorisé le développement général de la richesse et des affaires (3). Dans ses bons jours, il allait jusqu'à se proclamer lui-même libre-échangiste, — théoriquement bien entendu, — et il ajoutait que les autres nations, en refusant de l'imiter, le forçaient par là même à renoncer à

(1) Ce système consistait — ainsi que son nom l'indique, — à user simplement des tarifs douaniers en manière de *représailles*, contre les pays qui auraient, les premiers, adopté des mesures douanières nuisibles aux intérêts économiques de l'Angleterre. M. BALFOUR a, du reste, exposé cette idée dans une brochure : « *Economic notes on Insular Free Trade* ».

(2) Daniel CRICK : *Le procès du libre-échange en Angleterre*.

(3) Ceci d'ailleurs paraît ne pouvoir être sérieusement contesté : on estime que la richesse générale en Angleterre, de 1865 à 1903, a passé de 6 à 15 milliards de livres sterling. En tenant compte de l'accroissement de la population (qui a passé de 30 à 42 millions d'habitants), c'est un accroissement de 77 1/2 0/0. Chiffres donnés par M. Georges BLONDEL : *Les nouvelles idées commerciales du peuple anglais*. Conférence faite à la Société d'économie sociale. (Réforme sociale, 9 novembre 1903.)

ce libre-échangeisme, sous peine de faire jouer à l'Angleterre un rôle d'éternelle dupe (1). Car, — c'est là un de ses thèmes favoris, — ce qui était bon pour l'Angleterre il y a trente, vingt ou seulement dix ans, peut avoir cessé de l'être. Et il rappelle, non sans à-propos, cette phrase de Th. Carlyle qu'il vient d'écrire en tête de sa préface à un ouvrage de propagande protectionniste *Imperial Reciprocity* : « Nul ne peut croire ni ne croit comme son grand-père. » Si Cobden vivait encore, ce grand citoyen, qui méprisa de son vivant les théories abstraites et générales, serait sans doute un protectionniste ardent. Il avait espéré que l'exemple de l'Angleterre allait entraîner à sa suite toutes les nations dans la voie fraternelle du libre-échange et faire de l'Europe un grand marché sans frontières. Et voici qu'au contraire toutes les puissances se sont, l'une après l'autre, converties au protectionnisme, hérissées de barrières et de tarifs. Et l'Angleterre est restée seule, livrée, sans pouvoir les rendre, aux coups de l'étranger qui l'a délogée successivement de ses positions économiques. « Depuis quelques années, dit M. Chamberlain, nos exportations et surtout nos exportations de produits fabriqués, n'augmentent plus... Ce qui est

(1) « J'ai été élevé dans la pure doctrine du libre-échange, mais pendant les trois dernières années, tout a changé, la politique, la science, le commerce ; les autres pays n'ont pas suivi l'Angleterre dans le libre-échange comme l'avait espéré Cobden, pas plus qu'ils n'ont été ruinés.... »

« Je suis libre-échangiste ; je veux le libre-échange avec toutes les nations ; mais si celles-ci ne veulent pas échanger avec moi, je ne suis pas libre-échangiste à tout prix. » (3) (Discours de Greenock, 7 octobre 1903).

surtout inquiétant, lorsqu'on examine les statistiques commerciales, c'est le changement qui s'est produit dans la nature des produits importés. L'Angleterre importait, en effet, jusqu'à ce jour, des matières premières en grande quantité, et maintenant elle importe beaucoup de produits manufacturés, ce qui l'oblige à vivre sur son capital et sur ses économies (1). » L'orateur protectionniste se sent ici sur un terrain favorable ; il sait que le pays tout entier se préoccupe de la terrible concurrence que lui font l'Allemagne et les Etats-Unis ; il ne prend guère la peine de s'occuper de l'agriculture anglaise que le régime libre-échangiste a tuée. Aussi bien les libre-échangistes proclament-ils qu'un pays merveilleusement apte, comme l'est l'Angleterre, à la spécialisation industrielle doit se résigner à sacrifier certaines branches de sa production. Mais que devient l'industrie anglaise ? L'orateur y insiste d'autant plus que cette argumentation, dans sa pensée, doit servir à rallier parallèlement à sa cause les deux classes de producteurs industriels : les patrons et les ouvriers. Il dénonce avec une secrète complaisance les agissements de ces puissances

(1) Dans la dernière période décennale, l'exportation des produits manufacturés anglais a diminué de 3 1/2 0/0, tandis que l'exportation des produits américains a augmenté de 17 1/2 0/0 et celle des produits manufacturés allemands de 35 1/2 0/0 (Chiffres donnés par M. Georges BLONDEL, *loc. cit.*).

« Tandis que les exportations britanniques d'objets ouvrés progressent avec peine de 203 (moyenne de 1890-1894) à 205 (moyenne de 1895-1899) millions de livres sterling, les ventes allemandes passent de 100 à 118. La distance qui sépare les deux industries baisse de 103 à 87 millions de livres sterling » (J. BARDOUX, *op. cit.*, p. 25).

étrangères qui, non contentes d'exclure les produits de l'Angleterre menacent de ruiner ses industries sur son propre marché. Elles pratiquent sur une grande échelle le *dumping*, et « les produits amenés dans ces conditions désorganisent nos industries, menacent de les faire disparaître, privant ainsi nos ouvriers de leur travail » (1). Et M. Chamberlain dresse la liste des industries sur lesquelles sévit avec le plus d'intensité la concurrence étrangère : celles du fer et de l'acier d'abord, dont sa profession lui permet de parler en connaissance de cause. En 1850, l'Angleterre produisait à elle seule la moitié de la production mondiale de fer et d'acier, il en a été ainsi jusque vers 1875. A ce moment, l'Allemagne est entrée en scène, et en moins de trente ans, sa production est arrivée à égaler celle de l'Angleterre ; à partir de 1885, nouvelle concurrence : celle des Etats-Unis, qui prennent la tête à pas de géant, et le Royaume-Uni n'arrive plus aujourd'hui qu'au second rang, serré de très près par l'Allemagne (2). Il suffit d'ailleurs, pour se rendre compte de la situation, de feuilleter les rapports de la « Commission des tarifs », fondée et dirigée par M. Chamberlain lui-même ; le premier de ces rapports est précisément celui du fer et de l'acier (3), et l'on y trouve constamment des

(1) Cité par D. CRICK, *op. cit.*, p. 73.

(2) PAUL GANNAY, *op. cit.*

(3) Ce rapport, dit M. P. Gannay, est le premier document d'importance qui, depuis 60 ans, ait osé proclamer l'utilité et l'opportunité du protectionnisme en Angleterre. Il renferme l'opinion de 453 maisons. Les directeurs des grandes aciéries sont venus déposer, représentant un personnel de 231.000 ouvriers, soit les 4/5 de la

conclusions comme celles-ci, que nous citons au hasard : Rapport n° 1552 : « Nous ne fabriquons plus de barres d'acier ou d'étain ; le *dumping* des Etats-Unis et de l'Allemagne nous en empêche. » N° 852 : « Le tarif américain est prohibitif et nos usines ne peuvent continuer la lutte qu'en se transportant au delà de l'Atlantique », etc., etc...

D'autres industries périliclitent elles aussi : la bijouterie, par exemple : « En 1900, disent les statistiques du « Board of Trade », nous avons exporté pour 50.000 livres sterling et importé pour 137.000 livres sterling de bijoux, c'est-à-dire que nous perdions 87.000 livres sterling. Or, en 1902, les importations l'ont emporté de 170.000 livres sur les exportations. Pourquoi ? En raison des tarifs étrangers qui imposent jusqu'à 45 0/0 de droits d'entrée sur les objets (1). »

Dans la quincaillerie également, les importations ont triplé depuis dix ans : la fabrication des boutons de nacre occupait autrefois 6.000 ouvriers à Birmingham ; c'était une vieille industrie du pays ; aujourd'hui, elle en emploie un millier à peine, et les chômages sont fréquents (2).

Il en va de même des raffineries de sucre qui, tuées par la concurrence, ont dû déverser sur le pavé des centaines et des milliers d'ouvriers. Et l'orateur développe fort habile-

main-d'œuvre. « Mais, comme le remarque très à propos M. Gannay, il est regrettable que les travailleurs n'aient pas été admis directement devant la commission ; le prolétariat a été laissé de côté et le capital a pu seul faire entendre ses doléances... »

(1) Cité par D. CRICK, *op. cit.*, p. 85.

(2) Cité par D. CRICK, *op. cit.*, p. 86.

ment ce côté de la question : « On vous dira que ces ouvriers ont trouvé du travail dans d'autres industries. Ce n'est pas si facile que cela ! Leurs enfants, peut-être, mais les adultes, non ! On n'apprend pas à un vieux chien de nouveaux tours ! Les ouvriers, minés par le protectionnisme étranger, ont émigré en Amérique ou ont été grossir les rangs des meurt-de-faim (3) !... »

Les répercussions désastreuses du régime libre-échangiste sur l'intensité de la production et, conséquemment, sur les salaires ouvriers, voilà ce qu'il veut surtout mettre en lumière dans les harangues enflammées qu'il adresse aux prolétaires des grands centres industriels : à Newcastle (1), à Newport (2), et ailleurs. Il s'agit pour lui de détruire,

(1) Cité par CRICK, *op. cit.*, p. 88.

(2) ... « Nos importations augmentent chaque année ; en 1872, nous avons importé pour 63 millions de livres sterling ; en 1882, pour 84 millions de livres sterling ; en 1892, pour 99 millions ; en 1902, pour 149 millions de livres sterling d'objets manufacturés. En 30 ans, les produits que nous aurions pu fabriquer aussi bien que les étrangers ont donc augmenté de 86 millions de livres sterling, tandis que nos exportations de produits manufacturés ont diminué de 6 millions de livres sterling. La perte pour notre industrie a donc été de 92 millions de livres sterling dont la moitié, soit 46 millions, représentent des salaires. Or, cette somme aurait permis de donner du travail, à 30 shillings par semaine, à 600.000 ouvriers et aurait assuré, en tenant compte de leurs familles, l'existence de 3 millions de personnes. Cela n'aurait pas fait disparaître les meurt-de-faim, c'est vrai, mais aurait au moins permis de réduire sensiblement leur nombre. » (Discours de M. CHAMBERLAIN à Newcastle, 20 octobre 1903.)

(3) ... « On estime à 250.000 tonnes l'acier que l'Allemagne et les Etats-Unis ont déversé en Angleterre pendant l'année 1903 en cours. Et ce n'est encore que le commencement. Il en résulte un bénéfice de 125.000 livres sterling pour certaines industries, paraît-il. Mais quel est le préjudice ? On peut dire que la perte en salaires causée

tout au moins d'amoindrir l'impression détestable produite, dans l'esprit du prolétariat anglais, par l'annonce des droits protecteurs dont M. Chamberlain se propose de frapper les denrées alimentaires. C'est là, nous le verrons, dans l'esprit du prolétariat, la pierre d'achoppement du système. Aussi le missionnaire de la *Tariff Reform* s'attache-t-il à dresser, en face du spectre du « pain cher », brandi avec succès par les *free traders*, l'image non moins effrayante du chômage, de « l'unemployment » qui, on le sait, règne à l'état endémique dans les classes populaires d'Outre-Manche, et ne peut que s'accroître davantage, en raison de la stagnation industrielle imputable au libre-échange. « Nos industries essentielles sont menacées. Si nous ne prenons pas de mesures, nous en serons bientôt réduits à devoir nous contenter d'industries secondaires, comme la fabrication des pickles et des confitures ! »

Terrible perspective ! Et comme l'ouvrier anglais doit trouver bien légère, en comparaison, l'obligation qui lui serait imposée de payer un peu plus cher, — si peu ! — quelques denrées alimentaires. Car il faut bien, — n'est-il pas vrai ? — offrir une compensation quelconque aux colonies, en échange de la préférence qu'elles nous accordent, et que peut-être cette compensation, sinon une taxe sur les denrées alimentaires autres que celles importées par les colonies ? Mais, se hâte d'ajouter M. Chamberlain, « nous

aux ouvriers par cette invasion est de 500.000 livres sterling. » (Discours de M. CHAMBERLAIN à Newport, 23 novembre 1903.)

le ferons de manière à ne pas augmenter d'un farthing (1), le coût de la vie pour les ouvriers ». Le droit frappera le blé étranger, mais non le maïs dont la farine nourrit les plus pauvres gens ; de même, le droit de 3 0/0 qui frappera la viande, épargnera le lard. Il est du reste facile de mesurer exactement l'effet produit par les droits sur les budgets ouvriers. « En prenant pour base les chiffres des budgets ouvriers, tels qu'ils ont été établis par le Board of Trade, nous voyons que l'augmentation pour les ménages ouvriers sera par semaine de 19 farthings $1/2$ pour les ouvriers des villes, de 16 farthings $1/2$ pour les ouvriers des campagnes. D'autre part, les dégrèvements des $3/4$ sur le thé et de $1/2$ sur les sucres, que nous proposons, réduiront leurs dépenses respectivement de 17 farthings $1/2$ et de 17 farthings ; donc l'ouvrier des villes dépensera un demi-farthing de plus, l'ouvrier des champs, rien (2). »

Tels sont, brièvement résumés, les principaux arguments qui, renouvelés dans la forme, mais toujours à peu près identiques quant au fond, alimentent la propagande inlassable de M. Chamberlain. Il y ajoute encore le riant tableau de la prospérité des nations protectionnistes, spécialement de l'Allemagne et des Etats-Unis, dont les exportations ont augmenté dans d'énormes proportions, depuis qu'elles pratiquent le protectionnisme. Et comme l'esprit positif et réfléchi de ses auditeurs anglo-saxons ne saurait se payer

(1) Le farthing est une petite monnaie divisionnaire de cuivre qui vaut le $1/4$ du penny, soit 0.025.

(2) Cité par CRICK, *op. cit.*, p. 119-120.

de simples affirmations, il accumule les chiffres à l'appui de ses dires (1).

Enfin, l'ex-ministre des colonies ne manque pas de faire vibrer la corde impérialiste, en célébrant la grandeur du futur empire britannique entre les parties duquel doit régner dans l'avenir le plus fraternel libre-échangeisme (2).

Quels ont été les résultats pratiques de cette campagne poursuivie en dépit de toutes les obstructions, de tous les

(1) Dans un recueil d'articles de journaux protectionnistes publiés, avec une préface de Chamberlain, sous ce titre « Imperial Reciprocity », nous trouvons (p. 52-53) les chiffres suivants, concernant la quantité des exportations de *produits manufacturés* en Allemagne, aux Etats-Unis et en France.

Allemagne.

1880 (abandon du libre-échange).	83 millions de livres sterling.		
1890	107	—	(soit 29 0/0 d'augment. par rapport à 1880).
1900	149	—	(soit 79 0/0 d'augment. par rapport à 1880).

Etats-Unis.

1880 (avant le bill Mc Kinley)	21 millions de livres sterling.		
1890	31	—	—
1900 (après le bill Mc Kinley)	90	—	(soit 190 0/0 d'augment. par rapport à 1880).

France.

1882 (avant le tarif Méline).	76 millions de livres sterling.		
1890	80	—	—
1893 (après le tarif Méline).	90	—	—
1902	95	—	—

(2) « Les libre-échangistes prétendent que les Etats-Unis sont libre-échangistes, et cela sur la surface de la Fédération, qui est un véritable monde. Eh bien nous aussi, Anglais, devenons libre-échangistes dans les limites de l'Empire et faisons une Fédération plus vaste que la Fédération des Etats-Unis d'Amérique ! »

blâmes qu'on ne manqua pas de prodiguer, aux infatigables champions de la *Tariff reform* (1) ?

Les adversaires les plus déterminés du protectionnisme avouent eux-mêmes qu'il a fait, en ces dernières années, d'immenses progrès. M. Chamberlain devait tout d'abord conquérir à ses doctrines le parti conservateur ; s'il est vrai que, dans ce parti, les enthousiastes du libre-échange n'avaient jamais été légion, on peut également affirmer que le programme de M. Chamberlain ne valut pas immédiatement à son auteur les félicitations de ses coreligionnaires politiques. Longtemps, les conservateurs se contentèrent de professer, sur la question douanière, les idées ondoyantes de leur leader M. Balfour. Aujourd'hui, ils se déclarent franchement protectionnistes, déduction faite d'une infime fraction de conservateurs libre-échangistes, et la *Tariff reform* est l'une des grandes « plate-formes » électorales du parti unioniste. La pénétration des idées protectionnistes au sein même de la nation britannique n'est pas moins évidente. Les agriculteurs sont presque unanimement partisans du système de M. Chamberlain qui représente à leurs yeux la seule solution possible de la crise agricole. A part la *Westminster Gazette* et le *Daily News* qui restent d'intransigeants free traders, les grands journaux, — *Daily Mail*, *Sun*, *Standard*, — sont passés au ser-

(1) Le *Times*, du 15 août 1903, publiait un manifeste signé de 14 professeurs d'économie politique appartenant aux Universités anglaises, qui prétendait démontrer, en 7 propositions, l'inanité du système de M. Chamberlain.

vice du protectionnisme, les classes cultivées sont maintenant conquises aux trois quarts. Mais les classes ouvrières ? Dans la lutte entre « free-traders » et protectionnistes, le peuple représente un appoint décisif ; aussi conçoit-on que chacun des deux partis en présence s'évertue à le conquérir. Ni l'un ni l'autre ne peuvent, quant à présent, se flatter d'y avoir pleinement réussi ; ni l'un ni l'autre ne sont arrivés, jusqu'ici, à déterminer, dans les rangs du prolétariat anglais, ce courant d'unanimité, cette impulsion irrésistible qui eût, brusquement, fait porter sur l'un des plateaux de la balance, l'énorme poids de la détermination populaire et assuré, par là-même, à l'une des deux doctrines en présence, une victoire écrasante et incontestée. Sans doute, les élections de 1910 qui se sont faites principalement sur la réforme douanière, ont maintenu au pouvoir les libéraux free-traders, et il leur a fallu, pour y demeurer, l'appui d'un fort contingent ouvrier mais, d'autre part, les unionistes ont réalisé, en 1910, un gain considérable et impressionnant qu'on ne saurait expliquer sans admettre qu'un grand nombre de travailleurs aient été, depuis les élections précédentes, gagnés à la cause de la « Tariff Reform ». Et le même raisonnement pourrait s'appliquer aux élections qui suivirent, un an après, la dissolution des Communes ; il est vrai qu'en présence de la crise constitutionnelle ouverte par la résistance des lords au gouvernement libéral, la question douanière s'y trouvait quelque peu rejetée dans la pénombre, mais enfin, la *Tariff Reform* figurait toujours, — fût-ce par sous-entendu, — au programme des unionistes, et dans ces

conditions, le maintien, voire même l'augmentation des positions conservatrices, est un fait auquel nous ne saurions nous empêcher d'attribuer quelque importance...

De cette incertitude qui, après deux grandes consultations électorales, continue à régner sur les opinions du prolétariat d'Outre-Manche, touchant ce grave problème, on peut conclure que, jusqu'à présent du moins, il est encore foncièrement divisé sur la question douanière et ne s'est pas prononcé, dans son ensemble, pour le freetrade ou la *Tariff Reform*.

Il est d'ailleurs hors de doute que, parmi les organisations ouvrières anglaises, tout ce qui compte vraiment, tout ce qui possède une existence officielle, en même temps qu'une influence réelle, est, actuellement, favorable au libre-échange. De même que le socialisme français est, dans sa doctrine officielle, dans la personne de ses chefs les plus marquants, libre-échangiste parce qu'internationaliste, de même, le Labour-Party anglais, et ses principaux leaders (1), et le Trade-Unionisme lui-même, dans ses congrès généraux, ne manquent jamais d'affirmer leurs convictions libre-échangistes (2).

(1) Voir la brochure de John BURNS, un des membres ouvriers de l'ancien Cabinet libéral : *Labour and Free Trade*, Londres, Kent et Matthews. Dans un tract distribué à profusion parmi les populations ouvrières, lors de la campagne électorale de 1910, « Are Labour Parliament's Members free traders ? 28 parlementaires du Labour-Party (dont Keir Hardie, Ramsay Macdonald et Henderson) font une profession de foi nettement libre-échangiste.

(2) En 1903 déjà, tout au début de la campagne protectionniste, le Congrès annuel des Trade-Unions adoptait (le 8 septembre) à l'unani-

Et cela n'a rien qui doive étonner. Le *tempérament* de l'ouvrier anglais, sa manière de vivre... et de se nourrir, font de lui un sujet admirablement prédisposé à comprendre et à admettre les arguments produits par les libre-échangistes à l'appui de leur thèse. Il y aurait, à ce point de vue, un intéressant parallèle à tracer entre le travailleur français et son camarade d'Outre-Manche. Le premier est, avant tout, un *producteur* ; son action revendicatrice tend à accroître le *chiffre* du salaire qui doit rémunérer sa production ou, tout au moins, à la maintenir contre toute entreprise patronale sans doute, mais aussi contre toute action déprimante venant du dedans ou du dehors ; s'il arrive à se rendre compte que la concurrence étrangère peut avoir pour effet de restreindre l'activité de l'industrie française qui l'occupe, et, par suite, de menacer son salaire, l'ouvrier français sera protectionniste et ne s'inquiétera que médiocrement des répercussions de son protectionnisme sur le prix de la vie ; peu lui importe, après tout, que les vivres soient chers si le salaire *nominal* est élevé.

Il n'en va pas de même, en général du moins, de l'ou-

mité moins deux voix, une motion désapprouvant les projets de M. Chamberlain. Le *National Labour Representation Committee*, réuni à Bradford, le 5 février 1904, adoptait, par 965.000 voix représentées, contre 25.000, un vœu de protestation contre le protectionnisme. Depuis lors, presque chaque année il en a été de même. Le 27 janvier 1909, au Congrès du Labour-Party tenu à Portsmouth, un délégué ayant déposé une motion dans laquelle il accusait le libre-échange d'avoir enfanté le chômage dont souffrait la classe ouvrière, cette motion fut repoussée à une très forte majorité (Cf. la brochure précitée de John Burns).

vrier anglais ; c'est du point de vue du *consommateur* que ce dernier se placera le plus souvent ; ordinairement mieux payé que tous ses congénères d'Europe (nous parlons ici de la moyenne des ouvriers *qualifiés*, « *skilled* »), il veut défendre son salaire, oui, mais surtout le degré de bien-être, la nourriture saine et abondante, le « cottage » parfois très confortable, en un mot le *standard of life* relativement élevé, que ce salaire lui permet de se procurer ; bien payé d'ailleurs, bien protégé, grâce à l'action pratique et efficace des Trade-Unions, il ne met pas au premier plan de ses préoccupations la hausse d'un salaire déjà fort élevé, il n'envisage pas, dans ce salaire, comme son camarade français, le *chiffre* brutal, mais le *pouvoir d'achat* ; il faut que ce gain lui permette de se procurer, en quantité suffisante, les denrées nécessaires à sa subsistance : il veut le « pain à bon marché », la viande à bas prix ; et comme on lui a dit et répété que le libre-échange était la condition nécessaire de la modicité du prix de la vie, il est libre-échangiste (1).

Mais il n'y a pas, en Angleterre, que des ouvriers qualifiés bien payés, bien nourris et — presque — satisfaits de leur sort. On y trouve aussi des milliers, — nous pour-

(1) M. Paul DESCAMPS (*L'ouvrier de la laine dans le Yorkshire*, Science sociale, juin 1911) a pu vérifier le fait, en ce qui concerne cette catégorie spéciale d'ouvriers : Les ouvriers du Yorkshire, remarque-t-il en substance, peuvent satisfaire leur besoin d'être bien nourris, grâce au bon marché de la vie. Aussi sont-ils, comme ceux du Lancashire, des libre-échangistes convaincus : « Victorieux, sans conteste, de la concurrence étrangère, ils auraient tout à perdre et rien à gagner au protectionnisme. »

rions même dire des millions, — d'ouvriers *unskilled*, terrassiers, dockers..... ou chômeurs, travailleurs de métiers non qualifiés, mal payés, mal nourris et repoussés dédaigneusement par les Trade-Unions. Avant de penser au prix de différentes denrées alimentaires dont ils composeront leur menu quotidien, ceux-là ont besoin de trouver un travail plus régulier, qui leur rapporte les quelques shillings absolument nécessaires à leur subsistance et à celle de leur famille. D'autre part, même parmi les ouvriers « qualifiés » ayant en mains un métier, certains voient ce métier devenir moins rémunérateur, en même temps que pénètre dans l'Angleterre, la « camelote » allemande ou américaine ; ce sont autant de proies toutes prêtes à tomber dans les mailles du filet de la Tariff Reform, autant de disciples éventuels de la réforme douanière selon Chamberlain (1) !

Et, tandis que les Congrès des Trade-Unions et les manifestes du Labour-Party accumulent les déclarations libre-échangistes, le protectionnisme n'en continue pas moins ses *conquêtes individuelles*, dues surtout à la virtuosité véritable avec laquelle il agite, aux regards de la population ouvrière, le spectre du chômage, de l'« unemployment ».

(1) « Les ouvriers, dont le gagne-pain est assuré, tiennent d'ordinaire pour le libre-échange, car ils craignent avant tout le renchérissement de la vie. Sont au contraire pour la « Tariff Reform » tous ceux qui ne travaillent pas, ou qui craignent de ne pas trouver de travail, ou dont les journées sont réduites Ils (les ouvriers) voteront rouge ou blanc, selon qu'ils espèrent gagner six pence de plus, ou qu'ils redoutent de voir monter le prix du beurre chez l'épiciier du coin. » (Philippe MILLET : *La crise anglaise*, p. 28.)

« Chômage » ou « pain cher » ! Tels sont en effet les deux arguments également effrayants que brandissent respectivement les free-traders et les protectionnistes. Si le second suffit à éloigner du protectionnisme les « trade-unionistes » bien payés et bien protégés par l'action des syndicats, en revanche, il faut avoir vu défiler à travers Londres, par certaines matinées d'hiver, les lugubres cortèges des sans-travail (1) pour comprendre toute la fascination que peut exercer sur ces désespérés une doctrine qui, tout en attribuant leurs maux à une cause difficile, sinon impossible à contrôler pour eux, leur promet le travail, le travail qu'ils désirent plus encore que le pain, parce que, seul, le travail leur permettra de se procurer le pain.... (2).

Et de fait, il y a des protectionnistes parmi les ouvriers anglais ; tous les économistes, tous les sociologues qu'a passionnés la campagne électorale décisive de 1910, et qui sont allés étudier, sur les lieux, la psychologie si complexe de ce peuple en pleine crise, déclarent avoir rencontré, au

(1) Le paupérisme est, en effet, la grande plaie de l'Angleterre. Pauvres et chômeurs de toute sorte étaient, en 1901 déjà, au nombre de 781.000, représentant 24, 3 p. 1000 de la population totale de la Grande-Bretagne ; ils étaient 823.000 en 1903 et 885.000 en 1905 ; ils atteignaient en 1906 le chiffre formidable de 926.000 (M. GAUTHIER (de l'Aude), dans le *Journal*, 3 avril 1907).

(2) M. Chamberlain, dans ses discours, parle constamment de la situation de la main-d'œuvre : « Il pousse les ouvriers à croire que les pays de protectionnisme constituent un véritable paradis de la main-d'œuvre, parce que le régime protectionniste assure, selon lui, à l'ouvrier de l'emploi sans interruption, à haut salaire, et tout ce qui s'en suit de contentement et de prospérité. » (*Economiste français*, 2 février 1905.)

hasard de leurs enquêtes, des individus appartenant aux classes ouvrières, qui mettaient dans la Tariff Reform tous leurs espoirs de mieux-être. En 1908, M. Recouly, correspondant anglais du *Temps*, signalait déjà que le protectionnisme gagnait du terrain et recrutait de nouveaux adeptes, *surtout dans la classe ouvrière* (1). Deux années plus tard, un autre Français, M. Philippe Millet, après avoir suivi pas à pas la campagne électorale de 1910, après avoir pris contact avec tous les éléments de la population britannique et entendu exprimer, particulièrement dans les milieux ouvriers, les opinions les plus diverses sur les causes et les remèdes de la « *Crise anglaise* », rapportait de son enquête, à la fois sérieuse et attrayante, la conviction que si le prolétariat anglais était foncièrement divisé sur la question douanière, un grand nombre de ses membres, toutefois, étaient fortement attachés à la Tariff Reform et avaient, en cette qualité, donné, sans hésiter, leur vote au parti unioniste. Les déclarations topiques et souvent pittoresques qu'il a pu recueillir, au hasard de ses conversations, ne peuvent laisser, d'ailleurs, aucun doute à cet égard (2). On

(1) *Le Temps*, 4 mai 1908.

(2) Cf. p. 25, dans une discussion avec un *canvasser* (agent électoral) libéral, un ouvrier déclare « qu'il vaut mieux payer le pain un peu plus cher et avoir plus de travail », et conclut : « Faisons au moins l'essai du *Tariff Reform* ». — P. 26, cette plainte d'un ouvrier zingueur : « Dans mon métier, Monsieur, nous ne pouvons plus vivre à cause de toutes les boîtes en zinc dont les Allemands inondent le pays. Je ne vois pas pourquoi on ne leur ferait pas payer le droit de vendre leurs marchandises chez nous. Nous payons bien, nous autres, pour

ne saurait donc, sans légèreté, affirmer, comme le fit un grand journal français, que, seuls, avaient voté pour la réforme douanière, « les vieilles villes à cathédrales, à l'ombre desquelles vit la population des propriétaires fonciers et les paysans, qui ont cédé à la pression des gros fermiers et des lords » (1). C'était bel et bien grâce aux progrès faits par la propagande protectionniste dans les milieux populaires que les Unionistes avaient pu accroître, comme ils le firent, aux dépens des libéraux et du Labour-Party, leur imposante minorité (2).

Il existe d'ailleurs, en Angleterre, une importante association protectionniste ouvrière, *Trade-unionist Tariff Re-*

exporter chez eux... Croyez-moi, ce pays a besoin d'un changement ; faisons l'essai du *Tariff Reform*. » — P. 44 : « Je ne puis voter pour les libéraux, m'explique un ouvrier ; je travaille dans les jouets et j'ai intérêt au *Tariff Reform* », etc...

(1) *Le Matin*, février 1910, cité par la *Réforme économique*, 18 février 1910. Le raisonnement d'ailleurs pêche par la base. Il est bien évident que les agriculteurs sont unanimement protectionnistes, le protectionnisme représentant la seule chance de résurrection de l'agriculture anglaise, tuée par le libre-échange. Mais leur nombre, loin d'augmenter, diminue tous les jours ; ainsi l'accroissement de voix dont bénéficièrent les unionistes ne pourrait s'expliquer si les ruraux seuls avaient voté pour la *Tariff Reform*.

(2) « C'est surtout parmi les ouvriers que le protectionnisme opère des conversions. Les travailleurs anglais tendent de plus en plus à attribuer au libre-échange la responsabilité du chômage dont ils souffrent » (*Action*, 13 avril 1910).

« Sur le terrain économique, le parti unioniste est en pleine communion d'idées avec les classes ouvrières, qui sont enfin lassées de ce régime de duperie et de misère que fut le libre-échange pour leur pays ; le gain de plus de 100 sièges, réalisé par les conservateurs en janvier, en est la meilleure preuve. » (Pierre GALICHET : *La situation politique en Angleterre*, Bulletin de la Semaine, 27 avril 1910.)

form Association, qui manifeste son activité par des conférences, brochures, tracts, etc., et dont les effectifs ne cessent d'augmenter, s'il faut en croire certaines affirmations, à la vérité quelque peu intéressées (1).

Bref, il existe, en Angleterre, parmi les classes ouvrières, un courant protectionniste encore hésitant et incertain peut-être, mais en voie de croissance, avec lequel les libéraux pourraient bien avoir un jour à compter. Si les Unionistes, tout en protégeant par des tarifs douaniers l'industrie nationale, renonçaient à taxer les denrées alimentaires, et laissaient au peuple anglais ce *Free Break Fast*, cette vie à bon marché, qu'il considère comme un privilège intangible, ils rallieraient à eux l'unanimité du prolétariat industriel du Royaume-Uni. Or cette hypothèse est peut-être, dès à présent, en passe de devenir réalité. Les colonies anglaises, en effet, loin d'épouser le rêve grandiose de « Zollverein britannique », conçu par l'impérialisme ardent de M. Chamberlain, visent au contraire à conquérir, pour elles-mêmes, la plus large autonomie. Le Canada (malgré la défaite temporaire des partisans du traité de réciprocité entre le Dominion et les Etats-Unis), paraît fatalement destiné à subir, tôt ou tard, l'attraction douanière de la puissante République voisine. D'autre part, on prête à l'Afrique du Sud l'intention de demander, lors de la prochaine conférence coloniale, la suppression du tarif préférentiel accordé par les colonies

(1) V. dans les « *Monthly Notes on Tariff reform* », publication mensuelle de la *Tariff Reform League*, la chronique de cette *Trade Unioniste Tariff Reform Association*.

aux marchandises anglaises, ce tarif devant être remplacé par une contribution équivalente de chaque colonie pour sa défense personnelle (1). La réalisation de ces éventualités entraînerait fatalement la faillite, non pas du programme réformiste tout entier, mais de la *partie coloniale* de ce programme ; en présence de la résistance des colonies, les Tariff Reformistes n'auraient plus aucune raison de taxer, pour les avantager, les denrées alimentaires consommées par l'ouvrier anglais. Ils pourraient, dès lors, reporter sur ce dernier toute leur sollicitude, et le protéger, dans son travail, contre la concurrence de l'Allemagne et des Etats-Unis, tout en lui laissant le *cheap food*, la vie à bon marché : « Protection douanière sans impôts sur le blé », cette formule enlèverait aux free-traders leur plus gros argument contre le protectionnisme et trouverait probablement chez l'électeur britannique une approbation sans réserve (2).

§ 3. — Le protectionnisme allemand et la Social-Démocratie.

Après les Etats-Unis et l'Australie, qui sont des pays neufs, il n'est peut-être pas une seule nation qui soit, au même degré que l'Allemagne, inféodée au protectionnisme.

(1) Ch. AUGIER et Angel MARVAUD : *La politique douanière de la France*, p. 228.

(2) Cf. Ch. AUGIER et A. MARVAUD, *op. cit.*, p. 228. Seul peut-être, l'électeur rural n'y trouverait pas son compte. Mais le protectionnisme agraire, en le supposant appliqué, suffirait-il, aujourd'hui, à ranimer l'agriculture ?...

En outre, les tarifs douaniers y revêtent un caractère de protection *agraire* plus marqué que partout ailleurs ; pour obtenir, en faveur de l'agriculture nationale, des droits élevés sur l'importation des céréales étrangères, les cultivateurs allemands ont été jusqu'à se grouper, sous le nom d'*agrariens*, en un véritable parti politique.

Il n'en a pas toujours été ainsi, d'ailleurs, et l'histoire de la politique commerciale de l'Allemagne pendant la période contemporaine, offre de singuliers contrastes qu'il n'est pas sans intérêt de souligner d'un mot.

Entre 1850 et 1870, les défenseurs du régime libre-échangiste étaient précisément les représentants des intérêts agricoles : l'agriculture allemande, en effet, traversait alors une période de grande prospérité ; elle exportait beaucoup, et de nouveaux débouchés lui étaient nécessaires ; au contraire, l'industrie était encore, à cette époque, dans sa période de formation, et c'était pour elle seule que List réclamait, — ainsi que nous l'avons vu (1), — les mesures protectrices nécessaires à son développement.

Mais après 1870, la situation changea : la concurrence des pays neufs, grands producteurs de céréales, se fit sentir ; il n'en fallut pas plus pour transformer en un protectionnisme exaspéré le libéralisme souriant des agriculteurs. Ceux-ci s'unirent alors aux industriels restés pour la plupart protectionnistes, malgré la prospérité croissante de l'industrie allemande, et formèrent avec eux la majorité parle-

(1) Voir notre *Introduction*, chapitre II.

mentaire qui vota les tarifs de 1879, avec le concours de Bismarck, converti, lui aussi, au protectionnisme, pour des raisons fiscales.

Après 1879, la protection agraire prit décidément le pas sur la protection industrielle : les agrariens, qui avaient gagné à leur cause les catholiques du Centre et les nationaux-libéraux, commencèrent à jalouser la protection accordée à l'industrie et se montrèrent de plus en plus exigeants ; non contents des droits très élevés qui pesaient déjà sur l'importation du bétail étranger, ils voulurent encore les renforcer par des mesures de police sanitaire rigoureuses et vexatoires (*Veterinær Polizei*) (1). De tels expédients n'empêchèrent pas les importations de céréales d'augmenter ; les agriculteurs continuèrent à souffrir et à se plaindre, en dépit de ce formidable appareil de défense douanière. En revanche, les consommateurs se plaignirent plus encore et attribuèrent au protectionnisme agraire le renchérissement général des denrées alimentaires. Un concert de malédictions monta vers les agrariens, bientôt suivi d'un revirement de la majorité législative. Le remplacement de Bismarck par Caprivi ouvrit, en 1891, une ère de traités de commerce qui marquait un retour progressif aux idées libérales. Mais les agrariens, secondés par le Centre et le parti évangélique social, firent aux traités une opposition violente et acharnée, tandis que le parti socialiste les soutenait et les votait tous.

(1) Rogér CRUSE : *L'évolution de la politique douanière de l'Allemagne contemporaine*, 1 vol. in-8°, Bordeaux, Cadoret, 1905.

Après les élections de 1898, nouveau revirement : les socialistes délibérément opposés aux droits de douane étaient, il est vrai, rentrés au Reichstag beaucoup plus nombreux que précédemment ; mais le Centre voyait, lui aussi, ses effectifs considérablement accrus, et il formait avec le parti agrarien, une grosse majorité protectionniste, sur laquelle le gouvernement, saisi par les progrès du socialisme, allait devoir s'appuyer fortement.

En 1902, le Reichstag commençait la discussion d'un projet de tarif, qui constituait un nouveau pas dans la voie du protectionnisme. En même temps qu'il élevait (et souvent de façon à les rendre presque prohibitifs), la plupart des droits à l'importation, ce projet comportait une augmentation considérable du nombre des articles mentionnés au tarif. Cependant, il se heurta, dès le début, à l'opposition des agrariens, insuffisamment satisfaits, et à celle des industriels, qui se plaignaient d'être sacrifiés aux agrariens. De leur côté, les social-démocrates protestèrent violemment contre cette nouvelle poussée de protectionnisme, qui leur paraissait devoir entraîner à la fois l'augmentation du prix de la vie (1) et l'accroissement du nombre des cartels ; l'obstruction systématique à laquelle ils ne

(1) « La cherté toujours croissante des vivres et surtout de la viande... n'est pas sans provoquer un vif mécontentement dans le pays, et particulièrement dans les centres ouvriers. Le prix du bœuf, du veau et du porc sont revenus aujourd'hui au niveau de 1906, qui fut une année de véritable disette. La viande de bœuf qui, en 1901, valait 139 marks les 100 kilos, vaut en 1910, 163 marks » (AUGIER et MARVAUD, *op. cit.*, p. 89).

craignirent pas de recourir (1) pour essayer de faire avorter la discussion, eut comme conséquence inattendue le rapprochement, la réconciliation des deux fractions conservatrices, et finalement le vote du tarif, un instant compromis.

Par l'opposition acharnée que firent au tarif de 1902 les parlementaires social-démocrates, on peut juger de leurs opinions en matière de politique commerciale. Il est incontestable que, non seulement les députés socialistes, mais la grande masse des ouvriers eux-mêmes, sont hostiles au protectionnisme ; cette hostilité est d'autant plus énergique que la protection douanière, en Allemagne, favorise tout spécialement l'agriculture, et sacrifie de gaité de cœur, aux intérêts de cultivateurs, de jour en jour moins nombreux (2), des millions de travailleurs de l'industrie qui doivent, pour assurer à l'agriculture nationale une vie languissante et précaire, payer très cher les denrées alimentaires nécessaires à leur subsistance : le protectionnisme se présente donc, en Allemagne, sous son aspect le plus haïssable à la population ouvrière.

(1) Les socialistes proposèrent notamment au vote du Reichstag un tarif, — renouvelé des lois somptuaires, — qui choisissait, pour les taxer lourdement, parmi les denrées alimentaires, les produits de luxe, ceux qui n'entraient pas dans la consommation courante du prolétariat, tels que caviar, champignons, huîtres, écrevisses, tortues de mer, feuilles de tabac, vins mousseux, et aussi les essences diverses de parfumerie, bijoux, fards, plumes pour chapeaux, etc. . . (M. ERZBERGER : *Sozialdemokratie und Zollpolitik*, München-Gladbach, 1908, Volksvereins-Verlag.)

(2) En 1874, la population rurale de l'Allemagne représentait 64 0/0 de la population totale ; en 1905, cette population rurale était réduite à 46 0/0 (R. CRUSE, *op. cit.*).

Et cependant, le libre-échangeisme des chefs du parti social-démocrate n'est pas, à beaucoup près, aussi absolu, aussi simpliste que celui des leaders du socialisme français. Certains d'entre eux, — et non des moindres, — se refusent à dogmatiser, à vivre dans l'absolu ; ils reconnaissent que les questions douanières sont des questions d'espèce, et qu'on ne saurait raisonnablement prétendre appliquer une règle identique à des situations foncièrement différentes. Dès 1875, le député socialiste Liebknecht, l'un des chefs du parti, disait à la tribune du Reichstag (1) : « La protection, le libre-échange ne sont pas des questions de principe ; ce sont des questions *pratiques* ; il faut les traiter suivant la situation à un moment donné. Si on demande des droits protecteurs pour protéger les grands industriels et les grands capitalistes, notre parti sera naturellement opposé à une intervention de l'Etat dans ce sens. Mais on peut imaginer aussi une protection douanière pour le travail et pour les travailleurs ; supposons que nous ayons en Allemagne une législation industrielle qui limite les heures de travail, qui restreigne le travail des femmes, qui supprime le travail des enfants ; par suite de ces restrictions, la production serait plus coûteuse que dans les pays voisins, par exemple en Belgique où des lois semblables n'existent pas ; alors, un droit protecteur serait incontestablement justifié en faveur du travail allemand, et il aurait l'appui de tous

(1) 22 novembre 1875, 13^e séance du Reichstag, compte rendu, p. 263.

les social-démocrates... » Et au cours de la même année 1875, le même Liebknecht répétait, dans son fameux discours-programme de Gotha : « Le cas peut se trouver où nous aurons besoin de droits à l'importation, pour la protection du travail socialiste contre les pays qui n'ont pas adopté la limitation des heures de travail et n'ont pas soumis le travail des femmes et des enfants à des restrictions raisonnables... » Et il concluait par cette affirmation suggestive : « *Il y aurait des droits de douane même dans la cité future* », phrase qui serait à rapprocher de ce rapport, — d'ailleurs remarquable, — de M. Jaurès sur « l'Armée nouvelle » (1), dans laquelle le leader socialiste français déclarait que, même en régime socialiste, une armée serait encore nécessaire pour défendre, contre les convoitises des nations arriérées, les conditions de travail péniblement conquises par la République sociale (2). Quelques années plus tard, quand fut discuté au Reichstag le tarif protectionniste de 1879, auquel, bien entendu, les social-démocrates étaient hostiles, le député Bebel venait affirmer à la tribune qu'il n'était pas, *de parti-pris*, hostile à tous les droits protecteurs : « Personnellement, dit-il, et dans une certaine mesure, je suis favorable à tel ou tel droit protecteur, en

(1) *Journal officiel*, Doc. parl., Chambre, 1910, p. 453.

(2) C'est encore un social-démocrate allemand, CALWER, qui, dans un ouvrage sur *Le marché du travail et les traités de commerce*, caractérisait ainsi la politique de liberté commerciale : « Proclamer le libre-échange, disait-il, cela équivaut à lâcher sur le marché du monde le fort contre le faible, celui qui est armé contre celui qui ne l'est pas, le pillard contre le dépouillé. »

particulier sinon pour l'ensemble ; un droit protecteur peut, dans certaines situations, être utile et même indispensable à une industrie, et tout ensemble, à la prospérité du peuple (1). » Au cours de la même discussion, le député Bracke développa toute une théorie du protectionnisme éducatif que n'eût pas désavouée List lui-même, et alla jusqu'à proclamer l'existence, dans certains cas, d'une « véritable harmonie d'intérêts entre employeurs et employés » (2). Il ne restait plus, après cela, qu'à faire l'application pratique de ces principes, et le député socialiste Kayser s'en chargea en défendant ouvertement le droit sur le fer (3).

Les congrès de la Social-Démocratie allemande nous offriraient fréquemment l'occasion de rencontrer des déclarations analogues. Sans doute, lorsque la question douanière y est abordée, la discussion se termine presque toujours par le vote d'une motion libre-échangiste ; mais il n'en est que plus intéressant de constater, chez certains socialistes, des tendances sinon protectionnistes, du moins nettement opposées à une condamnation en bloc et sans appel du système protecteur.

(1) 5 juillet 1879 (73^e séance du Reichstag, p. 2076). Le 25 février 1881, BEBEL disait encore : « Il peut se trouver que nous tenions pour nécessaire un droit protecteur dans une branche de l'industrie, tandis que nous le considérons comme très nuisible et superflu dans un autre. »

(2) Cité par M. ERZBERGER : *Sozialdemokratie und Zollpolitik*.

(3) 17 mai 1879, 47^e séance, p. 1278. Dans la conclusion de son discours, KAYSER exprima l'opinion que, « de même que du libre-échange était né le protectionnisme, de même le socialisme naîtra plus tard du protectionnisme » (p. 1282).

Le Congrès de Wyden (1889), par exemple, se contente d'affirmer sa parfaite indifférence en face des questions douanières, qu'il considère comme bonnes à intéresser la bourgeoisie ; cependant, un « camarade » (*genosse*), dont le procès-verbal n'a pas conservé le nom, y vient déclarer que « la nécessité de défendre certains droits protecteurs en faveur des travailleurs allemands n'est pas niable, et qu'on doit tenir compte de la séparation des nations au point de vue économique, tant que la Social-Démocratie n'est pas victorieuse » (1). Les années suivantes, au Congrès de Halle (1890) et d'Erfurt (1891), l'opinion libre-échangiste s'affirme plus violemment, sans soulever presque aucune contradiction (2). Mais en 1898, au cours de l'important Congrès de Stuttgart, la question est traitée dans toute son ampleur ; la discussion est longue et passionnée. Le réformiste Schippel (3) demande que le parti laisse aux députés

(1) Procès-verbal, p. 30.

(2) SINGER, notamment, après avoir rappelé que les députés sociaux-démocrates ont à plusieurs reprises proposé au Reichstag la suppression des droits sur le blé, et ce sans aucun succès, conclut que « le peuple des travailleurs paie le gain des agrariens par le renchérissement du pain ».

Au Congrès d'Erfurt (1891) furent élaborés les articles de ce fameux « programme d'Erfurt » qui constitue un des documents les plus importants non seulement pour l'histoire du socialisme allemand, mais pour celle du collectivisme tout entier. Parmi les revendications qui y furent votées, figure en bonne place « l'abolition de tous les impôts indirects, *douanes*, ou autres mesures économiques qui sacrifient les intérêts de la communauté à ceux d'une minorité privilégiée. (*Revue socialiste*, 1891, t. II, p. 579.) — Voir aussi : *Le Socialisme. Encyclopédie populaire du XX^e siècle*, 1 vol. in-12, Paris, Henry May, 1900.

(3) SCHIPPEL a développé ses tendances protectionnistes dans un gros ouvrage : *Grundsätze der Handelspolitik* (1902).

la faculté de ne pas s'opposer à certaines mesures de protection ; Auer et Vollmar parlent dans le même sens ; mais Kautsky vient défendre le libre-échange absolu ; il soutient que l'industrie allemande est assez développée pour pouvoir se passer de protection douanière ; il s'efforce à établir que les droits protecteurs, qui rendent la vie plus chère et constituent de véritables impôts indirects, favorisent en même temps la création des cartells et autres syndicats de producteurs ; les esprits se divisent et s'échauffent pour ou contre le libre-échange absolu, et pour mettre tout le monde d'accord, Bebel doit ajouter à l'ordre du jour de Kautsky, un amendement ainsi conçu : « Considérant que l'industrie allemande, *en général*, est assez développée pour pouvoir se passer de droits protecteurs... » L'ordre du jour Kautsky est alors voté, mais avec la réserve qu'y a introduite Bebel : ces mots « en général » permettront aux députés de se départir, dans les cas exceptionnels, d'un libre-échangeisme absolu (1).

Que des socialistes sachent se dégager suffisamment des intérêts de parti et des préjugés de classe, pour comprendre l'utilité que peuvent présenter, même au point de vue ouvrier, certains droits protecteurs *industriels*, c'est déjà beaucoup, mais qu'on trouve des social-démocrates pour déclarer que le protectionnisme *agraire* lui-même, en dépit du renchérissement qu'il provoque, sert indirecte-

(1) J. BARDOUX, G. GIDEL, etc... : *Le socialisme à l'étranger*, 1 vol. in-16, Paris, Alcan, 1909.

ment les intérêts du prolétariat industriel, c'est ce qu'on a peine à concevoir. Et pourtant, Vollmar ne disait-il pas, très judicieusement, au Congrès de Francfort sur-le-Mein : « Le déclin continu de la situation agricole est un dommage indirect causé à la situation des travailleurs urbains. Tous nos efforts tendant à la protection des travailleurs et à l'amélioration des conditions du travail seront toujours réduits à néant, parce que des paysans prolétarisés se présentent toujours davantage dans les villes et y deviennent des abaisseurs de salaire (1). » Et Schulz émettait plus explicitement encore la même opinion dans une revue socialiste (2) : « En tant que le protectionnisme agraire fournit aux paysans et à leurs enfants une profession protégée contre la concurrence de la culture extensive des Etats d'Outre-Mer, il endigue la désertion des campagnes et peut être, en même temps, un moyen de protection des salaires industriels. »

On le voit, le libre-échangeisme des social-démocrates allemands est loin d'abolir chez eux l'esprit critique propre à leur race réfléchie et la claire vue des véritables intérêts du prolétariat. Le problème douanier leur apparaît, — ce qu'il est en réalité, — d'une extrême complexité ; ils savent que l'ouvrier allemand n'est pas seulement consommateur, mais aussi producteur, qu'il a, en cette qualité, des intérêts

(1) *Sozialdemokratie und Handelspolitik* (Soziale Volksbibliothek, n° 32, M. Gladbach).

(2) *Sozialistische Monatshefte*, février 1910.

à préserver de la concurrence étrangère, et qu'enfin, « il peut exister un bon marché qui, du point de vue de la prospérité du peuple, soit encore payé trop cher » (1).

(1) Ed. BERNSTEIN : *Sozial Monatsh.*, avril 1911.

CONCLUSION

LES RAPPORTS DE LA PROTECTION DOUANIÈRE
AVEC LA LÉGISLATION OUVRIÈRE

CONCLUSION

LES RAPPORTS DE LA PROTECTION DOUANIÈRE AVEC LA LÉGISLATION OUVRIÈRE.

Nous avons, dans les pages qui précèdent, opposé à l'attitude *théorique* des *doctrinaires* du socialisme les revendications *pratiques* des *ouvriers* qui, voulant être protégés non seulement dans leur consommation, mais encore dans leur gagne-pain, ont été, sur ce point, jusqu'à lier partie avec leurs employeurs et ont fait chorus avec eux pour exiger de leurs députés, — même socialistes, — une élévation des droits protecteurs intéressant leur industrie.

Ce mouvement, encore bien restreint, dont nous avons noté les principales manifestations, est-il destiné à s'intensifier, à se généraliser dans la classe ouvrière ?

Nous l'avons dit déjà, le protectionnisme nous apparaît comme lié nécessairement à la forme actuelle des rapports économiques entre nations ; aucun des pays qui le pratique aujourd'hui ne pourrait y renoncer brusquement sans se mettre dans une situation aussi périlleuse que celle de la grande puissance qui, dans un geste généreux mais insensé, immolerait la première son armée et sa flotte, sur l'autel sacré du pacifisme. Le socialisme lui-même ne saurait, nous l'avons montré, échapper à cette nécessité vitale de

défense économique. Tout internationaliste qu'il puisse être, il lui faudrait, bon gré mal gré, — à moins que, par impossible, le collectivisme fût réalisé simultanément dans tous les grands Etats, — concevoir une protection douanière pour les collectivismes nationaux, afin de défendre leur organisation de justice et de liberté contre l'invasion des produits du travail capitaliste (1).

Mais jusqu'à présent, en dépit de l'évidence des circonstances qui imposent aux grandes nations industrielles désireuses de vivre, le maintien, voire l'élévation de leurs tarifs douaniers, le prolétariat, *dans son ensemble*, n'adhère pas à la politique protectionniste. C'est que le protectionnisme, — il faut bien l'avouer, — n'a pas généralement, et il s'en faut, tenu aux masses ouvrières les belles promesses qu'il leur avait adressées par la bouche de ses protagonistes : « C'est pour vous que nous travaillons, leur disaient ces derniers ; c'est dans votre intérêt, à vous, ouvriers, que nous réclamons la protection des douanes, afin de nous assurer, à nous patrons, une production rémunératrice qui nous permette de vous accorder à la fois salaire élevé et

(1) « La grande loi sociale qui réaliserait la République sociale, ne risquerait-elle pas de créer à la France, dans les débuts de son application, une sérieuse infériorité, de provoquer un envahissement par les pays prolétariens tardigrades ? Il faudrait défendre la République sociale française par des tarifs, comme il faudrait la défendre par des armes au cas prévu par Jaurès où, proclamée au moment d'une déclaration de guerre, elle serait menacée d'une invasion étrangère. » (Paul OLLIVIER-LACROIX : *Protectionnisme et Socialisme*. Mouvement socialiste, août 1905.)

conditions de travail améliorées (1). » Or, les ouvriers ne se sont pas aperçus que leurs patrons, une fois protégés, s'empressassent d'élever leurs salaires, et, d'autre part, ils ont constaté que les « lois sociales » péniblement arrachées, lambeau par lambeau, à l'inertie des parlementaires bourgeois, n'avaient jamais d'adversaires plus déterminés, plus implacables que les patrons protectionnistes eux mêmes. De là leur méfiance, ou plutôt leur antipathie à l'endroit de la politique protectionniste. En effet si, d'après sa justification théorique, la protection industrielle vise à développer l'industrie nationale, à enrichir le pays, à mettre en valeur

(1) « Il y a pour nos industriels des périodes de franchise : c'est lorsqu'on vient devant le Parlement pour leur arracher des droits de douanes. Alors, pour obtenir les hauts tarifs, on montre au pays la misère de l'ouvrier, et le grand patron filateur, le grand patron tisseur montre l'ouvrier misérable qu'il a dans ses usines ; il dit : « Je ne peux pas payer les ouvriers à un salaire d'humanité et de raison ; aidez-nous, pour que la classe ouvrière puisse vivre, pour que le travail national puisse prospérer. » (Discours de M. JAURÈS, Ch., Déb. parl. Séance du 7 novembre 1903.) Et l'orateur, rappelant que les industriels du textile d'Armentières avaient quelques années auparavant, demandé, et obtenu d'avantageux tarifs, ajoutait : « Il semble que les patrons auraient dû profiter de ce haut abri de protection que les Chambres et le pays leur ont accordé, non pas dans l'intérêt exclusif d'une oligarchie patronale, mais dans l'intérêt général de la production, des producteurs et de la classe salariée elle-même ; il semble qu'ils auraient dû profiter de cette haute protection douanière pour relever les conditions si médiocres des tarifs de 1889. Et, lorsque je constate que, non seulement ils n'ont pas relevé ces tarifs, mais que, systématiquement, ils sont restés au-dessous, et qu'ils ont profité du grand essor industriel que leur donnait la protection douanière pour réduire encore les salaires qui existaient avant cette protection, j'ai le droit de dire qu'il y a là une pratique intolérable, et j'ai le droit de plaindre les ouvriers acculés à la grève pour se défendre contre de pareilles injustices. »

ses ressources, à faire vivre ses ouvriers, envisagée sous son aspect réel, elle n'est, trop souvent, qu'une revendication de l'esprit de monopole intéressé de certains patrons, voulant soutenir par les moyens les plus artificiels, des industries stagnantes et routinières qui se contentent de vendre à prix coûtant et comptent sur la prime ou sur la marge laissée par le droit protecteur, comme sur un bénéfice normal. Or, sous peine d'être une véritable *législation de classe*, et de mériter, à cet égard, les reproches que lui adressent certains socialistes (1), la protection douanière ne doit, sous aucun prétexte, se prêter à ces combinaisons de mauvais aloi. En admettant même qu'il n'en soit pas ainsi, qu'il s'agisse de protéger contre les effets de la concurrence étrangère des industries d'*avenir*, susceptibles d'un développement indéfini, la protection, légitime alors dans son principe (2), doit donner aux producteurs ouvriers des avan-

(1) « Le protectionnisme, depuis huit ans, dit à toutes les catégories de la classe possédante et capitaliste : « Venez à moi, demandez, exigez, et je vous donnerai, et je vous servirai. Il s'est adressé à tous les appétits, sauf aux appétits les plus respectables, aux appétits de ceux qui ont faim, sauf à la classe ouvrière. » (Paroles de Jules GUESDE à la Chambre des députés, Déb. parl. Séance du 19 février 1894, p. 273.)

(2) A condition toutefois que le droit protecteur soit égal « à la différence existant entre le coût de production moyen à l'intérieur, de la marchandise à protéger et son plus bas coût de production à l'extérieur. Certains voudraient que la taxe restât sensiblement plus élevée que cette limite, dans le but d'en obtenir des profits plus importants ; il serait injuste d'accueillir leurs raisons intéressées : le droit protecteur ne doit pas être, pour les industriels, une source artificielle d'extra-profits. » (Fontana Russo : *Traité de politique commerciale*, p. 523.)

tages, un mieux-être correspondant aux bénéfices qu'en retirent les producteurs capitalistes. Les partisans du protectionnisme le présentent comme devant *organiser*, équilibrer la production nationale, la mettre à l'abri des à-coups et des crises soudaines produites par la surproduction des pays étrangers. En raison même de cette prétention organisatrice, il faut forcer le protectionnisme à être logique et conséquent avec lui-même, et le contraindre à répartir équitablement entre les deux facteurs de la production, capital et travail, les bienfaits de cette *organisation* qu'il prétend apporter à l'industrie nationale.

Et puisqu'il est incontestable que la protection douanière, en mettant les industriels à l'abri de la concurrence étrangère, leur réserve, sinon le monopole du marché national, du moins une situation toute privilégiée sur ce marché, il est juste que leurs collaborateurs ouvriers participent aux bénéfices de cette protection en obtenant de leurs employeurs des conditions de salaires et de travail améliorées. Et si les employeurs ne l'entendent pas ainsi, il est tout naturel que les ouvriers se tournent vers l'Etat et lui demandent de leur donner, sous la forme de lois ouvrières améliorant les conditions de travail, voire même sous forme de minimum de salaire, une part de la protection dont il a libéralement gratifié leurs patrons. Ainsi semble-t-il logique que l'octroi de tarifs avantageux fait par le législateur aux industriels, ait pour contre partie nécessaire la concession, au prolétariat industriel, d'une législation ouvrière fixant, au mieux de ses intérêts, le chiffre de son salaire et les condi-

tions de son travail. « A partir du jour où l'Etat veut protéger par la loi telle ou telle industrie, telle ou telle production, tel ou tel commerce, il autorise, en quelque sorte, le travailleur et le salarié à lui demander, eux aussi, aide et protection : tout s'enchaîne dans l'ordre économique (1). »

Il existe donc, entre la protection douanière et le développement de la législation ouvrière, une corrélation évidente et d'ailleurs souvent signalée (2).

Le patronat industriel, lui-même, reconnaît cette dépendance, mais en renversant, à sa façon et au mieux de ses intérêts, les deux termes de l'équation. Tandis que les lois sociales nous paraissent être, pour l'ouvrier, le complément logique de la protection accordée aux industriels par les droits de douane, ces derniers s'habituent à considérer la protection douanière comme un véritable dédommagement, qui leur serait strictement dû, en compensation des

(1) Alfred NEYMARK : *Economiste français*, 26 octobre 1907. M. E. CHEYSSON dit également : « Le protectionnisme au profit des industries appelle, comme contre-partie nécessaire, un large développement des lois sociales et de la réglementation du travail au profit des ouvriers. Tous les systèmes ont leur fatalité logique et le protectionnisme a la sienne à laquelle il ne lui est pas possible d'échapper. » (Compte-rendu d'une conférence faite à la Société d'Economie Sociale. *Réforme sociale*, 16 janvier 1904.)

(2) « Le système protectionnisme et les lois protectrices des ouvriers répondent à des préoccupations du même ordre ; seulement, tandis que la protection *intérieure* s'étend sur la classe qui travaille ; la protection *extérieure* est destinée surtout à la classe qui fait travailler. » (Georges RENARD : Réponse à l'*Enquête sur le Protectionnisme*, dressée par la *Revue économique internationale*, 15-20 mai 1910).

charges que leur impose la législation ouvrière (1). Nous ne saurions, quant à nous, admettre cette manière de voir. De deux choses l'une, en effet, ou les lois sociales ne sont que l'œuvre d'une démagogie oppressive, accordant à une catégorie sociale un injuste régime de faveur et d'exception, et, dans cette hypothèse, il faut avoir le courage d'invoquer ce motif pour les combattre en face ; ou bien, au contraire, — et nous croyons que là est la vérité, — la réglementation du travail n'est qu'une protection légitime, conforme à la justice, et véritablement *due* aux déshérités de ce monde, afin d'adoucir quelque peu les âpres conditions de leur lutte pour l'existence, et, dans ce cas, nous ne voyons pas comment le développement de la législation ouvrière pourrait faire naître, au profit des employeurs, le moindre droit à une « compensation » quelconque. De ce que les ouvriers ont *besoin* d'être protégés, il ne s'ensuit nullement que les

(1) « Les patrons regardent volontiers comme une compensation aux lois sociales qui les gênent dans leur production, les droits d'entrée qui défendent leurs produits contre ceux de l'étranger. » (G. RENARD, *loc. cit.*)

D'ailleurs, en 1891 comme en 1909, un grand nombre de parlementaires protectionnistes ont également donné comme un des principaux motifs qui légitimaient, d'après eux, l'élévation des tarifs, les charges nouvelles imposées aux industriels par les lois sociales ; cette attitude valut même à l'un d'eux cette ironique interruption : « Vous voulez donc vous faire rembourser ! » — Cf. SAUVAIRE-JOURDAN : *Le protectionnisme rationnel et la réforme douanière* (Revue d'économie politique, octobre 1909). Voir aussi A. LAMY : *La révision du tarif douanier actuel de la France*, 1 vol. in-8°. Paris. A. Rousseau, 1909, p. 181 : « La production nationale est fondée à demander aux pouvoirs publics de lui rendre par la protection douanière la force de résistance à la concurrence étrangère que les lois ouvrières lui enlèvent. »

chefs d'industrie aient également *droit* à la protection. Si l'Etat juge à propos de la leur accorder, — et il peut avoir des raisons sérieuses de le faire, — c'est, non pas pour leur profit exclusif, mais dans l'intérêt général d'une industrie nationale et de tous les collaborateurs qu'elle emploie, patrons et ouvriers. Dès lors, si les employeurs ne partagent pas d'eux-mêmes, avec leurs ouvriers, le bénéfice qu'ils retirent de la protection douanière, s'ils tendent, — comme il est naturel qu'ils le fassent, — à l'accaparer et à le confisquer à leur profit, il est de toute justice que le législateur intervienne pour assurer au prolétariat industriel sa « participation aux bénéfices (1) de la protection douanière » (2). C'est ce qu'il fait, sans doute, quoique indirectement et incomplètement, en votant des lois sociales qui satisfont, sur quelque point, les revendications des ouvriers appartenant aux industries protégées, et viennent ronger une part des bénéfices accordés à certains industriels, sous forme de tarifs douaniers ou de primes.

Le Labour-Party australien a voulu faire mieux encore et permettre aux ouvriers de profiter, d'une manière plus

(1) Le mot est de M. DESCHARS : *L'organisation du travail en Australie* (Revue politique et parlementaire, septembre 1908).

(2) « N'a-t-on pas, toutes les fois qu'il s'est agi d'établir ou d'augmenter des droits de douane ou des primes, entendu affirmer que ces droits de douane ou ces primes étaient destinés à protéger tout autant les intérêts des ouvriers que ceux des chefs d'industrie ? Comme on le disait, dans une discussion récente, le législateur peut-il garantir le bénéfice de l'entrepreneur et se refuser à garantir le gain de l'ouvrier ? » (Raoul JAY : *La protection légale des travailleurs*, 1 vol. in-8°, 2^e édition, Paris, Larose, 1910.)

directe, de la protection douanière, en y liant non plus seulement leurs conditions de travail, mais encore le taux même de leur salaire. L'ingénieuse tentative qu'ils ont faite, à cet égard, et baptisée du nom de « *New Protection* » mérite quelques explications. Elle consistait, tout simplement, à n'accorder le bénéfice de la protection douanière qu'aux industriels payant à leurs ouvriers un salaire minimum, et à exclure impitoyablement de cet avantage les patrons qui rémunéreraient insuffisamment le travail de leurs salariés. Le Labour-Party ne craignait pas de trancher ainsi la question du salaire minimum, devant la complexité de laquelle hésitent, en France, bien des esprits même hardiment réformateurs.....

C'est au début d'octobre 1907 que sir William Lyne, ministre des finances dans le second cabinet Deakin (ministère non socialiste, mais très influencé par le Labour-Party) exposa, devant le Parlement fédéral, ce que le gouvernement entendait par la « *New Protection* », et comment ce système, susceptible d'embrasser toutes les industries du pays, offrirait, par son application, une solution élégante des conflits qui divisaient le capital et le travail (1). « Il s'agit, déclara le ministre (2), d'empêcher que les manu-

(1) Cf. T. LALOUVET : *Le socialisme en Australie*, Réforme économique, 18 octobre 1907. — Voir aussi : *Le programme du nouveau gouvernement socialiste en Australie* (Documents du progrès, avril 1909, p. 369).

(2) Nous empruntons la traduction des paroles de Sir William LYNE à M. BIARD D'AUNET : *Lettre d'Australie*, Economiste Français, 7 mars 1908.

facturiers australiens, protégés par le régime douanier, recueillent tout le bénéfice de cette protection et de les contraindre à le partager avec leurs ouvriers. Dans ce but, un droit d'*accise* sera perçu sur les produits fabriqués en Australie, égal à la moitié des droits de douane frappant les produits similaires importés du dehors ; et seront exemptés de ce droit d'accise les fabricants qui paieront à leurs ouvriers « *fair and reasonable wages* » un salaire juste et raisonnable. »

Tel est le principe de la New-Protection ; mais immédiatement une question se pose : Qui sera chargé d'apprécier si le salaire payé par tel ou tel fabricant est « *fair and reasonable* » ? Sir William Lyne n'a pu se défendre de reconnaître que cette détermination serait, dans la pratique, singulièrement difficile. Toutefois, il se flatte de résoudre la difficulté par la création d'un tribunal spécial dit « *Board of Excise* », composé de trois membres, dont l'un, le président, doit être un avocat ou un avoué, nommé par le gouvernement, et dont les deux autres représenteront, par nomination directe ou accord entre les parties, le patron sollicitant l'exemption du droit d'accise, d'une part, et de l'autre, les ouvriers. Le « *Board of Excise* » aura les pouvoirs d'enquête les plus étendus (1) : « Il pourra, en personne ou par délégation, inspecter les établissements in-

(1) Le « *Board of Excise* » aura également le droit de référer les contestations aux tribunaux industriels des divers Etats de l'Australie, Cours d'arbitrage ou magistrats de district.

dustriels, requérir la production des livres et documents d'exploitation, entendre tous les témoins sous la foi du serment, etc. Quand il se jugera suffisamment éclairé, il donnera ou refusera à l'industriel requérant la permission d'appliquer sur les marchandises de sa fabrication, le *Commonwealth Trade Label*, la marque de commerce, signe visible de l'exemption du droit d'accise (1) » : seules, les marchandises ne portant pas ce label paieraient l'accise (2). Objectera-t-on que les industriels ainsi traqués se dédommageront fatalement, en haussant leurs prix de vente, sur le consommateur, c'est-à-dire, en fin de compte sur l'ouvrier lui-même ? Le ministre a prévu l'objection, et il y répond en ces termes : « Ces dispositions ont pour objet de protéger les ouvriers. Mais il faut protéger aussi le consommateur. Il est possible que les manufacturiers, dans l'intention d'accroître leurs profits, cherchent à élever les prix de vente dans des proportions excessives. Pour éviter ces abus, le Board of Excise devra être chargé de surveiller, afin d'en rendre compte au Parlement, les conditions générales de la production et du commerce, et spécialement le taux des prix de vente, afin de découvrir les ententes qui pourraient avoir lieu à leur sujet entre les producteurs. Si le Board est d'avis que ces prix sont indûment majorés, ou

(1) Cité par BIARD D'AUNET, *loc. cit.*

(2) Les fonctionnaires des services de douane et d'accise peuvent toujours, d'après le projet, inspecter, même inopinément, les établissements industriels et examiner les livres, feuilles de paie, etc., afin de se rendre compte de la façon dont les fabricants jouissant du privilège de la « Marque » continuent à s'en montrer dignes.

qu'il existe quelque combinaison destinée à les augmenter, dans des industries protégées par le tarif douanier, il pourra demander au Parlement l'abaissement ou la suppression des droits de douane sur les produits en question. »

Le système original de néo-protectionnisme, que sir William Lyne soumettait en ces termes au Parlement fédéral, n'avait plus pour lui toute la saveur de l'absolue nouveauté. L'année précédente (1906), il avait voté deux lois qui déjà appliquaient à des cas particuliers, à des industries spéciales, les principes mêmes de la *New Protection* : La première de ces lois concernait l'industrie et l'importation des machines agricoles. En cette même année 1906, des droits de douanes très élevés venaient d'être mis en vigueur sur les machines agricoles, afin de paralyser l'importation, très préjudiciable aux intérêts des fabricants australiens, qu'en faisaient les manufacturiers américains. Or, une loi spéciale, l'*Excise Tarif Act* du 12 octobre 1906, vint imposer aux fabricants protégés une taxe de 150 francs par moissonneuse-faucheuse, de 10 à 12 0/0 sur les autres machines fabriquées sur le sol australien ; toutefois, devaient être exemptés de cette taxe les industriels pouvant justifier devant la juridiction compétente (en l'espèce un juge de la Haute-Cour assisté de deux assesseurs) que leurs ouvriers recevaient *fair and reasonable wages* (1).

(1) « Le premier industriel qui se présenta, raconte M. BIARD D'AUNET, *loc. cit.*, était le principal fabricant de machines sur le territoire australien. Le droit d'accise sur sa production, s'élevait à 50.000 ou 60.000 fr. Ses ouvriers ayant déclaré n'être pas satisfaits de leurs

La loi concernant les taxes d'excise sur les spiritueux, votée également en 1906, établissait une taxe de 0 fr. 30 par litre d'alcool produit, à moins que le distillateur n'assurât à ses ouvriers des salaires justes et raisonnables, une semaine de 48 heures au maximum, et ne maintint une proportion équitable entre le nombre des ouvriers et celui des apprentis (1).

Mais ces applications premières du système de la *New Protection* furent, pour ainsi dire, écrasées dans l'œuf : deux manufacturiers, sommés de payer les taxes d'accisé, en appelèrent à la Haute-Cour fédérale, chargée d'interpréter la Constitution et lui déférèrent les deux « *Excise Tariff-Acts* », estimant que le Parlement fédéral, en les votant, était sorti de la sphère de ses attributions législatives pour empiéter sur celles des Etats particuliers qui composent le Commonwealth. La Cour suprême leur donna pleinement

salaires, le juge examina longuement la cause et refusa l'exemption au fabricant, lui laissant le choix entre le paiement des droits d'accise ou le relèvement des salaires de son personnel dans une proportion fixée par le jugement, et représentant une augmentation variable, suivant les catégories, de 15 à 30 0/0 du salaire en cours. » Dans ses considérants, assez longs mais curieux, le juge déclarait que la loi n'ayant pas fixé les principes sur lesquels devait se guider le tribunal pour déclarer satisfaisantes les conditions du travail, c'était à ce dernier qu'il appartenait de les rechercher ; que, sans nul doute, l'intention de la loi avait dû être de déterminer le salaire normal d'un travailleur considéré comme un être humain vivant dans un pays civilisé.

(1) Sur ces deux lois d'excise, voir CH. DESCHARS : *L'organisation du travail en Australie*, Revue politique et parlementaire, septembre 1908, p. 584 ; Albert MÉTIN : *Le socialisme sans doctrine*, 1 vol. in-8°, Paris, Alcan, 2^e édit. 1910.

raison et déclara inconstitutionnelles les deux lois dont nous venons de parler, comme usurpant les droits fiscaux réservés à chaque Etat (1).

Les partisans australiens de la *New-Protection* n'étaient nullement disposés à s'incliner devant ce verdict, bien qu'il fût sans appel. Le Labour-Party, qui avait conquis entre temps une forte majorité dans les deux Chambres du Parlement fédéral, n'entendait pas renoncer aux bénéfices que représentait, pour la classe ouvrière, l'application de la doctrine néo-protectionniste. Et puisque c'était la Constitution qui, au dire de la Haute-Cour, s'opposait à ce que le Parlement du Commonwealth pût légiférer en ces matières, on se mit en devoir de modifier tout simplement cette Constitution..... Au mois d'octobre 1910, le Parlement fédéral vota deux lois portant révision de la Constitution, lois dont la première l'autorisait précisément à légiférer directement sur tout ce qui concernait le commerce, l'industrie, et les conflits industriels, matières qui, jusqu'alors, ressortissaient aux Parlements locaux des divers Etats (2).

(1) Voici les motifs qui dictèrent à la Cour sa détermination : 1° *L'Excise Tariff Act* excède le pouvoir de taxation conféré au Parlement du Commonwealth ; 2° cet *Act* est en contradiction avec l'article 55 de la Constitution qui prescrit qu'une loi créant un impôt ne doit pas contenir de dispositions relatives à une autre matière ; 3° la Constitution interdit au Parlement du Commonwealth toute immixtion dans les questions réservées aux Parlements des Etats (B. A., *Lettre d'Australie*, Economiste Français, 19 septembre 1908).

(2) La seconde de ces deux lois conférait au Parlement fédéral le droit de *nationaliser* toutes les industries qu'il considérerait comme constituant, en fait, des monopoles.

En outre, cette loi ôtait à la Haute-Cour (coupable d'avoir montré parfois trop peu de complaisance pour les « réalisations » socialistes), son titre de juridiction d'appel suprême en matière industrielle, pour le transférer à la Cour fédérale d'arbitrage. Mais la révision de la Constitution nécessite, en Australie comme ailleurs, une procédure spéciale. Toute loi impliquant des modifications constitutionnelles doit, outre son vote par les deux Chambres fédérales, être soumise au referendum de tous les électeurs australiens, c'est-à-dire de tous les hommes et de toutes les femmes âgés de 21 ans (1). Le referendum eut lieu, sur la loi qui nous occupe, à la date du 26 avril 1911 et, chose curieuse, dans ce pays qui avait, un an auparavant, donné au Parti du Travail une triomphante majorité lors des élections législatives, cette loi dont le Labour-Party faisait en quelque sorte son affaire personnelle, fut rejetée par 687.000 voix contre 443.000 ; c'était, pour le socialisme en même temps que pour la *New Protection*, un retentissant échec, dont, suivant toutes probabilités, l'un et l'autre se relèveront bientôt, dans ce laboratoire d'expériences sociales où les reculs ne sont jamais de longue durée.

Les vieilles civilisations européennes n'ont pas, à beaucoup près, l'audace des pays neufs, en matière de législation ouvrière. S'il est souvent arrivé, en France, que des

(1) Pour plus de détails sur les conditions dans lesquelles eut lieu ce referendum, V. Pierre LEROY-BEAULIEU : *Les expériences sociales et le referendum en Australie*, Economiste Français, 6 mai 1911.

députés socialistes yinssent souligner, à la tribune du Parlement, l'illogisme et l'injustice d'un protectionnisme qui ne profite qu'aux seuls employeurs, nous ne croyons pas qu'aucun d'eux ait jamais développé devant une Chambre — qui d'ailleurs ne l'eût pas voté — un système *général* analogue à la New-Protection australienne.

Cette idée que le patron doit lui-même faire bénéficier *directement* ses salariés de la protection douanière dont il jouit, sous peine d'en être exclu, a cependant trouvé son expression pratique, sa formule législative, dans un amendement, de source socialiste, présenté à la Chambre des députés, le 24 mai 1909, au cours de la discussion consacrée par elle au renouvellement des primes à la sériciculture et à la filature de la soie (1).

On sait que ce traitement de faveur, justifié dans son principe, remonte à la révision douanière de 1892. A ce moment, les filateurs de soie demandaient une protection contre l'importation de la soie grège et des cocons étrangers ; le tissage de soie, au contraire, réclamait la franchise complète de sa matière première : la soie grège. Afin de concilier ces intérêts contradictoires, et de ne sacrifier aucune des deux industries, également nationales et intéressantes, la Chambre exempta de tous droits les cocons et soies grèges, mais décida, par compensation, que des primes seraient accor-

(1) Voir sur cet incident législatif : Raoul JAY : *La révision des tarifs douaniers et les intérêts ouvriers* (Démocratie de Sceaux, 11 mars 1909), et *Protection douanière et protection ouvrière* (Eveil démocratique, 6 juin 1909).

dées aux sériciculteurs et aux filateurs de soie. Etablies originellement pour une durée de six ans, puis renouvelées pour dix nouvelles années en 1898 (loi du 2 avril 1898), ces primes constituaient, pour les industriels intéressés, un sérieux encouragement, et pour le Trésor une lourde charge, les sommes annuellement versées, de ce chef, s'élevant à plus de *quatre millions* !

Or, en dépit des subventions considérables qu'ils reçoivent, les filateurs de soie n'ont pour ainsi dire pas augmenté, depuis 80 ans, le salaire de leurs ouvrières ; il résulte en effet des chiffres produits à la Chambre, que, depuis 1830 jusqu'à une époque toute récente, ce salaire aurait été de 1 fr. 50 ; ce ne serait qu'à la suite d'une grève que les filateurs l'auraient augmenté, — contraints et forcés... de 0 fr. 10 ! Et pourtant, le travail des fileuses est très pénible et leur journée de travail effectif dure douze heures.

Il y avait, dans cette disproportion entre les encouragements reçus et les salaires payés, quelque chose de véritablement choquant, et l'on comprend qu'au moment où la Chambre, sur la proposition de la Commission des douanes, se proposait à renouveler, pour vingt ans cette fois, les primes accordées aux filateurs de soie, quelques députés aient cru devoir élever la voix pour prier le Parlement de répartir entre les ouvriers et les employeurs, le bénéfice de la protection résultant des primes.

Ce fut l'objet d'un amendement déposé par plusieurs députés de la région séricicole, MM. Devèze, Pastre, François Fournier, Louis Dumont (Drôme) et Louis Dreyfus,

qui subordonnait à l'allocation d'un salaire minimum de 2 francs par jour aux ouvrières fileuses, la jouissance des primes fixées par la Commission. M. Devèze vint le premier soutenir cet amendement et dénonça le parasitisme des filateurs qui, au lieu de développer leur industrie, s'étaient bornés à « exploiter la prime », apportant toute leur attention à ne produire que la quantité de soie nécessaire à l'obtention de cette prime (1); après lui M. Pastre vint souligner la contradiction monstrueuse par laquelle la Commission se contentait de « primer la besogne, c'est-à-dire l'outil, le matériel inerte de l'usine », et refusait de primer également « l'agent humain, l'ouvrière agile et intelligente qui dévide le fil de soie et façonne les soies incomparables, si recherchées dans le monde (2). » Malgré son intervention et celle de M. Dubois (3), le gouvernement, par l'organe de M. Cruppi,

(1) « La loi leur faisait une obligation de produire 215 grammes de soie par jour et par ouvrière, ils veillaient à ne pas dépasser cette limite : jugez un peu, si l'ouvrière avait filé 220, 230, 250 grammes, il y en aurait 5, 15, 35 grammes, qui n'auraient pas bénéficié de la prime ! »... (Discours de M. Devèze). — Cf. NOGARO et MOYE : *Les régimes douaniers*, p. 138.

(2) « Nous ne vous demandons pas pour les ouvrières des filatures une parcelle quelconque des millions que vous allez distribuer, mais nous avons au moins le droit de vous demander qu'avant d'entrer dans ces usines et ces filatures, ces millions donnés par tous soient assujettis à certaines conditions d'humanité au profit des ouvrières » (Discours de M. Pastre).

(3) Un renfort inattendu vint à MM. Devèze, Pastre et Dubois du côté libéral et libre-échangiste : M. Paul BEAUREGARD, ravi de jouer un bon tour aux « protectionnistes bourgeois » qui combattaient énergiquement l'amendement Devèze, leur déclara que tout en ne le votant pas en raison de ses propres principes, il ne pouvait s'empê-

ministre du commerce, demanda la disjonction de l'amendement Devèze et son renvoi à la Commission du travail, alléguant que la Chambre ne pouvait discuter ni trancher, en même temps qu'une simple loi douanière, une question de salaires ; l'argument était faible, et le gouvernement le sentait bien ; il comprenait aussi de quelle injustice véritablement criante il porterait la responsabilité si, accordant aux filateurs de soie des subventions relativement considérables, il ne faisait *rien* pour améliorer en même temps la condition des ouvrières employées dans cette industrie. Aussi, d'accord avec la Commission, proposa-t-il de faire à ces dernières la maigre aumône d'une caisse de secours et de maladie, en faveur du personnel des usines, qui serait alimentée par un prélèvement de 5 0/0 opéré sur le total des primes versées aux filateurs de soie (1). Cette solution prévalut, en fin de compte, malgré les efforts désespérés tentés par ceux qui la trouvaient non sans raison insuffisante (2).

cher de reconnaître que cet amendement était bien dans la logique du système protectionniste : « Je me demande, dit-il, comment ceux qui votent les primes ont l'audace de garantir le bénéfice de l'entrepreneur et de se refuser à garantir le gain de l'ouvrier. »

(1) M. Dubois faisait observer assez justement à ce propos : « Ne pensez-vous pas qu'il vaudrait mieux prendre quelques mesures pour éviter ces maladies, que de prélever un quantum destiné à les soigner ? »

(2) M. François FOURNIER, notamment, déposa un nouvel amendement stipulant que « pour avoir droit à toucher les primes, les filateurs devront payer à leurs ouvrières un supplément de 25 centimes

Il est permis de regretter que le législateur n'ait pas saisi l'occasion qui s'offrait à lui de faire, de l'amélioration du salaire de l'ouvrier, la condition sans l'accomplissement de laquelle les employeurs se verraient impitoyablement refuser le bénéfice de la protection douanière. Cette solution, sans doute, eût été quelque peu hardie et nouvelle, mais nous ne craignons pas de dire qu'elle eût été strictement conforme à la justice. Nous pensons également qu'elle eût été de nature à conquérir au protectionnisme bien des sympathies ouvrières qui lui font aujourd'hui défaut.

Car il nous semble que, tout compte fait, le prolétariat peut retirer d'un régime de protection douanière, organisé sur des bases équitables, plus d'avantages qu'il n'en peut attendre de la libre concurrence internationale. Celle-ci nous apparaît, quoique nous en ayons, sous les espèces d'une mêlée confuse et violente dans laquelle les intérêts des faibles sont voués tôt ou tard à être sacrifiés. Nous sentons vivement toute la légèreté qu'il y aurait à risquer, en une matière aussi complexe et discutable, des formules tranchantes et absolues, et nous nous défendons soigneusement de donner à cette conclusion un caractère de certitude qui ne se trouve pas dans notre esprit. Mais nous ne pouvons nous empêcher de juger qu'en dehors des avantages, particuliers et variables avec chaque profession, qui ont

par jour sur les salaires en cours, à prélever sur la prime ». M. Rognon demanda, avec le même insuccès, que le prélèvement prévu par la Commission en faveur de la caisse de secours et de maladie des ouvrières, fût porté à 10 0/0

amené certains ouvriers, et peuvent en amener d'autres, à réclamer pour eux-mêmes le bénéfice des droits de douane ou des primes à la production, le protectionnisme offre à l'ensemble de la classe ouvrière, un avantage appréciable, dans un pays à législation sociale avancée, comme l'est déjà et comme le deviendra plus encore la France.

Il est en effet hors de doute qu'à l'heure actuelle, et pour longtemps sans doute, certaines hardiesses de législation sociale ne sont guère possibles qu'à l'abri des barrières douanières. Un pays libre-échangiste qui, brusquement, abaisserait d'une façon notable la durée de la journée de travail ou mettrait simultanément en pratique, dans toutes ses industries, des échelles de salaires minimums comportant une hausse sensible sur les anciens tarifs, un pays *précurseur*, en un mot, dans l'ordre de la législation ouvrière, se trouverait immédiatement infériorisé, sur le terrain de la concurrence internationale, par les pays *retardataires*, où la journée de travail resterait longue et les salaires inférieurs (1) ; si nous prenons par exemple ce travail des enfants dans la verrerie qui, étant donné les conditions dans lesquelles il s'exerce, constitue une véritable honte

(1) Si l'on nous opposait l'exemple de la libre-échangiste Angleterre, nous pourrions répondre : 1° qu'en allant au fond des choses, on s'aperçoit que l'Angleterre est assez *prudente*, en matière de législation ouvrière et que, sauf exception, elle a toujours soin de se régler à ce point de vue sur d'autres nations ; 2° que la réglementation du travail y est surtout le résultat d'une action trade-unioniste vigoureuse et réfléchie ; 3° que d'ailleurs l'Angleterre est, aujourd'hui, terriblement concurrencée, sur le terrain industriel, par des nations protectionnistes telles que l'Allemagne et les Etats-Unis.

pour notre civilisation du xx^e siècle, nous devons bien reconnaître qu'il serait difficile de supprimer, d'extirper complètement cet abus, sans que l'industrie verrière française fût protégée contre la verrerie fabriquée à bas prix, avec l'aide des enfants exploités de Belgique ou d'Allemagne (1). Certains autres abus tolérés par notre législation sont, en partie, maintenus et consolidés par la concurrence des produits étrangers à bon marché ; il est donc difficile d'être interventionniste en matière ouvrière, sans être en même temps protectionniste, au moins transitoirement. Seuls, en effet, des droits de douane à caractère compensateur pourront permettre à un pays de jouer, sans y risquer sa vie économique, le rôle glorieux de pionnier de la législation ouvrière, et si la France, en particulier, nourrit l'ambition de devenir le laboratoire dans lequel seront inaugurées les expériences de législation sociale que reproduiront ensuite d'autres pays, elle n'y réussira qu'à la condition de clore soigneusement les issues par lesquelles ne manqueraient pas de se glisser, en foule, les produits des nations à législation sociale arriérée.

Nous rejoignons ainsi, au terme de cet ouvrage, la conception que nous exposions à son début, comme le dernier

(1) Encore pourrait-on, peut-être, arriver à abolir le travail de nuit des enfants dans les usines, par une entente internationale supprimant la concurrence : mais de telles ententes n'arriveront que très difficilement à se faire, — de l'aveu même de leurs plus chauds partisans, — sur une question aussi complexe que celle du salaire minimum.

stade où était, à l'heure actuelle, parvenue « l'évolution du protectionnisme ». Mais, n'est-il pas vrai que, débarrassée du caractère brutal et utilitaire, et, pour tout dire, quelque peu « bluffeur » dont l'entourait Patten, cette conception fournit encore au protectionnisme sa meilleure justification ?

S'il ne s'agissait que de soutenir artificiellement une industrie à cause de son infériorité technique, on pourrait certes — et on devrait, — préférer à une protection artificielle, l'émulation et le stimulant de la concurrence ; mais lorsqu'il s'agit de protéger le salaire ou les conditions meilleures de justice acquises par la législation sociale tutélaire d'un pays, lorsque les progrès réalisés à ce point de vue par ce pays sont mis en péril par la concurrence des pays à bas salaires et à standard of life inférieur, alors, la protection douanière est surabondamment légitimée par l'importance et le caractère général des intérêts défendus. Ainsi, derrière la doctrine vieillie du *protectionnisme tout court*, combinaison d'intérêts particuliers, parfois même arme de monopole et d'injuste oppression, apparaît et se précise peu à peu une autre doctrine : celle du protectionnisme étroitement solidaire et auxiliaire du progrès social, lié aux intérêts les plus généraux d'un pays, préoccupé du sort des faibles autant que de celui des forts, et que, pour résumer ces différents caractères, nous appellerons simplement le *protectionnisme humain*.

PRINCIPAUX OUVRAGES CONSULTÉS (1).

Les Associations professionnelles ouvrières. Enquête de l'Office du Travail, 4 vol. in-8°. Paris, 1903.

ARNAUNE (Aug.). — *Le commerce extérieur et les tarifs de douane*, 1 vol. in-8°. Paris, Alcan, 1911.

AUGIER (Ch.) et MARVAUD (Angel). — *La politique douanière de la France*, 1 vol. in-8°. Paris, Alcan, 1911.

BARDOUX (Jacques). — *Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine : protectionnisme et radicalisme*, 1 vol. in-8°. Paris, Alcan, 1907.

BARDOUX (J.), GIDEL (G.), etc. — *Le socialisme à l'étranger*, 1 vol. in-16. Paris, Alcan, 1909.

BIARD D'AUNET. — *Lettres d'Australie*. *Economiste français*, 7 et 21 octobre 1905, 1^{er} septembre 1906, 4 mai 1907, 7 mars et 19 septembre 1908.

BLONDEL (Georges). — *L'essor industriel et commercial du peuple allemand*, 1 vol. in-18, 3^e édition. Paris, Larose et Tenin, 1900.

— *La politique protectionniste en Angleterre*, 1 vol. in-18. Paris, Le coffret, 1904.

— *Les nouvelles idées commerciales du peuple anglais*. *Réforme sociale*, 9 novembre 1903.

BOISSARD (A.). — *La lutte contre la concurrence excessive*, 1 broch. Reims, Action populaire, 1910.

BUISSON (Elienne). — *La politique douanière de la classe ouvrière*, 1 broch. Paris, Marcel Rivière, 1909.

BURNS (John). — *Labour and Free trade*, 1 broch. Londres, Kent et Matthews.

(1) On ne trouvera pas ici, — tant s'en faut, — la liste complète des articles de revues et de journaux cités dans le corps même de l'ouvrage, mais seulement ceux d'entre eux qui nous ont paru éclairer d'une façon toute particulière quelque une des questions soulevées.

- CAUWÈS (Paul). — *Cours d'économie politique*, 3 vol. in-8°. Paris, Larose, 3^e édition, 1893.
- CAZAMIAN (Louis). — *L'Angleterre moderne*, 1 vol. in-16. Paris, Flammarion, 1911.
- COTE (Léon). — *L'industrie gantière et l'ouvrier gantier à Grenoble*, 1 vol. in-8° avec préface de J. Jaurès. Paris, 1903.
- CRICK (Daniel). — *Le procès du libre-échange en Angleterre*, 1 vol. in-12. Bruxelles, Misch et Thron, 1904.
- Congrès international d'Anvers sur la législation douanière et la réglementation du travail (août 1892). Rapports et discussions, 2 vol. Anvers, Buschmann, 1893.
- CRUSE (Roger). — *L'évolution de la politique douanière de l'Allemagne contemporaine*, 1 vol. in-8°. Bordeaux, Cadoret, 1905.
- DALLA VOLTA (Ricardo). — *L'émigration italienne et son récent accroissement*. Economiste français, 6 octobre 1906.
- DESCHARS (Ch.). — *L'organisation du travail en Australie*. Revue politique et parlementaire, septembre 1908.
- DOMERGUE (Jules). — *La Révolution économique*, 1 vol. in-16. Paris, Calmann Lévy, 3^e édition, 1890.
- Enquête sur le protectionnisme*. Revue Economique Internationale, mai 1910.
- Enquête sur l'état de l'industrie textile et la condition des ouvriers tisseurs*, 5 vol. Paris, Motteroz, 1906.
- Enquête sur le chômage dans la mégisserie et la tannerie*. Bulletin de l'Office du travail, 1908-1909.
- ERZBERGER (M.). — *Sozialdemokratie und Zollpolitik*, 1 broch. Volksvereins-Verlag, München-Gladbach, 1908.
- FRASER (John-Forster). — *L'Australie. Comment se fait une nation*, 1 vol. in-16. Paris, Pierre Roger, 2^e édit., 1911.
- GANNAY (Paul). — *L'impérialisme économique et la grande industrie anglaise*, 1 vol. in-8°. Paris, Librairie générale de jurispr., 1905.
- GEMAHLING (Paul). — *Travailleurs au rabais ; la lutte syndicale contre les sous-concurrences ouvrières*, 1 vol. in-8°. Paris, Bloud, 1910.
- GEORGE (Henry). — *Protection ou libre-échange* (Traduction de L. Vossion), 1 vol. in-8°. Paris, Guillaumin, 1888.
- GHIO (Paul). — *L'émigration italienne vers les Etats-Unis*. Economiste français, 30 mars 1907.
- GIDE (Charles). — *Cours d'économie politique*, 1 vol. in-8°. Paris, Larose et Tenin, 2^e édit., 1911.
- GIDE et RIST. — *Histoire des doctrines économiques*, 1 vol. in-8°. Paris, Larose et Tenin, 1909.

- GONNARD (René). — *L'émigration européenne au XIX^e siècle*, 1 vol. in-16, Paris, A. Colin, 1906.
- GUYOT (Yves). — *La morale de la concurrence*, 1 broch. Paris, A. Colin, 1896.
- HANOTAUX (Gabriel). — *Les élections anglaises*. Revue hebdomadaire, 19 février 1911.
- HOTTENGER (Georges). — *Le pays de Briey. Hier et aujourd'hui*. 1 vol. in-16. Paris, Berger-Levrault, 1912.
- HURET (Jules). — *En Amérique*, 2 vol. in-16. Paris, Fasquelle.
- JAY (Raoul). — *La protection légale des travailleurs*, 1 vol. in-8°. Paris, Larose et Tenin, 2^e édit., 1910.
- *Protection douanière et protection ouvrière*. *Eveil démocratique*, 6 juin 1909.
- KNIBBS (J.-H.). — *Official Year Book of the Commonwealth of Australia*, 1901-1910, 1 vol. in-8°. Melbourne, Mc Carron, Bird and Co, 1911.
- LAMY (A.). — *La révision du tarif douanier actuel de la France* (thèse), 1 vol. in-8°. Paris, A. Rousseau, 1909.
- LAUGHTON (A.-M.). — *Victorian Year Book*, 1909-1910, 1 vol. in-8°. Melbourne, J. Kemp, 1911.
- LE FEBVRE (Yves). — *L'ouvrier étranger et la protection du travail national* (thèse). Paris, 1901.
- LEROUY-BEAULIEU (Paul). — *Traité théorique et pratique d'économie politique*, 4 vol. in-8°. Paris, Alcan, 5^e édit., 1910.
- *Essai sur la répartition des richesses*, 1 vol. Paris, Alcan.
- LEROUY-BEAULIEU (Pierre). — *Les Etats-Unis au XX^e siècle*, 1 vol. in-16. Paris, A. Colin.
- *L'immigration aux Etats-Unis et l'émigration asiatique*. *Economiste français*, 20 octobre et 3 novembre 1906.
- *Les expériences sociales et le referendum en Australie*. *Economiste français*, 6 mai 1911.
- LEVASSEUR (Emile). — *L'ouvrier américain*, 2 vol. in-8°. Paris, Larose, 1898.
- L'EVESQUE (Ch.). — *La mobilisation du travail et le transport des ouvriers par chemins de fer* (thèse), Paris, 1907.
- LIST (Frédéric). — *Système national d'économie politique* (traduction Richelot), 1 vol. in-8°. Paris, Capelle, 1851.
- MARTIN-SAINT-LÉON (E.). — *Le nouveau régime douanier et ses conséquences sociales*; cours professé à la « Semaine Sociale » de Rouen, 1910.
- MAYO SMITH. — *Statistics and Sociology*, 1 vol. New-York, 1896.

- MÉTIN (Albert). — *Le socialisme sans doctrine*, 1 vol. in-8°. Paris, Alcan, 2^e éd., 1910.
- MILHAUD (Edgard). — *La démocratie socialiste allemande*. Paris, 1903.
- MONNIER (Aug.). — *Les indésirables*, 1 vol. in-16. Paris, Larose et Tenin, 1907.
- MUTSCHLER (C.). — *Un syndical protectionniste*. Revue Syndicaliste, mars-avril 1909.
- NOGARO et MOYE. — *Les régimes douaniers. Législation douanière et traités de commerce*, 1 vol. in-16. Paris, A. Colin, 1910.
- OLLIVIER-LACROIX (Paul). — *Protectionnisme et socialisme*. Mouvement Socialiste, août 1905.
- PATTEN (Simon-N.). — *Les fondements économiques de la protection* (trad. Lepelletier), 1 vol. in-18. Paris, Giard et Brière, 1899.
- PAYEN (Edouard). — *Les étrangers en France*. Economiste français, 19 mars 1910. — *La dépopulation des campagnes et la main-d'œuvre étrangère*. Economiste français, 10 février 1912.
- PIROU (Gaëtan). — *La main-d'œuvre étrangère en France*. Revue Socialiste, 15 mai 1912.
- PERREAU (P.). — *La révision du tarif douanier de 1892* (thèse). Paris, Giard, 1910.
- PIC (Paul). — *Traité élémentaire de législation industrielle*, 1 vol. in-8°, 3^e éd., Paris, A. Rousseau, 1909.
- *La main-d'œuvre étrangère en France*. Revue économique internationale, novembre 1911.
- PRATO (Giuseppe). — *Le protectionnisme ouvrier* (trad. Hubert Bourgin), 1 vol. in 8°. Paris, Marcel Rivière, 1912.
- PROUDHON. — *Solution du problème social*. Paris, 1848.
- RUSSO (Fontana). — *Traité de politique commerciale*, 1 vol. in-8°. Paris, Giard.
- Salaires et durée du travail dans l'industrie française* ; enquête publiée en 1891 par l'Office du travail.
- SALVY. — *L'immigration aux Etats-Unis et les lois fédérales* (thèse). Paris, 1908.
- SAUVAIRE-JOURDAN. — *Le protectionnisme rationnel et la réforme douanière en France*. Revue d'économie politique, octobre 1909.
- SCHIPPEL (Max). — *Grundsätze der Handelspolitik*, 1902.
- SEILHAC (Léon de). — *Le monde socialiste*, 1 vol. in-12. Paris, Leccoffre, 1904.
- SMITH (Adam). — *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1 vol. in-8°, édition Garnier. Paris, Guillaumin, 1859.
- Le Socialisme*. Encyclopédie populaire illustrée du x^e siècle, 1 vol. in-12. Paris, H. May.

- *Sozial demokratie und Handelspolitik*, 1 broch. Soziale Volksbibliothek, München-Gladbach.
- VIALLATTE (A.). — *L'industrie américaine*, 1 vol. in-8°. Paris, Alcan, 1908.
- VIGOUROUX. — *La concentration des forces ouvrières dans l'Amérique du Nord*, 1 vol. in-16. Paris, A. Colin, 1899.
- VILLEY (E.). — *Le socialisme contemporain*.
- WRIGHT (Caroll D.). — *L'évolution industrielle des Etats-Unis*, 1 vol. in-8°. Paris, Giard et Brière, 1902.
- Collection des journaux socialistes : *La Bataille*, *le Cri du Peuple*, *le Parti ouvrier*, *le Proletariat*, *le Socialiste*.
- Journal officiel* : Débats parlementaires ; Discussions douanières de 1891 et 1909. Rapports généraux de M. Méline, en 1891, et de M. Jean Morel, en 1909 sur la revision du tarif douanier.
- L'Ouvrier en meuble*, organe corporatif de la Fédération nationale de l'Ameublement : articles divers de 1907 à 1910.
- La Voix des verriers*, journal corporatif de la Fédération nationale des travailleurs du verre : articles divers en 1908 et 1909.

Vu :

Le Président de la Thèse,
RAOUL JAY.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

L'ÉVOLUTION DE LA DOCTRINE PROTECTIONNISTE

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Le règne du protectionnisme . .	3
CHAPITRE II. — L'évolution du protectionnisme. De List à Patten.	12

PREMIÈRE PARTIE

L'ATTITUDE GÉNÉRALE DE LA CLASSE OUVRIÈRE À L'ÉGARD DES QUESTIONS DOUANIÈRES

CHAPITRE PREMIER. — Le point de vue ouvrier. — Les termes du problème.	51
CHAPITRE II. — Socialisme et libre-échange.	71
CHAPITRE III. — Premières sympathies protectionnistes. .	90
CHAPITRE IV. — L'attitude des parlementaires socialis- tes, au cours des grandes discussions douanières de 1891 et 1909.	101

DEUXIÈME PARTIE

LE PROTECTIONNISME OUVRIER

CHAPITRE PREMIER. — La lutte contre la concurrence des ouvriers étrangers	139
--	-----

§ 1 ^{er} . — Les mesures contre l'immigration ouvrière en Australie, aux Etats-Unis, en Angleterre. . .	139
§ 2. — En France : L'opinion ouvrière et les propositions législatives	174
CHAPITRE II. — La lutte contre la concurrence des pro- duits étrangers	209
§ 1 ^{er} . — En France : Ebénistes, verriers, tisseurs, mi- neurs, gantiers protectionnistes	213
§ 2. — En Angleterre : La propagande pour la « Tariff Reform » et les milieux populaires.	254
§ 3. — Le protectionnisme allemand et la Social-Démo- cratie	279

CONCLUSION

DES RAPPORTS DE LA PROTECTION DOUANIÈRE AVEC LA LÉGISLATION OUVRIÈRE	293
PRINCIPAUX OUVRAGES CONSULTÉS	317

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
